

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

L'INTENDANT DE CYPierre

ET

LA VIE ÉCONOMIQUE DE L'ORLÉANAIS

1760-1785

THÈSE DE DOCTORAT EN DROIT

Présentée et soutenue le samedi 21 mai 1938, à 14 heures

PAR

Louis GUÉRIN

LICENCIÉ ÈS LETTRES

JURY { *Président de thèse : M. OLIVIER-MARTIN, professeur.*
Suffragants { MM. LE BRAS, professeur.
GRAND CLAUDE, professeur.

MAYENNE
IMPRIMERIE FLOCH

1938

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT EN DROIT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

L'INTENDANT DE CYPRIERRE

ET

LA VIE ÉCONOMIQUE DE L'ORLÉANAIS

1760-1785

THÈSE DE DOCTORAT EN DROIT

Présentée et soutenue le samedi 21 mai 1938, à 14 heures

PAR

Louis GUÉRIN

LICENCIÉ ÈS LETTRES

JURY { *Président de thèse* : M. OLIVIER-MARTIN, *professeur*.
 { *Suffragants* { MM. LE BRAS, *professeur*.
 { GRAND CLAUDE, *professeur*.

MAYENNE
IMPRIMERIE FLOCH

1938



BIBLIOGRAPHIE

SOURCES.

Archives Nationales :

F¹⁰ 427, 628, 1198.
F¹² 751, 1400, 2310.
F¹⁴ 166A, 166B, 167A, 168, 1200, 1201.
H 1162, 1502.
K 906.
V⁵ 1263, 1264, 1265, 1270.

Bibliothèque Nationale :

Pièces originales, 2192.

Bibliothèque Mazarine :

Ms 2840.

Archives Départementales du Loiret :

Correspondance : C 3 à C 9 inclus.
Population : C 32.
Agriculture : C 35 à C 58 inclus.
Industrie et Commerce : C 60 à C 107 inclus.
Travaux Publics : C 174 à C 239 inclus; C 244; C 252
à C 269 inclus; C 334 à C 371 inclus.

D 710.

Archives Départementales du Loir-et-Cher :

L 434.

Archives Communales d'Orléans :

D D 91.

H H 13.

Archives Communales de Chartres

U b I⁵.

U b I¹⁴.

OUVRAGES GÉNÉRAUX.

DELAMARRE. — *Traité de la Police*. Paris, Michel Brunet, 1722, 4 tomes.

GALLIANI. — *Dialogues sur le Commerce des Grains*.

TURGOT. — *Œuvres de Turgot et Documents le concernant, avec Biographie et Notes*, par Gustave Schelle. Paris, F. Alcan, 1913-1923 in-8°, 5 tomes.

ACLOCQUE (G.). — *Les Corporations, l'Industrie et le Commerce à Chartres du XI^e siècle à la Révolution*. Paris, A. Picard, 1917, in-8°, 407 p.

- AFANASSIEV (G.). — *Le Commerce des Céréales en France au XVIII^e siècle*. Trad. Paul Boyer, Paris, A. Picard et fils, 1894, in-8°.
- ARDASCHEFF (P.). — *Les Intendants de Province sous Louis XVI*. Trad. Jousserandot, Paris, 1909, in-8°.
- BABEAU (A.). — *Le Village sous l'Ancien Régime*. Paris, Didier, 1878, in-8°.
- BARBIER (A.). — *Les Intendants du Poitou*. Poitiers, Imprimerie Générale de l'Ouest, 1885, in-8°, 15 p. (Extrait des *Mémoires de la Société des Antiquaires de l'Ouest*, t. VII, 1884).
- BIOLLAY (L.). — *Etudes Economiques sur le XVIII^e siècle. Le Pacte de Famine, l'Administration du Commerce*. Paris, Guillaumin, 1885, in-8°, 547 p.
- BLOCH (C.). — *Etudes sur l'Histoire Economique de la France (1760-1789)*. Paris, A. Picard et fils, 1900, in-8°, 271 p.
- CLEMENT (F.-P.). — *La Corvée des Chemins en France et spécialement en Poitou sous les Intendants de Blossac et Boula de Nanteuil (1751-1790)* (Thèse de Doctorat en Droit). Poitiers, Soc. Française d'Imprimerie et de Librairie, 1899, in-8°, 182 p.
- DEBAUVE (A.). — *Les Travaux Publics et les Ingénieurs des Ponts et Chaussées depuis le XVII^e siècle*. Paris, Vve C. Dunod, 1893, in-8°, 443 p.
- CILLEULS (A. DES). — *Origines et Développement du Régime des Travaux Publics en France*. Paris, Imprimerie Nationale, 1895, in-8°, 305 p.
- DUMAS (F.). — *La Généralité de Tours au XVIII^e siècle. Administration de l'Intendant Du Cluzel (1766-1783)* (Thèse Faculté des Lettres de Paris). Paris, Hachette, 1894, in-8°, 437 p.
- GIRARD (R.). — *L'Abbé Terray et la Liberté du Commerce des Grains (1769-1774)*. Paris, Presses Universitaires de France, 1924, in-8°, 135 p.
- D HUGUES (G.). — *Essai sur l'Administration de Turgot dans la Généralité de Limoges* (Thèse de Doctorat ès-lettres). Paris, Guillaumin, 1859, in-8°.
- LAROUSSE (C.-E.). — *Esquisse du Mouvement des Prix et des Revenus en France au XVIII^e siècle*. Poitiers, Renault et C^{ie}; Paris, Dalloz, 1933, 2 volumes in-8°, 697 p.
- LEVASSEUR (E.). — *La Population Française : Histoire de la Population avant 1789 et Démographie de la France comparée à celle des autres Nations au XIX^e siècle, précédée d'une Introduction sur la Statistique*. Paris, A. Rousseau, 1889-1892, 3 volumes in-8°.
- LEVASSEUR (E.). — *Histoire des Classes Ouvrières et de l'Industrie en France avant 1789*. Paris, A. Rousseau, 1900-1901, 2 volumes in-8°.
- MARCHAND (J.). — *Un Intendant sous Louis XIV, Etudes sur l'Administration de Lebreu en Provence (1687-1704)*. Paris, Hachette, 1889, in-8°, 380 p.
- MARTIN (GERMAIN-). — *La Grande Industrie en France sous le*

- Règne de Louis XV. Paris, A. Fontemoing, 1900, in-8°, 402 p.
- MARTIN (OLIVIER-). — *Précis d'Histoire du Droit*. Paris, Dalloz, 1934, in-16.
- MARTIN SAINT-LÉON (E.). — *Histoire des Corporations de Métiers, depuis leurs origines jusqu'à leur suppression en 1791, suivie d'une Etude sur l'Évolution de l'Idée Corporative au XIX^e siècle et sur les Syndicats Professionnels*. Paris, Guillaumin, 1897, in-8°, 671 p.
- SEE (H.). — *L'Évolution Commerciale et Industrielle de la France sous l'Ancien Régime*. Laval, imp. Barnéoud; Paris, Marcel Giard, 1925, in-8°, 400 p.
- WOELMONT DE BRUMAGNE (Baron). — *Notices Généalogiques*. Abbeville, imp. F. Paillart; Paris, Librairie ancienne Edouard Champion, 8 Série de 1923 à 1935, in-8°.

OUVRAGES SPÉCIAUX A L'ORLÉANAIS.

- JOUSSE (D.). — *Détail Historique de la Ville d'Orléans, qui contient une description abrégée de cette ville, l'état exact de ses différens (sic) chapitres, communautés..., un mémoire sur les mesures qui sont en usage dans la province, l'état des foires, marchés etc... et où l'on trouvera aussi plusieurs choses dont la connoissance est nécessaire pour l'usage ordinaire de la vie*. Orléans, C. Jacob, 1752, in-8°, 175 p.
- MONTIGNY (DE). — *Voyage dans l'Orléanois, le Blésois, la Touraine, l'Anjou et la Bretagne fait en 1752, depuis le 9 septembre jusqu'au 23 octobre — au point de vue commercial et industriel*. (Bibl. Mazarine).
- MORIN (dôm Guillaume). — *Histoire du Gastinois*. Nouvelle édition, avec notes et documents, publiée par H. Laurent. Paris, Champion, 1883-1889, 3 volumes in-4°.
- PERRIN DE CYPPIERRE. — *Mandement concernant le service des corvées dans la Généralité d'Orléans*. Orléans, 1^{er} juin 1780, In-folio, 12 p.
- POLLUCHE (D.). — *Essais Historiques sur Orléans, ou Description topographique et critique de cette capitale et de ses environs*. Orléans, Couret de Villeneuve, 1778, in-8°, 210 p.
- BIMBENET (E.). — *Histoire de la Ville d'Orléans*. Orléans, H. Herluison, 1884-1887, in-8°, 3 tomes.
- BIZEMONT (DE). — *Faïences d'Orléans* (Mémoires de la Soc. Française de Numismatique et d'Archéologie). Paris, 1869.
- BLOCH (C.). — *Le Commerce des Grains dans la Généralité d'Orléans (1768) d'après la correspondance inédite de l'intendant Cypierre*. Orléans, H. Herluison, 1898, in-8°, 169 p.
- BLOCH (C.). — *La Loire d'autrefois* (Conférences). Orléans, H. Herluison, 1887, in-8°, 60 p.
- BOUVIER. — *La Société Orléanaise de 1760 à 1790*. Orléans, Auguste Gout et C^{ie}, 1914, in-8°, 47 p.

- COCHARD (T.). — *Les Confréries des Communautés d'Arts et Métiers d'Orléans*. Orléans, H. Herluison, 1888, in-8°, 62 p. (Extrait du tome VI des *Lectures et Mémoires de l'Académie de Sainte Croix*).
- CUISSARD (C.). — *Etude sur le Commerce et l'Industrie à Orléans avant 1789*. Orléans, H. Herluison, 1897, in-8°, 307 p. (Extrait du *Bulletin de la Soc. d'Agriculture, Sciences, Belles-Lettres et Arts d'Orléans*).
- DOMET (P.). — *Histoire de la Forêt d'Orléans*. Orléans, H. Herluison, 1892, in-8°, 432 p.
- DUFORT (J.-N. comte de Cheverny). — *Mémoires sur les Règnes de Louis XV et Louis XVI et sur la Révolution*. Paris, E. Plon, Nourrit et C^{ie}, 1886, 2 volumes in-8°.
- DUPIEUX (P.). — *Les Brondes, Manufacturiers de Cotonnades et de Liqueurs (1762-1800)* (Mémoire lu au Congrès des Sociétés Savantes). Publié par la « Commission de Recherche et de Publication des Documents relatifs à la Vie Economique de la Révolution ». Paris, Imp. Nationale, Ernest Leroux, 1935, gr. in-8°, 287 p.
- FROMONT (H.). — *Essai sur l'Administration de l'Assemblée Provinciale de la Généralité d'Orléans (1787-1790)* (Thèse de Doctorat en Droit). Paris, Imp. de la Faculté de Médecine, 1907, in-8°, 634 p.
- GAUDRON (G.). — *Quelques Travaux de Dominotiers Orléanais de la fin du XVIII^e siècle*. Paris, Strasbourg, imp.-libr. Istra, 5 juin 1934, in-8° (paginé 83 à 91). Extrait de *l'Art Populaire en France*, V^e Année, 1933.
- GUILLON (P.). — *Un ingénieur Orléanais, Lecreulx (1728-1812); les Ponts et Chaussées, les grands Travaux Publics de la seconde moitié du XVIII^e siècle, particulièrement à Orléans et sur les bords de la Loire*. Orléans, P. Marron, 1904, in-8°, 98 p. (Extrait des *Mémoires de la Soc. Archéologique et Historique de l'Orléanais*).
- HERLUISON (H.). — *Peintres-Verriers Orléanais*. Documents extraits des minutes notariales de Beaugency, communiqués par MM. Adam et Blondel, analysés par H. Herluison. Orléans, H. Herluison, 1897, in-8° 7 p. (Extrait du *Bulletin de la Soc. Archéologique et Historique de l'Orléanais*).
- LEPAGE (E.). — *Les Rues d'Orléans, recherches historiques sur les rues, places et monuments publics depuis leur origine jusqu'à nos jours*. Orléans, Imp. Orléanaise, 1901, gr. in-8°, 464 p.
- LOTTIN (D.). — *Recherches Historiques sur la ville d'Orléans*. Orléans, Imp. A. Jacob, 1836-1845, in-8°, 7 volumes de 274 à 1830).
- VERGNAUD-ROMAGNESI (C.-F.). — *Histoire d'Orléans*. Orléans, Rouzeau-Montaut aîné, 1830, 2 tomes en 1 volume in-12.
- SOYER (J.). — *Le Recensement de la population d'Orléans en 1762*. Orléans, Paul Pigelet et fils et C^{ie}, 1921, in-18, 5 p. (Extrait du *Bulletin de la Soc. Archéologique et Historique de l'Orléanais*).

- MÉMOIRES ET DOCUMENTS POUR SERVIR A L'HISTOIRE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE EN FRANCE, publiés sous la direction de Julien HAYEM. Langres, Imp. Moderne; Paris, Libr. des Sciences Economiques et Sociales Marcel Rivière.
- Les Inspecteurs des Manufactures et le Mémoire de l'Inspecteur Tribert sur la Généralité d'Orléans*, par Julien HAYEM, 2^e Série, 1912.
- Les Manufactures des Toiles Peintes d'Orléans*, par le Dr GARSONNIN, 3^e Série, 1913.
- La Localisation des Industries dans la Généralité d'Orléans au XVIII^e siècle*, par Georges HARDY, 3^e Série, 1913.
- La Manufacture Dentellière de Montargis*, par P. M. BONDOIS, 7^e Série, 1922.
- La Draperie à Romorentin sous l'Ancien Régime*, par Julien HAYEM, 8^e Série, 1924.

MÉMOIRES ET BULLETINS DE LA SOCIÉTÉ ARCHÉOLOGIQUE ET HISTORIQUE DE L'ORLÉANAIS. Orléans, H. HERLUISON 1848-1916; in-8^o.

- AUVRAY. — *Note sur la Famille de Cypierre*. B. XV, 145.
- BASSEVILLE. — *Une Paroisse de Sologne: Nouan-le-Fuzelier (Loir-et-Cher)*. M. tome 34, 101.
- BEAUCORPS. — *Une Province sous Louis XIV. L'Administration des Intendants d'Orléans; de Creil, Jubert de Bouville et de La Bourdonnaye (1686-1713)*. M. XXXIII, 37.
- BLOCH (C.). — *Note sur la Dépopulation d'Orléans aux XVIII^e et XIX^e siècles*. B. XII, 610.
- Note sur quatre Mémoires inédits sur la Sologne*. B. XII, 533.
- Projet d'établissement d'une Chambre de Commerce à Orléans (1769)*. B. XIII, 320.
- Statistique des Corporations de Métiers à Orléans à la fin de l'Ancien Régime*. B. XII, 464.
- COCHARD. — *Statuts des Vignerons Blésois*. B. IX, 484.
- DESNOYERS. — *Saint Firmin, Patron des Boulangers d'Orléans*. M. XXVII, 153.
- DUPRÉ. — *Le Livre des Méliers d'Orléans*. B. IX, 484.
- Morlière horloger-émailleur orléanais*. B. V, 44.
- GUILLON. — *L'Ingénieur orléanais, Lecreulx (1728-1812)*. M. XXIX, 415.
- JARRY. — *Guerre des Sabotiers de Sologne*. M. XVII, 368.
- LEROY. — *La Navigation de la Loire au XVII^e siècle*. B. XV, 32.
- Voyage dans l'Orléanois, le Blésois, la Touraine, l'Anjou et la Bretagne fait en 1752*. B. XII, 665.
- MANTELLIER. — *Histoire des Communautés de Marchands fréquentant la Rivière de Loire*. M. VII, VIII, X.
- Mémoire sur la valeur des principales Denrées et Marchandises à Orléans du XIV^e au XVII^e siècle*. M. V., 103.

- PEROT. — *Atelier de Fabrication de Bracelets en Schiste*. B. X, 139.
- PILLON. — *Corporation des Apothicaires d'Orléans*. B. II, 254.
- TORQUAT (abbé E. DE). — *Notice sur la Baronnie de Chevilly*. M. XI, 351.
- TRANCHAN. — *Corporation des Boulangers*. M. XX, 213.

L'INTENDANT DE CYPRIERRE

ET LA VIE ÉCONOMIQUE DE L'ORLÉANAIS (1760-1785)

INTRODUCTION

L'institution des intendants est née de ces inspections que, périodiquement, le roi faisait effectuer dans les provinces afin d'assurer son autorité, de reprendre en mains les officiers locaux, de réparer leurs injustices. Héritiers des « Enquêteurs extraordinaires » de Saint-Louis, des « Commissaires départis » chargés pendant la période troublée de la fin du ^{xvi}^e siècle de rétablir l'ordre, des « intendants d'armée » et « intendants de justice » qui, à la même époque, accompagnèrent les troupes ou assistèrent les gouverneurs, les intendants naquirent, obscurément d'ailleurs, sous Louis XIII. Supprimés pendant la Fronde, rétablis ensuite, ils étaient devenus au ^{xviii}^e siècle des personnages très puissants. Ils étaient placés à la tête de « généralités », circonscriptions qui devaient leur origine aux besoins de l'administration financière du Royaume, et se faisaient suppléer ou représenter dans les différentes parties de leur département par des « subdélégués », choisis d'ordinaire parmi les officiers du bailliage ou de l'élection.

« Commissaire départi pour l'exécution des ordres du roi », l'intendant reste, avant tout, l'agent du roi, totalement dévoué à sa personne, imbu de l'esprit de son conseil; il est, ainsi que le dit Lavissee, « le roi présent en la province »; il a dans sa généralité, comme le souverain dans le Royaume, la garde du bien commun. Sa compétence est indéterminée, ses attributions à peu près illimitées; « Intendant de justice, police et finances : tel est son titre, dont le sens est large, aussi large que son action même.

Homme de robe, il connaît des cas que le roi lui confie,

soit par Commission, soit par arrêt d'attribution. Intendant de finances, il surveille, dès le ministère de Colbert, l'administration des trésoriers-généraux et suit la répartition de la taille entre les élections, les paroisses et même les taillables. Il a la haute main sur la capitation, contrôle les directeurs des vingtièmes, fixe dans les pays de grande gabelle la quantité de « sel de devoir », obligatoirement consommée par chacun.

L'exercice de la police le retient plus encore, aux ^{xvii}^e et ^{xviii}^e siècles surtout. Le mot police désigne alors ce que nous entendons aujourd'hui par administration : surveillance, contrôle des sujets, redressement de leur activité dans tous les domaines. En vertu de ses attributions de police, l'intendant doit d'abord veiller au maintien de la sécurité et de l'ordre public : c'est à lui de réprimer le faux-saunage, ou contre-bande du sel, pratiquée entre régions soumises, au point de vue de la gabelle, à des régimes différents; à lui d'apaiser les révoltes provoquées par la crainte de la disette ou le poids trop lourd des taxes ou des impositions; à lui encore de poursuivre la mendicité et le vagabondage, en faisant travailler dans les ateliers de charité les mendiants valides, en admettant dans les hôpitaux généraux les mendiants malades ou infirmes; à lui enfin d'assurer la surveillance de l'imprimerie et de la librairie. Il lui appartient aussi d'intervenir dans les affaires religieuses pour tenter de faire prévaloir ou accepter la politique royale, de contrôler la formation, le logement, l'approvisionnement des troupes régulières, de veiller à l'organisation des milices provinciales. D'autre part, les communautés d'habitants ayant peu à peu, par leur mauvaise gestion, aggravé leur situation financière, les commissaires départis furent chargés au milieu du ^{xviii}^e siècle, de vérifier et de liquider leurs dettes (1); cette mesure aboutit dans la suite à une tutelle administrative qui mit fin aux abus et produisit de bons résultats.

Pour les mêmes raisons, les intendants en arrivent au ^{xviii}^e siècle à exercer une certaine surveillance sur les corps

(1) Ordonnance d'octobre 1662 et arrêt de février 1665.

et communautés; ils contribuent aussi, en agissant de concert avec les inspecteurs des manufactures, au développement de celles-ci, ils prodiguent des encouragements aux cultivateurs; responsables dans leur province de l'approvisionnement des marchés, ils ont la haute main sur le commerce des grains; l'action des trésoriers de France compétents en matière de travaux publics, restant peu efficace, ils durent collaborer avec eux et bientôt jouèrent le premier rôle. Ainsi les intendants sont, chacun dans leur généralité — et en ce qui concerne l'Orléanais, c'est là l'objet même de notre étude — à la tête du mouvement économique qui, au XVIII^e siècle, soulève la France entière.

*
* *

Ce mouvement économique est lié étroitement au mouvement physiocratique et au mouvement scientifique qui, au XVIII^e siècle, sont venus renouveler les croyances et les connaissances humaines. Tandis que Voltaire combat pour la liberté, que Rousseau dit sa haine de l'inégalité sociale et enseigne à l'homme ses « droits naturels », un certain nombre de physiocrates groupés autour de Quesnay s'efforcent de démontrer la toute-puissance de la nature, l'existence et l'excellence de « lois naturelles » : d'où leurs noms de « Physiocrates » (1) et d'« Économistes ». Leurs théories aboutissent, au point de vue pratique, à la conception d'un régime de liberté totale qui, seul, permet le jeu des lois naturelles : « Laissez faire, laissez passer »; l'auteur probable de cette formule, Gournay, s'attaque violemment à la réglementation industrielle et commerciale et s'efforce de l'adoucir. Quesnay met l'accent sur la terre, tente d'établir que le travail agricole est le seul productif, l'industrie et le commerce déplaçant les richesses sans les multiplier, et conclut que la culture doit supporter seule les charges publiques, mais qu'en revanche elle a droit à toute la sollicitude royale.

Les physiocrates exercent une influence profonde sur

(1) Du grec : φύσις, nature; et χράτος, force.

leurs contemporains, ils gagnent beaucoup d'entre eux à leurs idées libérales, ils appellent l'attention de tous sur l'importance des questions économiques, sur la nécessité de réformes et d'encouragements.

A la même époque les savants, par l'amélioration qu'ils apportent à la technique, permettent un développement sensible de l'industrie; grâce aux progrès de la chimie, de la physique, de la mécanique, grâce aux perfectionnements de l'outillage et des procédés de fabrication, la production s'intensifie. La construction par Hargreaves, Arkwright, Vaucanson, de machines à filer et à tisser provoque, en Angleterre notamment, un renouveau de l'industrie textile; les recherches sur la chaleur aboutissent à l'invention par Cugnot du chariot à vapeur, par Jouffroy du bateau à vapeur et surtout par James Watt de la machine à vapeur qui va multiplier les rendements et substituer l'usine à l'atelier familial.

Les collaborateurs du roi, portés de tous côtés à l'étude des problèmes économiques, aidés et soutenus par les campagnes des physiocrates et les découvertes des savants, favorisés par l'élan général vers le progrès qui caractérise les dernières années de l'Ancien Régime, ne négligent rien qui puisse améliorer la situation matérielle du pays : travaux et enquêtes, réformes de la législation, créations d'écoles et de sociétés, distributions de prix et de secours.

Les résultats ne se font pas attendre et surprennent bientôt les contemporains : les voyageurs anglais Arthur Young, Horace Walpole, Rigby; les écrivains tels que le marquis de Mirabeau, Dupont de Nemours, insistent dans leurs ouvrages sur la « prospérité » du pays, le « prodigieux enrichissement » de toutes les classes de la société (1).

La population, en effet, s'accroît rapidement. Le revenu des impôts augmente. La monnaie se fait plus abondante. Les villes (2) voient s'élever le chiffre de leurs budgets, et entreprennent des constructions nouvelles, des travaux d'embellissement. Les campagnes sortent peu à peu de leur

(1) Voir notamment Ardascheff, *Les Intendants des Provinces sous Louis XVI*, ch. II, p. 89 et ss., qui fait de nombreuses citations.

(2) Cf. Babeau, *La Ville sous l'Ancien Régime*.

misère (1); la propriété foncière se développe sensiblement (2); l'agriculture, alors à la mode, reçoit de nombreux encouragements (3). L'industrie, grâce aux récents perfectionnements techniques, prend son essor; des fabrications nouvelles apparaissent; des manufactures se multiplient. On refait des routes, on aménage des rivières, on perce des canaux. Le commerce intérieur se montre plus actif, le commerce extérieur quadruple en soixante ans (4).

A la tête de ce mouvement économique se trouve l'une des plus riches provinces de France, l'Orléanais; nous nous proposons d'étudier quelle action profonde et décisive y exerça l'intendant de Cypierre, quels furent ses efforts, ses difficultés, ses succès.

(1) Voir Babeau, *Le Village sous l'Ancien Régime*, Paris, 1915. Notamment I. V, ch. IV.

Babeau, *La Vie Rurale*, qui cite Voltaire, p. 60, 135. « Je ne sais comment il est arrivé que dans nos villages où la terre est ingrate, les impôts lourds, la défense d'exporter le blé qu'on a semé intolérable, il n'y ait guère pourtant un colon qui n'ait un bon habit de drap et qui ne soit bien chaussé et bien nourri. » Et il ajoute : « Il n'y a guère de royaume dans l'univers, où le cultivateur, le fermier, soient plus à l'aise que dans quelques provinces de France, et l'Angleterre seule peut lui disputer cet avantage. »

(2) Voir les ouvrages de J. Loutchinsky, *La Propriété paysanne en France à la veille de la Révolution* (principalement dans le Limousin) (en russe) Kiew 1900; et Ph. Sagnac, *La Division du Sol pendant la Révolution et ses conséquences* (*Rev. d'Hist. mod. et contemp.*, 1903-1904, t. V, p. 457 à 470).

(3) Voir notamment vicomte Georges d'Avenel, *Histoire économique de la Propriété, des Salaires, des Denrées et de tous les Prix en général depuis l'an 1200 jusqu'en l'an 1800*, Paris, 1894, in-4°, t. I.

Marc Bloch, *Les Caractères originaux de l'Histoire rurale française*, Paris, 1931.

(4) De 1716-1720 à 1784-1788. D'après Arthur Young. Cité dans Ardascheff, *op. cit.*, p. 96.

CHAPITRE PREMIER

L INTENDANT DE CYPIERRE

Les intendants, grands personnages au XVIII^e siècle, appartenaient tous à la noblesse, beaucoup même à la vieille noblesse (1); on a pu croire que Perrin de Cypierre était lui aussi d'illustre origine, qu'il descendait des Marcilly, seigneurs de Cipierre (2) : Philibert de Marcilly, dit « le brave Sipierre », fut gouverneur du duc d'Orléans, le futur Charles IX, puis premier gentilhomme de la Chambre du Roi, lieutenant général de la ville d'Orléans en 1560, gouverneur de l'Orléanais et du Berry en 1565; son fils Humbert (ou Hubert, ou Imbert), gouverneur de Semur, maréchal de camp, bailli du Charolais, épousa Alphonsine (ou Alphonce) de Gondi, nièce du maréchal de Retz et fille de Charles de Gondi, seigneur de la Tour, grand maître de la Garde du Roi.

La famille de Cypierre est en réalité plus humble (3) : elle a pour ancêtre Lazare Perrin, contemporain de Humbert de Marcilly; le « Sire Lazare » — ainsi l'appelait-on — loin d'être un riche seigneur et un valeureux capitaine, quitta son pays natal, le Dauphiné, « pendant les guerres de religion, pour se soustraire à l'arrière-ban, qui aurait absorbé toute sa fortune (4) ». Il se retira en Bourgogne, où il acheta

(1) Ardascheff, *Les Intendants des Provinces sous Louis XVI*, trad. Jousserandot, 1909, p. 37-38.

(2) Cf. notamment L. Auvray, *Note sur la Famille de Cypierre*. *Bulletin de la Soc. Arch. et Hist. de l'Orléanais*, XV, 145; et Bouvier, *La Société Orléanaise de 1760 à 1790*, qui pose la question sans la résoudre (p. 15).

(3) Le seul fils de Humbert, Charles, mourut d'ailleurs sans postérité (Dossiers Bleus, 425).

(4) *Nobiliaire universel de France*, de Saint-Allais, t. II, 425.

la terre de Précy (1). Il eut deux fils dont l'un, Clément, fut curé d'Huillaux en Bourbonnais, et dont l'autre, Claude, s'établit à Oyé (2) vers 1663, et acquit près de là, en 1668, la terre de Daron.

Claude et son fils Jean Perrin de Daron portèrent-ils l'épée? Ardascheff semble le dire, mais sans citer aucune preuve (3). Toujours est-il qu'ils amassèrent une grosse fortune, ce qui permit à Jean d'élever et de doter allégrement ses dix enfants : quatre fils et six filles. Les trois fils puînés, Jacques, Antoine et Claude reçurent chacun vingt-cinq mille francs de légitime, et les filles dix mille francs, « sommes exorbitantes pour le temps », sans réduire la part considérable du fils aîné, Jean.

Celui-ci conserva les armes de son père, « d'or, au lion de sable rampant contre une colonne de gueules, chargée de trois fleurs de lys d'argent à senestre. Pour support, deux lions ». Il eut pour descendants les Perrin de Daron et les Perrin de Précy; certains d'entre eux s'illustrèrent, comme Louis-François Perrin de Précy, dit le comte de Précy, commandant de la garde constitutionnelle de Louis XVI en 1791, chef et animateur des troupes royales en Lyonnais en 1793, lieutenant général et grand-croix de Saint-Louis sous la Restauration.

Le fils cadet, Jacques Perrin, dont les armes se blasonnaient « d'or au lion de sable rampant contre une colonne de gueules », s'établit à Charolles, et y fut receveur particulier des États (4). Il acquit ou reçut de son père la seigneurie de Cypierre : cette terre était sans doute celle que possédaient les Marcilly de Cypierre; leur domaine aurait été mis en vente après l'extinction de la famille (5). Fort riche lui aussi,

(1) Sans doute actuellement commune d'Anzy-le-Duc, où il subsiste une terre de Précy, à 23 kilomètres de Charolles, canton de Marcigny, S. et L.

(2) Actuellement, canton de Semur en Brionnais, arrondissement de Charolles, à 14 kilomètres d'Anzy, et 19 kilomètres de Charolles.

(3) Ardascheff, *Les Intendants de Province*, p. 27.

(4) Dufort de Cheverny, *Mémoires*, p. 252.

(5) Un acte d'arbitrage apprend en effet que le château de Cypierre, berceau de la famille des Marcilly, se trouvait à 5 kilomètres de Paray-le-Monial (cf. Auvray, art. cité) : Il était vraisemblablement sur le territoire de la commune actuelle de Volesvres qui est en effet à 5 kilomètres de Paray et qui compte encore un château de Cypierre. De Volesvres (canton de Paray-le-

Jacques Perrin à son décès laissa « de grands biens, évalués à cinquante mille livres de rentes ».

Son fils aîné, Joseph-Louis Perrin (1), hérita de la terre de Cypierre; reçu conseiller au Parlement de Bourgogne le 19 avril 1725, il rendit « en cette qualité », « avec le plus grande distinction », des services au roi et au public (2). Sa femme, Madeleine Villin, lui donna d'abord une fille, Bénigne, qui épousa Jean Villedieu, sieur de Torcy, chef de la famille des Torcy (3); puis un fils, Jean-François Claude, dont l'extrait baptismal est du 13 mai 1727 (4); elle mourait peu après, le 18 août 1727; trois ans plus tard, Jacques Perrin décédait à son tour.

*
* *

Jean-François-Claude Perrin trouve alors un soutien en son oncle, Perrin de Grigaine, chevalier de Saint-Louis « retiré du service et fort riche (5) ». C'est sous sa protection qu'il vient à Paris, bien nanti de quarante mille livres de rente. Il y est bientôt avocat au Parlement. En 1746, il achète à Estienne de Silhouette, son office de conseiller au Grand Conseil; il est alors tout jeune, trop jeune même : dix-neuf ans; il obtient la dispense nécessaire de cinq ans et cinq mois « sur les témoignages... reçus de sa personne et par la considération des services de sa famille », et en particulier de son père; il n'aura pourtant pas, selon la loi, voix délibérative avant vingt-cinq ans (6). Mais il se fait vite remarquer par son zèle et son intelligence; le 18 janvier 1747, il est reçu Conseiller au Grand Conseil; la même année, il est grand Rapporteur en la Chancellerie (7). Le 14 mars

Monial, arrondissement de Charolles) à Charolles, il y a 13 kilomètres. Et la terre de Cypierre située sur le territoire de Volesvres est, à notre connaissance, la seule de la région à porter ce nom.

(1) Saint-Allais, II, 426.

(2) A. n. V⁵ 1263, f^o 141.

(3) Baron Woelmont de Brumagne, *Notices Généalogiques*, t. V, p. 1031.

(4) A. n. V⁵ 1263, f^o 141. Dufort fait erreur quand il lui donne 29 ans en 1760 (*Mémoires*, p. 253).

(5) Dufort, *op. cit.*, p. 252. Cité dans Bouvier, *op. cit.*, p. 16.

(6) A. n. V⁵ 1263, f^o 141. « Lettre de dispense d'âge pour la charge de Conseiller au Conseil en faveur du Sieur Perrin de Cypierre. 9 décembre 1746.

(7) La Chesnaye-des-Bois, *Perrin en Bourgogne*.

1749, alors qu' « il doit estre encore privé pendant plus de trois années de la voix délibérative dans les affaires dont il ne sera pas rapporteur », et sur le compte-rendu au roi « de l'application et du travail avec lesquels (il) s'est mis en état de remplir tous les devoirs et toutes les obligations » de sa charge (1), des Lettres-Patentes lui accordent « voix délibérative en toutes affaires ». Le 2 septembre de la même année, nouvel avancement : il est nommé « Maître des Requêtes ordinaire de l'Hôtel », et abandonne son office de Conseiller.

Quelques mois plus tard, le 17 janvier 1750, il se voit conférer l'honorariat au Grand Conseil, avec dispense des vingt ans de service qui lui manquent (2); le roi lui dit son « estime », sa « satisfaction », sa « confiance » en « son intégrité, capacité et affection »; le 9 décembre 1757, Louis XV, le fait Président du Grand Conseil (3) : « Avancement rapide, mais régulier, remarque Bouvier (4), juste prix d'une réelle aptitude aux affaires, d'une activité promptement initiée au détail de l'administration et qui se fait estimer par tout... »

*
* *

« Estimé », Cypierre l'était dans les Conseils où il servait le roi avec intelligence; il l'était aussi dans le monde, où il sortait volontiers; il était reçu dans les salons les plus distingués et notamment il devient, en faisant habilement la cour à M^{me} Parat de Montgeron, l'un de ses invités assidus. Elle était femme du Receveur général des Finances de Lorraine, et sœur d'un Fermier Général. Elle avait trois filles, « que l'on ne manqua point de comparer aux Grâces (5). » Dans leur hôtel de la rue Neuve des Petits Champs, près de la place Vendôme (6), M. et M^{me} de Montgeron donnaient de splendides réceptions : « L'or coulait de cette maison, vrai

(1) A. n. V⁵ 1264, f^o 183.

(2) A. n. V⁵ 1265, f^o 30.

(3) A. n. V⁵ 1270, f^o 6^{vo}.

(4) *Op. cit.*, p. 16.

(5) Bouvier, *op. cit.*, p. 17.

(6) Bibliothèque nationale, Pièces originales 2192, f^o 44.

Pactole, et la folie y agitait ses grelots de la Circoncision à la Saint-Sylvestre. Soupers, danses, concerts, fleurs et girandoles, lustres étincelants de feux : là venaient de brillants papillons, attirés par tant de lumières (1)... »

Les filles devaient trouver facilement de beaux partis. L'aînée épousa, en 1752, le baron de Breteuil, ambassadeur de Suède; la cadette, mariée dès 1749 à Bourgeois de Boynes, Maître des Requêtes, mourut peu après (1753). Restait Florimonde, « riche conquête enviée de beaucoup ». Cypierre se mit sur les rangs, et ne tarda pas à l'épouser (2).

L'abbé de Breteuil, Secrétaire d'État, s'attacha à de Cypierre devenu beau-frère du baron de Breteuil son neveu, et, agissant auprès du duc d'Orléans, dont il était le chancelier, lui fit donner l'intendance d'Orléans qu'abandonnait M. de Barentin. De Cypierre devait administrer cette province pendant fort longtemps : vingt-cinq ans, et y entreprendre une œuvre solide et durable.

*
* * *

La vie de Cypierre, intendant d'Orléans, se passe en grande partie à Paris, où il a un hôtel rue Poissonnière. Ce défaut de résidence, assez général, présentait des inconvénients, mais n'était pas non plus sans avantage; à proximité de la Cour, on pouvait obtenir plus facilement satisfaction.

Quand Cypierre vient à Orléans, il descend place de l'Étape, à l'hôtel Groslot : cette construction Renaissance, pleine d'élégance, fut édifiée vers 1530 et achetée pour la municipalité en 1738; l'hôtel de ville occupe la maison du fond; l'intendance, les deux ailes (3). Mais Cypierre préfère à Orléans, sa résidence de Chevilly. En 1763, il avait acheté les terres, fiefs et seigneuries que possédait là et dans les

(1) Bouvier, *op. cit.* p. 17.

(2) Bouvier, *op. cit.*, p. 17, donne 1760 pour date de ce mariage; mais il ne fournit aucune preuve. Quant à nous, nous n'avons pu obtenir de précisions. Mais il est impossible de suivre Bouvier : ce serait accuser à la légère Cypierre, qui eut un fils en 1759.

(3) Eug. Jarry, *L'Ancien Hôtel de Ville d'Orléans*, p. 22.

environs, le contrôleur général Estienne de Silhouette. L'année suivante, il était parvenu à faire ériger Chevilly en baronnie; il pouvait dès lors avoir fourches patibulaires, poteaux et carreaux aux armes seigneuriales, exercer le droit de justice, ce qui comportait notamment la nomination d'un bailli et la création de différents offices de justice. Mais il ne jouissait pas du retrait féodal : il le regrettera plus tard, et demandera à Jousse, l'ami de Pothier, de lui suggérer les moyens d'acquérir ce droit, en évitant les frais autant que faire se pourra (1). Cypierre, soucieux du bien de l'État, sait aussi ne pas oublier ses intérêts particuliers.

Cette baronnie de Chevilly, il aime à s'y retrouver; il se plaît à fleurir et décorer le parc, à y percer des avenues rayonnantes, à embellir le château, vaste habitation composée de cinq pavillons donnant sur une cour d'honneur et entourée de fossés. Patiemment, il arrondit ses domaines, achetant les chapelles de Saint-Barthélemi et Saint-Jacques sur le territoire de Chevilly, plusieurs terres et seigneuries dans les paroisses de Bricy, Gidy, Trinay, Boulay, Saint-Lyé; la marquise de Pompadour lui vend son château d'Auvilliers, à Artenay (2). Déjà seigneur de Volesvres, Masoncle et Chevagny, l'intendant est devenu un grand propriétaire terrien; il s'est implanté dans le pays et en tire des revenus importants.

Entre châtelains, on se recevait volontiers. M. et M^{me} de Cypierre savent le faire avec bonne grâce et distinction. Ils sont les amis intimes du comte Dufort, lieutenant général du Blésois, et de la comtesse, parente des Noailles, des d'Argenson, des Béthune; ils les accueillent souvent dans leur château de Cheverny, et se rendent chez eux. Dufort, dans ses *Mémoires* (3), raconte comment une année, il passa huit jours à Auvilliers. Cypierre, écrit-il, « nous fit le plaisir d'une fête superbe. La salle de bal était décorée en papier marbré, doré... Toute la meilleure compagnie y était invitée

(1) Bouvier, *op. cit.*, p. 35.

(2) Abbé de Torquat, *Notice sur la Baronnie de Chevilly. Mémoires de la Société Historique et Archéologique de l'Orléanais*, t. XI, p. 351.

(3) T. I, p. 332.

et l'on joua deux pièces de circonstance, pour fêter notre arrivée dans le pays. »

Cypierre vient aussi à la Cartaudière, dans la maison des champs de son ami, le peintre Desfriches (1). Il y rencontre M. de Guillonville, contrôleur général des domaines; Condillac, le philosophe; Campion, le graveur marseillais, contrôleur des fermes à Orléans, qui offre ses rimes aux belles et compose des comédies : telle le *Mari Sylphe*, que l'on joua chez les de Cypierre. Ceux-ci sont invités encore à Sully, chez le duc et la duchesse de Béthune-Sully, qui se disent fort « aises » de les « cultiver » (2).

Ainsi, par les réceptions et les chasses qu'ils donnent, ils tiennent à la société orléanaise la plus huppée. Ils y brillent, Madame surtout qui, jeune et jolie à son arrivée dans la province, spirituelle toujours, attire rimes et compliments faciles.

Ils penchent aussi, selon la mode du temps, vers la franc-maçonnerie. L'intendant s'emploie, en 1760, à la construction de la loge « Jeanne d'Arc »; l'intendante forme une « loge d'adoption ». Ce sont là des réunions de grands seigneurs et de bourgeois distingués qui font profession de philosophie humanitaire sans renoncer à leurs croyances. Plus tard — mais seulement après le départ de Cypierre — on se lancera dans le magnétisme et dans les mystères de l'initiation (3).

*
* *

Toute cette vie mondaine, l'intendant ne cessera pas de la mener. Il est heureux et fier de s'être élevé dans la société et de voir s'ouvrir devant lui les salons les plus célèbres. Mais il veut surtout, semble-t-il, entretenir des relations précieuses, nouer des connaissances toujours utiles. Dufort le dépeint exactement lorsqu'il écrit : « M. de Cypierre était un homme de grand mérite, et, sans avoir de qualités bril-

(1) Bouvier, *op. cit.*, p. 36.

(2) Notamment A. d. L. C 195, Lettre du duc de Béthune-Sully à de Cypierre, 19 octobre 1777. Et la réponse de Cypierre, 30 octobre.

(3) Bouvier, *op. cit.*, p. 40.

lantes, il avait reçu de la nature une force et une adresse qui lui auraient permis d'être ministre (1). » Pas de « qualité brillante » en effet : physionomie peu avantageuse; aucun don d'orateur ou d'écrivain; rien de ce charme, de cette séduction qui plait, retient et conquiert. Plutôt qu'esprit cultivé, il est homme d'action : il reste d'abord l'intendant.

Il sait choisir ses collaborateurs; il sait, mieux encore, se faire aimer et soutenir le zèle de tous ceux qui, comme lui, sont chargés du « bien public », et plus spécialement du développement économique de l'Orléanais : Messieurs de la Société d'Agriculture, ingénieurs des Ponts-et-Chaussées, ingénieurs des Turcies et Levées, inspecteurs des Manufactures; il les consulte lorsqu'il doit donner au roi son avis ou prendre une décision. Il est consciencieux, réfléchi; il est aussi tenace et volontaire : une fois la décision prise, il n'aime pas revenir sur elle; ce serait, dit-il lui-même, « compromettre l'autorité », il a un but, il l'atteindra, usant de cette « force » et de cette « adresse » qui constituent ses grandes qualités.

Il n'hésite pas quand il le juge nécessaire, à réprimer sévèrement toute tentative de révolte, et à imposer brutalement sa volonté (2). Mais le plus souvent, il agit habilement, par persuasion. La longue histoire de ses rapports avec les Maires et Échevins d'Orléans montre bien comment il exerça sa surveillance, fit respecter ses droits, parvint à ses fins, tout en secondant avec tant de zèle et d'amabilité chacune des demandes des officiers municipaux que leurs lettres entières ne sont que concerts de louanges (3). De même lorsque son opinion n'est pas celle du gouvernement, il tente de le convaincre. Sans doute, il est d'abord son agent, et s'il reçoit des ordres, il s'incline et obéit; mais ce n'est pas sans exposer longuement son point de vue. Et si la politique royale lui semble faire le malheur du peuple,

(1) *Mémoires*, t. I, p. 252.

(2) Notamment en 1778, quand la corvée, après avoir été suspendue, fut reprise. A. d. L. C 198.

(3) Voir entre autres : travaux publics, voirie d'Orléans. A. d. L. C 238 à C 245.

il va jusqu'à « échauffer la tête » (1) des ministres et risquer sa situation. C'est ainsi qu'il agit en 1768, en matière de commerce des grains, avec une force de caractère peu commune (2). Lui-même explique son attitude à ce moment dans un passage d'une chaude éloquence : « Un intendant, dit-il, administrateur de sa province, en doit être le premier patron et l'ange tutélaire; mon cœur me répète chaque jour ma leçon et me retrace mes devoirs. Rendre compte aux ministres, leur déférer l'état de la situation du département chaque fois que les circonstances l'exigent, leur confier ses peines et ses craintes lorsqu'elles ont pour but la transformation et le bonheur des peuples, obéir et exécuter leurs ordres, voilà ma mission auprès d'eux. Mais j'ai encore d'autres engagements à remplir tout à la fois vis-à-vis du peuple : lui inspirer la confiance, premier ressort de l'administration; n'employer l'autorité que pour lui faire connaître, à ce peuple, que c'est toujours pour son avantage; lui ménager des ressources et lui faire aimer le gouvernement. Voilà ma profession de foi, Monseigneur, et quel est, je crois, l'objet de ma mission (3). »

Telle est la haute idée qu'il a de sa fonction; il se sent le premier serviteur de son peuple. Il s'attache à améliorer sa situation matérielle; obéissant d'ailleurs à l'impulsion donnée par le gouvernement, il construit des routes, perfectionne l'agriculture et l'élevage, soutient l'industrie, développe le commerce, s'efforçant de maintenir entre les branches de l'économie un harmonieux équilibre. Lorsqu'une maladie apparaît dans la province, il s'emploie à la combattre; ainsi fait-il en 1766, devant une dysenterie putride, un peu plus tard devant une fièvre puerpérale. Devançant déjà l'assistance judiciaire, il charge le sieur Gourdin de dresser gratuitement les requêtes des pauvres

(1) A. d. L. C 82. Lettre de Mgr l'Evêque d'Orléans à M. de Cypierre, du 19 septembre 1768.

(2) C'est ce que fait ressortir toute la correspondance de Cypierre avec les contrôleurs généraux et les intendants des finances; A. d. L. C 82. Publiée dans Bloch, *Le Commerce des Grains dans la Généralité d'Orléans*.

(3) Réponse de M. de Cypierre à Mgr l'Evêque d'Orléans. 23 septembre 1768. A. d. L. C 82.

qui se pourvoient à l'intendance (1). A mesure que cette étude se déroulera, nous pourrons louer avec Bouvier « le zèle intelligent de M. de Cypierre, l'heureux effet de ces mesures déterminées par les besoins du moment, exécutées sans tapage, sans les lenteurs et les surenchères d'un programme ambitieux (2) ».

*
* *

Ce peuple qu'il aime, Cypierre l'associe à sa vie, à ses joies familiales. En 1761, M^{me} de Cypierre est enceinte; déjà en 1758 ou 1759, avant son arrivée à Orléans, elle avait eu un fils, Adrien-Philibert (3). En 1761, l'intendant invite les Maires et Échevins d'Orléans à présider au baptême de son second enfant; cet honneur est accepté « avec beaucoup de reconnaissance », et la fille née en septembre 1761, est baptisée en grande pompe en mai 1762, le jour de l'Ascension; elle reçoit à l'église de Saint-Michel d'Orléans, le nom de Jeanne-Antoinette-Roberte d'Orléans. A cette occasion, on célèbre le mariage de six filles pauvres, dont chacune reçoit de l'intendant un habillement honnête et une dot de cent cinquante livres, tandis que chaque mari se voit offrir par les officiers municipaux pareille somme et un costume complet; et treize cents livres sont distribuées en aumônes par les dames des diverses paroisses (4).

Les deux enfants grandissent dans un foyer heureux et paisible; Cypierre, bon père, bon époux, bon chrétien comme on ne l'est guère en ce temps-là, aime sa famille et s'en occupe avec sollicitude; les jours coulent sans histoire.

La fille, M^{lle} d'Orléans, est toute jeune encore que, selon la coutume du temps, on songe à la marier; le 19 décembre 1775 — à quinze ans — elle épouse Étienne-Thomas Mausson de la Courtauge, qui jouit de plus de soixante mille livres de revenu; nommé l'année même maître des requêtes, il eut plus tard l'intendance de Rouen. L'événement occupe

(1) Bouvier, *op. cit.*, p. 22.

(2) Bouvier, *op. cit.*, p. 23.

(3) *Dictionnaire de Saint-Allais*, t. II, p. 425.

(4) Bouvier, *op. cit.*, p. 3. Etat-civil d'Orléans, année 1762.

fort la ville d'Orléans, elle distribue en cet honneur du pain aux indigents, accorde à deux filles pauvres une dot de quatre cents livres chacune; toujours généreux, l'intendant double la somme; « il me restera, dit-il alors, le regret que les circonstances et le moment ne m'aient pas permis d'aller célébrer le mariage de votre filleule à Orléans »...

Le jour de la cérémonie, le fils de Cypierre, Adrien-Philibert, entre au Parlement de Paris en qualité de conseiller; deux ans plus tard, il épouse Anne-Marguerite Doublet de Baudeville, fille unique d'un conseiller honoraire au Parlement de Paris (1); l'acte de mariage du 29 mars 1777 le met en possession de la terre de Chevilly et du titre de baron (2).

En 1785, il est l'adjoint de son père à l'intendance; en 1787, il en est le titulaire (3) : de Cypierre est nommé Conseiller d'État; c'est le couronnement de sa carrière d'intendant. « M^{me} de Cypierre, dit-on, avait voulu ce changement : c'était pour le fils une belle survivance, dès longtemps visée par la famille; c'était pour le mari, une situation plus haute et moins active, l'âge le réduisant aux occupations de cabinet; c'était pour elle, des relations plus étendues dans la société parisienne et, par les fréquents séjours dans l'Orléanais, le maintien de ses attaches provinciales (4). »

Mais les jours de tristesse et de deuil étaient proches. M^{me} de Cypierre, très affectée en 1786 par la mort de son amie intime, M^{me} de Sartine, fut atteinte bientôt d'un squirre cancéreux; la mort fut pour elle une délivrance. « Celle que je pleurerai le reste de ma vie, écrit Cypierre au secrétaire de l'Académie d'Orléans, m'auroit donné un exemple de l'attachement aux habitants de votre ville, ainsi qu'aux membres de votre Académie, si ce n'eût été le premier sentiment de mon cœur (5). »

Cypierre ne devait pas survivre longtemps à la compagne dont il parlait avec cette émotion touchante. Menacé vers 1787 d'hydropisie de poitrine, il fut soigné par un médecin

(1) Bouvier, *op. cit.*, p. 35.

(2) Il vendra cette propriété 950.000 livres à M^{me} de Blanville le 24 octobre 1791. Cf. abbé de Torquat, *art. cit.*

(4) Bouvier, *op. cit.*, p. 41.

(5) Lettre de Cypierre à M. de Froberville, secrétaire perpétuel de l'Académie d'Orléans, 10 novembre 1788. Cité dans Bouvier, *op. cit.*, p. 44.

d'Orléans nommé Quindam (ou Guindant) qui lui ordonna des jus d'herbes, du chiendent, de la mâche, des sommités de rave...; puis Quindam étant mort, un autre docteur, « le voyant partir pour l'autre monde, l'envoya d'abord aux eaux, simple question d'itinéraire dans le fatal voyage (1) ». Le vieillard alla donc en Auvergne; resté croyant toute sa vie, il devint très religieux à l'approche de la mort; il s'éteignit en 1789, alors que s'écroulait la vieille société.

(1) Bouvier, *op. cit.*, p. 44.

CHAPITRE II

LA GÉNÉRALITÉ D'ORLÉANS

La généralité d'Orléans remonte au xvi^e siècle : créée en 1558, supprimée peu après, elle fut rétablie en 1575, en vertu de l'Édit de 1573 (1). D'abord circonscription uniquement financière, elle fut placée au xvii^e siècle, comme toutes les généralités du Royaume, sous l'autorité administrative d'un commissaire départi; le premier de ces commissaires semble être Jean le Prévôt, seigneur d'Herbelay, envoyé dans la province en 1639; après lui, les commissaires départis se succédèrent assez régulièrement jusqu'à Jean-François-Claude Perrin de Cypierre, le dix-neuvième d'entre eux, et Adrien-Philibert de Cypierre, son fils (2).

(1) Beauvais de Préau, éditeur de Polluche, *Essais Historiques sur Orléans* (1778), p. 46; et Charles de Beaucorps, *Une Province sous Louis XIV : l'Administration des Intendants d'Orléans, de Creil, Jubert de Bouville et de la Bourdonnaye (1686-1713)*. Publié dans les *Mémoires de la Soc. Arch. et Hist. de l'Orléanais*, t. XXXIII, 1911, p. 50.

(2) Polluche donne la liste des intendants d'Orléans (*op. cit.*, p. 170-171) :

• Jean le Prévôt, seigneur d'Herbelay	1639
Jean de Braguelongue	1641
N. Legras	1652
Bertrand de Fortia, seigneur du Plessis et de Cléreau	1660
Jacques Barrin, marquis de la Galissouillère	1664
Antoine d'Aubray, comte d'Offémont	1666
Louis de Machault	1667
Arnould Marin seigneur de la Chateigneraye	1671
Jean-Jacques Charron, vicomte de Ménars, de Conflans	1674
Louis Bazin, seigneur de Bezons	1681
Jean de Creil, marquis de Creil	1686
Michel de Martangis, mort peu de jours après sa nomination.	
André Jubert de Bouville	1708
Yves-Marie de la Bourdonnaye	1709
Louis-Guillaume Jubert de Bouville	1731
François de Beaussan	1740
Pierre Pajot	1746
Charles-Amable-Honoré Barentin	1760
Jean-François-Claude Perrin de Cypierre.	

La généralité comprenait l'Orléanais, la Sologne, le Blésois, le Vendômois, le Bas-Perche, le Dunois, la Beauce et le pays Chartrain, une grande partie du Gâtinais et certaines régions du Nivernais. Elle avait, suivant Necker, une superficie de 1.021 lieues carrées $1/4$, soit 16.340 kilomètres carrés (1). Elle s'étendait, dit M. Soyer d'après l'intendant Jubert de Bouville, « de l'est à l'ouest sur une longueur de 50 lieues depuis Châtel-Censoir (élection de Clamecy, aujourd'hui département de l'Yonne, canton de Vézelay) à Épeigné-sur-Dôme (élection de Vendôme, aujourd'hui département d'Indre-et-Loire, canton de Neuvy-le-Roi). Sa largeur était de 40 lieues du sud au nord, entre Vatan (élection de Romorantin, aujourd'hui département de l'Indre, chef-lieu de canton) et Rambouillet (élection de Chartres, aujourd'hui département de Seine-et-Oise, chef-lieu d'arrondissement)... Elle englobait les départements actuels du Loiret (sauf quelques fragments à l'est et au nord-est), d'Eure-et-Loir (l'élection de Dreux exceptée qui appartenait à la généralité de Paris), de Loir-et-Cher (en sa plus grande partie), la portion de la Nièvre qui dépendait de l'élection de Clamecy, celle de Seine-et-Oise comprise dans l'élection de Dourdan, des fragments du Cher, de l'Yonne, de l'Indre, de l'Indre-et-Loire et de la Sarthe (2) ».

Elle était subdivisée, au point de vue financier, en douze élections dépendant du Bureau des Finances d'Orléans, les élections de : Orléans, Chartres, Chateaudun, Gien, Romorantin, Blois, Vendôme, Pithiviers, Clamecy, Montargis, Beaugency et Dourdan. C'est dans ces villes que s'étaient établis les subdélégués de l'intendant; de plus, un treizième subdélégué s'était fixé à Cosne-sur-Loire, élection de Gien, en raison de l'importance du marché.

La justice s'exerçait dans les quatre Tribunaux de Bailliage d'Orléans, Chartres, Blois et Montargis; en même temps sièges présidiaux, ces tribunaux étaient du ressort du Par-

(1) Elle est ainsi la 11^e sur les 31 généralités du Royaume; la France, sans la Corse, a 26.951 lieues carrées. *De l'Administration des Finances de la France*, 1785, t. I, p. 211.

(2) *Mémoire rédigé en 1698 pour l'instruction du Duc de Bourgogne*. Inventaire sommaire des A. d. L. antérieures à 1790. Série C. T. I. Introduction par M. J. Soyer, p. 1.

lement de Paris. Le pouvoir ecclésiastique était aux mains de l'Évêque d'Orléans et, pour partie, de l'Évêque de Chartres; certaines régions se rattachaient en outre aux diocèses du Mans, de Bourges, d'Auxerre et de Sens. Le gouverneur militaire, qu'assistaient trois lieutenants-généraux, était à la tête d'une circonscription à peu près semblable à la généralité. Il faut noter enfin que l'Orléanais constituait l'apanage du duc d'Orléans (1).

La capitale, Orléans, qui était en outre le siège d'une université, d'une maîtrise des Eaux et Forêts, d'une juridiction consulaire, d'une Chambre des Monnaies, tenait, « avec justice, dit Polluche, un rang considérable entre les premières villes du Royaume (2) ».

*
* *

La population d'Orléans était élevée : un « dénombrement » de septembre 1762, établi avec soin par paroisses, l'évalue à 35.764 habitants (3); vingt-cinq ans plus tard, Arthur Young visitant la région, attribue à la ville 40.000 âmes; Necker lui donne 39.500 habitants (4). Ces chiffres, qui concordent sensiblement, représentent à l'époque, une agglomération importante.

La population de la province toute entière ne peut être connue avec exactitude. Necker parle de 709.400 habitants (5). Une série de tableaux que possèdent les Archives départementales du Loiret (6) donne les chiffres annuels des naissances, de 1770 à 1775 inclus, et de 1779 à 1785 inclus; d'après ces treize nombres qui s'étendent sur un espace de seize années, il y eut en moyenne, 27.309 naissances par an; si l'on applique à ce résultat le système de l'abbé d'Expilly, qui est fondé sur la connaissance exacte

(1) Polluche, *op. cit.*, p. 40 et ss.; De Beaucorps, *op. cit.*, p. 55-56.

(2) Polluche, *op. cit.*, p. 2.

(3) J. Soyer, *Le recensement de la population d'Orléans en 1762*, Orléans, 1921 (Extrait des *Bulletins de la Soc. Arch. èl Hist. de l'Orléanais*).

(4) Necker, *op. cit.*, I, p. 212.

(5) La généralité serait ainsi la 13^e du royaume. Celui-ci compterait sans la Corse, 24.676.000 âmes. Necker, *op. cit.*, I, p. 211.

(6) A. d. L. C. 32.

des mariages, des naissances et des décès et qui compte environ une naissance par 23 habitants $2/3$, on arrive au chiffre très approximatif de 646.313 habitants pour la généralité.

D'autre part, un manuscrit de 1768 (1), qui provient sans doute de la bibliothèque de l'intendant lui-même, indique le nombre de feux et le montant de la taille de chacune des paroisses de la généralité. Voici les différents totaux classés par élections, dont nous avons rapproché les chiffres cités par l'intendant de Bouville à la fin du $xvii^e$ siècle (2) :

Elections	Paroisses en 1768	Villes, Bourgs et Paroisses d'après Bouville	Nombre de Feux en 1768	Feux d'après Bouville	Taille en 1768
Orléans	120	122 (VnC) (1)	28.572 (VnC)	15.674	299.947 l. 12 s.
Chartres	214	217 (VnC)	21.329 (VnC)	20.495	456.142 l. 16 s.
Chateaudun	146	150	16.343	14.638	313.394 l. 12 s.
Gien	74	74	10.933	11.904	139.399 l. 18 s.
Romorantin	75	77	10.537	8.675	137.654 l. 18 s.
Blois	78	73 (VnC)	10.199	9.718	163.428 l.
Vendôme	86	89	9.119	8.672	166.603 l. 18 s.
Pithiviers	83	83 (VnC)	8.954	7.506	175.139 l. 12 s.
Clamecy	67	66	7.878	7.350	102.911 l. 10 s.
Montargis	84	86 (VnC)	7.496	9.776	96.460 l.
Beaugency	56	52	7.236	6.712	110.751 l. 6 s.
Dourdan	65	65	6.418	5.613	132.927 l. 10 s.
	1148	1.154	145.014	126.733	2.294.764 l. 6 s.

(1) La ville non comprise.

Le total des feux donné par le manuscrit de 1768 concorde avec les estimations de Necker et les calculs effectués suivant le système de l'abbé d'Expilly.

(1) A. d. L.

(2) De Beaucorps, *op. cit.*, p. 53.

Le montant de la taille semble élevé : les charges financières pèsent lourdement sur les Orléanais; de l'aveu même de Necker, les impositions de la province atteignent 20 millions au total, soit 28^l 4^s par tête, alors que, dans tout le royaume, la contribution moyenne de chacun est seulement de 23 l. 19 s. 8 d. (1).

Cette situation est due surtout, semble-t-il, à l'aisance relative dont jouissent les habitants.

*
* * *

La fertilité d'une grande partie des terres assure à la classe paysanne un certain niveau de vie : dans les limons fertiles qui recouvrent les plateaux calcaires de Beauce, les récoltes de blé sont excellentes et peuvent contribuer à l'approvisionnement du marché de Paris. Vers l'est, le Gâtinais, moins riche, voit alterner bois, landes et champs de céréales ou de safran. Plus au sud et jusqu'à la Loire, les sables portent la belle forêt d'Orléans. Dans le Val de Loire, le sol, formé d'alluvions, convient parfaitement à la culture de la vigne; Lemaire dit du vignoble d'Orléans qu'il est « le plus peuplé du monde, y ayant plusieurs paroisses qui ont jusques à 1000 à 1200 feux... » Les bourgeois d'Orléans y possèdent des maisons, « lesquelles maisons, si elles étaient jointes à la ville d'Orléans, elle semblerait un second Paris » (2). Au sud de la Loire, malheureusement, la « misérable province de Sologne » (3), n'a que de vaines pâtures, « où l'on enblave de loin en loin du seigle et du blé noir » (4). La terre, faite d'une glaise imperméable recouverte de sable aride, ne nourrit pas les cultivateurs : c'est l'extrême pauvreté.

L'industrie est active; les communautés d'arts et métiers sont nombreuses et fleurissent en particulier dans les trois

(1) Deux généralités seulement sont, proportionnellement au nombre d'habitants, plus imposés que l'Orléanais. Necker, *op. cit.*, I, p. 212.

(2) Lemaire, *Histoire de la Ville et Duché d'Orléans*, t. I^{er}, ch. X.

(3) Arthur Young, *Voyages en France*, traduction française, I, p. 25.

(4) Rapport de Lavoisier à l'Assemblée Provinciale de l'Orléanais. *Procès-verbal de l'Assemblée Provinciale*, p. 237.

centres d'Orléans, Chartres et Blois; fabriques et manufactures, établies en Beauce, en Sologne, dans le Gâtinais et surtout dans le Val de Loire travaillent les produits de la Généralité : laine, chanvre, peaux, argile, fer, ou des marchandises importées : laine, soie, coton, sucre.

Le commerce se fait en grande partie par la Loire, dont la navigabilité est assurée par les travaux constants des bateliers; une « majesté de navires » l'anime, que chantait La Fontaine. Mais les routes, malgré les efforts de Sully et de Colbert, restent insuffisantes; elles sont rares et mal entretenues; elles ont besoin d'une réfection générale : c'est là que Cypierre portera ses premiers efforts.

CHAPITRE III

LES PONTS ET CHAUSSÉES

La Royauté, au XVIII^e siècle, est convaincue que, sans communications faciles à l'intérieur d'un pays, il ne peut y avoir de développement économique. Les communications sont indispensables au paysan qui porte ses récoltes au marché voisin, et surtout au marchand qui les conduit aux centres de consommation, aux maîtres des communautés d'Arts et Métiers et plus encore aux chefs des nouvelles manufactures qui doivent faire venir leurs matières premières et expédier leurs produits : des routes en bon état, des voies navigables bien aménagées, telle est donc la condition première du progrès agricole, industriel et commercial; et en retour, ce progrès même accentue le besoin de communications. Colbert l'a compris fort bien, qui a construit des routes, percé des canaux, approfondi des rivières; les contrôleurs généraux et les intendants poursuivent son œuvre, aidés par les ingénieurs des Ponts et Chaussées ou des Turcies et Levées.

..

Le Contrôleur Général a la haute main sur le service des Ponts et Chaussées; au XVIII^e siècle, il est assisté d'un Intendant Général des Finances, chargé du « détail » des affaires; cet intendant, qui joue le rôle actif, réunit autour de lui « l'Assemblée des Ponts et Chaussées »; créée par Daniel Trudaine et composée des premiers parmi les ingénieurs, les inspecteurs et les Trésoriers de France, elle examine des projets, donne des avis, dresse des rapports qui d'ordinaire, emportent les décisions du Contrôleur Général.

La correspondance se fait dans les généralités avec les Trésoriers de France et surtout, avec les commissaires départis.

Les Trésoriers de France, groupés en Bureaux des Finances, ne s'occupent plus au XVIII^e siècle que de la petite voirie : alignements, mesurage, usurpations sur les chemins; d'autre part, ils délèguent auprès de l'intendant l'un de leurs membres, appelé « Commissaire des Ponts et Chaussées »; mais celui-ci n'a, en fait, aucune autorité.

Les intendants n'ont pas à vrai dire d'attributions précises; ils envoient au gouvernement les « États annuels » des travaux effectués et dressent de concert avec l'ingénieur en chef les projets de dépenses ou « États du Roi », ils donnent leur avis sur l'utilité des ouvrages, adressent les projets des ingénieurs au Conseil qui statue sur le rapport de l'Assemblée des Ponts et Chaussées; c'est à eux que reviennent les dossiers, c'est eux qui communiquent aux ingénieurs les ordres du Conseil, passent les adjudications, commandent les corvées, accordent des fonds de charité, c'est eux enfin qui suivent l'exécution des opérations et délivrent les ordonnances d'acompte et de parfaits paiements (1).

En pratique, comme le gouvernement veut développer rapidement le réseau routier, que les intendants ont sa confiance et sont les intermédiaires naturels entre lui et les provinces, ils jouent partout un grand rôle, sinon dans l'entretien des voies et la marche normale du service, du moins dans l'établissement des communications nouvelles.

Ils ont autour d'eux un service technique composé d'ingénieurs sortis de l'Ecole des Ponts et Chaussées (2). Dans chaque généralité, un ingénieur en chef s'assure en deux tournées par an de l'état des chaussées principales et de l'exécution des ouvrages, rend compte de ces tournées à l'intendant, prépare les projets de construction, dirige les travaux; entre l'intendant et lui, la collaboration est étroite. Des inspecteurs et des sous-ingénieurs, répartis dans la province, restent en liaison directe avec l'intendant; ils suivent

(1) Note de Tarbé, A. n. H 1444. Cité dans Des Cilleuls, *op. cit.*, p. 18-19.

(2) Créée en 1747.

les opérations dans leurs détails techniques, veillent personnellement au respect par les entrepreneurs des conditions fixées dans les devis.

Dans l'Orléanais, Cypierre, dirigé par les intendants des finances Daniel Trudaine (1743-1769), Trudaine de Montigny (1769-1777), de Cotte (1777-1781) et Chaumont de la Millière (1781-1792), entouré de bons collaborateurs : les ingénieurs en chef, Roger jusqu'en 1777, puis Gallot, les inspecteurs de Bonnières, Desherpinières, Remillat, Simon, les sous-ingénieurs Potain, Bayle, Cabaille, Delamotte, Rigollot, Simonot, Duvivier, Toffier, donne une vive impulsion aux travaux de l'Orléanais. J'ai grand plaisir, lui écrit Joly de Fleury en 1782, à « rendre justice à tous les soins que vous donnez à cette partie d'administration (1) ».

Malheureusement intendants et ingénieurs éprouvent, dans l'Orléanais comme ailleurs, de sérieuses difficultés; les plus graves d'entre elles viennent de l'insuffisance des voies et moyens mis à leur disposition. Prestations en nature, impositions : aucun des deux systèmes successivement envisagés ne donne satisfaction. Au XVIII^e siècle, c'est d'abord la corvée qui est demandée aux habitants, dans la pensée qu'elle sera plus facilement supportée; d'origine très ancienne, souvent employée à l'entretien de fortifications, de digues, de routes, elle prend de l'extension à mesure que les travaux publics se font plus importants. Tandis que les travaux d'art s'effectuent à prix d'argent, la confection des remblais et des déblais, les bris et les transports de matériaux sont laissés aux corvéables : ceux-ci doivent s'éloigner de leur habitation, se tenir pendant le nombre de jours prescrit à la disposition des ingénieurs, exécuter non seulement des réparations mais de nouveaux ouvrages. Les intendants, dans leurs ordonnances, fixent les zones d'assujettissement, les catégories de tributaires, la répartition, la durée, l'époque du travail. Peu à peu, l'institution s'établit; le gouvernement trace aux commissaires départis des règles de conduite : agir avec modération, ne retenir chacun que douze jours par an pour les travaux neufs, six jours pour les entre-

(1) 28 juin 1782. A. d. L. C 368.

tiens; autoriser le rachat de la corvée, mais n'en exempter aucun taillable. Il n'en reste pas moins que les taillables seuls, et non les privilégiés, sont assujettis à la corvée; d'assiette restreinte, celle-ci ne peut être que d'un poids fort lourd. Des résistances se produisent.

Vers 1770, le gouvernement conseille aux intendants d'employer également les pauvres à la confection des ouvrages; les dépenses sont payées par l'Etat et imputées sur un fonds spécial, dit « fonds de charité »; souvent aussi, des propriétaires offrent une contribution personnelle. Ces « travaux de charité », très anciens dans leur principe, présentent le double avantage de secourir les miséreux et de soulager les corvéables.

Par ces mesures, les contrôleurs généraux sont parvenus à adoucir le régime des prestations en nature; en 1775, Turgot suspend ce régime; en février 1776, il le supprime, et fait de la corvée un impôt annexe à l'impôt du vingtième, frappant les classes privilégiées comme le Tiers-Etat; mais, devant l'opposition des cours souveraines, la corvée est rétablie; il est seulement accordé aux communautés un droit d'option entre la mise en adjudication à leurs frais, et l'exécution directes par elles-mêmes des ouvrages dont elles demeurent alors responsables en corps : mince satisfaction pour le peuple qui, dans l'édit de Turgot, a lu le détail de ses malheurs présents et l'annonce de son bonheur prochain. Les révoltes à la corvée se font plus nombreuses, les difficultés s'accroissent. En 1786, la corvée sera remplacée par une imposition proportionnelle à la taille, supportée uniquement par les roturiers.

Ce sont tous ces problèmes, et les solutions que leur apporte Cypierre, que nous nous proposons d'étudier, tels qu'ils se présentent au cours des différentes sortes de travaux exécutés dans l'Orléanais : travaux d'entretien; travaux de construction demandés dans leur intérêt propre par des villes ou des propriétaires; établissement de communications d'utilité générale avec ou sans l'aide de contributions particulières.

§ 1. — TRAVAUX D'ENTRETIEN.

Les travaux d'entretien sont effectués par les ingénieurs en chef, inspecteurs et sous-ingénieurs; l'intendant se contente de signer les adjudications. La corvée est employée sans difficulté. Les entretiens semblent faits régulièrement dans la généralité d'Orléans, et prennent chaque jour de l'importance; ils représentent en 1788: 349.511 l. 9 s. 8 d. (1).

§ 2. — TRAVAUX DEMANDÉS PAR DES VILLES.

D'ordinaire, les villes proposent une contribution particulière ou offrent de travailler par corvée, se chargeant de la sorte, en partie ou en totalité, des ouvrages qu'elles désirent; c'est ainsi que Châtillon-sur-Loire, par une requête à de Cypierre et un mémoire au Contrôleur Général, demande et obtient en 1773 l'autorisation de rétablir la communication, devenue impraticable, de Chatillon à Gien, en fournissant les corvées et en payant une somme de 600 livres (2). De même, le bourg d'Ablis, près de Chartres, appuyé par son « seigneur », le Président Poncet de la Rivière, parvient à refaire le pavé de sa rue principale moyennant une contribution de 1.700 livres (3). De même encore la municipalité de Cosne construit à ses frais une nouvelle traversée de la ville par la grande route de Paris à Orléans; l'affaire donne lieu d'ailleurs à plusieurs incidents : l'ingénieur en chef Roger avait estimé les travaux, qui comportaient la démolition de certaines maisons, à un total de 9.630 livres; mais il avait signalé qu'une dépense de 5.640 livres seulement, que la municipalité pourrait facilement régler sur le fonds de 6.000 livres dont elle disposait, ménagerait un libre passage; pourtant mémoires et oppositions s'élèvent bientôt contre ce projet et se multiplient rapidement; l'Evêque d'Auxerre, « pour faire plaisir à son fermier », présente une contre-proposition qui, d'après

(1) A. d. L. C 355. Cf. aussi C 210.

(2) Arrêt et correspondance, A. d. L. C 175.

(3) 1774 à 1777. A. d. L. C 236.

Roger, serait trois fois plus onéreuse; en définitive, le conseil, par un arrêt (1) dont Cypierre lui-même avait indiqué la teneur, ordonne l'exécution du projet de Roger.

Mais, si les ouvrages effectués par les villes peuvent ainsi soulever les protestations de quelques propriétaires, l'exécution même des travaux ne donne pas lieu à difficulté.

§ 3. — CHEMINS « PARTICULIERS ».

Les chemins « particuliers » que peuvent demander des propriétaires dans leur seul intérêt, ne doivent pas être ouverts ou refaits par corvée, mais à prix d'argent : tel est le principe que de Cypierre et les intendants des finances posent nettement et appliquent assez exactement. Les propriétaires pourtant ne restent pas seuls à supporter les dépenses : toute communication, quelle qu'elle soit, présente pour la région une certaine utilité; aussi le roi accorde-t-il, aux personnages influents tout au moins, une contribution.

Telles sont les remarques qui ressortent de l'histoire des « chemins particuliers » demandés dans l'Orléanais par de Cypierre lui-même, par Rouillé d'Orfeuil et par le comte de Brisay.

De Cypierre, qui veut en 1764 paver à neuf le chemin qui va de la grande route d'Orléans à son parc d'Auvilliers, décide de faire exécuter les ouvrages à prix d'argent : « J'ai l'honneur de vous représenter, écrit-il à Trudaine, qu'il est de ma délicatesse de n'employer aucune corvée pour le chemin, et que les intendants ne peuvent être trop scrupuleux à cet égard (2). » Mais il demande à Trudaine de contribuer pour moitié à la dépense, évaluée 11.000 livres, et celui-ci s'étant dit « très aise d'obliger M. de Cypierre », l'ingénieur en chef s'étant employé à hâter les travaux, l'intendant, en deux ans, a obtenu satisfaction (3).

(1) Arrêt du 28 avril 1765. Cf. correspondance entre Trudaine, Cypierre, Roger, Legendre (1762-1765). A. N. F¹⁴ 167A et A. d. L. : C 185, C 3 (2 octobre 1764), C 4 (avril 1765).

(2) Lettre de Cypierre à Trudaine, 15 décembre 1764, A. d. L. C 349.

(3) Cf. correspondance entre Cypierre, Roger et Trudaine, 1764-1766. A. d. L. C 349.

Quelques années plus tard, en 1770, l'intendant de Champagne Rouillé d'Orfeuil, propriétaire d'un château à Marville-les-Bois, dans la région de Nogent-le-Rotrou, demande la construction d'un chemin de Marville à Mareaulieu (1); Cypierre lui répond « que les circonstances ne sont pas favorables aujourd'hui et que les ingénieurs ont des ordres de s'en tenir aux seuls entretiens des grandes routes (2) »... Il hésite pourtant, pris entre son désir de satisfaire son collègue et la crainte de provoquer des résistances; il écrit à Trudaine qu'il sent « très peu disposé à la confection de ce chemin (3) »; il tente, mais en vain, d'obtenir le consentement de trois paroisses qui y auraient travaillé, commande les corvéables sans qu'ils se rendent à l'atelier, cherche à gagner du temps, à faire patienter Rouillé d'Orfeuil en redoublant d'amabilité à son égard (4). Mais celui-ci insiste toujours (5); sa femme vient à la rescousse : « S'il était besoin, écrit-elle au bas d'une lettre à de Cypierre, j'ajouterois quelque choses (*sic*) de ma part... pour engager Monseigneur à être favorable au suppliant, mais je le croi (*sic*) assez bien intentionnés (*sic*) pour ce que demande le marri (*sic*), sans qu'il soit besoin du véhicule (*sic*) de la femme... »

En définitive, Trudaine ayant exposé à Cypierre en deux longues lettres (6) que les réparations de chemins particuliers occasionnent souvent de semblables résistances, que

(1) A. d. L. C 369, et C 5.

(2) Lettre de Cypierre à Rouillé d'Orfeuil, 1^{er} avril 1770. A. d. L. C 369.

(3) Note de Roger pour Cypierre. 14 mars 1770; *id.*

(4) « J'ai bien à cœur... de vous donner satisfaction... » « Je vous promets de mon côté d'y apporter tout le zèle que vous pouvez attendre d'un bon confrère et d'un ancien ami. » Lettre de Cypierre à Rouillé d'Orfeuil, 1^{er} avril 1770. A. d. L. C 369.

Cf. également : Lettre de Cypierre à Rouillé d'Orfeuil, 21 novembre 1770; *id.*

(5) « En bonne vérité, je ne vous demande que ce que je ne refuse à personne puisque ce sont des paroisses qui ne sont point du tout sur les Routes (*sic*), au surplus, refusez-moy, ou accordez-moy, mais au moins faites (*sic*) moy une réponse. » (Rouillé d'Orfeuil à Cypierre, 25 octobre 1770, A. d. L. C 369.) « Vous êtes assurément très honnête, mais vous ne faites (*sic*) pas ce que je vous demande..... faites moy le plaisir d'expédier votre ordonnance. » (*id.*, 7 novembre 1770.)

(6) 23 janvier 1771, et 2 avril 1771. A. d. L. C 5.

c'est là une des raisons pour lesquelles le Contrôleur Général a réservé aux grandes routes le travail des corvéables, que les circonstances doivent, plus que jamais, engager les intendants à ménager les paroisses, que, dès lors, il faut faire sentir à Rouillé d'Orfeuil tous ces inconvénients et l'engager à se désister de sa demande, Cypierre se borne à transmettre à celui-ci les deux lettres de Trudaine, en lui exprimant tous ses regrets dans un style aimable et fleuri.

La question ne fut pas reprise; Trudaine pourtant avait indiqué à Cypierre que le « meilleur party » serait de consacrer au chemin de Marville certaines sommes sur les fonds de charité que le Contrôleur Général Terray venait de répartir : « Cette application (*sic*), disait-il, seroit entièrement conforme aux vues de ce Ministre » : sur les chemins particuliers, pas de corvée, mais des travaux de charité.

De fait quand, en 1784, le comte de Brisay demande la réfection du chemin de Denonville à la grand'route de Rambouillet en offrant une contribution personnelle, des fonds de charité lui sont accordés; de plus, et bien que les deux paroisses intéressées, après consultation, n'aient pas consenti à travailler par corvée, Cypierre, pour « obliger M. de Brisay », commande l'une d'elles, Denonville; La Millière lui en donne l'autorisation : les corvéables ne sont employés nulle part, et doivent « retirer le principal avantage de cette communication »; ils ne sont d'ailleurs chargés que des transports; l'extraction et l'emploi des matériaux s'effectuent à prix d'argent. L'autre paroisse, Morainville, reste occupée sur ses abords, ainsi qu'elle en avait exprimé le désir (1).

§ 4. — ROUTES D'INTÉRÊT GÉNÉRAL CONSTRUITES A L'AIDE DE CONTRIBUTIONS PARTICULIÈRES.

Quand une route d'utilité générale procure un avantage immédiat à un particulier, les différents intéressés concourent aux ouvrages : les habitants fournissent des corvées, le seigneur consent une contribution; d'ordinaire, plusieurs

(1) Correspondance entre Cypierre, La Millière, Gallot; 1784-1785. A. d. L. C 370.

ateliers de charité sont employés aux travaux, et la contribution leur est destinée. Il arrive, tantôt que le propriétaire intéressé demande lui-même une route qui procure un débouché à une région économique, tantôt que les Ponts et Chaussées projettent l'établissement d'une communication et que le propriétaire accorde son aide financière.

1. Débouchés régionaux obtenus par des particuliers.

Le baron de Montmorency, propriétaire du château des Coudreaux près de Courtalin, propose à Trudaine en 1766, l'ouverture d'une communication de Bonneval à Courtalin par les Coudreaux; mais quelques seigneurs et plusieurs paroisses notamment Bonneval et Chateaudun ayant critiqué le projet (1), il abandonne; puis en 1773, il demande le percement d'une nouvelle route de Chateaudun à Montmirail qui, par la route d'Orléans à Chateaudun, donnerait au Perche un débouché sur Orléans et pourrait être continuée en direction du Mans. Cypierre montre à Trudaine tout l'avantage qu'en retireraient les marchés de grains des environs (2), et Montmorency ayant offert de contribuer à la dépense, Trudaine, sans s'arrêter à quelques oppositions, donne son consentement. Les travaux s'engagent en 1775; de 1775 à 1780, Montmorency accorde 6.200 livres, et l'intendant, le double. Les ateliers de charité sont d'abord employés seuls; puis, en 1777, la corvée est rétablie et plusieurs paroisses sont commandées. Mais celles-ci (3), entraînées par un « mutin », Chevalier, se révoltent; des oppositions sont faites entre les mains du subdélégué de Chateaudun, de Chastenay; et il faut en 1782, une nouvelle décision (4) pour permettre la reprise des ouvrages qui, semble-t-il, s'effectuent alors à la fois par corvée et par ateliers de charité; en 1788, 3.000 toises à peine sont construites (5).

(1) Correspondance entre Trudaine, Cypierre et Montmorency, 1766-1767. A. n. F¹⁴ 166A.

(2) Lettre de Cypierre à Trudaine, 15 avril 1773. A. n. F¹⁴ 166A.

(3) Les paroisses d'Arrou, de la Fontenelle, du Poislay et de Droué.

(4) Lettre de Joly de Fleury à Cypierre, 28 juin 1782. A. d. L. C 8.

(5) 2.983 toises sur 21.600 de Chateaudun à la limite de la généralité. A. d. L. C 355.

Outre les travaux de charité, pour lesquels il a été accordé 18.600 livres,

De même Dupré de Saint-Maur, seigneur de Brinon, qu'intéressent particulièrement les communications aux abords de Brinon, obtient de Cypierre l'ouverture, par ateliers de charité, de la route de Brinon à Aubigny sur la grand'-route de Bourges; jusqu'en 1780, il accorde pour les ouvrages 1000 à 1.200 livres, l'intendant prenant les mêmes sommes sur les fonds de charité (1). En 1779, de Saint-Maur et les habitants d'Aubigny demandent que le chemin soit continué au delà de Brinon jusqu'à La Motte-Beuvron, sur la grand'route de Toulouse, afin de « compléter leur communication avec Orléans » : ce serait « très avantageux » à cette région fertile, malheureusement privée de débouchés. Mais il semble impossible d'effectuer à prix d'argent tous les travaux et Cypierre demande et reçoit la « soumission volontaire » des deux paroisses qui doivent fournir la corvée, « pour prévenir, écrit-il à de Cotte, les représentations et les plaintes que ne manquent jamais d'occasionner tous les projets de chemin et les ouvrages neufs en général (2) ».

Mais Roger ayant projeté certains redressements de l'ancien chemin, et quelques oppositions ayant été faites contre le nouveau tracé notamment par M^{lle} d'Orléans d'Aleine et M^{lle} d'Orléans, les travaux sont plusieurs fois remis (3); sans doute ne commencent-ils qu'en 1787 (4).

les ouvrages d'art ont été payés 5.978 livres sur les fonds des Ponts et Chaussées et les ouvrages exécutés par corvée représentent environ 4.500 livres.

Sur la construction de cette route, cf. mémoires et correspondance entre Trudaine, Cypierre et Montmorency, 1773-1779. A. n. F¹⁴ 166A et A. d. L. C 368.

D'autre part M. Mengin, seigneur de Montmirail, demande à Cypierre « que le chemin projeté (*sic*) de Courtalain à Montmirail par le Gault soit dirigé par Chapelle Royale et la Bazoche », ce qui donnerait un précieux débouché à une partie du Perche; il offre à cet effet 3.000 livres par an. Nous ignorons quelle suite fut donnée à cette requête. Correspondance de Cypierre avec La Millière, Mengin, Gallot, 1783. A. n. F¹⁴ 166A et A. d. L. C. 370.

(1) Lettre de Cypierre à de Cotte, 9 septembre 1780. A. n. F¹⁴ 166B.

(2) Lettre de Cypierre à de Cotte, 9 septembre 1780. A. n. F¹⁴ 166B.

(3) Trois tracés différents sont successivement approuvés en 1784, 1786 et 1787. Cf. Correspondance 2 février et 9 octobre 1786, 12 juin 1787. A. d. L. C 9.

(4) Correspondance entre Dupré de Saint-Maur, Cypierre, Roger de Cotte, La Millière. A. n. F¹⁴ 166B. A. d. L. C 347, C 257, C 203, C 7, 28 août 1779, 16 septembre 1780, C 8, 25 avril 1784.

Les plus fortes contributions aux travaux de charité sont accordées dans la généralité par le duc d'Orléans, prince apanagiste : en 1776, les chemins qui, de Romorantin, conduisent à travers la forêt de Bruadan aux bourgs de Marcilly, Tremblevif, L'horeux, Nouan, Lamotte, ayant été défoncés par les coupes de bois, le duc, propriétaire de la forêt, abandonne aux habitants la vente des bois blancs, qui rapporte 2.600 livres. Les Echevins de Romorantin, appuyés par l'abbé de Breteuil et Pitoin, intendant des finances du duc, demandent à Cypierre de compléter la somme : « L'heureuse habitude où nous sommes d'éprouver les effets de votre protection, lui écrivent-ils, ne nous permet pas de faire aucunes démarches (*sic*) sans avoir pris vos ordres; nous avons l'honneur de vous supplier d'être favorable à nos bonnes intentions qu' nous nous faisons (*sic*) toujours un devoir de soumettre aux vôtres (1). » L'intendant accorde, sur les fonds de charité, 2.600 livres également; et les marchands de bois devant, en outre, transporter « 48 toises cubes de caillou », les ouvrages effectués par ateliers de charité et évalués au total à 6.420 livres 10 sols, sont « beaucoup avancés » en 1777, et « perfectionnés » les années suivantes (2).

Le Duc d'Orléans contribue également à la construction d'une route de Chambon, en lisière de la forêt d'Orléans, à Pithiviers : il verse à cet effet 5.000 livres par an; le comte de la Luzerne, propriétaire du château de Chambon alloue 1.500 livres en 1774, 1000 livres en 1775 et, semble-t-il, des sommes analogues les années suivantes; de Cypierre accorde 1.500 livres par an sur les fonds de charité. Les travaux s'effectuent ainsi tant par ateliers de charité que par corvée; en 1783, le chemin est ouvert jusqu'à Ascoux; en 1788, il ne reste que 750 toises à empierrer (3).

A la même époque, est refaite la route de Jargeau à Pithiviers, s'embranchant à Ascoux sur la route de Cham-

(1) Lettre des Maire et Echevins de Romorantin à Cypierre, 25 avril 1776. A. d. L. C 358.

(2) Correspondance entre Cypierre, Trudaine, Roger, les Echevins de Romorantin, Pitoin, l'abbé de Breteuil, 1776-1777. A. d. L. C 358.

(3) A. d. L. C 196.

bon; les ouvrages s'accomplissent par corvée et par ateliers de charité, auxquels contribuent par moitié le duc d'Orléans et l'Intendance (1).

Dans la même région, nous voyons un propriétaire, non plus contribuer aux travaux de charité, mais se charger des indemnités d'expropriation qui se trouveront dues : c'est de Boynes qui, pour obtenir de Boynes à Pithiviers, au lieu de la réfection de l'ancien chemin défoncé et détourné, la construction d'une route directe, offre d'indemniser « tous les particuliers » auxquels on prendra des terres ». De Cypierre, après avoir pensé réparer seulement le chemin (2) afin de « prévenir toutes les réclamations bien ou mal fondées auxquelles de nouvelles corvées peuvent donner lieu », donne son assentiment au projet de de Boynes en apprenant ses intentions; mais pour éviter toute difficulté, il exige le consentement des habitants de Boynes et des Mousseaux de travailler aux ouvrages, et pose comme condition qu'aucune plainte ne soit élevée contre la corvée (3). L'Assemblée des Ponts et Chaussées émet un avis favorable et Roger étant venu à bout des résistances opposées par Duhamel du Monceau dont les terres se trouvaient traversées par la nouvelle route (4), les travaux sont engagés vers 1771 (5); en 1788, ils sont terminés.

2. Communications importantes auxquelles contribuent les particuliers.

Quand une route ne présente pas un intérêt local, mais un intérêt général, quand elle établit une communication

(1) 1785-1787. A. d. L. C 347, C 357. A. n. F¹⁴ 166A.

(2) Lettre de Cypierre à Trudaine, 28 mars 1762. A. n. F¹⁴ 166A.

(3) Lettre de Cypierre à Trudaine, 5 mai 1762, et « Rapport du Sr Perronet sur la lettre de M. de Cypierre du 5 may 1762 et les papiers y joints concernant le chemin de Boynes à Pethiviers » (*sic*). 14 mai 1762. A. n. F¹⁴ 166A.

(4) Il y eut sans doute paiement d'une indemnité à Duhamel. Rapport du Sr Perronet, 14 mai 1762, déjà cité : A. n. F¹⁴ 166A. Rapport de Roger, 20 mars 1762. A. n. F¹⁴ 166A.

Correspondance entre Roger et Duhamel, 1771. A. d. L. C 357. Lettre de Trudaine, 3 octobre 1762, A. d. L. C 357.

(5) Lettres de Boynes à Cypierre, 10 novembre 1772, 29 janvier 1774. A. d. L. C 357.

entre des « pays » différents, les travaux de construction s'effectuent d'ordinaire par corvée, et les Ponts et Chaussées sont seuls à supporter les dépenses. Il arrive pourtant que des seigneurs pour lesquels la communication présente une utilité immédiate viennent accorder une contribution personnelle. C'est ainsi que, dans l'Orléanais, M^{me} de Pompadour pour hâter la marche des ouvrages, l'intendant de Reversaux pour obtenir un détour au tracé d'une route, le duc d'Orléans pour ouvrir un débouché aux bois de sa forêt, n'hésitent pas à fournir leur aide pécuniaire.

M^{me} de Pompadour, propriétaire d'un château à Ménars sur la Loire, emprunte, pour s'y rendre, la route de Paris à Bordeaux par Orléans, Meung, Beaugency. Aussi de Cypierre envisage-t-il dès son arrivée dans la province le pavage des chaussées de Meung à Beaugency et Ménars, la partie Orléans-Meung étant restée très bonne. Il parle au Conseil de l'importance commerciale de cette route, mais ce qu'il voit d'abord, c'est le prochain passage de la favorite. Il presse son ingénieur en chef Roger (1), envoie à l'Intendant des Finances les plans, devis et détails estimatifs en marquant sa préférence pour un projet qui, au lieu de « redresser l'ancien chemin par petites parties », forme « une seule ligne droite » de Meung à Beaugency. Enfin, en mars 1763, après un an de démarches, les ouvrages peuvent commencer (2), et l'intendant s'efforce de les accélérer (3). M^{me} de Pompadour lui accorde 1.200 livres et il les emploie à « soulager » les corvéables de la taille, à distribuer à ceux qui travaillent avec zèle des billets de pain. Aucune difficulté ne se présente et les indemnités d'expropriation sont

(1) « J'ay fort à cœur la perfection de ce chemin et surtout la prompte confection et vous m'obligerez de ne pas perdre de temps. » Lettre de Cypierre à Roger, 22 mars 1762. A. d. L. C 352.

Cypierre lui demanda même de commencer les travaux une fois les plans dressés, quitte à lui envoyer ensuite les devis et détails estimatifs (Lettre sans date, A. d. L. C 352). Mais des difficultés surgissent et provoquent un retard.

(2) Devis et détails estimatifs : 11 mars 1763. Adjudication des ouvrages à prix d'argent : 20 mai 1763, et détails estimatifs : 31 décembre 1763.

(3) « Je vous prie d'accélérer les opérations du chemin de Ménars le plus qu'il vous sera possible. » Lettre de Cypierre à Roger, 10 mars 1763. A. d. L. C 352.

prises sur une somme de 25.000 livres, provenant annuellement de la capitation (1); les questions de détail sont rapidement réglées (2) et le chemin terminé est mis à l'entretien (3).

Des résistances se manifestent au contraire dans le Perche : M. de Reversaux, intendant de Moulins, propriétaire d'un château à Beaumont demande que la route d'Orléans à Alençon, déjà construite d'Orléans à Châteaudun, passe après Châteaudun, Courtalin et Brou, par Beaumont, pour gagner ensuite Nogent-le-Rotrou (4). Plusieurs paroisses protestent et refusent la corvée : la route est sans doute d'une grande utilité, l'ingénieur en chef Gallot, dit lui-même qu'elle traverse « un pays fertile (*sic*) entièrement privé de débouché et dont l'exportation des denrées se faisait à peine à somme de cheval »; qu'elle a « le double

(1) En 1769, presque toutes les indemnités sont payées. Lettre de Cypierre à Trudaine de Montigny, 16 février 1769. A. n. F¹⁴ 166B.

(2) M^{me} de Vernaïsson suscite des difficultés lors de l'ouverture du chemin de Ménars le Château. Correspondance entre Cypierre et Roger, février-août 1763. A. d. L. C 352, et lettre à Cypierre, 30 décembre 1765. A. n. F¹⁴ 166B.

Un mur de la ville de Beaugency doit être démoli; Cypierre obtient l'autorisation du Duc d'Orléans (lettre de Cypierre à Roger, 8 avril 1763. A. d. L. C 352).

La Marquise d'Avaray demande que le chemin passe par Avaray, ce qui lui est refusé (novembre 1762 et mai 1763; A. d. L. C 352).

En 1772, l'Evêque d'Orléans désire que le chemin de Meung au Bardon, formant l'embranchement du chemin venant de Vendôme et de la route Orléans-Blois, soit revêtu d'un pavé de pierre parementée. Cypierre l'obtient de Trudaine, étant entendu que l'Evêque d'Orléans paiera la moitié de la dépense, et passe l'adjudication le 2 juin 1773 (pour 6.500 livres). Correspondance entre Trudaine, Cypierre et Roger, 1772-1773. A. d. L. C 352.

L'adjudicataire Aurioust, dont Cypierre et Roger étaient mécontents, fut révoqué en 1771. Correspondance en mai 1769. Ordonnance de subrogation du 22 juillet 1771. A. d. L. C 352.

(3) En 1769, l'intendant tente de continuer le pavé de pierre jusqu'à Blois et Amboise. La prolongation jusqu'à Amboise fut repoussée comme trop onéreuse; la prolongation jusqu'à Blois fut approuvée par Trudaine de Montigny, mais nous ignorons quelle suite fut donnée à ce projet. Correspondance en février et mars 1769. A. n. F¹⁴ 166B, et A. d. L. C 347.

D'autre part, en 1781, Cypierre et son ingénieur en chef Gallot, tentèrent de faire construire entre Orléans et Meung, deux parties en pavé de grès, supérieur au pavé de pierre, mais l'Assemblée des Ponts et Chaussées, dans son rapport du 10 mai 1781, déclara la dépense trop considérable. Correspondance et rapports de avril, mai, juin 1781. A. n. F¹⁴ 166B.

(4) Mémoire et correspondance. A. n. F¹⁴ 166B. A. d. L. C 347-368.

avantage de donner de l'activité au cultivateur... et d'établir une communication facile entre le pays Chartrain, le Perche et la Basse-Normandie (1) ». Mais le détour cherché par de Reversaux n'est en rien justifié. Celui-ci, pour obtenir gain de cause, offre, en 1780, 6.000 livres à la caisse des Ponts et Chaussées : devant cet argument décisif le Conseil, par un arrêt de 1782, donne satisfaction à de Reversaux (2). Cypierre s'est employé activement à hâter l'issue de cette affaire : « Je n'ignore point, lui écrit M^{me} de Reversaux (3), toutes les marques d'amitiés (*sic*) que vous avés donné à M. de Reversaux dans cette occasion, le public vous devra tout l'avantage qu'il tirera de ce chemin, et nous Monsieur des agréments infinies (*sic*). »

D'autre part, le duc d'Orléans qui, nous l'avons vu, contribue volontiers aux travaux de charité pour procurer des débouchés à ses bois, est disposé à aider vers 1771 à la construction d'une communication d'Orléans à Pithiviers; mais il veut que la route traverse sa forêt d'Orléans — c'est là d'ailleurs le tracé direct — et il trouve alors contre lui de Cypierre lui-même qui, propriétaire du château de Chevilly, en Beauce, sur la grand'route de Paris à Orléans, tente d'obtenir du gouvernement que le nouveau chemin partant de Pithiviers rejoigne la grand'route près de Chevilly. Sur la demande de l'intendant, Roger dresse un rapport concluant que, des différents tracés possibles, le tracé de Chevilly paraît le meilleur : les corvéables et les matériaux se trouvent à proximité, la région traversée est très fertile, la longueur à réparer relativement faible; sans doute le détour vers l'est est considérable, mais une route plus rapide, traversant le village de Chilleurs et la forêt, n'aurait ni matériaux facilement transportables, ni paroisses susceptibles de participer aux travaux. Un chemin intermédiaire par Neuville semble ne présenter que peu d'intérêt.

Cypierre insiste lui-même auprès de Trudaine (4); celui-ci

(1) Rapport de Gallot, 1^{er} avril 1779. A. d. L. C 347.

(2) A. d. L. C 368, et C 8.

(3) Lettre de M^{me} de Reversaux à Cypierre, 10 juillet 1782. A. d. L. C 368.

(4) Lettre de Cypierre à Trudaine, 2 février 1771. A. n. F¹⁴ 166A, et A. d. L. C 194.

et d'autre part Roger, lui conseillent de consulter le duc d'Orléans (1) ; l'intendant ayant sans doute négligé de le faire, le conseil du duc lui reproche vivement son attitude : « On rapporta du conseil de S. A. S. le duc d'Orléans, et le prince y étant, écrit Cypierre, que j'avois déjà commandé des corvées et établi des ouvriers au chemin dirigé sur Chevilly et l'on m'accusa d'avoir préféré de ma seule autorité cet alignement (*sic*) plus tôt (*sic*) que celui de la forêt qui aurait facilité le transport des bois du Prince. Sur cette délation aussi fausse qu'injuste... M. Pitoin demanda audience (*sic*) à M. Trudaine et lui porta plainte contre mes entreprises et la prédilection que je donnois à cet alignement (*sic*) dont la position de ma terre étoit (disoit-on) le principe (2). »

Et de Cypierre, bien que son oncle par alliance, l'abbé de Breteuil, tente de l'apaiser (3), décide de « ne rien faire sur aucun des trois chemins (4) » : « maintenant, dit-il, piqué au vif, il m'importe que ce projet reste sans exécution ».

Il n'a pourtant pas perdu tout espoir et, quelques années plus tard, sachant que les troupes doivent se rendre d'Orléans à Nemours et d'Orléans à Montargis, il tente de leur faire prendre la route de Chevilly à Pithiviers : « Cela décideroit le chemin qui m'intéresse, confie-t-il à Roger, et j'en serais fort aise (5). »

Mais le duc d'Orléans est aussi tenace que Cypierre, et plus puissant que lui : il accorde 12.000 livres par an qui, joints « à pareille somme des fonds de charité », seront employées là où il le désire, et en premier lieu sur les chemins d'Orléans à Chilleurs et d'Orléans à Neuville; Roger lui-même avoue que ces routes, par lesquelles s'effectue le transport des bois vers le Gâtinais, la Beauce, et jusqu'à Orléans comptent parmi « les plus nécessaires de la forêt ».

(1) Lettre de Roger à Cypierre, 15 mars 1771. A. d. L. C 194. Projet de lettre de Trudaine à Cypierre, 20 mars 1771. A. n. F¹⁴ 166A.

(2) Lettre de Cypierre à l'abbé de Breteuil, 14 octobre 1771. A. d. L. C 194.

(3) « Je vous assure, M., qu'on vous a exagéré les démarches qu'on a fait (*sic*). » Lettre de l'abbé de Breteuil à Cypierre, 19 octobre 1771. A. d. L. C 194.

(4) Observations de Cypierre notées sur la lettre ci-dessus.

(5) Lettre de Cypierre à Roger, 3 mars 1774. A. d. L. C 194.

Les corvéables se joignent aux ateliers de charité et construisent, entre 1772 et 1774, « des chaussées très bonnes, très roulantes (1) ». Mais seul le tronçon Orléans-Chilleurs est ainsi refait; la partie Chilleurs-Pithiviers reste impraticable.

Cypierre saisit ce prétexte et, revenant à l'attaque, écrit à Pitoin (2) que le duc d'Orléans ayant obtenu satisfaction, mais aucune communication n'étant établie entre Pithiviers et Orléans, il serait peut-être possible d'ouvrir le chemin de Chevilly : « J'observe, dit-il prudemment, que l'alignement se trouvant dirigé sur Chevilly mon village y trouveroit quelque avantage, et je ne fais l'observation que pour aller au-devant du sacrifice que je suis prêt à faire de cet avantage si les vues de Monseigneur ne sont pas relatives à ce projet. »

Cypierre devait aller jusqu'au « sacrifice » : sa cause n'était pas soutenable; Roger le lui répète à plusieurs reprises (3) : il faut construire de Chevilly à Pithiviers une longueur de 16 à 17.000 toises, et de Chilleurs à Pithiviers, 7.000 toises seulement; d'autre part, la route d'Orléans à Pithiviers par Chevilly est plus longue de 3.000 toises environ que la route de Chilleurs. Il n'est plus permis d'hésiter entre elles, et Pitoin le lui ayant fait comprendre (4), Cypierre lui répond qu'il consent le sacrifice « de bon cœur et sans regret (5) ».

Mais les travaux, ainsi décidés entre Chilleurs et Pithiviers, se trouvent suspendus par l'arrivée de Turgot et la suppression de la corvée. Puis en 1779, après l'approbation par l'Assemblée des Ponts et Chaussées d'un tracé en ligne directe, plusieurs propriétaires de terrains que traverse la nouvelle route : Duhamel du Monceau, le marquis de Toustain d'Escrennes, maréchal de camp, de Saint-Hilaire, Lambert, conseiller d'état, demandent que soit conservé l'ancien détour par Escrennes; mais de Cotte et de La

(1) Le Duc dépense, en 1772, 1773, 1774, 10.000 livres de Loury à Chilleurs.

(2) Lettre de Cypierre à Pitoin, 1^{er} avril 1774. A. d. L. C 194.

(3) Lettres de Roger à Cypierre, 20 février et 22 mars 1774. A. d. L. C 194.

(4) Lettre de Pitoin à Cypierre, 12 juin 1774. A. d. L. C 194.

(5) Lettre de Cypierre à Pitoin, 17 juin 1774. A. d. L. C 194.

Millière, intendants des finances, Cypierre, Gallot, s'en tiennent au premier projet, seul conforme à l'intérêt général et, après de longs pourparlers (1), passent outre aux oppositions successives. En 1788, il ne reste plus que 1.896 toises, 1 à construire.

La communication est établie, mais les incidents ont été nombreux et ne sont pas à la louange de ceux qui les ont soulevés : le duc d'Orléans n'a pensé qu'à sa forêt, Cypierre qu'à son village, les propriétaires voisins d'Essrennes qu'à leurs terres. Pourtant, l'intérêt public semble y avoir trouvé son compte : le tracé choisi est certainement le meilleur de tous les tracés possibles. En forêt d'Orléans, sur les trois-quarts de la route d'Orléans à Pithiviers, les ouvrages ont été supportés par le roi et par le duc d'Orléans; les paysans n'ont fourni de corvée que sur le dernier quart de la route, de Chilleurs à Pithiviers, mais là, ils retiraient eux-mêmes le principal bénéfice de leurs travaux.

§ 5. — ROUTES D'INTÉRÊT GÉNÉRAL CONSTRUITES SANS L'AIDE DE CONTRIBUTIONS PARTICULIÈRES.

Si certaines routes sont construites avec l'aide de contributions particulières, il arrive aussi que l'ouverture de communications importantes soit supportée tout entière par les Ponts et Chaussées : l'intérêt de ces communications est si général que personne ne les considère comme un peu siennes et n'offre son aide pécuniaire. La charge en retombe toute sur l'administration, qui éprouve alors de sérieuses difficultés.

Il en est ainsi dans l'Orléanais pour les routes : Sully-sur-Loire-Bourges, Orléans-Le Mans, Pithiviers-Etampes.

La route de Sully-sur-Loire à Argent (2) est demandée par le duc de Béthune-Sully en 1774, l'intendant de Bourges Dupré de Saint-Maur annonçant qu'il ouvre la route

(1) Correspondance. A. d. L. C 347 et C 357; A. n. F¹⁴ 166A.

(2) *Mémoire sur le nouveau chemin de Sully à Bourges par Cerdon*, envoyé par M. Desherpinières, inspecteur des Ponts et Chaussées, 16 décembre 1777, et correspondance, 1774-1777. A. d. L. C 195.

Bourges-Argent en direction de Sully. Cypierre fait alors préparer par son inspecteur, Desherpinières, des plans et projets rectifiant le tracé, qu'approuve l'Assemblée des Ponts et Chaussées. Mais là, comme pour les chemins de Pithiviers à Boynes et de Pithiviers à Orléans, les propriétaires expropriés ne tardent pas à protester. En 1775, les habitants de Cerdon exposent par requête que, l'alignement traversant des terres précieuses, il vaut mieux réparer l'ancien chemin. Une décision de Trudaine du 15 septembre 1775 ordonne de passer outre et, la corvée ayant été supprimée, Cypierre commence les travaux par atelier de charité, accordant à cet effet 1.000 livres (1). Aussitôt la corvée rétablie, les paroisses voisines du chemin y viennent travailler. Mais les oppositions reprennent : les échevins de Sully (2), appuyés par un avocat et « professeur en droit » à l'université d'Orléans Guyot, représentent « le tort particulier que ce chemin leur fait parce qu'il passe par des héritages qui leur appartiennent » ; le comte de Choiseul-Gouffier, seigneur d'un fief près de Sully, déclare que la construction de la route est inutile, onéreuse, et lui cause grand préjudice. Le duc de Béthune-Sully s'efforce de pallier ces difficultés, s'adressant à Trudaine, à Cypierre ; Cypierre négocie, agit personnellement auprès du comte de Choiseul-Gouffier, demande à Desherpinières des réponses aux mémoires présentés, presse les ingénieurs et notamment Roger. Les ouvrages se poursuivent lentement ; en 1788, un quart à peine du chemin est construit : 1.720 toises sur 7.170 (3).

Cette route pourtant ouvre une communication utile, et dans ce pays plat, ne peut que gagner à être redressée : c'est l'intérêt de tous. Mais l'intendant et l'inspecteur des Ponts et Chaussées, chargés de l'intérêt public, n'ont pas la tâche facile : dans la région, ils ne trouvent comme ressource que la corvée, insuffisante et dangereuse ; le duc de

(1) Cypierre alloue 2.000 livres en 1776, mais le Conseil ayant réservé les fonds de charité à l'entretien des grandes routes, l'intendant remet les travaux à l'année suivante, et accorde alors 1.000 livres.

(2) Notamment Porcheron et Brillard.

(3) A. d. L. C 355.

Béthune-Sully ne fournit que son appui moral; les autres autorités locales, loin d'aider aux travaux, s'élèvent vivement contre eux.

Plus nécessaire encore, et plus attaquée aussi, est la construction d'une route d'Orléans au Mans : la région de Beauce qui s'étend au nord de la Loire entre Chateaudun et Beaugency d'une part, entre Orléans et Le Mans de l'autre, souffre durement au XVIII^e siècle du manque de débouchés; très fertile, très riche en blés, elle n'est traversée par aucun bon chemin; la communication de Paris à Bordeaux par Chartres, Chateaudun et Vendôme, passe à l'est; la route de Paris à Bordeaux par Orléans, Meung, Beaugency, Blois, au sud-ouest; la route d'Orléans à Chateaudun, au nord-ouest. Les marchés d'Ouzouer, de Morée, de Fréteval restent isolés : Cypierre décide vers 1771 d'ouvrir un chemin qui, partant d'Ormes sur la route d'Orléans à Chateaudun, conduirait à ces marchés, puis gagnerait Le Mans à travers la généralité de Tours (1). Cette communication donnerait satisfaction à l'intendant de Tours du Cluzel, qui possède un château à Montpipeau entre Ormes et Ouzouer, et réclame depuis longtemps un chemin jusqu'à Ormes (2). Mais, dès que le projet est connu, « tout le monde » dans l'élection de Chateaudun prend « l'alarme »; des mémoires adressés à Cypierre prétendent que la construction d'une route du Mans à Chateaudun établirait une communication entre Orléans et Le Mans de façon beaucoup moins onéreuse (3). Bonnafau, seigneur d'Ouzouer, après le commencement des travaux, demande à Trudaine que ceux-ci soient abandonnés et qu'une nouvelle route, d'orientation générale sud-ouest — nord-est, et non plus ouest-est, soit ouverte de Meung à Chateaudun (4).

Ces différentes oppositions sont étudiées et rejetées. Cypierre envisage seulement l'ouverture, par Fréteval,

(1) Cf. notamment lettre de Trudaine à Cypierre, 15 avril 1772. A. d. L. C 6.

(2) Correspondance entre du Cluzel, Cypierre, Trudaine et Roger, 1767-1772. A. d. L. C 257; A. n. F¹⁴ 166B.

(3) 1774. A. d. L. C 196.

(4) Note de Voglie, 1775. Lettre de Cypierre à de Cotte, 31 décembre 1778. A. n. F¹⁴ 166B.

d'une communication entre la route projetée et les marchés d'Oncques et de Marchenoir, en direction de Beaugency : le tracé primitif est conservé (1).

Les travaux s'engagent en 1772, entre Ormes et Montpipeau; ils s'exécutent par corvée : les paroisses de Coulmiers, Rozières et Epiez sollicitent de l'intendant leur emploi sur ce chemin et non plus sur la route d'Orléans à Chateaudun (2); la paroisse d'Ingré se joint à elles en cessant de travailler sur la route d'Orléans à Meung (3). Mais les esprits sont échauffés; la révolte est entretenue par Bonnafau; Cypierre, pour faire un exemple, punit un laboureur d'Ormes François Marolle « par quinze jours de prison et le paiement de vingt écus ou trois livres au profit de la Maréchaussée contre laquelle il a fait rébellion »; pourtant l'autorité reste bienveillante, et le subdélégué d'Orléans, Brillard ayant mis la victime sous les verrous, puis écrit à l'intendant « qu'une plus longue détention pourroit (*sic*) déranger l'exploitation de ce particulier », la mise en liberté est accordée (4).

Cependant, la corvée est supprimée, les travaux s'interrompent et plusieurs propriétaires et fermiers riverains de la nouvelle route s'empressent d'en labourer et ensemen- cer une grande partie; ils comblent les fossés et barrent le passage « par des hayes d'épines plantées le long des chemins particuliers qui traversent la route (5) »; Bonnafau refuse d'abattre six ou sept ormes qui lui appartiennent à l'entrée d'Ouzouer et qui se trouvent dans l'alignement de la route (6). Les trésoriers du Bureau des Finances d'Orléans doivent rendre à la demande de Cypierre, en septembre 1776, une ordonnance commandant de réparer ces délits dans un délai de quatre mois (7).

(1) Correspondance entre Cypierre, Roger, de Cotte, Trudaine, 1774-1775, A. d. L. C 198, et A. n. F¹⁴ 166B, 17 mars 1775. A. d. L. C 6.

(2) Requête à l'intendant. A. n. F¹⁴ 166B.

(3) 1774. A. d. L. C 198.

(4) Lettres à l'intendant, mars 1774. A. d. L. C 198.

(5) Lettre de Cypierre à Trudaine, 2 juin 1776. A. d. L. C 198. Lettre de Trudaine à Cypierre, 10 juin 1776. A. d. L. C 7.

(6) Correspondance entre Trudaine et Cypierre, 1775. A. d. L. C 198.

(7) Août-septembre 1776. A. d. L. C 198.

Les contrevenants n'obéissent qu'à regret; Bonnafau les encourage à la résistance (1); et quand en janvier 1778, après le rétablissement de la corvée, vingt-et-une paroisses sont commandées pour travailler sur la route d'Ouzouer (2), Bonnafau, au nom de la justice, vient s'opposer à l'exécution des ouvrages par une sommation au « principal conducteur » de la route : seigneur des habitants d'Ouzouer et des paroisses environnantes, il se dit « obligé de veiller à ce que lesdits habitants ne soient accablés de corvées inutiles (3) ». Un arrêt du Conseil du 31 mars annule la signification et ordonne la reprise des travaux (4).

Mais les syndics des paroisses de Binas, Tripleville, Saint-Laurent des Bois et Saint-Georges, se prévalant de la déclaration de Turgot, refusent la corvée et malgré l'ordonnance de Cypierre persistent dans leur attitude (5). L'intendant demande au gouvernement l'autorisation de les emprisonner, et arrête l'un d'entre eux (6). Pourtant Bonnafau continue ses menées; quelques mois plus tard, il « excite les habitants à nommer des députés ou des fondés de pouvoir pour venir à Paris solliciter conjointement avec lui la suppression de cette route »; mais le gouvernement et l'intendant sont décidés à se montrer fermes; l'arrêt du Conseil du 7 juin 1779 ordonne à nouveau la réfection de la route (7) et les travaux, semble-t-il, se poursuivent alors sans incident. Mais ils ont été longtemps retardés et, en 1788, 20.880 toises, 5 restent à construire sur 35.651 (8).

Les résistances rencontrées dans cette région sont carac-

(1) Cf. notamment le rapport de de Limar « sur les différentes lettres écrites par M. de Bonnafau ». 28 mai 1778, et lettres de juin 1778. A. n. F¹⁴ 166B.

(2) « Etat des Paroisses » 26 janvier 1778. A. d. L. C 198.

(3) « Signification du Sr Bonnafau au Sr Thuillier », 11 février 1778. A. d. L. C 198.

(4) A. d. L. C 198, et A. n. F¹⁴ 166 B.

(5) Ordonnances de Cypierre, 20 juin 1778; Procès-verbal du Principal Conducteur des Ponts et Chaussées, 30 juin 1778. A. d. L. C 198.

(6) Correspondance entre Cypierre, de Cotte, de Limar, Amelot, juillet-août 1778. A. d. L. C 198 et C 7. A. n. F¹⁴ 166B.

(7) Correspondance et arrêt, mars-juin 1779. A. d. L. C 198, C 347 et C 7. A. n. F¹⁴ 166B.

(8) A. d. L. C 355.

téristiques. Le gouvernement a soutenu son intendant, rendu les arrêts qu'il demandait, accordé les autorisations qu'il sollicitait; Turgot lui-même a conseillé la sévérité (1); Cypierre s'est montré « très disposé d'agir... avec force et fermeté (2) »; il comprenait qu'il fallait à tout prix « arrêter les progrès d'une désobéissance aussi marquée et qui gagneroit comme une épidémie dans les autres élections (3) »; mais il y est parvenu difficilement. La suspension de la corvée pendant trois ans a été, il le dit lui-même, « malheureusement trop publiée, trop connue et trop conforme au penchant des contribuables à se soustraire des charges publiques (4) ». Il a suffi qu'un meneur comme Bonnafau entretenne chez le peuple l'esprit de révolte pour que l'autorité se trouve « compromise », débordée.

A dire vrai — et c'est là le point capital — il ne paraît plus possible, à la fin du XVIII^e siècle, de construire une route nouvelle de quelque importance par le seul secours des corvées. C'est demander aux habitants un trop gros effort et, d'autre part, c'est prolonger indéfiniment les ouvrages, le travail des corvéables étant d'un faible rendement et d'une durée annuelle très limitée.

C'est là également la raison pour laquelle Cypierre et les ingénieurs en chef doivent reculer devant l'établissement d'une communication, très demandée, de Pithiviers à Étampes.

Le Gâtinais n'avait qu'un débouché à ses produits : la route Pithiviers-Malesherbes-Fontainebleau-Paris, que Daniel Trudaine avait rétablie au milieu du XVII^e siècle, mais qui faisait vers l'ouest un détour considérable. Et, vers 1771-1772, la construction d'une route Pithiviers-Étampes rejoignant à Étampes la grande route d'Orléans, est réclamée avec insistance : le projet, déjà élaboré vers 1753 (5), est

* (1) Turgot à Cypierre, 19 février 1775. « Je ne puis trop vous recommander de tenir la main à ce que votre ordonnance soit exactement exécutée. » A. d. L. C 6.

(2) Note de Cypierre, 7 août 1778. A. d. L. C 198.

(3) Lettre de Cypierre à de Cotte, 25 juillet 1778. A. d. L. C 198, et A. n. F¹⁴ 166b.

(4) Mémoire de Cypierre à de Cotté, 31 décembre 1778. *Id.*

(5) Lettre de Trudaine à Roger, 3 septembre 1753. A. d. L. C 347.

repris par le duc d'Orléans, seigneur d'Étampes et de Pithiviers et propriétaire de la forêt d'Orléans. L'abbé de Breteuil, son chancelier, fait ressortir tout le bénéfice qu'en retireraient, Pithiviers pour écouler ses productions, Étampes pour faire venir les bois dont elle manque et le blés dont elle est le grand marché, Paris pour se procurer une quantité supplémentaire de grains (1).

Les officiers municipaux de Pithiviers et les habitants d'Étampes, à la tête desquels est le marquis de Selve, plaident leur cause dans plusieurs mémoires (2); de Boynes les appuie et insiste vivement auprès de son beau-frère, de Cypierre; Berthier, l'intendant de Paris, se dit prêt à employer sur la partie du chemin qui le concerne, un corps d'ouvriers dont il a la disposition.

Mais les ingénieurs de l'Orléanais se montrent hostiles au projet. Roger indique dans un mémoire adressé à Perronet premier ingénieur des Ponts et Chaussées, auquel Trudaine avait demandé un rapport, le toisé et l'estimation des différents chemins possibles (3) :

1. Route par Fontainebleau	53.100 Toises j. Paris	entièrement construite.
2. Route Malesherbes-Essonnes-Milly-Ris	42.100 T. j. Paris	258.750 Livres sur gén. Paris. 22.000 L. sur gén. Orléans
		280.750 L.
3. Route directe de Pithiviers à Étampes par Sermaises	40.550 T. j. Paris	195.975 L. sur gén. Paris 217.600 L. sur gén. Orléans
		413.575 L.
4. Route de Pithiviers à Étampes par Moneville et Méréville empruntant la vallée	45.300 T. j. Paris	53.000 L. sur gén. Paris 31.300 L. sur gén. Orléans
		84.300 L.

(1) Lettre et Mémoire de l'abbé de Breteuil à M. de Trudaine, 14 octobre 1771, où il dit notamment :

« La ville d'Étampes dans laquelle il y a 13 à 14 moulins assis sur une petite rivière qui ne gèle en aucun tems est le véritable magasin à farine de Paris, son marché à bled est considérable; les boulangers de Paris s'y as-

Et Roger déclare ses préférences pour la route rejoignant de Malesherbes, par Essonne et Milly, la grand'route de Fontainebleau au-dessus de Ris : sans être sensiblement plus longue que la route de Sermaises, elle ne demande, sur le territoire de la généralité d'Orléans, que des travaux beaucoup moins importants (1). Au contraire, la construction de la route de Sermaises, la plus directe de toutes, serait très difficile, très onéreuse; les matériaux sont rares et de mauvaise qualité; les villages, très peu nombreux sur le plateau de Beauce que traverse la route, ne pourraient fournir aux ateliers la main-d'œuvre nécessaire. De plus l'ouverture si problématique de cette communication présenterait un inconvénient particulier : les « rouliers » qui transportent à Paris les produits d'Orléans doivent, au retour, leurs voitures étant vides, prendre à Étrechy et à Étampes des pavés destinés à l'entretien, près d'Orléans, de la grand'route de Paris; l'été, ils reviennent parfois par Pithiviers pour se soustraire à cette espèce de corvée : ils le feraient constamment si la route d'Étampes à Pithiviers était praticable en toutes saisons, et les « chaussées » d'Orléans ne recevraient plus les matériaux dont elles ont besoin (2).

C'est pourtant sur cette route que Trudaine porte son choix, et Cypierre se décide alors à employer comme Ber-

semblent deux fois la semaine pour y faire leurs achats de bled qu'ils donnent sur-le-champ à convertir en farine aux meuniers d'Étampes qui leur envoient toutes les semaines leurs farines; on ne peut donc trop favoriser un marché si nécessaire auquel moyennant la nouvelle route, les bleds et autres denrées du Gâtinois, province qui a grand besoin de débouchés et qui est très fertile, arriveront avec facilité. »

Et lettre de l'abbé de Breteuil à M. de Trudaine, 21 avril 1772. A. n. F¹⁴ 166A.

Cf. également, lettre de l'abbé de Breteuil à Cypierre, 20 novembre 1771. A. d. L. C 5.

(2) Mémoire des habitants de Pithiviers. Mémoire des habitants d'Étampes, 1771. Mémoire qui a pour objet de démontrer l'utilité d'une chaussée ou chemin pavé d'Étampes à Pithiviers, 1772. A. d. L. C 191.

(3) Mémoire « par l'ingénieur en chef des Ponts et Chaussées de la généralité d'Orléans » 25 février 1772. A. d. L. C 347. « Routes à projeter (*sic*) de Paris à Pithiviers », par Roger, 25 février 1772; et rapport du Sr Perronet sur la lettre de M. de Boynes du 4 juin 1772, 5 octobre 1772. A. n. F¹⁴ 166A.

(1) Lettre de Roger à M. de Senneville chez M. Trudaine, 8 janvier 1772. A. d. L. C 347.

(2) Note de Roger, 13 septembre 1774. A. d. L. C 347.

thier un « corps » spécial d'ouvriers, rétribué « au moyen d'une imposition territoriale... perçue sur tous les possédans fonds à raison de leurs propriétés et des avantages qui en résulteront (1) » : C'est là, avant même les réformes de Turgot, une innovation hardie : tous les propriétaires sans distinction de classe contribueront aux dépenses; à cette condition, mais à cette condition seulement, les ouvrages pourront s'effectuer. Pourtant Cypierre ne se hâte pas de mettre ses projets à exécution; l'arrivée de Turgot au Contrôle Général lui permet de les ajourner. Mais en 1776, 1777, 1778, le duc d'Orléans, par l'intermédiaire de Pitoin, le marquis de Selve, de Boynes, Berthier insistent à nouveau auprès de lui (2); et malgré l'hostilité toujours très nette de Roger, Gallot, de Bonnières (3), l'intendant, en février 1779, voit avec regret qu'« il n'est plus possible de remettre ladite affaire (4) ».

Pourtant, en 1785, à son départ de la province, rien n'est encore fait. La construction de la route, abandonnée sous la Révolution, étudiée à nouveau sous l'Empire, n'est com-

(1) C'est de Boynes qui en avait parlé le premier à Berthier et à Cypierre. « Il (Berthier) convient même, écrivait Boynes à Cypierre, qu'il seroit fort avantageux que cette forme s'établît et que l'on ne peut avoir plus de prétextes pour le proposer que relativement à la confection du chemin d'Estampes à Pithiviers, le chemin étant d'une utilité reconnue et n'y ayant que très peu de corvées à portée d'y travailler. » Lettre du 30 juin 1773. A. d. L. C 6.

Notes de Cypierre à Roger du 8 février 1773 et du 14 février 1773. A. d. L. C 191.

Lettres de : Cypierre à de Boynes, 22 juillet 1773; de Cypierre à Berthier, 22 juillet 1773. A. d. L. C 191.

Lettre de Cypierre à Roger, 26 août 1773. A. d. L. C 347.

(2) Lettre de Pitoin à Cypierre, 1777.

Lettre de Berthier à Cypierre, 27 septembre 1778;

Requête du Marquis de Selve, 19 mars 1776;

Lettres de Pitoin à Cypierre, 21 janvier 1777, et 18 février 1779;

Lettres de De Selve à Cypierre, 13 février 1779, et 26 février 1779. A. d. L. C 191.

(3) Lettre de Bonnières à Cypierre, 4 janvier 1778;

Lettre de Gallot à Cypierre, 2 février 1778;

Lettre de Roger à Cypierre, 26 janvier 1777;

Rapports de Gallot, 2 février 1778 (extraits publiés dans l'inventaire des A. d. L.), et 5 mars 1779. A. d. L. C 191.

(4) Note de Cypierre à Gallot, sur la lettre de de Selve à Cypierre, du 26 février 1779. A. d. L. C 191.

mencée que sous la Restauration pour s'achever dans les premières années de la Monarchie de Juillet.

* * *

Il convient de remarquer tout d'abord que, si les difficultés n'ont pas été épargnées à l'intendant et aux ingénieurs de l'Orléanais, les résistances à la corvée sont restées rares et très localisées. Elles n'ont éclaté que dans le Perche et le Bas-Perche : lors de la construction de la route de Châteaudun à Montmirail en direction du Mans demandée par le baron de Montmorency; de la route d'Orléans à Alençon par Chateaudun, Courtalin, Beaumont et Nogent-le-Rotrou, à laquelle s'intéressait M. de Reversaux; et plus encore, lors de l'ouverture de la communication Orléans-Le Mans par Ormes, Ouzouer et Fréteval. Elles ont été provoquées par le rétablissement de la corvée et semblent dues principalement à l'action de quelques meneurs, comme Chevalier et Bonnaufau.

Dans les autres régions de l'Orléanais, les mêmes révoltes ne se sont pas produites; personne sans doute ne s'est senti assez fort pour prendre la tête du mouvement; et surtout l'administration a su agir habilement, rester juste et prudente. Elle a tenu la main à ce que la répartition des tâches soit faite avec justice entre les corvéables des paroisses : Cypierre, sur les ordres même du Contrôleur Général, insiste sur ce point. « Une des choses les plus intéressantes..., écrit-il à ses subdélégués, est l'attention à prévenir tout abus dans les exemptions »; « le plus essentiel de votre part..., est de surveiller les syndics et piqueurs dans les listes qu'ils donnent soit des corvéables, soit des délinquants, afin d'éviter de leur part, les haines, oublis, infidélités et manœuvres qu'on leur a autrefois reprochés (1) ». En 1773, il fait « refondre » ces listes et états afin que le même nombre de journées ne soit plus exigé « d'un pauvre journalier comme d'un riche (2) ».

(1) Lettre écrite par l'intendant aux subdélégués, 15 mars 1771. A. d. L. C 347.

(2) Lettre de Cypierre à Brillard, 10 avril 1773, et observations de Brillard. A. d. L. C 347.

L'administration s'est aussi montrée prudente dans l'emploi de la corvée. Celle-ci en droit strict n'est due que pour l'entretien des grandes routes; toute autre application prête à critique. Il faut donc, pour obtenir des travaux autres que les travaux d'entretien, et sur des routes autres que les grandes routes, prendre des précautions :

— S'interdire les abus : ne pas commander de corvée quand il s'agit de chemins particuliers; les ouvrages y seront effectués à prix d'argent, sur les contributions des seigneurs et les sommes accordées par les Ponts et Chaussées. Une seule exception dans l'Orléanais : le chemin de Denonville à la grand'route de Rambouillet, sur lequel est appelé le village de Denonville.

— Obtenir si l'on craint des difficultés le consentement des paroisses intéressées. Cypierre a recours à cette pratique lors de la construction des routes Brinon-La Motte-Beuvron et Pithiviers-Boynes.

— Surtout, alléger dans toute la mesure possible la tâche des corvéables, notamment par l'emploi d'ateliers de charité. Mais cela suppose de la part des particuliers ou des communautés d'habitants l'octroi de contributions volontaires, car c'est à cette condition seulement que le gouvernement, dont les ressources sont limitées, accorde des fonds de charité (1).

En pratique, l'Orléanais a fait exécuter par atelier de charité un ensemble important de travaux (2); il nous suffit de citer les ouvrages effectués sur les routes :

Denonville-Grand'Route de Rambouillet : Chemin particulier du comte de Brisay.

Châteaudun-Montmirail, demandée par le baron de Montmorency, qui, de 1775 à 1780, donne 6.200 livres, Cypierre accordant le double; nous ignorons quelles contributions sont consenties après 1780.

Brinon-Aubigny, obtenue par Dupré de Saint-Maur, qui

(1) Cf. notamment Bloch, *L'Assistance et l'Etat en France à la veille de la Révolution*, p. 207.

(2) Sur les fonds de charité accordés par le gouvernement à la généralité d'Orléans, nous n'avons trouvé que ces deux chiffres : 10.000 livres en 1775 (Bloch, p. 265); 110.000 livres en 1789 (A. d. L. C 207).

verse 1000 à 1.200 livres et reçoit les mêmes sommes de l'intendant.

Romorantin à la Forêt de Bruadan, routes refaites sur une somme de 5.200 livres, provenant pour moitié de la vente des bois blancs et des fonds de charité.

Chambon-Pithiviers, construite avec l'aide du duc d'Orléans et du comte de la Luzerne.

Jargeau-Pithiviers et Orléans-Pithiviers, ouvertes surtout par et pour le duc d'Orléans.

En ce qui concerne le Duc d'Orléans, nous savons seulement que de 1772 à 1774, il dépense 10.000 livres sur une partie de la route Orléans-Pithiviers, et qu'en 1774, il décide de consacrer chaque année 12.000 livres sur les chemins qui l'intéressent.

D'autre part, de Boynes se charge des indemnités d'expropriation dues sur la communication Boynes-Pithiviers, M^{me} de Pompadour accorde 1.200 livres pour le soulagement des corvéables qui travaillent au pavage Meung-Ménars, et de Reversaux verse 6.000 livres à la caisse des Ponts et Chaussées pour la construction de la route Brou-Beaumont-Nogent-le-Rotrou.

Ce sont là des sommes importantes : il serait injuste de dire qu'au XVIII^e siècle, tout le poids des travaux publics retombe sur les taillables; quelques nobles et quelques hauts fonctionnaires, par les contributions élevées qu'ils consentent, en supportent une large part. Sans doute agissent-ils souvent par intérêt, le débouché ouvert à une région économiquement isolée où sont situés leurs domaines faisant le bien de tous, et le leur. Certains pourtant, il faut le dire, poussés d'abord par le sentiment du devoir, comprennent que l'on est « seigneur » d'un bourg, d'une ville, pour protéger les habitants, prendre leur défense, faciliter leur existence, améliorer leurs conditions de vie. Le type de ces « seigneurs », profondément convaincus de leur rôle social, est M. de Malesherbes; « il fait, écrit Gallot, tant de bien dans son canton », et « vient si facilement au secours des malheureux » qu'on ne peut rien lui refuser; il suffit de citer le trait suivant : en 1780, ayant appris que l'on transporte 8.000 pavés destinés au chemin qui conduit à son château, mais

qu'aussi la route de Pithiviers à Malesherbes a besoin d'être finie ou réparée, il écrit à Gallot : « Je ne dois pas hésiter à sacrifier au bien public un agrément qui me seroit personnel. Je vous prie donc de donner vos ordres afin que ce payé soit employé au chemin de Pithiviers (1). »

Pourtant, tout en reconnaissant l'aide précieuse apportée par certains seigneurs au développement des travaux publics, nous devons dire que cette aide, qui dépend entièrement de leur bon vouloir, demeure, au total, insuffisante. Seuls les propriétaires, les plus puissants, les plus secourables ou les plus intéressés consentent des contributions personnelles; ils sont sept dans l'Orléanais. Pour la plupart, ils restent passifs, profitant de l'amélioration des communications sans en supporter les charges. Plusieurs même tentent de s'opposer à des travaux qui les menacent d'expropriation, notamment lors du redressement de la traversée de Cosne par la grand'route de Paris, et lors de l'ouverture des routes Boynes-Pithiviers, Orléans-Chilleurs-Pithiviers et Sully-Cerdon-Argent.

Il en résulte que les ouvrages ne sont pas engagés de façon rationnelle, suivant leur utilité relative ou leur ordre d'urgence : la préférence est donnée à ceux qui sont supportés en partie par les Ponts et Chaussées et en partie par les seigneurs.

Et si l'ouverture d'une communication que beaucoup demandent et que personne n'est prêt à aider est entreprise par les Ponts et Chaussées, les difficultés surgissent, les résistances à la corvée se font menaçantes, les travaux n'aboutissent pas; le système de l'Ancien Régime est mis en défaut. Il paraît alors nécessaire de frapper les classes privilégiées d'une imposition — imposition générale, annexe à la capitation, comme l'a voulu Turgot, ou imposition particulière à chaque route et correspondant aux avantages qui en sont retirés, comme l'a envisagé Cypierre. Pour que les travaux publics se développent, il faut à l'administration des ressources nouvelles, et elle ne peut les trouver que dans un élargissement de l'assiette de l'impôt. Que la prestation

(1) Lettre du 28 septembre 1780, et correspondance entre Malesherbes, Cypierre et Gallot, 1780-1783. A. d. L. C 357.

soit en nature ou en argent, peu importe : ce n'est pas sur le mode de libération de l'impôt, mais sur son assiette que porte tout le problème.

Telle est, à notre sens, la conclusion de cette étude : de Cypierre a étendu et perfectionné le réseau routier de l'Orléanais, en sachant habilement éviter les révoltes des corvéables et profiter des contributions seigneuriales; mais il s'est heurté aux insuffisances du régime en vigueur. Il les a dénoncées, a indiqué certains remèdes; la question pourtant ne relevait plus de lui : il appartenait au gouvernement d'agir. Le gouvernement a compris la situation, a vu quelles réformes il fallait effectuer; il ne les a pas imposées avec force : c'est là tout le drame de la Royauté finissante (1).

(1) Nous publions en annexe un *Etat général des routes de la Généralité d'Orléans en 1788*.

CHAPITRE IV

LES COMMUNICATIONS FLUVIALES

§ 1. — LA NAVIGATION. TURCIES ET LEVÉES. BALISAGE.

Dans l'ancienne France, où les routes étaient peu nombreuses et souvent mauvaises, la navigation fluviale était à l'honneur; tandis que les lourds chariots de marchandises se déplaçaient avec peine, les bateaux plats pouvaient facilement descendre ou remonter un grand nombre de rivières.

La Loire notamment qui, dès l'époque gauloise et les temps de la domination romaine, avait été la grande voie de passage des centres méditerranéens aux pays de l'Océan, trouvait aux ^{xvii}^e et ^{xviii}^e siècles une activité nouvelle dans le grand commerce avec les Amériques. Aux « *nautae ligerici* » romains avaient succédé les « Marchands fréquentans la rivière de Loire et fleuves descendant en icelle », dont la communauté était active et puissante (1).

La Loire communiquait depuis 1638 avec l'Yonne par le canal de Briare, et depuis 1692 avec le Loing par le canal d'Orléans qu'avait construit le duc d'Orléans. Malheureusement elle avait un débit irrégulier, et était sujette à des crues subites et terribles. Pour se protéger, on avait construit, de part et d'autre du lit, des levées ou turcies : il en est déjà fait mention dans certains capitulaires de Charlemagne et de Louis le Débonnaire (2). La surveillance des ouvrages avait été confiée aux Missi Dominici, puis aux paroisses qui s'échelonnent le long du fleuve et qui supportèrent les dépenses; mais au ^{xvi}^e siècle, le roi, pour restreindre l'autonomie financière de ces paroisses, créa suc-

(1) Cf. Mantellier, *Histoire de la Communauté des Marchands fréquentant la rivière de Loire et les fleuves descendant en icelle*, dans les *Mémoires de la Soc. Archéologique et Historique de l'Orléanais*, t. VII, VIII, X, 1867.

(2) De Beaucorps, *op. cit.*, p. 259; Dumas, *op. cit.*, p. 236; Mantellier, *op. cit.*, p. 348 et ss.

cessivement un « Trésorier des Turcies et Levées », un « Superintendant général des Turcies et Levées », en 1594 enfin, un « Intendant sur le fait de l'entretienement et réparations desdites Turcies et Levées » : il put dès lors exercer son contrôle direct sur tout ce qui concerne les Turcies et Levées. Un siècle plus tard Colbert, mécontent des services de l'intendant des Turcies et Levées, attribua le pouvoir réel, aux intendants en matière administrative, aux ingénieurs en matière technique. Un premier ingénieur, assisté de deux ingénieurs, l'un chargé du cours en amont, l'autre du cours en aval d'Orléans, fut « commis à la conduite des ouvrages des Turcies et Levées ».

Les levées ainsi construites étaient extrêmement résistantes; du côté de la rivière, leur base était constituée par une crèche formée de moellons soutenus par deux rangées de pieux; sur cette crèche, pavée en moellons, reposait un haut talus de terre, revêtu du côté de l'eau d'un « perré » ou massif de moellons de près de cinq mètres d'épaisseur; la partie supérieure était pavée et formait une chaussée. Lorsque les eaux produisaient des affouillements et déracinaient les pieux des crèches, on construisait en outre des jetées de moellons. Les eaux recouvraient de sable le côté intérieur des levées et formaient des grèves : il était interdit aux riverains d'y faire des plantations.

Comme les Turcies et Levées, le balisage et, d'une façon générale, l'entretien de la Loire et de ses affluents navigables, en arriva peu à peu à dépendre des agents royaux. Les travaux furent d'abord effectués par la communauté des marchands fréquentants : les mariniers passaient, une fois par an environ, sur des bateaux pontés pourvus de machines et outils propres à enlever du fond de la rivière les arbres et les sables; ainsi était conservé un chenal « au droit fil et profondeur de l'eau » : c'était le balisage; d'autre part, ils se livraient constamment à des opérations de curage, de sondage, s'occupaient des chemins de halage ou hausserées; ils pourvoyaient à la dépense au moyen d'un droit sur les marchandises appelé droit de boete. La communauté faisait l'adjudication des ouvrages; après 1660 environ, elle dut justifier devant le commissaire départi de cette adjudica-

tion; après 1682, le commissaire départi procéda lui-même à l'adjudication. Il eut dès lors, la surveillance administrative de tous les travaux.

La Compagnie des Marchands fréquentants intentait également devant le Parlement de Paris les actions en justice relatives aux règlements de la navigation; mais, en 1682, la connaissance de tous ces litiges fut attribuée aux commissaires départis; puis le Règlement du 24 avril 1703 vint disposer que « les procès dans lesquels la Compagnie des Marchands fréquentants sera partie originaire ou intervenante seront jugés en première et dernière instance en la grand Chambre du Parlement de Paris »; cette situation contradictoire subsista jusqu'en 1773.

Alors toute cette organisation complexe établie par Colbert et destinée à opérer une centralisation, fut simplifiée et unifiée. La Compagnie des Marchands fréquentants, qui était accusée d'enlever trop largement lors des travaux de balisage les arbres des propriétés riveraines, qui d'autre part reprochait aux seigneurs péagers de ne pas entretenir comme ils le devaient la voie fluviale aux abords du péage, fut supprimée par arrêt de décembre 1772; de même, les offices d'intendants des Turcies et Levées furent rachetés.

Du point de vue judiciaire, les procès intéressant « le balisage et le nettoisement des rivières, les chemins de halage, les péages » durent être portés devant le commissaire départi, sauf appel au Conseil. Du point de vue administratif, l'intendant signa les adjudications, les réceptions d'ouvrages, tant en ce qui concerne le balisage que les Turcies et Levées; il traita directement les affaires avec l'intendant des finances chargé des Ponts et Chaussées. Du point de vue financier, les dépenses relatives aux travaux de balisage comme à l'entretien des turcies et levées furent imputées sur des fonds (1) dont l'intendant eut la disposition; les ordonnances de paiement furent signées de lui. Du point de vue

(1) Ces dépenses oscillent entre 500.000 et 900.000 livres.

Des « projets d'état » nous donnent les chiffres suivants :

1774 : 500.000 l.

1777 : 866.551 l. 19 s. 9 d.

1775 : 502.811 l. 2 s. 3 d.

1778 : 712.878 l. 12 s. 4 d.

1776 : 888.600 l.

(A. d. L. C 258).

technique, la direction des travaux des turcies et levées appartient aux ingénieurs : il y avait un premier ingénieur et deux ingénieurs en chef résidant à Moulins et à Orléans, auxquels étaient attribuées les deux sections : Haute-Loire de Roanne à Orléans, et Basse-Loire jusqu'à l'embouchure ; dans chacune de ces sections servaient plusieurs inspecteurs et sous-ingénieurs des Turcies et Levées. En 1783, le balisage fut également confié aux ingénieurs. La même année, le roi pensa établir sur la Loire, comme il l'avait fait l'année précédente sur la Garonne, des Conservateurs de la navigation chargés de la police et presque indépendants. Mais Cypierre, comme l'intendant de Tours, du Cluzel, s'y montra hostile : « Ils occasionneroient, dit-il, une dépense beaucoup mieux appliquée en augmentation de travaux » ; il eut en définitive, gain de cause (1).

(1) Cf. sur cette question :

Vignon : *Etude historique sur l'Administration des Voies publiques en France avant 1790*, t. I, p. 31 à 36 et 97 à 104.

De Beaucorps, *op. cit.*, p. 259-262.

Mantellier, *op. cit.*, t. VII, p. 348-383.

F. Dumas, *op. cit.*, p. 8 et 236 à 260.

R. Dion, *Le Val de Loire*, p. 317 à 452.

Des Cilleuls, *op. cit.*, p. 223.

TEXTES :

Edit de janvier 1772 « portant : 1° suppression de l'office de Trésorier général des Turcies et Levées, et sa réunion aux deux offices de Trésoriers généraux des Ponts et Chaussées; 2° suppression des deux offices de Contrôleurs généraux des Turcies et Levées, et leur réunion aux quatre offices de Contrôleurs généraux des Ponts et Chaussées; 3° suppression de l'office d'intendant des Turcies et Levées et réunion de ses fonctions à celles des trois intendants des généralités de Moulins, d'Orléans et de Tours ». (Vignon, *op. cit.*, t. II n° 513).

Arrêt du 21 octobre 1772 « par lequel, attendu la suppression des offices d'intendants et de contrôleurs des Turcies et Levées prononcée par édit de janvier précédent, est ordonné que sieur Regemorte, premier ingénieur des Turcies et Levées, les visitera tous les ans, fera la réception des ouvrages... » (Vignon, II, n° 529).

Edit de décembre 1772 « portant suppression de la Compagnie des marchands fréquentants les rivières de Loire, d'Allier et autres y affluentes » (Mantellier, t. VIII, n° 45, p. 116).

Arrêt du 24 avril 1773 « par lequel, en conséquence des édits des 21 octobre et décembre 1772, est attribuée aux intendants des généralités traversées par la Loire et ses affluents, la connaissance de tout ce qui intéresse le balisage et le nettoiemment de ces rivières, les chemins de halage, les péages, etc... sauf l'appel au Conseil » (Vignon, t. II, n° 531).

Arrêt du 23 juillet 1783; analysé dans Dumas, *op. cit.*, p. 255 à 259.

Pourtant l'intendant, tout en étant compétent en matière judiciaire, en matière administrative, en matière financière, n'avait qu'une autorité théorique; il ne faisait en vertu de ses attributions judiciaires, que statuer sur les requêtes qui lui étaient adressées, et d'ordinaire, après avis des ingénieurs; il se contentait en vertu de ses pouvoirs administratifs, d'exprimer son opinion quand il était consulté; il se bornait, en vertu de ses prérogatives financières, à signer les adjudications qui étaient passées par les ingénieurs.

Il ne devait pas prétendre à un rôle actif, il n'était pas à la tête de tout un mouvement, il ne pouvait chercher à développer la navigation, alors qu'en matière de Ponts et Chaussées il parvenait à multiplier et à améliorer les routes.

En ce qui concerne l'exercice de la justice, Cypierre tranche en 1781, une contestation survenue entre Guillaume Chemisard, directeur de la navigation de la Loire, agissant « au nom et comme fondé de pouvoir des sieurs Brochet et Cie fermiers de ladite navigation », et Jacques Girault « voiturier par eau », Chemisard accusant Girault d'avoir contrevenu aux règlements « rendus sur le fait des Messageries (1). » En 1785, il fait droit, après avis favorable du premier ingénieur Bouchet, à une demande des mariniers tendant à obtenir l'enlèvement par les chanoines du Chapitre de Jargeau des débris, dangereux pour la navigation, d'un de leurs moulins (2). De même, il règle l'affaire assez intéressante des plantations de Ratier : des inondations de la Loire s'étant produites en 1784, aux environs de Candé, les habitants en « attribuent la cause aux plantations faites par le sieur Ratier », receveur de la ville de Tours, et celui-ci proteste aussitôt. Cypierre reçoit leurs mémoires et les transmet à Soyer, ingénieur des Turcies et Levées, qui le communique lui-même à Bouchet. Bouchet donnant raison aux habitants de Candé, Cypierre, dans une ordonnance, commande à Ratier d'enlever ses arbres, sous peine de les

(1) A. d. L. C 255. De même, en 1784, il statue sur une requête des filles Gaudron, demandant l'autorisation d'effectuer certaines démolitions et reconstructions sur le quai de Beaugency (A. d. L. C 260).

(2) A. d. L. C 260.

voir mis en adjudication, abattus et vendus d'autorité. Ratier adresse de nouvelles représentations à l'intendant, qui lui répond de faire appel au Conseil. Le Conseil, après avis de Bouchet et de Cypierre, rejette, par arrêt du 14 Décembre 1784, les prétentions de Ratier, et l'adjudication des plantations est passée le 25 janvier 1785, et signée par l'intendant (1).

En matière administrative, celui-ci répond aux demandes pour avis qui lui sont adressées; elles émanent soit du gouvernement, soit de l'abbé de Breteuil, chancelier du duc d'Orléans. C'est Bertin qui lui envoie en 1770, un *Mémoire demandant le privilège d'établir des coches d'eau sur la Loire à l'instar de ceux qui sont établis sur la Seine*; Cypierre fait passer le *Mémoire* aux juges-consuls d'Orléans et au Bureau des Marchands fréquentants qui se montrent tous deux hostiles au projet, et communique leurs lettres à Bertin. Ils estiment comme moi, lui dit-il, « que l'établissement proposé par le sieur Belissen doit être rejeté comme préjudiciable au public et ruineux pour le commerce (2) ».

C'est La Millière qui consulte Cypierre en 1783, sur l'utilité de certains ouvrages réclamés par le marquis de Serem, pour garantir ses prairies des « invasions de la rivière de Loire »; l'intendant donne un avis favorable (3).

C'est l'abbé de Breteuil qui, en 1763, lui soumet une requête : « Un homme de mes amis, écrit-il, m'a recommandé M. Cordier, homme de lettres mal à son aise et que vous pouvez connaître puisqu'il demeure à Orléans; ce dernier a présenté un placet à Monseigneur le duc d'Orléans, pour obtenir la permission de faire construire avec un de ses associés deux batteaux (sic) de blanchisseuses sur la Loire à l'imitation de ceux de Paris ». Mais l'intendant indique à l'abbé de Breteuil que Cordier « y trouveroit des oppositions » et que « l'objet luy en seroit infructueux », et le projet semble n'avoir pas comporté de suite (4).

(1) A. d. L. C 257.

(2) Mars-avril 1770. A. d. L. C 255. De même, en mars 1773, Cypierre reçoit un *Mémoire* analogue transmis par l'abbé de Breteuil, et y répond de la même façon.

(3) A. n. F¹⁴ 1201.

(4) Octobre-novembre 1763. A. d. L. C 253.

Du point de vue financier, le rôle de Cypierre se résume d'un mot : signer. Signer, sans contrôle possible, toutes les adjudications de travaux : balisage, entretien des levées, ouvrages dans les ports (1), constructions d'aqueducs (2). Sans doute certaines difficultés se présentent parfois, et l'intendant doit prendre alors quelques initiatives : ainsi en 1762, Auguste Bezin, subrogé depuis 1758 à Charles Carrière adjudicataire des travaux « relatifs au curement de la rivière de Cisse dans l'étendue de la paroisse de Mazelle, notamment d'un déchargeoir à construire au-dessus du Moulin de Linieray », expose par requête à Cypierre que « le sieur abbé de Durfort, propriétaire du dit Moulin de Linieray à cause de son abbaye de Fontaines les blanches, l'auroit requis de lui céder son marché afin de construire lui-même ce déchargeoir ». Déjà, en 1756, Barentin avait confié les ouvrages à l'abbé de Durfort, mais, devant la carence de celui-ci, avait dû passer une adjudication. Cypierre accorde à l'abbé de Durfort un délai d'un mois pour commencer les travaux, puis charge Auguste Bezin d'exécuter sa soumission (3).

Mais d'ordinaire, Cypierre signe « pour la forme seulement et pour faire allouer les objets de dépenses lors de la comptabilité ». « Nulle relation pour ainsi dire avec l'ingénieur en cette partie; vous aurez peine à croire, monsieur, écrit-il à Joly de Fleury, que l'ingénieur qui a dans son département le quay de la ville d'Orléans du côté du Chatelet, demeure à Nevers et que je ne l'ai jamais vu : les adjudications se font toujours aux mêmes entrepreneurs qui partagent entre eux les différents objets de cette partie qui leur sont devenus pour ainsi dire des espèces de patrimoine ».

Il proteste énergiquement contre cette situation : « Je n'ai cessé de m'en plaindre en toute occasion à M. Necker, à M. de Cotte, à M. de la Millière, et il me répugne de donner

(1) Ports de Briare, 1774-1775, A. d. L. C 338; de Cosne, 1777, C 336; de Neuvy, 1784, C 336; d'Ouzouer, 1784, C 336 et C 259; de Chateaufort, 1784, C 340.

(2) A Sully sur Loire, 1777. A. d. L. C 339.

(3) A. d. L. C 265.

ma signature pour rendre légales dans l'ordre de la comptabilité des opérations qui n'ont point été concertées avec moy ou que je n'ai point été à portée d'approfondir... Je ne suis point jaloux de l'autorité; mais j'ay à cœur d'être éclairé sur les opérations dont la surveillance m'est confiée et je désire n'être garant, à l'avenir, par ma signature, que des objets dont j'auray une parfaite connoissance et que j'auray été à portée de traiter (*sic*) et d'approfondir (1). »

Et il dit que le mieux serait de réunir l'administration des Turcies et Levées à l'administration des Ponts et Chaussées, soit directement entre les mains de l'intendant des finances chargé des Ponts et Chaussées (2), soit dans chaque province, entre les mains des Commissaires départis. Tout au moins, il faudrait nommer « un ingénieur des Turcies et Levées qui fut seul pour chaque généralité ».

Cette réunion de l'administration des Turcies et Levées à l'administration des Ponts et Chaussées se fera en 1791; ce sera le point d'aboutissement d'une longue évolution : la législation relative à la navigation sur la Loire, née, selon les besoins, de la volonté des différentes autorités locales, en arrivera après trois étapes principales marquées par les règnes de Henri IV, Louis XIV et Louis XVI, à constituer un ensemble cohérent dans le cadre de l'État. Il y a là un exemple typique du travail d'unification accompli par la Monarchie.

Nous assistons à notre époque à l'une des plus importantes réformes de cette législation : nous avons voulu en marquer les traits caractéristiques. Mais c'est l'aspect le plus intéressant de notre étude : si le régime de la navigation se modifie, les voies navigables restent en l'état. Il n'y a pas dans l'Orléanais, à la fin du XVIII^e siècle, d'œuvre créatrice : déjà les canaux étaient percés, les levées construites, le lit du fleuve aménagé. L'intendant n'agit pas, n'a pas le pouvoir d'agir.

(1) Lettre de Cypierre à Joly de Fleury, Contrôleur Général des Finances, 19 avril 1783. A. d. L. C 259.

(2) « Il verroit l'ensemble des besoins des provinces pour y destiner les fonds en conséquence, il auroit plus d'autorité sur les ingénieurs, plus d'influence dans les détails des travaux. »

Une seule exception pourtant : la construction des quais d'Orléans, qui mérite des développements particuliers.

§ 2 — CONSTRUCTION DES QUAIS D'ORLÉANS.

L'établissement des quais d'Orléans dépendait moins de l'administration des Turcies et Levées que de la ville d'Orléans, et Cypierre fut souvent appelé à intervenir pour appuyer les démarches de la municipalité auprès du roi, du duc d'Orléans, pour surveiller aussi, en tant que représentant du Gouvernement, l'emploi qu'elle faisait de ses deniers.

Les Maire et Echevins venaient de terminer en 1760, la construction d'un pont sur la Loire; face à ce pont, ils avaient percé jusqu'à la place du Martroi la rue Royale, et depuis 1750, y édifiaient suivant un plan d'ensemble une série de belles façades. Le long de la Loire, à l'est et à l'ouest du pont, s'élevaient les hautes murailles de la ville forte d'autrefois qui, rendant difficiles les communications sur la rive, gênaient fort les opérations des bateliers. Déjà, sous l'administration de Barentin, le quai à l'ouest du pont avait été aménagé, mais il restait étroit, insuffisant pour l'important mouvement d'échanges qui s'effectuait à Orléans. La municipalité pourtant, qui avait dû emprunter de grosses sommes pour la construction du pont et l'érection des façades, ne montrait pas grand empressement à engager de nouvelles dépenses. Trudaine insista auprès d'elle et auprès de Cypierre (1), et les Maire et Echevins se décidèrent à entreprendre, d'abord au-dessous puis au-dessus du pont, des travaux qui devaient se poursuivre jusqu'à la fin du siècle.

En aval du pont, ils commencèrent vers 1770 la construction des rampes descendant au port, l'aménagement du port, l'élargissement du quai, la démolition des remparts. Les ressources normales du budget s'avérant insuffisantes, ils sollicitèrent l'autorisation de lever un emprunt de

(1) « Je désire beaucoup, écrivit-il aux officiers municipaux, que les deux quays au-dessus et au-dessous du pont puissent être faits, non seulement pour l'objet de la décoration..., mais principalement pour l'avantage du commerce. » 23 avril 1765. A. d. L. C 239.

Cf. également, lettre de Trudaine à Cypierre, 20 mars 1764, et à Soyier, 17 avril 1764. A. n. F¹⁴ 168.

300.000 livres, tant pour l'établissement de ce quai que « pour le cazernement de la maréchaussée », et « la perfection de la rue Royale »; l'arrêt du 18 septembre 1770 permit l'emprunt, à la condition pourtant qu'il fut seulement contracté « au fur et à mesure que la dite ville aura besoin de fonds pour remplir les objets en question, en commençant par les plus pressés, suivant et ainsi qu'il sera jugé nécessaire par le sieur intendant (1) ».

La mission de surveillance qui lui était ainsi confiée, Cypierre sut l'exercer avec autant de doigté que d'exactitude; il tint à examiner chaque engagement de dépense : en 1773, le « corps de ville » ayant manqué de prendre son « attache » « pour l'établissement des secours à procurer aux noyés et pour le changement de la rampe du quai », il le leur reprocha, mais en leur témoignant habilement « plus de surprise que de mécontentement »; puis, aux excuses des Maire et Echevins, il répondit avec amabilité : « Les observations que j'ai faites... ne m'ont effectivement été dictées que par le désir que j'ay de concourir avec vous au succès de tous les objets utiles à la ville; je ne doute pas de l'avantage de la démolition du port de Recouvrance... mais, en faisant exécuter cet ouvrage sans ma participation, vous m'aviez privé du plaisir d'y applaudir. Il eut d'ailleurs été plus régulier, d'après les termes précis de l'arrêt du Conseil du 18 septembre 1770, de me présenter le devis qui a du en être dressé pour y mettre mon approbation et autoriser par là le payement (2). » A la même époque, les officiers municipaux négligèrent de lui demander son visa « pour chaque achat de pavé » : « Je connois, Messieurs, leur dit-il, vos bonnes vues et la pureté de vos intentions, aussi me ferais-je toujours un plaisir de vous seconder; mais il est des formes prescrites qu'il est essentiel de remplir pour prévenir toute difficulté (3). »

Tout en contrôlant ainsi les dépenses de la municipalité, il

(1) Délibération des officiers municipaux, 5 juillet 1770. A. d. L. C 238. Lettre de Cypierre au Contrôleur Général, juillet 1770. A. d. L. C 239. Arrêt du 18 septembre 1770. A. d. L. C 238.

(2) Lettre des officiers municipaux à Cypierre, 16 juillet 1773; de Cypierre aux officiers municipaux, 18 juillet 1773. A. d. L. C 238.

(3) Deux autres lettres des mêmes aux mêmes. Mêmes dates. A. d. L. C 239.

ne cessa de lui apporter son appui, d'aplanir les obstacles qu'elle rencontra (1). Il intervint notamment lors de la démolition des remparts de la ville; de longues négociations s'engagèrent à ce sujet : le quai passait au pied des anciens murs qui appartenaient au duc d'Orléans; certaines parties de ce mur formaient saillie et empiétaient sur le quai : les Maire et Echevins obtinrent en 1770, l'autorisation d'abattre ces saillies, en abandonnant à l'initiative privée la construction des maisons sur leur emplacement, conformément à un plan de façade arrêté par eux (2). Mais l'alternance des remparts et des habitations restait peu harmonieuse, et la municipalité fut autorisée à démolir les anciennes fortifications dans toute leur longueur; elle pensa d'abord abandonner les matériaux aux particuliers dont les maisons étaient situées contre les murs de la ville, et leur demander de reconstruire eux-mêmes en deux ans (3); elle comprit ensuite qu'il lui fallait se charger de l'exécution des travaux et, en 1774, en demanda l'autorisation (4).

Elle eut aussi la permission de supprimer certaines rues, d'acheter certains terrains, certaines maisons qui rentraient dans le cadre des opérations à effectuer (5). La ville n'avait d'ailleurs pas achevé les ouvrages quand éclata la Révolution; en 1791, elle concéda ses droits à Lebrun, architecte, qui acheva les constructions.

L'intendant lui prêta constamment son concours, insistant auprès du Roi, auprès du duc d'Orléans qui, en 1770, lui délégua tous pouvoirs en ce qui concerne cette affaire.

(1) Notamment l'affaire du Carrier de Beaugency : Lettres de Cypierre à Breton, subdélégué à Beaugency, à Trudaine, septembre 1774. A. d. L. C 238.

Lettre de Hudault, maire d'Orléans à Cypierre, et réponse de Cypierre 18 et 19 septembre 1774. A. d. L. C 239.

(2) Requête des officiers municipaux au Duc d'Orléans.

Correspondance de Cypierre avec le Contrôleur Général, Langlois, les officiers municipaux, mai 1770, juillet 1770. Arrêt du 31 juillet 1770. A. d. L. C 238, C 239.

(3) Requête des officiers municipaux au Duc d'Orléans.

Correspondance de Cypierre avec les officiers municipaux, le Contrôleur Général, Pitoin, novembre 1770-avril 1771. A. d. L. C 238 et C 239.

(4) Correspondance de Cypierre avec le Contrôleur Général, Pitoin, de Boullongne, Conseiller d'État et Intendant des Finances, mars 1774. A. d. L. C 238.

(5) Correspondance, juillet 1773. mars-mai 1775. mars 1776, A. d. L. C 239.

En reconnaissance, les maire et échevins donnèrent au quai le nom de « Quay Cypierre », qu'il porte encore aujourd'hui : « Cette nouvelle preuve de votre attention pour moi, leur répondit alors l'intendant, ajouterait encore à mon attachement pour vous et vos concitoyens, si depuis longtemps je ne regardois comme un de mes premiers devoirs et de mes plus grands plaisirs de consacrer mon zèle à l'avantage général des habitants d'Orléans (1). »

Les travaux de ce quai s'étaient engagés en 1770; la même année, les officiers municipaux entreprenaient la construction de l'autre quai, situé en amont du pont. Là d'ailleurs, ils rencontraient des obstacles particuliers : près du pont, le Châtelet de la ville faisait saillie dans les remparts et interrompait toute communication le long du fleuve : un nouveau quai ne pourrait donc rejoindre le pont que très difficilement et perdrait ainsi, en grande partie, son utilité. La démolition du Châtelet, que les officiers municipaux avaient envisagée en 1764, paraissait trop onéreuse, et mettait en cause des intérêts trop puissants et trop nombreux : la construction appartenait en effet au duc d'Orléans, et abritait le chapitre de Sainte Croix et les administrateurs de l'Hôtel-Dieu protégés par l'évêque, les officiers du Bailliage et des Eaux et Forêts (2).

Cependant Trudaine proposa de prendre sur les fonds des Turcies et Levées les sommes nécessaires au paiement des ouvrages à effectuer du côté de la rivière; les maire et échevins ne seraient plus chargés que du règlement des travaux exécutés du côté de la ville, et du versement des indemnités dues aux propriétaires dont les maisons seraient démolies. Après avoir hésité plusieurs années et sur les instances de Cypierre, ils donnèrent leur consentement (3), et le quai fut cons-

(1) 10 mars 1770. A. d. L. C. 238.

(2) « Observations » et lettre de l'évêque d'Orléans à Cypierre, 1764. A. d. L. C. 239.

Correspondance entre Trudaine, Regemorte et Cypierre, 1764; entre Maire et Echevins et Trudaine, 1764. A. n. F¹⁴ 168.

(3) Correspondance entre Trudaine, Cypierre et Soyer, mars-avril 1764; entre Trudaine, Cypierre, Regemorte, Maire et Echevins, Soyer, 1767-1768.

Requête au roi. A. n. F¹⁴ 168.

Correspondance entre Cypierre, les Maire et Echevins, Trudaine, Soyer, Langlois, 1764-1768.

truit par adjudication du Fort Alleaume au Châtelet; le long de celui-ci, on jeta une chaussée étroite regagnant le pont (1).

Mais la communication restait très insuffisante, et Bouchet premier ingénieur des Turcies et Levées tenta d'obtenir de la ville d'Orléans la démolition du Châtelet; la municipalité recula de nouveau devant la dépense, trop considérable, et proposa, avec le concours de l'Administration des Turcies et Levées, d'élargir le quai en empiétant sur le fleuve de la valeur de la première arche du pont; Cypierre négocia et fit adopter le projet de la ville (2). Le nouveau quai, reposant sur des pieux plantés dans le lit de la Loire, se termina en 1785. Le Châtelet ne fut vendu, puis abattu qu'après 1793; les terrains se trouvèrent alors déblayés, et il devint facile de donner au quai les dimensions suffisantes (3).

Il est à peine besoin d'insister sur l'importance du rôle joué en cette matière par l'intendant de Cypierre; il sut exercer avec habileté la tutelle financière qui lui était confiée par le roi sur la ville d'Orléans comme sur chacune des communautés d'habitants de sa généralité. La municipalité orléanaise, puissante et facilement jalouse de son autorité, n'eut qu'à se louer de son administration; il n'y eut pas de froissements, pas de protestations. De Cypierre agit avec tact, reprit aimablement les maire et échevins, leur accorda son appui total auprès du Roi et du Duc d'Orléans sans pourtant rien abdiquer de ses fonctions, en un mot mérita leur reconnaissance sans donner prise à aucune critique. Il remplit ici une mission délicate en faisant preuve de cette qualité essentielle : le doigté.

Arrêt du 10 novembre 1768. A. d. L. C 239.

Lettre de Trudaine à Cypierre, et Mémoire des Maire et Echevins d'Orléans, juillet 1770, Arch. Communales, D D 91.

Lettre des Maire et Echevins à Trudaine, 26 novembre 1770, et réponse de Trudaine, 11 décembre 1770. A. n. F¹⁴ 1200.

(1) Correspondance entre Cypierre et de Boullongne, mai-juin 1776. A. d. L. C 239.

(2) Correspondance de Trudaine avec Bouchet père, de Cypierre avec La Millière, 1782.

Correspondance de Cypierre avec La Millière et Bouchet fils, 1784.

Observations par Bouchet fils, 1784. A. n. F¹⁴ 168.

(3) Vergnaud-Romagneſi, *Histoire d'Orléans*, p. 20 et 253.

CHAPITRE V

L'AGRICULTURE

Les Physiocrates, qui sont à la tête de tout le mouvement économique de la fin de l'Ancien Régime, mettent l'accent, nous l'avons dit, sur l'agriculture; ils voient en elle la richesse fondamentale d'un pays; ils reprennent la maxime de Sully, en lui donnant un tour scientifique. Quesnay, leur chef, soutient dans ses ouvrages que la classe des cultivateurs est la seule qui soit « productive », que « le cultivateur produit par génération, par augmentation réelle des produits... » alors que « l'artisan produit par addition des matières premières et des substances converties en travail (1) » : l'agriculture multiplie les valeurs, l'industrie ne fait que les additionner. « L'agriculture, écrit un disciple de Quesnay, est le seul travail humain auquel le ciel concoure sans cesse et qui soit une création perpétuelle (2). »

Les problèmes agricoles sont mis à la mode; des particuliers s'intéressent à « la campagne », de grands personnages — Choiseul, La Rochefoucauld, le marquis de Turbilly — se font agronomes. Parmentier répand l'usage de la pomme de terre, Daubenton l'élevage du mouton mérinos, l'abbé Tessier et Thouin commencent la rédaction d'un traité d'agriculture (3).

Bertin, physiocrate convaincu, parvenu au Contrôle Général en 1759, provoque la formation de « Sociétés d'Agriculture » et d'écoles vétérinaires, encourage « labourage et pâturage », assèchements et défrichements, s'efforce de rendre le commerce plus actif. Dans l'Orléanais, il trouve

(1) H. Denis, *Histoire des Systèmes Economiques et Sociaux*, t. I, p. 78.

(2) Cité dans René Gonnard, *Histoire des Doctrines Economiques*, 1922, t. II, p. 52.

(3) Lavisse, *Histoire de France*, t. VIII, 2, p. 357.

en Cypierre un excellent collaborateur, décidé à soutenir de tout son pouvoir ce qui constitue la première richesse de son département.

§ 1. — LA SOCIÉTÉ D'AGRICULTURE D'ORLÉANS.

Créer dans les généralités des Sociétés d'agriculture, c'est le premier soin de Bertin. Il y invite les intendants par une circulaire du 22 août 1760 (1); il envoie une certaine documentation à Cypierre (2). Celui-ci approfondit la question, demande à ses bureaux des « Réflexions sur les Sociétés d'Agriculture des différentes généralités du Royaume (3) », consulte ses subdélégués (4), se concerta avec le marquis de Turbilly, fait lui-même un « choix des personnes les plus éclairées », et rédige un projet d'arrêt ordonnant « l'établissement d'une société d'agriculture dans la généralité d'Orléans ».

L'arrêt est rendu le 18 juin 1761 et, un an plus tard, le 17 juin 1762, la Société se réunit pour la première fois; elle fixe le jour même un Règlement en douze articles; puis, de Cypierre ayant demandé au roi la permission pour la Société d'élire des associés, et le roi ayant acquiescé (5), la Société choisit, le 12 janvier 1763, des membres associés résidents et non résidents et des membres correspondants (6).

Le gouvernement a parlé; l'intendant a agi; la Société est née. Elle restera toujours la « fille aînée » de Cypierre, qui s'intéressera à elle, lui facilitera l'existence, développera ses activités; il la surveillera aussi : le principe de ce contrôle est fort bien marqué, dès les débuts de la

(1) Circulaire de Bertin à l'intendant d'Orléans, 22 août 1760. A. n. H 1502.

(2) Exemple des observations faites par la Société d'Agriculture établie en Bretagne, adressé à Barentin, le 17 septembre 1760, et transmis à Cypierre le 21 novembre 1760. A. n. H 1502;

et arrêts créant les Sociétés d'Agriculture de Tours et de Paris envoyés par le Contrôleur Général à Cypierre, 28 mars 1761. A. n. H 1502.

(3) A. d. L. C 35.

(4) Lettre de Cypierre au Contrôleur Général, 6 avril 1761. A. n. H 1502.

(5) Lettre à l'intendant d'Orléans, 24 août 1762. A. n. H 1502.

(6) A. n. H 1502. L'arrêt, le règlement et la liste des membres de la Société ont été publiés par le Dr Fauchon, *La Société Royale d'Agriculture de la Généralité d'Orléans*, Orléans 1927, p. 8 et ss.

Société, par de Varennes, premier secrétaire de l'intendant (1) : « Lorsque les sociétés, écrit-il, présentent au Ministre leurs mémoires sur l'amélioration de la culture, il est à présumer qu'elles ont toujours pour but l'avantage de la province et le bien particulier de quelque paroisse et communauté; mais le Conseil ne peut juger *de commodo et incommodo* des projets qui lui sont adressés que sur l'avis des commissaires départis qui peuvent et doivent seuls avoir une connaissance bien exacte de la nature du sol du Pays, des facultés, des besoins et des ressources des peuples que le Roy a confié à leurs soins.

« L'intérêt personnel peut enfanter des projets que le désir du bien général est obligé de proscrire, le même intérêt peut chercher à étouffer des opérations dont le succès seroit précieux à toute une province...

« Je présume d'après cela... qu'il seroit avantageux au bien du service que toutes les opérations des sociétés d'agriculture fussent communiquées à MM. les intendants avant d'être envoyées à M. le Contrôleur Général; on éviteroit encore par là les lenteurs occasionnées par les renvoys pour l'avis... »

La thèse est très nette : l'intendant dans sa province, comme le roi dans le royaume, est seul placé assez haut pour pouvoir embrasser l'ensemble des intérêts particuliers et juger ainsi avec exactitude de l'intérêt général; il doit donc exercer un certain contrôle sur un corps tel qu'une société d'agriculture, susceptible d'avantager un cultivateur, une communauté, une paroisse. Et Cypierre forme dans ses bureaux un département « qui doit avoir pour unique objet cette partie », et le confie à de Varennes (2).

La surveillance d'ailleurs ne s'exercera pas avec rigueur, il faut le dire aussitôt : l'intendant, qui sait prendre les hommes, se montre pour la Société un serviteur empressé et un collaborateur actif, plutôt qu'un censeur sévère. Et « MM. de la Société » lui prodiguent à l'envi éloges et remerciements.

Il cherche à leur faciliter la vie matérielle; il abrite leurs

(1) Lettre de De Varennes à Parent, 28 août 1762. A. n. H 1502.

(2) Lettre de Varennes à Parent, 20 juin 1762. A. n. H 1502.

réunions dans une des salles de l'hôtel de l'Intendance, se charge de tous les frais d'écriture, de bois, de bougies; en 1767, apprenant « avec surprise que les membres et associés s'étoient cottisés (*sic*) pour subvenir aux petites dépenses que les copies de mémoires etc. pouvoient occasionner », il fait « donner les petites sommes nécessaires (1) ». « Nos heureux pères, dit le Dr Fauchon, logés, chauffés, éclairés gratuitement, défrayés des dépenses de papier, encre et plumes, n'avaient pas lieu de verser une cotisation (2). »

A plusieurs reprises, de Cypierre plaide auprès du roi la cause de la Société. En 1765 notamment, celle-ci fait part à l'intendant de son désir d'être dispensée, pour l'impression de ses œuvres, d'une autorisation spéciale (3). Cypierre « témoigne à la Société toute sa bonne volonté... et l'assure qu'il ne négligera rien de ce qui sera possible » pour lui faire obtenir cette permission (4). De Varennes, soutenu par l'intendant, multiplie ses démarches auprès de Sartine, lieutenant-général de police chargé de la librairie, et, le 26 mars 1766, peut envoyer le privilège à Orléans (5).

A la même époque Choiseul, surintendant des Postes, ayant supprimé la franchise pour les lettres adressées par la Société à ses associés, Cypierre, en dédommagement, obtient du contrôleur général une somme de 500 livres (6).

Auxiliaire précieux de la Société, l'intendant en est aussi correspondant actif et fidèle collaborateur. Il y a entre eux communications fréquentes, échange constant. Tantôt la Société transmet à Cypierre des mémoires qu'elle a reçus ou qu'ont écrits certains de ses membres; les sujets en sont variés : exemption d'impôts en faveur des défrichements (7), dépérissement de l'agriculture près de Montargis (8), mala-

(1) Registre des Délibérations de la Société d'Agriculture. A. d. L. D 710, 97^e Assemblée, 3 juin 1767.

(2) *Op. cit.*, p. 22.

(3) 58^e Assemblée, 21 novembre 1765. *Id.*

(4) 61^e Assemblée, 19 décembre 1765. *Id.*

(5) 68^e, 70^e, 76^e Assemblées; 13 février, 6 mars, 29 mai 1766. *Id.*

(6) 44^e, 45^e, 61^e Assemblée, mars 1765 à décembre 1765. *Id.*

(7) 10^e Délibération. *Id.*

(8) 34^e Délibération. *Id.*

die de bêtes à cornes qui menace Clamecy (1), « seigle ergoté » (2), « usage forcé des étalons (3) », « manière de construire des moulins à bras (4) ».

Tantôt c'est l'intendant qui envoie à la Société, pour avis, des mémoires qui lui parviennent : mémoire « sur une nouvelle méthode de planter le bled (5) », projets « d'aider les pauvres cultivateurs », de leur prêter à bas prix des semences (6), mémoire sur la culture du lin (7), sur la culture en Sologne (8), ouvrage de Maupin « sur une nouvelle manière de faire le vin » (9), mémoires sur les défrichements (10), sur une maladie des bêtes à laine, la « boutteille » (11), sur une maladie du froment, le « noir » (12), sur un « spécifique prétendu infailible » d'une autre maladie du blé, le charbon (13). Souvent, Cypierre consulté par le gouvernement, en réfère à la Société : il la prie de répondre à l'enquête sur le commerce des grains qu'ordonne Terray en 1773 (14), de donner son opinion sur un projet de déclaration de Bertin (15) réglementant les parcours de bestiaux (16), sur une requête des habitants du Vendômois qui veulent le maintien de leur droit de parcours, sur une demande « tendante (*sic*) à obtenir le privilège exclusif de la culture de la garence (*sic*) (17). »

Il y a échange de l'un à l'autre; il y a aussi collaboration entre eux, notamment lors de la distribution par la Société de prix offerts par de Cypierre. Celui-ci dès 1765, exprime

(1) 36^e Délibération. *Id.*

(2) 164^e Délibération. *Id.*

(3) 165^e Délibération. *Id.*

(4) 176^e Délibération. *Id.*

(5) 23^e Délibération. *Id.*

(6) 100^e Délibération. *Id.*

(7) 113^e Délibération. *Id.*

(8) 118^e Délibération. *Id.*

(9) 239^e Délibération. *Id.*

(10) 299^e Délibération. *Id.*

(11) 294^e Délibération. *Id.*

(12) 345^e Délibération. *Id.*

(13) 505^e Délibération. *Id.*

(14) 246^e Délibération. *Id.*

(15) 80^e Délibération. *Id.*

(16) 341^e Délibération. *Id.*

(17) 388^e Délibération. *Id.*

à la Société son désir de voir donner en prix la somme de 500 livres accordée par le contrôleur général en compensation de la suppression de la franchise postale; la Société préfère alors un achat de graines (1). Pourtant, plusieurs Sociétés d'Agriculture en France décernant des prix, l'intendant n'abandonne pas son idée et, en novembre 1768, offre à la Société 300 livres pour un « prix de culture pratique (2). » La société, « convaincue de l'impuissance morale... de juger... du mérite du travail... », obtient un prix de théorie (3) et pose la question toujours actuelle du libre-échange : « Le commerce de tous les états de l'Europe étant assujetti à des droits d'entrée et de sortie, et à des prohibitions souvent réciproques des productions de leur territoire et des ouvrages de leur industrie, on demande quel seroit l'avantage ou le désavantage d'un Royaume qui rendroit le premier à son commerce une liberté et une immunité complètes (*sic*) (4). » Le Contrôleur Général ayant donné son consentement, le programme du prix est envoyé partout (5); sur les représentations de certains, qui trouvent la récompense insuffisante pour un tel travail, l'intendant double le prix (6); les mémoires arrivent, mais la Société n'en adopte aucun, et propose ce même sujet l'année suivante (7). Enfin, le 18 mars 1773, elle porte son choix sur le mémoire du sieur Rouxelin, secrétaire de l'Académie des Belles-Lettres de Caen (8).

Aussitôt, l'intendant accorde un nouveau prix de 600 livres (9); la Société le promet à « l'homme de génie » qui aura inventé une machine qui puisse, avec le plus de succès et le moins de frais possible, détruire dans les chaumes les œufs d'une chenille nuisible à l'avoine (10). Elle examine

(1) 45^e, 46^e, 61^e, 62^e, 63^e, 64^e, 66^e Délibérations, avril 1765 à janvier 1766. *Id.*

(2) 119^e Assemblée, 1^{er} décembre 1768. *Id.*

(3) 120^e et 122^e Assemblées, 15 décembre 1768, 12 janvier 1769. *Id.*

(4) 123^e Assemblée, 19 janvier 1769. *Id.*

(5) 128^e, 130^e Assemblées, 2 et 16 mars 1769. *Id.*

(6) 135^e et 136^e Assemblées, 18 mai et 8 juin 1769. *Id.*

(7) 165^e à 175^e Assemblées, décembre 1770 à février 1771. *Id.*

(8) 234^e Assemblée. *Id.*

(9) 254^e, 255^e, 256^e, 259^e Assemblées, janvier à mars 1774. *Id.*

(10) A. n. H 1502.

des machines, étudie des mémoires (1), et attribue le prix, le 8 février 1776, à M. de Villiers, curé de La Chapelle-Onzerain, diocèse de Blois (2). Dans la suite, M. de Saint-Peravy, directeur de la Société d'Agriculture, critique cette charrue et, lorsqu'on en imprima le projet, on fit quelques réserves (3).

De Cypierre, sans se lasser, propose en 1764, un troisième prix de 600 livres, sur les moyens d'occuper les pauvres et de les nourrir dans leurs paroisses; la question était importante à cette époque, où les paroisses devaient fournir aux mendiants leur subsistance. La Société, après avoir lu une série de mémoires, s'arrête en avril 1778, à celui de M. l'abbé Genty, professeur de philosophie au collège d'Orléans (4).

Ce fut le dernier prix; l'intendant ayant encore offert d'en distribuer « sur une matière d'une application spéciale aux succès de la culture dans la généralité », la Société, « dégoutée d'ailleurs par l'inutilité de la tentative qu'elle a faite (*sic*) à cet égard il y a quelques années en proposant l'invention d'une machine à chaumiller... dont le succès n'a été que momentané », répondit « que ce seroit se compromettre (*sic*) une seconde fois que de proposer un nouveau prix de pratique »; et de Cypierre déclara « qu'il ne croioit plus nécessaire qu'elle proposât chaque année un nouveau prix (5). »

Ces quelques incidents sont significatifs; la Société et l'intendant cherchent tous deux les progrès de l'agriculture par des voies différentes : « Ces MM. de la Société », intellectuels, émules de Quesnay, pensent qu'ils ne peuvent mieux faire que d'encourager les philosophes à exposer dans des mémoires, leurs théories; Cypierre, au contraire, qui veut des résultats pratiques, préfère l'invention de machines agricoles nécessaires aux cultivateurs.

Au reste, les travaux de la Société d'Agriculture et, plus encore, les efforts de l'intendant ne demeurent pas inutiles :

(1) 292^e et 293^e Assemblées, 26 juillet et 16 novembre 1775. L'un de ces mémoires est communiqué par Bertin (Lettre de Bertin à Cypierre, 10 août 1774, et réponse de Cypierre à Parent, 28 août 1774. A. n. H 1502).

(2) 302^e Assemblée. *Id.*

(3) 311^e, 320^e, 324^e Assemblées, mai 1776 à janvier 1777. *Id.*

(4) 302^e, 311^e, 319^e, 322^e, 323^e, 359^e Assemblées, février 1776 à avril 1778. *Id.*

(5) 374^e Assemblée, 17 janvier 1779. *Id.*

il y a dans l'Orléanais, à la fin du XVIII^e siècle, un développement sensible de la culture et de l'élevage.

§ 2. — AGRICULTURE.

Cypierre encourage les cultures nouvelles, soutient les cultures fondamentales de la généralité, entreprend des défrichements.

Le gouvernement, au XVIII^e siècle, cherche à introduire en France les prairies artificielles déjà répandues en Angleterre; loin d'épuiser le sol, elles y fixent des principes fertilisants et, d'autre part, permettent un développement de l'élevage.

La Société d'Agriculture d'Orléans, à plusieurs reprises, fait « sentir le bénéfice considérable » qu'en retirerait l'Orléanais; « La Beauce, écrit à Trudaine, Michel, le secrétaire de la Société, y trouvera la diminution des frais de culture, la facilité d'augmenter le nombre de ses bestiaux, et conséquemment (*sic*) ses engrais. Elles procureront à la Sologne les mêmes avantages : et l'une et l'autre acquerront (*sic*) une nouvelle branche de revenu en multipliant leurs bestiaux et en augmentant leurs récoltes (1). »

Un mémoire de la Société compare le « produit net » d'une ferme de 300 arpents, traitée d'après l'une ou l'autre méthode :

« Suivant la culture ordinaire » :

Produit.	7.392 l.
Dépense.	5.535 l. 10 s.
Produit net	1.856 l. 10 s.

« Le quart » étant « en prairies artificielles » :

Produit.	8.414 l.
Dépense.	4.486 l. 10 s.
Produit net	3.928 l. 10 s.

Différence entre les deux produits nets : 2.072 l. (2).

(1) Lettre de Michel à Trudaine, 30 avril 1763. A. n. H 1502.

(2) *Mémoire sur les prairies artificielles*, de la Société Royale d'Agriculture d'Orléans, 29 avril 1763. A. d. L. C 49.

La Société, qui dispose en 1765, d'une somme de 500 livres accordée par le Contrôleur Général après suppression de la franchise postale, fait acheter et distribuer des graines en Sologne (1); en janvier 1766, Cypierre obtient à nouveau du gouvernement 400 livres, qui sont employés de la même façon (2). Le sainfoin et le raygrass ne réussissent « que dans trois ou quatre endroits », la luzerne « qu'en quelques cantons des environs de Romorantin et de Blois », mais le trèfle « prospère » « presque partout » (3).

Un nouvel effort est tenté en 1785, lorsqu'à la suite de sécheresses les fourrages viennent à manquer : Cypierre accorde des remises sur les impositions, demande au Contrôleur Général des secours pécuniaires (4). Le gouvernement fait venir des vaches de l'étranger (5), permet aux paysans de conduire leurs « chevaux et bestes à corne » dans les bois domaniaux (6) et annonce « des primes d'encouragement et des facilités », afin d'« exciter à la culture des turneps ou grosses raves, et autres plantes propres à former des prairies artificielles, dont les graines seront distribuées gratuitement aux habitans les moins aisés »; de plus, il imprime et répand alors une instruction sur ces méthodes nouvelles.

Le gouvernement encourage aussi les progrès de la garance. Du Hamel du Monceau, seigneur terrien des environs de Pithiviers, fait ressortir dans ses ouvrages le « grand usage que les teintureries font de cette racine », et les avantages que présente sa culture : elle engraisse le sol, elle peut fournir du travail aux femmes et aux enfants (7).

En 1765, Bertin envoie à Cypierre une édition nouvelle du mémoire de Du Hamel : « Je vous prie, lui dit-il, d'engager quelque cultivateur intelligent de votre généralité

(1) 45°, 46°, 61°, 62°, 63°, 64°, 66° Délibérations, avril 1765 à janvier 1766. *Id.*

(2) 86° Assemblée, 15 janvier 1767. *Id.*

(3) Délibérations de la Société Royale d'Agriculture, 103° Délibération, 3 décembre 1767. A. d. L. D 710.

(4) Lettre de Cypierre au Contrôleur Général, 11 mai 1785. A. d. L. C 53.

(5) Lettre de Calonne à Cypierre, 21 août 1785.

(6) Arrêt du 17 mai 1785. A. d. L. C 53.

(7) « Lettre de Du Hamel du Monceau sur les encouragemens (*sic*) à donner à la culture de la Garance », 29 avril 1757. A. n. F¹⁰ 427.

d'en faire la culture en grand... il est étonnant que les Hollandois soient en possession de fournir seul de la garance dans le Royaume (1). » En 1772, l'intendant reçoit de Trudaine un mémoire de Flachet « sur la manière de cultiver la garance (*sic*) (2). »

Nous ignorons les résultats obtenus; nous connaissons seulement, çà et là, quelques tentatives de grands entrepreneurs : ainsi, en 1765, MM. Weisbeck et Cie, directeurs d'une manufacture de toiles peintes à Pressures, près de Clamecy, se proposent de faire une plantation de garance, « afin d'en établir la culture dans le Royaume », et demandent au Conseil « une gratification de 20 livres par chaque quintal de garance (*sic*) en poudre qu'ils justifieront avoir cultivé ». L'intendant appuie fortement cette requête : le climat est très favorable, dit-il, et « l'on a même beaucoup de peine à détruire dans les environs la garance qui y croît naturellement »; la gratification ne paraît pas « absolument forte », et d'ailleurs « ce ne peut guère être qu'à la faveur d'une récompense de cette nature qu'on parviendra à forcer les cultivateurs de cette plante à sortir de l'inertie où ils sont ». Mais nous ne savons pas quelle suite fut donnée à ce projet (3).

Plus tard, en 1779, le sieur Baron, négociant de Beauvais, sollicite du gouvernement un privilège exclusif pour la culture de la garance dans les généralités de Paris, Orléans et Amiens. Cypierre, consulté par le gouvernement, et la Société d'Agriculture à laquelle il demande avis, s'y montrent résolument hostiles : « les privilèges exclusifs sont ordinairement pernicieux et tendent à restreindre (*sic*) ou à contenir dans la médiocrité le commerce, l'industrie, ou la culture qui en devient l'objet (4). »

Une autre production qui, au XVIII^e siècle, appelle l'attention du gouvernement, est celle du chanvre. La marine royale, en effet, en emploie chaque année 11 à 12 millions

(1) Lettre de Bertin à Cypierre, 17 décembre 1765. A. d. L. C 46.

(2) Lettre de Trudaine à Cypierre, 7 mars 1772. A. d. L. C 46.

(3) Lettre de Cypierre à Trudaine, 3 mai 1765. A. d. L. C 63.

(4) Lettres de Cypierre, ou à Cypierre, janvier-mai 1779. A. d. L. C 46.

Et Délibérations de la Société d'Agriculture, 388^e délibération.

de livres, la marine marchande en absorbe aussi une grande quantité. La guerre de l'Indépendance Américaine accroit encore la consommation et rend plus difficile toute importation de l'étranger.

Malheureusement, la généralité d'Orléans ne récolte que peu de chanvre; ceci ressort nettement d'une enquête qu'en juin 1779, Cypierre entreprend auprès de ses subdélégués (1). Aussi met-il, dans la suite, il faut l'avouer, peu de zèle à répondre aux sollicitations des ministres.

Joly de Fleury lui écrit le 25 octobre 1781, qu'il a « lieu de douter si l'on a donné jusqu'à présent assés (*sic*) d'attention à la culture du chanvre » (1)... Il lui pose une série de questions sur lesquelles l'intendant ne donne que des indications vagues (2) : « Les chenevières ne consistent que dans les ouches ou jardins proches des habitations et le peu de chanvre qu'on y recueille ne sert qu'à l'usage des ménages de campagne qui l'ont semé pour occuper les femmes et les enfans (*sic*) pendant l'hyver. Ainsi... on est obligé... d'en tirer des provinces voisines, notamment du Berry, de la Bourgogne, pour subvenir à la consommation et surtout pour la corderie. » D'ailleurs, « depuis plus de trente ans », cette culture n'a point fait de progrès; elle ne peut réussir avec « succès » et « avantage » que sur certaines terres, particulièrement « grasses et humides ».

L'année suivante, Joly de Fleury le prie de faciliter les achats de chanvre qu'effectuera dans la généralité une compagnie envoyée par le ministre de la marine; Cypierre décide de ne pas agir, estimant inutile de « donner l'éveil sur la mission de ces fournisseurs qui ne viendront probablement pas dans cette province où il n'y a pas d'achat à faire de la moindre conséquence (3) ».

*
* *

Le blé, au contraire, est la grande culture de l'Orléanais. Quelques précisions nous sont données par une enquête

(1) A. d. L. C 48.

(2) Réponse de Cypierre à Joly de Fleury, 24 novembre 1781. A. d. L. C 48

(3) Lettre de Joly de Fleury à Cypierre, 21 décembre 1781. Note de Cypierre du 11 janvier 1782. A. d. L. C 48.

que Cypierre lui-même mène en 1773 à la demande du Contrôleur Général, Terray (1); les réponses des subdélégués viennent corroborer les indications fournies en 1722 par Delamarre dans son « Traité de la Police (2) » et en 1728, par l'intendant Louis-Guillaume Jubert de Bouville dans son « Tableau de la Généralité d'Orléans (3) ». Dans les élections de Beauce — Chateaudun, Orléans, Chartres, Dourdan — « la récolte d'une année commune... est plus que suffisante pour nourrir les habitants jusqu'à la récolte suivante » : il y a un large excédent, réservé à l'approvisionnement de Paris. Le subdélégué de Dourdan, Roger, calcule qu'un arpent donne de deux à quatre setiers; ainsi lorsque la récolte est bonne, l'élection, qui a 97.000 « arpens de terres labourables » cultivés pour un tiers en avoine et pour un tiers en blé, le dernier tiers restant au repos, recueille 129.333 setiers; et, les 30.000 habitants consommant 90.000 setiers environ, il s'exporte vers Paris 39.332 setiers, soit 3.277 muids, 8 setiers. Pithiviers est moins riche; situé aux confins de la Beauce et du Gâtinais, il produit, outre le blé, de l'orge, du méteil, du safran, et n'a que juste le grain nécessaire; mais il se suffit encore. Les autres régions de l'Orléanais cultivent une quantité appréciable de blé; à Vendôme surtout, « une année commune peut nourrir pendant trois ans » la population; à Romorantin, pendant deux ans, l'élection de Beaugency fournit « quinze mois de subsistance », celle de Montargis à peu près autant; Gien, Clamecy récoltent assez pour leur consommation personnelle; seule, l'élection de Blois, comprise en grande partie dans la Sologne, n'a pas suffisamment de blé, une bonne année n'y donne que huit mois de nourriture; mais les élections voisines : Chateaudun, Vendôme, Romorantin, pourvoient d'ordinaire au surplus.

Ainsi, la généralité « recueille chaque année commune beaucoup plus de blé qu'il ne lui en faut pour la consommation des habitants »; Cypierre s'en enorgueillit à bon

(1) A. d. L. C 81.

(2) Livre V, titre XIV, chapitre XIX, tome II de la seconde édition (Paris 1722, p. 435 et ss.).

(3) De Beaucorps *op. cit.*

droit (1), et ne manque pas d'accorder sa protection à la première production de son département; mais il s'occupe moins de la culture que du commerce des grains : nous étudierons plus loin cette question.

Il n'a pas à encourager la production de la vigne qui tient, après la production du blé, la seconde place dans l'économie agricole de l'Orléanais. Nous connaissons l'importance des crus qui s'échelonnent le long du fleuve : « En sortant d'Orléans au delà de la Loire, écrit de Montigny, on traverse un vignoble immense étendu dans une vaste plaine; il s'avance dans l'espace de plus de quatre lieues sans interruption au bord de la Loire jusque et par delà Cléry (2). » Et Polluche (3) dit aussi : « Quoique les vins d'Orléans n'aient pas aujourd'hui la réputation des vins de Bourgogne et de Champagne, ils ne sont point à mépriser, surtout ceux de Saint-Denis-en-Val, de la Chapelle, de Fourneaux et de Saint-Ay, en rouge; de Saint-Mesmin, de Marigny et de Rebrechien, en blanc, qui auront toujours leur prix, et qui peuvent le disputer à tous les autres vins de France. »

Le safran est également cultivé dans le Gâtinais et dans quelques plaines de Beauce; mais, à la fin du XVIII^e siècle, la « récolte » en est réduite « au quart de ce qu'elle montait » cinquante ans auparavant. « On la portoit alors dans la Beauce et le Gâtinois à 40 milliers de livres, écrit le comte des Essarts; on ne peut maintenant l'estimer qu'à dix ou douze milliers (4) »; il s'en fait pourtant une exportation intéressante. Ce déclin est dû, semble-t-il, à l'accroissement des emblavements qui a suivi la hausse du prix du blé, et à la baisse de la qualité des produits. Cypierre demande, pour « rétablir » cette culture, non pas la création d'un corps d'inspecteurs chargés d'effectuer des visites et de « prévenir l'altération du saffran (*sic*) », ainsi que l'avait préconisé des Essarts, mais l'attribution de « récompenses »

(1) Lettre de Cypierre à M. de Sartine, 27 septembre 1768.

(2) *Voyage dans l'Orléanois, le Blésois, la Touraine, l'Anjou et la Bretagne fait en 1752 depuis le 9 septembre jusqu'au 23 octobre*, par de Montigny. Bibliothèque Mazarine, Ms. 2840.

(3) *Op. cit.*, p. 25.

(4) 23 novembre 1787. A. d. L. C 87.

« à ceux qui justifieroient soit dans l'intérieur soit à la sortie avoir élevé et vendu des saffrans de la première qualité (1) ». Le projet, malheureusement, ne semble pas avoir comporté de suites.

Il se fait aussi dans le Gâtinais et de façon plus secondaire en Beauce et en Sologne, un important élevage d'abeilles qui se développe et se perfectionne sans le soutien du gouvernement. Tribert, inspecteur des manufactures (2), estime qu'avant la Révolution, la généralité a au total, 254.900 ruches produisant pour 1.147.144 livres de miel et de cire : 823.144 livres environ de miel, le miel de Beauce et de Sologne, qui vaut 5 à 7 sols la livre étant très inférieur au miel du Gâtinais, « le premier de France après celui de Narbonne (3) », qui se vend 18 à 20 sols. Et 324.000 livres de cire excellente, « préférable à celle de Silésie », la récolte étant de 180 milliers de cire, dont 55 milliers sont consommés en jaune, et 125 milliers 1/2 blanchies à Orléans.

De même, l'exploitation des bois tient une place importante dans la province. La forêt d'Orléans surtout, « la plus grande du Royaume », dit fièrement Polluche (4), a « quatre-vingt-dix mille arpens ou environ (5) ». « Le débit du bois... se fait avec assez de facilité dans la ville d'Orléans, et aux paysans voisins, en charpenterie, solives et autres bois de construction, en merrein, lattes, échalats et cercles; ou en bûches de quatre pieds et demi de long, cotrets, fagots, charbons et autres pour chauffage... Il y a peu de gibier ou de bêtes fauves dont cette forêt n'abonde; on y nourrissoit des buffles et des chameaux du tems d'Henri III, et on en voit sortir des loups et d'autres bêtes

(1) Lettre de Cypierre à de Montaran, intendant du commerce, 12 décembre 1772. Cf. sur cette question, toute une correspondance entre de Montaran, de Cypierre et des Essarts, 1772. A. d. L. C 87.

(2) *Mémoire de l'Inspecteur Tribert sur la Généralité d'Orléans* § sur : « Cires et Miels annuellement récoltés dans la Généralité. »

(3) Cité dans Georges Hardy, *La localisation des Industries dans la Généralité d'Orléans au XVIII^e siècle*. Mémoires et Documents pour servir à l'Histoire du Commerce et de l'Industrie en France, 3^e série.

(4) *Op. cit.*, p. 27-28.

(5) L'arpent de l'Orléanais était de 42 a. 21.

féroces qui causent bien du désordre dans les campagnes voisines. » Sur ces 90.000 arpents, il y en a « 57.000 au tréfonds de Mgr d'Orléans, qui s'usent à son profit seul » : ils font partie du domaine de l'apanage, ainsi que les forêts de Beaugency, Bruadan, Montargis. Le roi est propriétaire, aux environs de Blois et de Chambord, dans l'élection de Blois, d'une forêt de 24.000 arpents, qui est gérée par l'administration des Eaux et Forêts, à la tête de laquelle se trouve un Grand-Maitre des Eaux et Forêts (1). D'autres belles forêts, disséminées çà et là dans la généralité, appartiennent à l'Église ou à de puissants personnages, qui disposent des ressources nécessaires pour en mener à bien l'exploitation.

De Cypierre n'a pas à intervenir; il n'intervient pās non plus dans l'important « commerce d'arbres » qui s'effectue à Orléans et aux environs d'Orléans. Il y a là « 200 maitres jardiniers, pépiniéristes et cultivateurs qui emploient au moins 1500 ouvriers pour leurs pépinières. Ils cultivent toutes les espèces d'arbres fruitiers et forestiers pour les avenues, couverts et bosquets, les plantes étrangères, les graines de fleurs et herbes potagères... Il s'en fait des envoys par tout le Royaume et même chez l'étranger ». Cette production d'ailleurs « s'augmente d'un tiers au moins » à la fin du XVIII^e siècle « par les plantations de jar-dinois (2) ».

L'intendant surveille seulement la gestion des « pépinières royales ». Celles-ci avaient été créées en 1720, à la suite d'un arrêt du Conseil ordonnant à tous les propriétaires des héritages aboutissant aux grands chemins, de planter ces chemins d'ormes, de hêtres, de châtaigniers, d'arbres fruitiers ou autres, suivant la nature du terrain (3). Pour leur procurer les arbres gratuitement ou à très bon marché, le gouvernement institua des pépinières; c'est ainsi que, dans la généralité d'Orléans, il y avait en 1761, douze pépinières. Un document en donne la situation (4).

(1) Cf. Domet, *Histoire de la Forêt d'Orléans*, Orléans, 1892.

(2) *Observations sur le Commerce d'Orléans* ; attribuées à Marcandier. 1787. paragraphe sur « le Commerce d'Arbres ». G. d. L. C 79.

(3) Arrêt du Conseil du 3 mai 1720.

(4) A. d. L. C 50.

État de Situation des Pépinières Royales, en 1761.

Pépinières	Etendue	Nombre d'arbres au 31 décembre 1761
Orléans	2 arpens 1/2	6.735
Beaugency.	2 arpens	11.114
Blois	2 arpens	13.868
Vendôme	2 arpens, 75 perches	10.237
Chateaudun	3 arpens 1/2	8.419
Chartres.	2 arpens 1/2	13.860
Dourdan.	3 arpens 1/2	15.545
Pithiviers	?	7.800
Montargis	2 arpens	12.662
Gien.	3 arpens	10.100
Briare.	2 arpens	10.948
Romorantin	3 arpens 1/2	14.885
		136.173

Mais ces pépinières eurent peu de succès; les cultivateurs ne profitèrent pas des prix extrêmement avantageux qui leur étaient faits; l'édit de 1720 fut appliqué de façon imparfaite. Très peu d'arbres, au total, sortaient de ces établissements et pourtant la dépense, réglée sur une imposition comprise dans le brevet de la taille, constituait une charge importante pour la province (1).

Aussi de Cypierre supprime-t-il peu à peu ces pépinières (2); en 1778, il s'efforce de réduire les frais à 4.000 livres (3); en 1781 et 1782, il vend les dernières pépinières, et les 4.000 livres sont employées chaque année « soit à l'acquisition des arbres... demandés par l'ingénieur en

(1) A. d. L. C 50.

(2) Lettres de Trudaine à Cypierre, 2 juin 1774 et 5 mars 1775. Adjudication de la pépinière de Briare (25 décembre 1774) et arrêt du Conseil la confirmant (18 février 1775). A. d. L. C 50.

(3) Lettre de Necker à Cypierre, 20 août 1778. A. d. L. C 50.

chef pour les grandes routes, soit au paiement des frais de transport, plantation et entretien des mêmes arbres (1) ». Necker et Joly de Fleury approuvent d'ailleurs Cypierre : la suppression des pépinières royales fournira du travail aux pépinières des particuliers qui pourront ainsi se développer.

*
* *

Le gouvernement est plus heureux dans l'œuvre de défrichement qu'il entreprend au XVIII^e siècle et se trouve parfaitement secondé dans l'Orléanais par l'intendant de Cypierre.

Les défrichements sont encouragés par l'arrêt du 16 août 1761, mais d'une façon insuffisante ; Cypierre, malgré tous ses efforts, ne constate que peu de progrès. Il ne craint pourtant pas d'agir jusque dans les moindres détails : on le voit s'occuper d'un pauvre curé qui, remettant en culture des terres appartenant « à des veuves ou à des misérables », demande l'exemption de la taille (2) ; intervenir dans un procès qui s'est élevé dans la paroisse de Cellé (3) à propos de la mise en culture d'une lande.

De nouvelles mesures sont prises en 1764, en faveur des assèchements des marais et palus, puis en 1766 (4), en faveur des défrichements : les étendues défrichées seront exemptées pendant quinze ans « des dîmes, tailles et autres impositions et même des vingtièmes », à condition seulement de ne pas abandonner les terres déjà cultivées sous peine de déchéance ; une déclaration en sera faite au greffe de l'élection ; seront réputées terres incultes celles qui depuis quarante ans ne donnent aucune récolte.

Cypierre suit de près l'application de l'arrêt ; ses subdélégués l'informent régulièrement des progrès accomplis. Au total, de 1766 à 1785, 45.150 arpents 44 perches 4 pieds sont remis en culture ; c'était là un beau résultat :

(1) Lettre de Necker à Cypierre, 31 août 1780. A. d. L. C 50.

(2) Lettre de Cypierre à Trudaine, 7 juin 1763. A. n. H 1502.

(3) Election de Vendôme. A. d. L. C 41.

(4) Déclaration du 13 août 1766.

État des défrichements entrepris dans la Généralité d'Orléans... suivant les Déclarations faites aux greffes des Élections en exécution de l'article 2 de la Déclaration du roi du 13 août 1766 (1).

Années (d'octobre)	Quantité de terres déclarées suivant la mesure des lieux réduits à l'arpent de Paris de 100 perches et la perche de 20 pieds			Observations
	Arpents	Perches	Pieds	
1766 et 1767	5.769	40	15	Il convient d'observer que les terrains défrichés (<i>sic</i>) ne le sont pas tous en augmentation de culture parce que l'on en abandonne aussi d'autres qui restent en jachères. »
1768	4.988	19	18	
1769	2.516	15	1	
1770	2.875	37	10	
1771	2.173	50		
1772	2.479	6		
1773	2.365	64	10	
1774	1.929	69	10	
1775	1.755	50	10	
1776	1.794	11	3	
1777	2.988	56	3	
1778	2.803	26	20	
1779	1.915	6	11	
1780	2.782	66	9	
1781	1.504	90	12	
1782	1.623	30	14	
1783	1.609	98	6	
1784	1.276	3	12	
	45.150	44	4	

Ces défrichements portent surtout sur la Sologne; depuis l'institution en 1763 et 1764 d'un régime libéral en matière de commerce des grains, la Beauce n'a plus de terres incultes (2).

Sous l'administration de Cypierre, tout un mouvement se dessine en effet, qui tend à tirer parti des marais, des landes de la Sologne, à sortir le cultivateur de ce pays, « le plus

(1) A. d. L. C 41.

(2) Lettre de la Société d'Agriculture d'Orléans à la Société d'Agriculture de Paris, 16 mars 1767. A. n. H 1502. A. d. L. C 58.

ingrat et le plus pauvre du département (1) », de la situation misérable où il est tombé. Les tentatives, encouragées par l'intendant (2), se multiplient ; quatre mémoires lui sont présentés (3).

Le premier de ces mémoires a pour but d'« engager les propriétaires de terrains sablonneux, arides et peu propres à la production des grains à y faire des semis de pins ». Il est l'œuvre de Barbot, que le « Calendrier Historique de l'Orléanais » donne en 1790, comme secrétaire du roi et greffier des Eaux et Forêts, et qui, dans sa terre du Plessis à Vitry, sur le canal d'Orléans, fait en 1764 des semis qui donnent d'excellents résultats. Il insiste dans son mémoire sur les avantages du pin, qui convient mieux que le chêne au mauvais sol de la Sologne, dont l'écorce fait du tan et dont le bois est employé en charpente, en menuiserie, au chauffage, à la construction de bateaux et notamment des bateaux de Loire.

Le second mémoire porte « sur les différentes qualités de marne et l'application qu'on en doit faire suivant les différentes terres », donne « un état de la culture de la Sologne telle qu'elle est actuellement » et indique « ce qu'on pourrait faire pour augmenter le produit de ce pays ». Écrit en 1767, par de Bonnières, il montre comment les marnes pourraient amender les terres de Sologne que le fumier n'engraisse qu'insuffisamment.

Le troisième mémoire est l'œuvre de de Gruau de Blangy, ancien officier, propriétaire en Sologne du « vieux Millançay ». Celui-ci rédige d'abord et envoie en 1767 à Cypierre, un « essay sur la culture du lin », qu'il croit possible en Sologne. Le succès de cet essai auprès de la Société d'Agriculture notamment, détermine de Gruau à tenter « l'établissement d'un certain nombre de métiers de tisserans en toilles (*sic*) fines de lin, à l'instar de celles de Hollande (*sic*) » ; par une requête que Cypierre transmet à

(1) Lettre de Cypierre à d'Ormesson, juin 1769. A. d. L. C 58.

(2) Lettre de Gruau de Blangy à Cypierre, 5 janvier 1767. A. d. L. C 58.

(3) Analysés dans un article de M. Bloch : *Note sur quatre Mémoires inédits sur la Sologne. Bulletins de la Société Archéologique et Historique de l'Orléanais*, t. XII, p. 533.

Bertin et s'efforce de lui faire agréer (1), il réclame des secours et présente à l'appui de sa demande un nouveau mémoire qui détaille le « produit d'une telle manufacture » et évalue à « peut estre quinze mille francs » les frais de son établissement; puis, après avoir dans un troisième mémoire, indiqué « des procédés excellents pour améliorer la culture du pays » : labourage, « défrichis et prairies », et surtout « nourriture des bestiaux », il tente de fonder une métairie et, pour couvrir les frais qu'il estime à 3.120 livres, il demande 4.000 livres au gouvernement; soutenu par Pajot, intendant de Grenoble, qui se « porte personnellement (*sic*) garant de la satisfaction » qu'en aura Cypierre, par de Bury subdélégué à Romorantin, qui le dit « fort honeste (*sic*) garçon », par la Société d'Agriculture qui estime « qu'il est digne du ministère patriotique... de donner cet encouragement à un gentilhomme cultivateur éclairé mais pauvre », par Cypierre qui vient conférer avec lui à Romorantin et agit auprès de d'Ormesson, Gruau de Blangy obtient, sans aucun doute, les fonds qui lui sont nécessaires (2).

Le comte de Buat, seigneur de Nançay, ministre de France à la diète de Ratisbonne, tente, lui aussi, de « tirer... l'agriculture de ce canton de l'espèce d'anéantissement où elle est plongée »; il dépense en 1769, la grosse somme de 12.000 livres pour « rétablir ses prés et en faire de nouveaux », il développe les prairies artificielles et la culture du trèfle. Puis, dans un *Mémoire sur l'agriculture de Solongne*, il fait part à l'intendant de ses expériences, analyse le sol de la région, en indique les « inconvénients », et conseille trois procédés : rétablissement et accroissement des prés, développement des prairies artificielles, changement dans les baux et la manière de les faire valoir. Il trouve l'appui de la Société qui écrit à Cypierre : « Il est d'un homme d'état qui travaille aussi efficacement que vous,

(1) Correspondance entre Bertin, Cypierre, de Bury subdélégué à Romorantin, Loiseau secrétaire de la Société d'Agriculture, Gruau de Blangy, janvier 1767 à août 1768. A. d. L. C 58.

(2) Correspondance entre d'Ormesson, Pajot, Cypierre, Loiseau, Gruau de Blangy; septembre 1768 à juin 1769. A. d. L. C 58.

Monsieur, au bonheur des peuples confiés à ses soins de seconder les efforts de M. le comte de Buat. » Et Cypierre n'y manque pas, « ménageant aux impositions » les étrangers qui viennent cultiver ses terres, encourageant ses essais, ses recherches. « Je ne peux trop applaudir au zèle et aux efforts que vous faites pour désabuser d'après vos expériences les cultivateurs de leurs anciennes routines et de leur mollesse. Les expériences que vous avés faites sur la culture du trèfle sont très satisfaisantes, les principes que vous établissés sur les moyens de tirer un meilleur party des terres de la Sologne, me paroissent excellents; je suis persuadé que, animés par votre exemple, les colons chercheront peu à peu à vous imiter (1). »

Nous ignorons les résultats obtenus; ce que nous pouvons dire, c'est que, sous l'administration de Cypierre, le problème du relèvement de la Sologne fut posé, et la solution clairement dégagée : assèchement, reboisement et notamment plantations de pins, extension des prés et des prairies artificielles afin de développer l'élevage — c'était là la véritable politique. Mais cette politique ne reçut qu'un commencement d'application : de la part de la Royauté, mesures générales en faveur des assèchements et des défrichements; de la part des habitants de la Sologne, tentatives isolées, soutenues d'ailleurs par la Société d'Agriculture, l'intendant, le gouvernement. Certains progrès se firent, mais il ne put se produire en quelques vingt ans d'amélioration sensible; la mise en valeur de ces terres ingrates était œuvre de longue haleine, et elle allait être bientôt interrompue. La Monarchie avait donné l'élan; la Révolution le brisera; la question ne sera reprise qu'au milieu du xix^e siècle, et pourra alors aboutir.

(1) Lettre du comte de Buat à Cypierre, réponse de Cypierre au comte de Buat, lettre de Loiseau à Cypierre; novembre-décembre 1769. A. d. L. C 58 et Délibération de la société d'Agriculture d'Orléans. A. d. L. D. 710; 142^e Assemblée.

§ 3. — L'ÉLEVAGE.

Le gouvernement, au XVIII^e siècle, porte tout particulièrement son effort sur le développement de l'élevage; il voit là le moyen d'améliorer la situation du paysan. Il veut, nous l'avons noté, l'aménagement de prés et l'établissement de prairies artificielles; d'autre part, il crée des écoles vétérinaires, mène la lutte contre les épizooties, tente de perfectionner les procédés techniques.

Bertin encourage en 1762, la fondation de l'École Vétérinaire de Lyon par Bourgelat, directeur de l'École d'Équitation et chef de l'Académie de la même ville. Les élèves doivent suivre pendant quatre ans des cours d'étude et de pratique, après quoi ils reçoivent un diplôme, si leur conduite a été satisfaisante. Les provinces peuvent entretenir des élèves, en payant pour chacun d'eux 300 livres par an sur les fonds de la capitation; ces élèves s'engagent alors à s'établir dans la province.

Bertin érige en 1764, l'École de Lyon en École Royale, fonde l'année suivante l'École d'Alfort; il nomme alors Bourgelat à la direction générale des deux écoles et se montre pour lui protecteur fidèle et collaborateur actif.

Cypierre, lui aussi, est « persuadé que la connoissance de ces maladies seroit d'un grand secours dans le Royaume »... Il écrit à Bourgelat : « Je n'oublierai rien de ce qui dépendra de moi pour seconder vos vues... Je chargerai mes subdélégués de seconder mes intentions en encourageant les jeunes gens... à profiter de votre école et de vos lumières (1)... »

Les efforts de Bertin, Bourgelat, Cypierre ne restent pas inutiles. Les principales villes de la généralité ont bientôt des « artistes vétérinaires »; un document du 11 janvier 1784 en cite sept (2) :

(1) Lettres de Cypierre à Bourgelat, 27 décembre 1761 et 18 janvier 1762, A. d. L. C 38.

(2) A. d. L. C 38.

Noms des Elèves	Résidence	Date d'obtention du diplôme
Bravy l'aîné	Montargis.	1772
Beller (ou Bellair ou Belair)	Vendôme.	1776
Millot.	Clamecy	1776
Peigné.	Chevilly (près d'Orléans)	1776
Denis	Montoire	1782
Sauvé.	Orléans.	?
Barrier (ou Barrière).	Chartres	sorti sans brevet de l'école au bout de deux ans.

Deux autres habitants de l'Orléanais obtiennent le diplôme, Bravy le jeune en 1774 (1), et Dapoigny en 1778 (2).

De Cypierre s'occupe longuement de certains d'entre eux, de Bravy l'aîné (3) et de Denis (4) notamment; il loge Peigné dans une maison qui lui appartient (5). Parfois d'ailleurs, l'intendant n'est pas récompensé du mal qu'il se donne : ainsi Bravy le jeune, forte tête, s'engage à sa sortie de l'école dans le régiment du « Mestre de Camp Général Dragons »; il avoue ensuite sa « sautise » (*sic*) et s'installe à Montargis; mais il y tient, dit Cypierre, « la plus mauvaise conduite passant les jours et les nuits au cabaret à boire à jurer et à se battre. Il ne peut subsister que par le travail et il ne fait rien (6) »; finalement, il quitte Montargis. Mais d'ordinaire, les artistes vétérinaires

(1) A. d. L. C 38.

(2) A. n. F¹⁰ 1198.

(3) Longue correspondance entre Bertin et Cypierre, 1767-1772. A. n. F¹⁰ 1198.

(4) Correspondance entre Bertin, Chabert, directeur des Ecoles Vétérinaires après Bourgelat, Cypierre, de la Godelinière, subdélégué à Vendôme. 1782. A. d. L. C 38.

(5) Différend entre Peigné et un brigadier de la Maréchaussée, 1777. A. n. F¹⁰ 1198.

(6) Lettre de Cypierre à Bertin; 21 décembre 1775, et plusieurs lettres de la même époque. A. n. F¹⁰ 1198.

ont travaillé sérieusement à l'École, apportent dans leur province des connaissances solides, peuvent soigner les maladies courantes et même triompher des épidémies.

Quand survient une épidémie particulièrement grave, le gouvernement intervient; ainsi lors de la terrible épizootie de 1775, il exige des paysans qu'ils prennent des « précautions » pour éviter la contagion (1); il offre « le tiers du prix des bestiaux attaqués de la maladie épizootique dont les propriétaires feroient le sacrifice (2) »; il adresse aux vétérinaires des « instructions (3) », des ouvrages (4), leur fait part des observations déjà faites, des remèdes déjà suivis; Turgot par exemple demande à Cypierre que Barrier dans un mémoire, lui indique par quelle méthode il a triomphé de la maladie du charbon qui a sévi à Chartres (5); Necker écrit à Cypierre qu'il s'est déclaré dans les paroisses de la généralité de Limoges une maladie analogue à celle qu'on a reconnu à Romorantin, et le prie de faire passer à l'intendant Daine, « un rapport (*sic*) exact des symtomes (*sic*)... et des remèdes (6)... » Dans les régions les plus durement frappées, le ministre envoie des spécialistes : ainsi l'abbé Tessier, auteur d'un traité d'agriculture, vient en 1780, combattre en Sologne la maladie rouge (7). D'ordinaire, les vétérinaires de la généralité agissent et se déplacent seuls; les dépenses sont payées par Cypierre sur les fonds

(1) Arrêt du 31 janvier 1771. A. d. L. C 39.

(2) Lettre de Turgot à Cypierre, 26 mars 1776. A. d. L. C 39.

(3) « Instruction aux élèves des écoles royales vétérinaires établis ou députés dans les provinces pour traiter les maladies épizootiques. » Sans date. A. d. L. C 39.

(4) Lettre de Turgot à Cypierre, 11 mars 1776; et lettre de Berthier de Sauvigny à Cypierre, lui envoyant les ouvrages de Chabert, 28 janvier 1783. A. d. L. C 39.

(5) Lettre de Turgot à Cypierre, 11 mars 1776. A. d. L. C 39.

(6) Lettre de Necker à Cypierre, 14 août 1778; de Cypierre à Necker et à Daine, 19 août; de Daine à Cypierre, 28 août. A. d. L. C 39.

Voir aussi lettre de Bury à Cypierre, 17 mai 1764, lui envoyant le mémoire qu'il lui a demandé, et ce *Mémoire sur les maladies les plus connues en Berry, dont les chevaux et les bêtes à cornes et à laine sont ordinairement attaquées*. A. d. L. C 39.

(7) Lettre de Necker à Cypierre, 20 juin 1780; de l'abbé Tessier à Cypierre, 21 juin 1780; de de Bezance à Cypierre, 24 avril 1781. A. d. L. C 39.

libres de la capitation, après autorisation du Contrôleur Général. Celui-ci ne fait pendant longtemps aucune difficulté; cependant en 1781, Joly de Fleury, désireux d'alléger les charges financières, proteste auprès de l'intendant : « Il seroit fort à désirer, lui écrit-il, que les peuples s'accoutumassent à sentir l'utilité dont peuvent être pour leurs richesses les artistes vétérinaires; et il est fâcheux que le Roy soit obligé de payer les frais de la conservation des bestiaux des laboureurs qui en tirent leur profit et leur fortune; cependant puisque vous croiez absolument nécessaire de faire faire des sacrifices au Roy pour encourager le public à se livrer à des secours sûrs et utiles plus tôt (*sic*) que de donner sa confiance à des charlatans et des ignorans, je m'en rapporte à vous. Mais je vous prie de ne point oublier qu'une trop grande facilité à charger le Roy de ces frais pourroit (*sic*) peut-être produire l'effet contraire à celui que vous cherchés et qu'on ne voudroit plus se servir des élèves vétérinaires que lorsque le Roy les payeroit (1)... »

En fait, les vétérinaires interviennent souvent et parviennent d'ordinaire à triompher du mal; ils sont appelés dès qu'une épizootie se déclare; Cypierre lui-même dans une circulaire de 1776, prie ses subdélégués d'être bien exacts à l'informer de la plus petite maladie « qu'ils apprendroient sur les bestiaux de leur élection (2) ». Les Archives du Loiret ont conservé la correspondance de l'intendant avec les vétérinaires, et l'ampleur de celle-ci fait ressortir, tant le grand nombre des épizooties, que le soin jaloux avec lequel elles étaient combattues. C'est en 1774, Bravy l'aîné qui traite à Romorantin une maladie des bovins et des ovins (3); Bravy le jeune, qui « travaille sur les bestes à corne et sur le mouton » à Clamecy (4). C'est Barrier qui, en 1776, guérit du charbon les chevaux et les bœufs de Chartres (5), et, en 1781, triomphe à Moutarville-en-Beauce du charbon

(1) 15 janvier 1781. A. d. L. C 39.

(2) Note de Cypierre, 28 mars 1776. A. d. L. C 39.

(3) Lettre de de Bury à Cypierre, 20 octobre 1774. A. d. L. C 39.

(4) Lettre de Bravy le jeune, 7 octobre 1774, et correspondance entre Parent et Cypierre. A. d. L. C 39.

(5) Lettre de Turgot à Cypierre, 11 mars 1776. A. d. L. C 39.

des chevaux et de la maladie rouge des moutons (1). En 1781 et 1782, une épizootie s'étant déclarée dans plusieurs paroisses de l'élection de Clamecy, les « artistes vétérinaires » Millot, Dapoigny, Jeanin viennent la combattre (2). Peigné soigne en 1776, « la clopée » dont sont atteintes les vaches du Coudray et de la Borde (3); en juillet 1778, il parcourt l'élection de Romorantin, où sévit une grave épidémie; et comme « la maladie semble toujours faire des progrès », il écrit à la Société Royale de Médecine, en lui indiquant les symptômes, et en lui demandant à deux reprises une consultation; en août, il quitte Romorantin, « après avoir guéri et fait guérir les bestiaux malades (4) ».

De grands progrès, à n'en pas douter, se sont accomplis dans ce domaine à la fin du XVIII^e siècle; dans la généralité d'Orléans, dont plusieurs régions conviennent parfaitement à l'élevage, les efforts conjugués de Bertin et de Cypierre ont abouti à des résultats positifs.

* * *

D'autre part, le gouvernement s'efforce d'améliorer les races françaises; dans l'Orléanais, il s'occupe de perfectionner l'élevage des chevaux et des moutons.

Colbert déjà, frappé de la supériorité des chevaux anglais ou hollandais sur les chevaux français, avait acheté des étalons à l'étranger et les avait confiés à des particuliers appelés « garde-étalons », qui bénéficiaient de plusieurs privilèges et percevaient un droit de trois livres et un boisseau d'avoine pour chaque « saut » de leur cheval. A chacun de ces étalons qui portaient le nom d' « étalons royaux » ou « approuvés par le Roy », étaient annexées des juments, que les propriétaires, moyennant l'octroi de certains privilèges, ne devaient conduire à aucun autre cheval.

(1) Lettre de Cypierre à Joly de Fleury, 10 novembre 1781. A. d. L. C 39.

(2) Correspondance entre Joly de Fleury, Cypierre, Berthier, de Lavau subdélégué à Clamecy, 1781-1782. A. d. L. C 39.

(3) Election de Pithiviers. Rapport de Peigné et lettre de Bertin à Cypierre, juillet 1776. A. d. L. C 39.

(4) Correspondance entre Necker, Bertin, Cypierre, Peigné, de Bury subdélégué à Romorantin, juillet-août 1778. A. d. L. C 39.

La surveillance était exercée par des gardes-haras et surtout par des commissaires-inspecteurs qui avaient mission de dresser un rôle des juments annexées et de passer des visites deux fois par an (1).

Le système produisit d'abord de bons résultats; il se continua à travers l'arrêt de 1695, la déclaration de 1709, le règlement de 1717. Mais à la suite de la déclaration du 13 avril 1739, qui semblait porter atteinte aux privilèges des gardes-haras et gardes-étalons, il se produisit un certain relâchement. De plus, dans la généralité d'Orléans, l'inspecteur des haras, M. de Jupeaux, que le grand âge rendait impotent, n'en faisait « absolument point de tournées »; il y avait un sous-inspecteur, mais on ne le connaissait point; personne n'exerçait de surveillance, personne même n'était renseigné. Cypierre envoyant en 1765, « d'après le Rôle (*sic*) de M. de Jupeaux », une « réponse au mémoire des questions qui lui avoit été envoyé le 12 août 1764 », dit qu'en 1764, « 39 étalons approuvés ont sailli 1.797 juments », que ces 1.797 juments ont donné 1.667 poulains, et que ces poulains sont tous mâles (2); l'administration centrale écrit aussitôt qu'on ne peut ajouter foi à aucune de ces données.

D'autre part, le caractère réglementaire du système est vivement critiqué, au gouvernement par de grands personnages comme Choiseul, dans la généralité d'Orléans par des inspecteurs des haras comme Rougane, Fontenay, par des subdélégués comme Carré de Pontault. Ils n'admettent pas que les propriétaires des juments soient « assujettis à des revues et exposés à des contraintes, à des confiscations, à des amendes »; ils attaquent les « privilèges et gratifications » des gardes-haras et des gardes-étalons; les uns, disent-ils, « tranquilles et désintéressés » jouissent de ces avantages en laissant les habitants libres de disposer de leurs juments : le système, mal appliqué, devient alors peu efficace; les autres, exigent « impitoyablement » que les propriétaires des juments annexées à leur étalon les leur

(1) Cf. E. d'Auriac, *Etude sur l'Administration Française au XVIII^e siècle*, Paris, 1891.

(2) Lettre de Cypierre, 18 octobre 1765. A. n. F¹⁰ 628.

conduisent, pour toucher la rétribution due à chaque fois : les étalons ayant chacun jusqu'à 100 et 120 juments par an, ne peuvent « les saillir toutes utilement » et, en tous cas, s'épuisent rapidement.

Ce qu'il faut, c'est concentrer « les meilleurs étalons » dans quelques dépôts plus importants; ils serviront « sans aucune rétribution » les juments qui leur seront annexées; ces juments seront « les plus belles » et appartiendront « à des propriétaires de bonne volonté et en état de prendre soin des productions ». « A l'égard des jumens médiocres, elles seront abandonnées aux baudets dans les Provinces où ils sont tolérés ou servies par des étalons que l'on permettra aux particuliers de tenir » : ce sera pour elles la liberté complète (1).

Le gouvernement, en effet, crée peu à peu des haras royaux dans les généralités les plus propres à l'élevage; mais dans l'Orléanais où il existe déjà le haras particulier de Chambord (2), il se contente longtemps de veiller à une parfaite application de l'ancien système. Pour obtenir un meilleur service des gardes-haras, gardes-étalons et propriétaires de juments, Bertin et l'Averdy demandent à Cypierre de maintenir exactement les privilèges que leur avaient accordés les déclarations successives : taxez d'office les gardes-étalons, lui disent-ils; exemptez-les de la corvée; exemptez aussi les juments annexées aux étalons royaux ou approuvés, et leurs poulains, de la corvée, du service des troupes et même de celui des officiers, de la saisie pour paiement de la taille ou deniers quelconques; empêchez que les propriétaires de ces juments soient « augmentés à la taille pour raison desdites juments et leurs productions (3). »

Il est difficile de savoir si ces directives furent suivies dans l'Orléanais. En 1766, après le départ de de Jupeaux, Cypierre, d'accord avec le nouvel inspecteur des haras, Rou-

(1) Mémoire, A. n. K 906. Mémoire de Rougane, 1770. A. d. L. C 37, *Résumé des Mémoires, Requêtes et Réponses fournis pour et contre l'établissement des étalons*, par Carré de Pontault, 10 février 1773. A. d. L. C 37.

(2) Qui compte 250 étalons environ.

(3) Lettres de L'Averdy et de Bertin à Cypierre, 15 décembre 1764. A. d. L. C 37.

gane, tente d'acheter des étalons royaux et rend « une ordonnance pour qu'il fût fait une revue général (*sic*) de toute (*sic*) les jumens... pour en prendre des signalements afin d'en connoître le nombre et l'espèce, pour y établir des étalons convenable (*sic*) dans le pays et pour perfectionner l'espèce (1)... »

Mais le nombre des étalons ne s'accroît pas; en 1780, il y a dans la généralité 56 étalons royaux seulement, groupés dans les élections de Chartres, Chateaudun, Vendôme et Romorantin (2); beaucoup de juments restent « annexées » à chacun d'eux. Aussi les réglemens sont-ils mal observés; les propriétaires des juments mènent leurs bêtes à n'importe quel cheval. Souvent Cypierre, incapable d'avoir la preuve de la contravention, se trouve dans l'impossibilité de sévir; parfois il tente de punir, et rencontre des résistances (3). Il cède au découragement, se montre moins respectueux des privilèges accordés par le roi. Après Rougane et La Thuillière, Fontenay, nommé inspecteur des haras de la généralité en 1777, se plaint amèrement de son administration auprès de Bertin (4). Mais Fontenay lui-même, aux dires de Cypierre, a « une vie dissipée », réside « plus à Paris que dans l'Orléanais » (5). Denagière qui lui succède en 1780, a « le désagrément de trouver presque partout les haras dans la plus mauvaise situation, un découragement général, les gardes-étalons frustrés de leurs privilèges, abandonnés à l'envies (*sic*) et à la jalousie des habitans et collecteurs de leurs paroisses, les propriétaires des jumens privés de l'exemption des corvées pour les cavalles annexées et sailles par des étalons royaux ou approuvés ainsi que pour les poulains qu'elles ont produit (*sic*), tout cela contre les intentions de Sa Majesté (6). »

(1) Requête de Vaultier, inspecteur des haras, à l'intendant, 24 juillet 1772. A. d. L. C 37.

(2) Lettre de Cypierre au Prince de Montbarey, 3 novembre 1780. A. n. H 1162.

(3) Notamment dans les paroisses de Montheau, Villehervier, Saint-Fargeau. A. d. L. C 37.

(4) Cf. correspondance entre de Fontenay, Cypierre et Bertin, 1777-1780. A. n. H 1162.

(5) Cypierre à Bertin, 31 août 1779. A. n. H 1162.

(6) 14 juin 1780. A. n. H 1162.

Cet état de choses subsistera dans l'Orléanais jusqu'à la fin de l'Ancien Régime. A vrai dire il fallait, pour obtenir des résultats satisfaisants, établir là, comme on l'avait fait dans plusieurs généralités (1), un haras royal ou un dépôt d'étalons (2).

L'élevage de moutons tient dans l'Orléanais une place importante; un document de 1751 nous donne sur lui quelques précisions :

« Statistique de 1751 »

Elections de :	Orléans	126.043 moutons
—	Beaugency	64.310 —
—	Blois	40.000 —
—	Vendosme	20.000 —
—	Chateaudun	115.249 —
—	Chartres	200.000 . —
—	Dourdan	60.000 —
—	Pithiviers	60.000 —
—	Montargis	64.075 —
—	Gien	80.000 —
—	Romorantin	200.000 —
—	Clamecy	22.546 —
Total		1.052.223 (3) moutons

Un « État » de la même date, dit « qu'on pourroit encore en augmenter le nombre de 319.875 au moins. » Ces « bestes à laine » donnent 1.573.931 livres pesant, qui à 30 francs la livre « les unes dans les autres » valent 360.000 francs. « Il seroit à désirer que cette espèce de bestiaux fut multipliée le plus qu'il seroit possible, y ayant dans la plus grande

(1) A la fin de l'Ancien Régime il y avait en France deux haras nationaux et douze dépôts d'étalons.

(2) Un « Dénombrement de toutes les espèces de chevaux qui servent aux différents usages de la Généralité d'Orléans », non daté, mais sans doute des environs de 1760, donne les chiffres suivants : (A. d. L. C 37)

Chevaux entiers	50.268
Chevaux hongres	2.917
Poulains	4.459
Juments	18.153
Pouliches	3.836
Etalons royaux	14
Etalons approuvés	30
	79.577

(3) A. d. L. C 54.

part des paroisses des pâturages excellens et propres pour ces animaux... »

Le gouvernement s'y emploie activement. Il parvient en 1776, grâce à Daubenton, à faire venir des mérinos d'Espagne; il encourage l'élevage « en plein air », permet au Sr de Percé d'avoir « dans le parc de Chambort (*sic*)... des moutons gouvernés à l'angloise, que l'on tient parqués toute l'année et qui passent l'hivert (*sic*) en plein champ. On espère que leur laine en sera plus belle, et cette espérance est très bien fondée (1) »; il lui concède les « terres vaines et vagues appartenantes à Sa Majesté » et lui accorde certains privilèges (2).

En 1762, Bertin propose à Cypierre d'« affranchir, en attendant mieux, de toute augmentation de taille les particuliers qui augmenteroient leurs troupeaux ». Il lui envoie un mémoire « très important » « sur l'amélioration des laines en France », en insistant sur « la nécessité de travailler incessamment (*sic*) à l'imitation des étoffes d'Angleterre pour profiter des circonstances où le commerce d'Espagne est interdit aux Anglois » (3). Il lui adresse quelques mois plus tard un « ouvrage de M. l'abbé Carlier » sur la même question (4), l'année suivante des *Instructions* dont l'application en Picardie a donné une « régénération sensible des bêtes blanches », en 1768 « deux notices sur des bêtes à laine de la Sologne et de la Beauce » (5). En 1784 encore, Calonne transmet à l'intendant un mémoire de Daubenton, qui résume les expériences qu'il a tentées et « indique les moyens aussi simples que faciles à employer pour procurer à nos laines la supériorité sur celles d'Espagne et d'Angleterre (6). »

D'autre part, le Roi charge l'abbé Carlier de composer une « Instruction générale aux cultivateurs » et, pour lui procurer les éléments de son travail, fait une enquête dans

(1) *Voyage dans l'Orléanois, le Blésois, la Touraine, l'Anjou et la Bretagne*, fait en 1752 par de Montigny.

(2) Arrêt du Conseil d'Etat du Roi, 15 août 1752. A. d. L. C 52.

(3) Lettre de Bertin à Cypierre, 1^{er} juillet 1762. A. d. L. C 52.

(4) Lettre de Bertin à Cypierre, 30 août 1762. A. d. L. C 52.

(5) Lettre de Bertin à Cypierre, 5 mars 1768, A. d. L. C 52.

(6) Lettre de Calonne à Cypierre, 27 juin 1784. A. d. L. C 52.

les généralités. Bertin envoie à Cypierre en 1762, une longue série de « questions sur les différentes espèces de bêtes à laine et sur les moyens de les élever (1). » en le priant de les « répandre entre les cultivateurs les plus intelligents... Leurs réponses, dit-il, feront connoître le véritable état de cette partie de la culture dans la province, et les moyens les plus propres pour lui donner du secours »... Ces réponses n'arrivent qu'en 1767, après des réclamations irritées de Bertin; quelques « éclaircissements » ayant été demandés, un nouveau mémoire est rédigé, que Bertin apprécie fort : il « est au sentiment de M. l'abbé Carlier, écrit-il à l'intendant, le plus solide et le plus exact que j'aye encore reçu. Il est d'autant plus important que l'espèce des bêtes à laine de la Beauce est la plus généralement répandue... la plus robuste qu'on connoisse et la moins sujette aux maladies... L'auteur de ce mémoire est un laboureur de Pérouville nommé François Toussaint Inget. Je vous prie de lui en faire remarquer ma satisfaction par votre subdélégué et de faire mes remerciements à M. Le Trosne de la Société d'Agriculture d'Orléans qui a pris la peine de le rédiger (2). »

* *

Il y a là toute une série de mesures inspirées par les besoins du moment; elles portent la marque de volontés très fermes, poursuivant un effort vigoureux et persévérant. Le roi qui longtemps a pensé d'abord aux consommateurs, qui a eu pour premier souci d'assurer leur subsistance, se penche au XVIII^e siècle sur le sort misérable des producteurs, et semble décidé à ne rien négliger pour leur venir en aide; ses ministres, qui tous subissent en quelque manière l'influence des théories nouvelles, l'y encouragent.

Dans l'Orléanais de Cypierre, obéissant à l'impulsion venue d'en haut, se montre très actif. Les seigneurs, les intellectuels, les savants, groupés en une Société, pensent, étudient, écrivent, conseillent, entretiennent tout un mouvement d'idées, protègent, par l'octroi de prix offerts par

(1) A. d. L. C 52.

(2) Lettre de Bertin à Cypierre, 14 juillet 1767. A. d. L. C 52.

l'intendant, les travaux philosophiques ou scientifiques.

Par la propagande, la distribution de secours, les cultures nouvelles sont soutenues; par des dégrèvements d'impôts, asséchements et défrichements sont favorisés. L'élevage aussi, par l'envoi d'instructions, de mémoires, par une meilleure application des lois en vigueur, et surtout par la fondation d'écoles formant des « artistes vétérinaires », est mis en mesure de se développer. Les efforts aboutissent; des résultats pratiques sont obtenus : nous les avons notés au passage avec autant de précision que nous le pouvions — ces précisions malheureusement, restent trop souvent insuffisantes.

Mais, à vrai dire, nous ne devons pas juger de l'efficacité de cette politique sur un espace de quelque trente ans; il ne faut pas espérer de progrès sensible en si peu de temps. Il convient de dépasser la période où nous nous plaçons, et il est intéressant alors de remarquer que les écoles et sociétés créées au XVIII^e siècle subsistent, que les méthodes employées sont reprises après la chute de la Royauté.

Pourtant, la question la plus difficile ne concerne pas l'agriculture proprement dite, elle est d'ordre financier et d'ordre commercial; sans doute, il est bon d'introduire des méthodes nouvelles, d'améliorer la technique agricole; mais il faut avant tout « faire renaître l'aisance et la sûreté » : « c'est moins à éclairer le laboureur, qu'à tâcher de le faire soulager du fardeau qui l'accable, que les sociétés d'agriculture doivent employer tous leurs soins (1). » Que le

(1) *Extrait d'un mémoire sur la construction des grands chemins*. A. n. H 1502 publié dans la *Gazette du Commerce, de l'Agriculture et des Finances*, 16 juillet 1765.

Cf. aussi, lettre de Michel, secrétaire de la Société d'Agriculture à Bertin, 31 octobre 1764 (A. n. H 1502); dont voici les passages les plus significatifs.

« Nous désirons avec ardeur de pouvoir nous borner à l'agriculture proprement dite (*sic*), à corriger les pratiques abusives, en introduisant des expériences qui réussissent dans les autres provinces ou en essayant quelques nouvelles méthodes; tels ont été sans doute le but et l'objet des vœux des citoyens qui se sont réunis les premiers; mais ils ont reconnu bientôt qu'ils ignoraient la situation réelle des campagnes; nous avons tous été convaincus également que l'indolence et l'impéritie des colons n'étoient point du tout les causes du dépérissement de l'agriculture; au contraire que la culture de chaque canton étoit dans le meilleur état possible relativement à sa position, à ses facultés à sa population et à ses entraves, et pour tout dire en un mot que le phi-

paysan ne vive plus au jour le jour, qu'il ait un peu d'argent devant lui, et alors, mais alors seulement, il pourra se dégager de sa routine, perfectionner ses procédés, répondre aux efforts du gouvernement.

Pour lui fournir ces ressources il faut, ou bien réduire le poids trop lourd de ses impôts — mais cela, nous l'avons noté (1), ne peut se faire qu'au détriment des classes privilégiées, noblesse et clergé, ou bien provoquer par l'établissement d'un régime commercial plus libéral une hausse des prix des produits agricoles — mais cela vient porter atteinte aux intérêts des consommateurs, ainsi que nous l'étudierons plus loin.

sique (*sic*) est partout ce que le moral luy permet d'estre... Ces observations nous ont persuadés que nos opérations seroient prématurées et infructueuses et qu'il falloit commencer par délier les colons avant de les presser d'agir et par faire renaître l'aisance et la sûreté avant de demander (*sic*) les fruits qu'elles seules peuvent produire... C'étoit à l'épuisement de toutes (*sic*) les avances qu'on devait attribuer la langueur des travaux de la campagne...

(1) Cf. ch. III, *Les Ponts et Chaussées*, p. 63-64.

CHAPITRE VI

LES COMMUNAUTÉS D'ARTS ET MÉTIERS

L'économie industrielle de la Généralité d'Orléans reposait d'abord sur l'activité de ses corporations; dans de riches agglomérations situées comme Orléans et Blois dans le Val de Loire, ou comme Chartres au milieu du plateau de Beauce, petits artisans et petits commerçants ont pu se fixer en grand nombre et exercer avec succès leurs « arts et métiers » : il y a là toute une production locale, qui échappe à une évaluation quelconque mais qui représente au total une valeur importante.

Déjà MM. Cuissard et Alfred Bourgeois ont dressé un tableau des métiers d'Orléans et de Blois, M^{lle} Geneviève Acloque a consacré un ouvrage aux industries de Chartres : il ne nous appartient pas de reprendre après eux l'étude de chacune de ces corporations. Aussi bien, les communautés de métiers, soumises à l'autorité directe de leurs gardes-jurés, à la juridiction des lieutenants de police, ne semblent avoir entretenu dans l'Orléanais que peu de rapports avec l'intendant. Celui-ci n'intervient, à la requête du gouvernement, que pour assurer l'exécution d'une décision (1) ou donner un avis (2); il est consulté notamment sur les

(1) Lettres de :

Tolozan à Cypierre, 16 février 1779.

Necker à Cypierre, 6 avril et 7 juin 1779.

Joly de Fleury à Cypierre, 16 janvier 1782.

De Villevault à Cypierre, 26 mars 1783.

Boutin, intendant des Finances, à Cypierre, 31 mai et 16 septembre 1785.

(A. d. L. C 8).

(2) Lettres de :

Terray à Cypierre, 5 juillet 1774. A. d. L. C 6.

Necker à Cypierre, 9 janvier 1779.

Tolozan à Cypierre, 26 juin 1779.

Necker à Cypierre, 24 janvier et 30 octobre 1780; 10 mars et 14 avril 1781.

Joly de Fleury à Cypierre, 31 juillet 1781.

De Villevault à Cypierre, 23 juillet et 18 décembre 1782.

Joly de Fleury à Cypierre, 8 mars 1883.

Calonne à Cypierre, 21 juin et 16 juillet 1785.

(A. d. L. C 8).

demandes d'emprunt présentées par les corporations (1).

Mais, après la « suppression des jurandes et des corporations », il se trouve chargé par Turgot d'une mission particulièrement intéressante : mener dans sa généralité, en vue d'une liquidation générale des dettes, une enquête sur chacun des « corps de communautés (2) » :

« En vertu de quel titre la communauté a-t-elle été formée? » dit le questionnaire imprimé envoyé aux subdélégués.

« A-t-il été créé dans cette communauté des offices qu'elle ait réunis? Quels gages ou droits leur sont attribués? »

« La communauté a-t-elle des immeubles... du mobilier... des dettes... des charges?... »

« Est-elle entrée dans quelque confrairie? »

« Combien coûtent les frais de réception en la Maîtrise? »

« Quelle somme est levée annuellement sur chaque Maître?... »

« En quel état sont les comptes des deniers?... »

Les réponses adressées à Cypierre par ses subdélégués sont conservées aux Archives Départementales du Loiret (3); sans être aussi claires et aussi complètes que nous le souhaiterions, elles apportent des indications précieuses sur la situation des communautés en 1776; il y a là une vaste documentation, dont nous nous proposons de noter ici les traits principaux.

§ 1. — LES DIFFÉRENTS MÉTIERS; LEURS STATUTS.

La plupart des métiers de l'Orléanais sont des métiers-jurés, possédant des statuts enregistrés par le Parlement; quelques-uns pourtant — 1/5 environ — se sont formés anciennement sous l'autorité des juges de police et se sont maintenus ainsi sans avoir jamais soumis de statuts à l'approbation royale; ils élisent des gardes-jurés, ont une existence aussi réelle, jouissent d'un privilège aussi exclu-

(1) Lettres de :

Terray à Cypierre, 15 mars 1774. A. d. L. C 6.

Necker à Cypierre, 10 septembre, 12 octobre, 26 décembre 1778.

Bourdon, subdélégué à Cypierre, 4 décembre 1778.

Cypierre au Directeur Général des Finances, 4 décembre 1778.

(A. d. L. C 8).

(2) Arrêt du 20 avril 1776.

(3) A. d. L. C 101, 102, 103, 104. .

sif pour la fabrication et la vente de leurs marchandises que les métiers-jurés proprement dits; il existe enfin des métiers-réglés, placés sous la seule surveillance des autorités municipales, mais ils restent en dehors de l'enquête de 1776.

Les statuts des métiers-jurés sont, dans l'ensemble de la généralité, principalement des ^{xvi}e et ^{xvii}e siècles; à Orléans, en majorité du ^{xvii}e siècle; à Chartres et Blois dans une proportion de moitié du ^{xvi}e siècle, ainsi qu'il ressort du tableau suivant :

	Nombre total de Corporations	Sans Statuts	Statuts de date incoh- nue	Statuts du ^{xv} e s.	Statuts du ^{xvi} e s.	Statuts du ^{xvii} e s.	Statuts du ^{xviii} e s.
Orléans	32	2	13		3	13	1
Chartres	35	5	4	2	17	5	2
Blois	31	1 (2)	1 (1)	2	15	5	7
Ménars	2	1 (3)	1				
Vendôme . . .	11	1	1	1		8	
Pithiviers . . .	8	1 (5)	4 (4)				3
Dourdan	7				3	3	1
Clamecy	4				4		
Chateaudun . .	6	2			2	2	
Brou	1					1	
Auton	1	1					
Romorantin . .	4	1	1			2	
Saint-Aignan .	1	1					
Beaugency . . .	2	2					
Montargis . . .	14	12	2				
Gien	4	2	1 (6)			1	
	163	32	28	5	44	40	14

(1) Corporation des Chaircuitiers, qui a perdu ses statuts.

(2) Corporation des Bourreliers, qui suit les statuts de Paris.

(3) Corporation des Chirurgiens, qui suit les statuts de Versailles.

(4) Dont trois ont perdu leurs statuts.

(5) Corporation des Apothicaires, qui est « assujettie aux statuts qui ont lieu pour tout le Royaume ».

(6) Corporations des Boulangers, dont les statuts ont été perdus.

§ 2. — SITUATION FINANCIÈRE.

Le problème le plus difficile au XVIII^e siècle, pour les communautés d'arts et métiers comme pour le gouvernement lui-même, est le problème financier. Beaucoup de corporations sont endettées et doivent avoir recours à la perception de droits élevés sur les maîtres et sur les candidats à la maîtrise, écartant ainsi les jeunes et décourageant les vieux ouvriers. Mais sur ces dettes, sur ces charges, nous ne possédons que peu de renseignements; René Nigeon, étudiant les opérations d'une commission chargée au XVIII^e siècle de liquider les dettes des corporations parisiennes, dit en conclusion (1) : « Les travaux des commissaires sont les seuls que nous ayons concernant la situation financière des corporations. Ils la font apparaître sous un jour favorable qui pouvait contribuer à donner confiance aux créanciers des corporations. »

L'enquête de 1776 nous apporte, elle aussi, certaines précisions, certains chiffres, sur les différents éléments de l'actif et du passif des communautés de l'Orléanais; nous avons essayé de rassembler ces chiffres, parfois peu cohérents, en un tableau d'où nous tirerons ensuite quelques conclusions générales.

(1) *Etat général des Corporations Parisiennes d'Arts et Métiers au XVIII^e siècle*, p. 146.

Orléans	Nombre de maîtres	Gages des offices réunis (1)	Immeubles	Meubles	Dettes
Sergiers-Drapiers. . .	?	124 l. 16 s. (4)	0	M. 8 l.	P. 193 l. 2 s. 6 d. de 4.700 l.
Tailleurs d'habits. . .	104	160 l. (4 5)	0	0	R. 212 l. de 6.080
Savetiers	70	75 l.	0	0	E. 86 l. (6)
Chaircuitiers.	44	187 l. 10 s. (4)	0	Coffre	P. 271 l. de 7.206 l.
Paulmiers.	13	91 l. 12 s.	0	0	E. 200 l. (6)
Fripriers.	60	192 l. 0 s. 3 d. (4)	0	0	R. 238 l. de 7.400 l.
Tondeurs en grande force.	12	0	0	M. 12 l. R. 30 s	R. 75 l. (7) de 1.500 l. (6)
Passementiers	2	6 l.	0	0	R. 320 l. 12 s. de 8.000 (7)
Tourneurs Boisse- liers.	84	90 l. (4)	0	Coffre	R. 97 l. 13 s. de 2.400 l.
Pâtisseries-Traiteurs- Rôtisseurs	69	600 l. 0 s. 6 d. (4 5)	0	0	R. 30 l. de 600 l. (6)
Boulangers	84	450 l. (4 5)	0	0	R. 150 l. de 4.500 l.
Charrons	15	0	0	Cr. 99 l.	E. 30 l. (6)
Orfèvres.	22	48 l.	0	0	R. 219 l. (6) R. 30 l. de 1.400 l.
Marchands de Drap et Soye	?	964 l. 16 s. (8)	Moulin a foulon (9)	Mobilier Cr. 492 l. 6 s.	R. 281 l. 12 s. 6 d. de 6.692 l. 11 s. 3
Chaudronniers. . . .	22	0	0	R. 41 l. 19 s. (10) Or. 50	P. 848 l. 9 s. 9 d. (4) de 23.114 l.
Menuisiers-Ebénis- tes	89	247 l. 10 s. (4)	0	M.-Or. 3.745 l. 11 s. 1 d. (12)	R. 204 l. de ? (11)
Potiers d'étain. . . .	6	19 l. 4 s.	0	0	R. 258 l. de 6.200 l.
Maréchaux	30	204 l. 10 s. (4)	0	0	E. 360 l. (6)
Balanciers.	13	0	0	0	R. 168 l. de 6.234
Couvreurs - Plom- biers.	22	150	Chapelle : 1.500 l.	C. 6 l. R. 22 l. M. 200 l.	E. ? (11) R. 78 l. 8 s. 6 d. de ? (11)
Cordonniers.	200	300 l. (4)	0	Mobilier	P. 385 l. de ?
Pelletiers	3	0	0	0	E. 30 l. (6)
Bonnetiers.	346	1.206 l. (4)	0	M. 150 l.	P. 256 l. 12 s. de ?
Chapeliers.	15	200 l. 3 s. (4)	0	Coffre	E. 40 l. (6)
Teinturiers du petit teint.	5	39 l. 16 s. 9 d.	0	0	P. 15 l. de ?
Tisserands en toile . .	35	31 l. 10 s.	0	Mobilier	R. 2.318 l. 12 s. 2 d. de 67.580 l. 5 s.
Vinaigriers	181	600 l.	0	Mobilier	E. 20 l. (6)
Serruriers.	52	165 l. (4)	0	0	R. 172 l. 13 s. 4 d. de 4.432 l.
Corroyeurs	15	168 l. 6 s. (4 14)	0	0	R. 50 l. de 1.000
Taillandiers	31	48 l.	0	Or. ?	R. 123 l. 6 s. 8 d. de 2.700 l. (6)
Chandeliers - Epi- ciers-Grenetiers. . .	58	301 l. 10 s. (4)	0	0	R. 588 l. 8 s. 5 d. de ? (6)
Teinturiers du Gdet bon teint.	?	48 l.	0	0	R. 267 l. de ? E. 62 l. 18 s. (6)

Abréviations :

C. : Coffre.
C^{ie} : Confrérie.
Cr. : Créance.
C^t : Crédit.
D. : Débit.
E. : Dette exigible.
M. : Mobilier.
Or. : Objets ou ornements religieux.

P. : Rente perpétuelle.
R. : Rente (en intérêt et en capital).
S. : Service religieux.
T. : Au total (non plus pour chaque maître, mais pour la communauté).
V. : Rente viagère.

(1) Ces gages proviennent, sauf indication particulière, des offices d'inspecteurs-contrôleurs de 174

Charges	Contributions des Maîtres (2)	Droits levés sur les Maîtres (3)	Comptes	Confréries ou Services
2 l. 7 s. 12 d.	Dts par Métiers T. 304 l. 8 s.	T. 48 l.	C ^{te} 86 l. 4 s. 6 d.	C ^{te} 9 s. M. T. 40 l.
3 l. 11 s.	5 Classes T. 180 l.	20 l.	C ^{te} 440 l. 17 s.	C ^{te} 15 s.
0	4 l. 1 s.	20 s.	C ^{te} 22 l.	C ^{te} supprimée
8 l. 12 s.	2 s. par porc T. 457 l. 1 s.	10 s.	C ^{te} 115 l. 9 s. 2 d.	C ^{te} ?
?	58 l. 16 s. 5 d.	3 l. aux bouchers 0	C ^{te} ?	Néant
0 l. 15 s.	4 l. 10 s.	15 s.	C ^{te} 73 l. 9 s.	C ^{te} T. 60 l.
4 l. 7 s. 10 d.		0	Néant	Néant
0		0	Néant	Néant
?	6 Classes	12 s.	C ^{te} 528 l. 0 s. 3 d.	C ^{te} ?
7 l. 2 s. 10 d.		20 s.	C ^{te} 199 l. 1 s. 6 d.	C ^{te} 15 s.
6 l. 10 s.	3 l. à 10 l.	20 s.	C ^{te} 8 l. 10 s.	C ^{te} 12 s. Procession : 20 l.
0	2 s. par M ^e et Compon T. 120 l.	0	?	S. 15 s.
2 l.		0	?	S. T. 40 l.
4 l.	1 s. par pièce	0	?	Néant
?	3 Classes : 2 s. à 6 s.	20 s.	?	Néant
5 l.	2 l. 8 s. par établi T. 400 l.	2 l.	C ^{te} 121 l. 0 s. 3 d.	C ^{te} 10 s.
4 l. 9 s. 2 d.		0	D. 78 l. 5 s.	Néant
6 l. 33 s. 3 d.		12 s.	?	C ^{te} ?
0		?	Néant	Néant
6 l.	8 l.	20 s.	C ^{te} 663 l. 9 s. 10 d. ?	C ^{te} ? C ^{te} 14 s.
3 l.		8 s.		
?		21 d. au duc d'Orl. 0	Néant	Néant
8 l. 10 s. 14 d.	6 Classes : 9 s. à 32 l. T. 1.436 l.	?	?	Néant
7 l.	18 l.	16 s.	C ^{te} 35 l. 2 s.	C ^{te} T. 210 l.
0 l.		0	C ^{te} 313 l. 11 s. 3 d.	Néant
5 l. 6 s. 3 d.	1 l. 12 s. par Métier T. 200 l.	10 s.	C ^{te} 704 l. 0 s. 3 d.	C ^{te} 20 s.
2 l. 10 s.	3 l. 16 s. T. 650 l.	8 s.	C ^{te} 765 l. 16 s. 6 d.	C ^{te} ?
4 l. 10 s.	4 s. par Ouvrier T. 250 l. env.	9 s. 4 d.	C ^{te} 3 l. 6 s. 6 d.	C ^{te} ?
0		0	C ^{te} 75 l. 1 s. 9 d.	S. T. 30 l.
1 l. 11 s.	4 s.	0	C ^{te} 797 l. 17 s. 9 d.	C ^{te} T. 3 l.
9 l. 19 s.	20 s. T. 220 l.	?	C ^{te} 124 l. 3 s. 4 d.	C ^{te} ?
Peu		0	?	S. ?

2) Contributions aux dettes et charges; nous avons noté que les chiffres indiqués dans l'enquête.
3) Par les jurés lors de leurs visites, sauf indication particulière.

4) Après augmentation de gages, faisant suite à augmentation de capital.

5) Dont il est dû quatre ans.

3) La communauté a, en 1776, un procès en cours.

7) Dont il est dû sept années et l'année courante.

(8) Plus jamais payés.

(9) Loué 225 l. par an.

(10) Dont il est dû deux ans.

(11) La Communauté précise qu'elle n'a, en 1776, aucun procès en cours.

(12) Dont 3.679 l. 11 s. 1 d. : Mobilier de chapelle, et 66 l. : Mobilier de bureau.

(13) Dont il reste dû 1.361 l. 13 s. 4 d.

(14) Dont il est dû plusieurs années.

<i>Chartres</i>	Nombre de Maîtres	Gages des offices réunis	Immeubles	Meubles	Dettes
Vitriers.	12	12 l. (2)	0	0	P. 56 l. de 2.800 l.
Vinaigriers	9	12 l. (2)	0	M. 30 l.	R. 70 l. 10 s. de 1.800 l.
Tonnellers.	8	10 l. (4)	0	0	R. 221 l. de 5.500 l.
Tondeurs	4	0	0	0	R. 22 l. de 1.200 l.
Teinturiers	8	0	0	0	E. 40 l. (5).
Tapissiers	6	10 l. 6 s. (2 6)	0	M. 24 l.	R. 24 l. 10 s. de 490
Tailleurs-Fripriers. .	49	12 l. (7)	0	Mobilier	R. 200 l. de 4.000 (3)
Menuisiers.	26	12 l. 16 s. (2)	0	C. 12 l.	R. 221 l. 13 s. 4 d. de 3.100 l. (3)
Taillandiers	5	2 l. 14 s.	0	C. 3 l.	R. 134 l. 8 s. de 4.531 l. 14 s. 6 d.
Serruriers.	13	12 l.	0	C. 24 l.	R. 42 l. de 1.350 l.
Maréchaux	16	12 l.	0	C. 12 l.	R. 91 l. 13 s. 4 d. de 4.300 l. (3)
Marchands Epiciers.	79	144 l.	Imm. (8) et 2 Halles (9)	M. 400 l. Cr. 1.000 l.	R. 91 l. 10 s. de 3.150 l. (3)
Drapiers	10	135 l. (10)	Imm.	M. 50 l.	P. 730 l. 3 s. 4 d. de 30.220 l.
Pâtisseries	9	12 l. (4)	0	M. 30 l. Cr. 45 l.	V. 150 l. de 1.500 (5)
Cuisiniers	?	24 l.	0	Mobilier	R. 400 l. de 8.000 l.
Maçons.	16	12 l. (10)	0	C. M. 50 l.	V. 500 l. de 5.000 l.
Couvreurs.	7	? (13)	0	M. 18 l.	P. 333 l. 10 s. de 7.750 l. (5)
Parcheminiers	9	3 l. 11 s. 3 d. (14)	0	M. 47 l.	R. 285 l. de 9.300 l.
Tanneurs et Corro- yeurs	21	90 l. 12 s. (16)	Moulin à eau (17)	M. 30 l.	R. 24 l. (5 12) de 1.200 l.
Cordonniers et save- tiers.	76	12 l. (19)	0	M. 30 l.	R. 81 l. 5 s. de 2.225 l. (3)
Charrons	9	5 l. (4)	0	C. 8 l.	R. 421 l. 13 s. 8 d. de 9.700 l. (3)
Charpentiers.	18	16 l.	0	Cr. 359 l. 16 s. 10 d.	P. 2.296 l. 8 s. 9 d. de 90.500 l.
Selliers	7	12 l. (20)	0	0	E. 919 l. 13 s. 12 d. de 213 l. 14 s.
Bourrelliers	10	12 l. (2)	0	M. 12 l.	R. 213 l. 14 s. de 9.900 l. (3)
Boulangers	23	24 l.	0	M. 247 l.	R. 79 l. de 2.660 (3)
Bouchers	24	24 l. (4)	0	M. 109 l.	R. 79 l. de 2.500 l.
Chapeliers.	6	24 l. (4)	0	0	R. 26 l. 13 s. 8 d. de 1.600 l. (3)
Marchands de bas .	15	15 l.	0	0	R. 73 l. 10 s. de 3.150 l. (3)
Vanniers	11	5 l. 12 s. (2)	0	M. 18 l.	R. 95 l. de 5.700 l.
Tourneurs.	15	0	0	M. 25 l.	R. 415 l. de 10.750 l.
Tisserands.	15	5 l. (13)	0	M. 40 l.	V. 200 l. de 2.000 l.
Potiers d'étain. . . .	3	7 l. 10 s.	0	Vaisselle :	R. 97 l. 10 s. de 2.850 l. (3)
Écrivains	7	0	0	304 l. 10 s.	R. 255 l. de 9.300 l.
Cordiers.	15	5 l.	0	Coffre	R. 31 l. de 1.100 l.
Chaudronniers. . . .	4	? (20)	0	M. 28 l.	R. 18 l. 6 s. 8 d. de 1.100 l.

(1) Nous avons complété l'enquête de 1776 par deux chiffres provenant des archives départementales d'Eure-et-Loir n^o 15 et n^o 14 (1773).
(2) Dont il est dû trois ans.
(3) La communauté précise qu'elle n'a en 1776, aucun procès en cours.
(4) Dont il est dû quatre ans.
(5) La communauté a, en 1776, un procès en cours.
(6) Après réduction de gages.
(7) Dont il est dû quelques années.
(8) Dont une partie est louée 200 livres.

(9) Produisant en tout 36 livres.
(10) Dont il est dû cinq ans.
(11) Dont 933 l. 6 s. 8 d. à la ville de Chartres pour l'abonnement des droits d'octroi.
(12) Dont il est dû quatre ans et l'année courante.
(13) Pas touchés depuis longtemps.
(14) Provenant de deux offices d'Auditeurs-Examinateurs des Comptes.
(15) Dont 78 l. 8 s. à la ville de Chartres, pour l'abonnement des droits d'octroi.
(16) Dont 75 l. 12 s. provenant d'offices d'Inspecteurs.

Charges	Contributions des Maîtres	Droits levés sur les Maîtres	Comptes (1)	Confréries ou Services
26 l. 19 s. 11 d.		0	?	S. T. 4 l. 10 s.
21 l. 1 s. 11 d.	10 l.	0	?	S. T. 4 l. 10 s.
30 l. 10 s. 3 d.		0	?	S. T. 8 l.
11 l.		0	Néant	S. T. 9 l. 2 s.
0		0	Néant	Néant
14 l. 10 s.		0	Néant	S. T. 7 l. 10 s.
71 l. 6 s. 8 d.	6 l.	5	C ^t 200 l.	S. T. 80 l.
7 l. 3 s.	13 l.	0	C ^t 262 l.	?
12 l. 7 s.		0	Néant	S. T. 16 l. 12 s.
9 l. 12 s. 6 d.	13 l.	21. 6 s.	?	S. T. 77 l.
35 l. 3 s. 11 d.	10 l.	0	?	S. T. 12 l.
779 l. 10 s.	9 l.	0	?	S. T. 60 l.
1.595 l. 6 s. 8 d. (11)	?	?	D. 359 l. 7 s. 9 d.	S. T. 40 l.
19 l. 3 s.	?	0	?	S. T. 10 l.
49 l. 11 s. 3 d.	12 l.	0	D. 96 l. 15 s. 3 d.	S. T. 10 l.
26 l. 10 s. 11 d.	?	0	?	S. T. 12 l.
3 l. 10 s. 6 d.	env. 12 l.	0	C ^t 40 l.	S. T. 9 l.
122 l. 5 s. 15 d. (15)	62 l. 8 s.	0	?	S. ?
517 l. 12 s. 4 d. (18)	?	0	?	S. T. 30 l.
46 l. 6 s.	?	0	C ^t 157 l.	C ^{te} ?
17 l. 7 s. 9 d.		0	?	S. T. 10 l.
15 l. 13 s. 3 d.	12 l.	0	?	S. T. 9 l.
5 l. 0 s. 6 d.	?	0	Néant	S. T. 8 l.
6 l. 15 s. 3 d.	au plus 12 l.	0	C ^t 48 l.	S. T. 20 l.
77 l. 4 s. 6 d.	6 l.	0	Néant	S. T. 8 l.
663 l. 4 s. (21)		0	?	S. T. 12 l.
13 l. 3 s. 5 d.	T. 120 l.	0	?	?
11 l. 11 s.	T. 400 l.	0	?	S. T. 100 l.
12 l. 2 s. 3 d.	7 l. 8 s.	0	?	S. T. 10 l.
12 l. 5 s.	6 l.	0	C ^t 20 l. 2 s.	S. T. 20 l.
11 l.	8 l.	0	?	S. T. 32 l.
81 l. 17 s. 6 d. (22)	?	0	Néant	S. T. 9 l.
12 l.	?	0	?	S. ?
2 l. 19 s. 5 d.	?	0	?	S. T. 10 l.
2 l. 6 s. 2 d.	?	0	?	S. T. 3 l. 15 s.

teurs-Contrôleurs, après augmentation de gages faisant suite à une augmentation de capital; et 15 l. provenant de deux offices d'Auditeurs-Examineurs des Comptes. Les Tanneurs et Corroyeurs calculent qu'en 1776, ils ont versé « aux coffres de Sa Majesté », « pour les différentes charges et offices » qu'ils ont réunis, un total de 66.198 l. 6 s. 8 d. représentant 3.303 l. 7 s. 6 d. d'intérêts.

(17) Loué 200 livres, 4 chapons et 4 canards.
(18) Dont 307 l. 14 s. 4 d. à la ville de Chartres, pour l'abonnement des droits d'octroi.

(19) Les Cordonniers et Savetiers ont versé au total au roi, de 1691 à 1745, 3.300 livres, plus 2 sols par livre soit 3.630 livres.

(20) Dont il est dû six ans.

(21) Dont 588 livres à la ville de Chartres, pour l'abonnement des droits d'octroi.

(22) Dont 75 livres au Domaine du duc d'Orléans, pour l'abonnement au droit de marque.

Blois	Nombre de maîtres	Gages des offices réunis	Immeubles	Meubles	Dettes
Marchands-Merciers.	42	62 l. 10 s.	0	0	P. 985 l. 19 s. de 25.300 V. 1.251 l. 10 s. de ? E. 4.017 l. (1)
Perruquiers	24	10 l.	0	0	P. 25 l. de 500 l. V. 150 l. de 1.500 l.
Bouchers	12	24 l.	3 maisons (2)	M. ?	P. 265 l. de 6.800 l.
Paveurs	9	0			P. 5 l. de 100 l.
Marchands de Drap.	3	36 l.			P. 107 l. 9 s. 4 d. de 4.448 l.
Maréchaux	16	15 l. (3)	0	0	P. 92 l. 2 s. de 2.530 l.
Chirurgiens	9	15 l.	0	0	V. 529 l. de 13.300 l. E. 36 l.
Chairecutiers	12	0	0	0	P. 445 l. de 8.900 l.
Chapeliers	7	0	0	0	P. 102 l. de 2.700 l.
Orfèvres	10	75 l. (3)	0	0	P. 268 l. de 6.300 l. V. 150 l. de 2.100 l.
Serruriers	33	12 l. (5)	0	0	P. 74 l. de 1.750 l.
Potiers d'étain	3	0	0	0	P. 78 l. de 2.250 l.
Taillandiers	10	7 l. 10 s.	0	0	P. 74 l. de 1.645 l.
Cordiers	8	0	0	0	P. 62 l. 10 s. de 1.250 l.
Horlogers	3	0	0	0	P. 35 l. de 1.300 l.
Pâtisseries	11	14 l. 8 s. (3)	0	0	P. 90 l. de 2.300 l.
Selliers	5	0	0	0	P. 57 l. de 1.350 l.
Tanneurs	2	36 l. (6)	0	0	P. 85 l. 16 s. 8 d. de 3.550 l.
Corroyeurs	5	16 l. (7)	0	0	P. 61 l. 7 s. 4 d. de 1.800 l.
Cordonniers et Save- tters	80	42 l. 13 s. 6 d. (3)	0	0	P. 420 l. de 16.600 l. V. 215 l. de 2.750 l.
Tailleurs d'habits	27	0	0	0	P. 295 l. de 8.300 l.
Menuisiers	34	24 l. (3)	0	0	P. 155 l. de 4.600 l.
Couvreurs	30	30 l.	0	0	P. 170 l. 15 s. de 4.315 l.
Tessiers	50	12 l. (3)	0	0	P. 92 l. de 2.440 l.
Apothicares	4	24 l. (3)	0	0	P. 96 l. de 2.700 l. V. 300 l. de 3.300 l.
Chandeliers	12	16 l. 8 s. (3)	0	0	P. 883 l. 8 s. 6 d. de 19.588 l.
Boulangers	33	0	0	0	V. 300 l. de 3.000 l.
Bonnetiers	16	34 l. 4 s. (3)	0	0	P. 500 l. de 10.000 l.
Bourrelliers	17	12 l. (3)	0	0	P. 135 l. de 2.700 l.
Tonneliers	65	45 l.	0	0	P. 30 l. de 600 l.
Rôtisseurs	12	30 l. (3)	0	0	P. 220 l. de 4.400 l. V. 75 l. de ? P. 278 l. 14 s. 8 d. de 6.562.

(1) La Communauté a en 1776, un procès en cours.

(2) Louées respectivement : 80, 110 et 45 livres.

(3) Dont il est dû quatre ans.

(4) Environ 120 livres tous les deux ans « pour le poinçon et la contre-marque que les gardes-jurés sont obligés d'aller prendre à la Monnaie d'Orléans et le serment qu'ils y vont prêter ».

(5) Dont il est dû huit ans.

(6) Dont il est dû neuf ans.

(7) Dont il est dû douze ans.

[illegible]

	Nombre de maîtres	Gages des offices réunis	Immeubles	Meubles	Dettes
ÉLECTION DE BLOIS					
<i>Menars</i>					
Tonneliers.	35	0	0	0	0
Chirurgiens	4	?	?	?	?
ÉLECTION DE BEAUGENCY					
<i>Beaugency</i>					
Bouchers	6	15 l.	0	0	0
<i>Meung</i>					
Tanneurs et Corroyeurs.	18	33 l. 12 s. 1 d. (1)	0	0	V. 485 l. de ?
ÉLECTION DE CHATEAUDUN					
<i>Chateaudun</i>					
Bouchers et Chaircuitiers	8	26 l. 14 s. (1)	Prés et Terrain (2)	R. 5	P. 29 l. 15 s. (3) E. 800 l. (4)
Tisserands.	23	0	0	0	0
Tonneliers.	16	0	0	Or.	0 (5)
Menuisiers.	?	0	0	R. 2 l. 17 s. 6 d.	0 (5)
Serruriers.	12	13 l. 7 s. (1)	0	0	0 (5)
Boulangers	14	0	0	0	0
<i>Brou</i>					
Sergiers et Étaminiers. .	12	0	0	Instrument de marque	0
<i>Authon</i>					
Sergiers et Étaminiers. .	20	0	0	Instrument de marque	0
ÉLECTION DE CLAMECY					
<i>Clamecy</i>					
Boulangers	?	0	0	0	0
Cordonniers.	?	0	0	0	0
Bouchers	?	0	0	0	0
Tanneurs et Corroyeurs.	?	0	0	0	0
ÉLECTION DE DOURDAN					
<i>Dourdan</i>					
Marchands et Fabricants de Bas.	16	20 l.	0	Cr. 60 l.	0
Marchands - Drapiers - Merciers-Épiciers. . .	22	20 l. (6)	0	Cr. 60 l.	E. 60 l.
Boulangers	13	7 l. 5 s.	0	Cr. 36 l. 5 s.	0
Bouchers	9	0	0	0	0
Chaircuitiers.	8	7 l. 10 s.	0	Cr. 22 l. 10 s.	0
Cordonniers-Savetiers.	9	5 l.	0	Cr. 15 l.	0
Maréchaux-Ferrants . .	5	0	0	0	0
ÉLECTION DE GIEN					
<i>Gien</i>					
Boulangers	21	0	0	0	60 l. de 1.200 l. (7)
Potiers d'étain.	1	0	0	0	E. 99 l.
Tailleurs d'habits. . . .	7	0	0	0	32 l. 8 s. de 1.020
Drapiers	12	0	0	0	0

(1) Après réduction de gages.

(2) Valant au total 12.125 livres.

(3) Envers le comte de Dunois, pour l'« Édifice » des boucheries.

(4) Auxquels il faut ajouter 1.210 livres provenant d'un procès encore en cours.

	Nombre de Maîtres	Gages des offices réunis	Immeubles	Meubles	Dettes
ÉLECTION DE MONTARGIS					
<i>Montargis</i>					
Vinaigriers	12				
Pâtissiers	12				
Taillandiers	2				
Boulangers	28				
Cordonniers	33				
Serruriers	6				
Chaircuitiers	10	0	0	0	0
Tisserands	11				
Armuriers	2				
Bouchers	13				
Taillleurs	19				
Perruquiers	22				
Maréchaux	5				
Menuisiers	13				
ÉLECTION DE ROMORANTIN					
<i>Romorantin</i>					
Fabricants de Drap . . .	?	40 l. 18 s. 6 d.	Chambre et Cabinet	M. 54 l. (8)	
Bouchers	?	0	0	0	77 l. 10 s. de ?
Boulangers	?	0	0	0	0
Marchands	?	0	0	0	0
<i>Saint-Aignan</i>					
Fabricants de Drap . . .	?	0	0	M. 18 l. sous- location (10)	0
ÉLECTION DE PITHIVIERS					
<i>Pithiviers</i>					
Chirurgiens	4	0	0	M. 50 l.	20 l. de 400 l.
Perruquiers	?	0	0	M. 12 l.	0
Apothicaires	?	0	0	0	0
Boulangers	?	0	0	0	30 l. de 600 l.
Pâtissiers-Traiteurs-Rô- tisseurs	?	0	0	0	0
Bouchers	?	0	0	0	0
Chaircuitiers	?	0	0	0	0
Cordonniers	?	0	0	0	0
ÉLECTION DE VENDOME					
<i>Vendome</i>					
Gantiers	?	18 l.	0	R. 9 l.	0
Drapiers	?	0	0	0	0
Traiteurs-Rôtisseurs . .	?	0	0	R. 20 l.	0
Barbiers-Perruquiers . .	?	0	0	M. 20 l.	0
Maréchaux	?	0	0	0	0
Cordonniers	?	0	0	R. 15 l. 12 s. 6 d.	0
Chapeliers	?	0	0	0	0
Pâtissiers	?	0	0	0	0
Boulangers	?	0	0	R. 4 l.	0
Apothicaires-Ciriers- Épiciers	?	15 l.	0	0	20 l. de ?
Tonneliers	?	0	0	0	0

(8) Acheté 600 livres.

(9) Payés « avec le produit des quatre sols sur chaque pièce de drap ». (660 livres pour le vingtième d'industrie.)

(10) Le droit de marque et la sous-location d'une partie de la maison fournissent 110 livres.

Charges	Contributions des Maîtres	Droits levés sur les Maîtres	Comptes	Confréries ou Services
0		0	Néant	Néant
1.009 l. 9 s. (9)	4 s. par pièce de drap	0	?	Néant
0		0	Néant	Néant
0		0	Néant	S. T. 11 l. 10 s.
0		T. 15 l. à l'officier Inspecteur-Contrôleur	Néant	Néant
113 l. 10 s.	3 s. par pièce (10)	0		C ^{ie} 5 s.
Loyer d'une chambre 16 l. 10 s.		0	?	C ^{ie} 20 s.
	3 l.	13 s. 4 d. à l'officier Inspecteur-Contrôleur	Néant	C ^{ie} 3 l.
0	0	0	Néant	Néant
0		0	?	C ^{ie} 30 s.
0		0	Néant	C ^{ie} 20 s.
0		0	Néant	?
0	0	0	Néant	Néant
0		0	Néant	?
8 l. 6 s. 13 d.		0	Néant	C ^{ie} T. 38 l.
0		0	Néant	S. T. 6 l.
8 l. 6 s. 13 d.		0	Néant	S. T. 12 l.
0		3 l. + T. 6 l. aux Lieutenant et Greffier	Néant	C ^{ie} T. 12 l. 10 s.
0		0	Néant	S. T. 7 l. 4 s.
12 l.		8 s.	Néant	C ^{ie} T. 10 l.
0		0	Néant	C ^{ie} T. 3 l.
0		0	Néant	C ^{ie} T. 24 l.
0		0	Néant	C ^{ie} T. 24 l.
0		0	Néant	C ^{ie} T. 10 l.
0		4 l.	Néant	C ^{ie} T. 18 l.

1. *Actif.*

L'enquête de 1776 indique d'abord les offices rachetés par les communautés. La Royauté, à différentes époques de son histoire, érigea en offices des fonctions de contrôle ou d'expertise exercées d'ordinaire par les corporations, et les vendit dotés de gages assez faibles; elle se procurait ainsi de grosses sommes à un taux inférieur au taux normal des emprunts. Louis XIV, à la fin de son règne, mit ainsi en vente des offices de gardes et jurés en 1691, d'auditeurs et examinateurs des comptes des communautés en 1694, de trésoriers-payeurs des deniers communs en 1702, de contrôleurs-visiteurs des poids et mesures et de greffiers des brevets d'apprentissage en 1704; il en est fait mention en 1776 : 2 corporations d'Orléans, 19 corporations de Chartres, 3 corporations de Dourdan notent qu'elles ont réuni certains de ces offices, et précisent presque toutes qu'aucun gage ne leur est plus payé (1).

Après Louis XIV, nous ne relevons plus qu'une seule création d'office en février 1745 : la création, dans 110 communautés de la généralité sur 163, d'offices d'inspecteurs contrôleurs; 13 communautés de la ville d'Orléans durent en outre effectuer en 1758 de nouveaux versements, et bénéficièrent en contre-partie d'une augmentation de gages. 80 corporations — près des 3/4 — réunirent les offices créés en 1745, ou tout au moins une partie de ces offices; à Orléans aucune des 27 corporations, à Chartres aucune des 33 corporations dans lesquelles furent établis des offices ne restèrent sans effectuer de rachats. Les gages, qui représentent 4,5 ou 5 % de la valeur de l'office, semblent avoir été versés irrégulièrement; en 1776, 25 corporations (2) se plaignaient de rester débitrices de plusieurs années (3).

(1) Deux exceptions seulement : les corporations des Tanneurs et Corroyeurs de Chartres, et des Marchands-Drapiers-Merciers-Épiciers de Dourdan, qui semblent toucher des gages de 15 et 20 livres attachés, pour la première à 2 offices d'auditeurs-examinateurs des comptes de 1694, et pour la seconde à 2 offices de gardes-jurés de 1691.

(2) Dont 13 à Blois.

(3) En général de quatre années.

Peu de communautés étaient propriétaires d'immeubles; seuls, à Orléans, les riches « Marchands de Draps, soye et d'étoffes de laine... » avaient un moulin à foulon acheté par bail emphytéotique moyennant 100 livres 10 sols par an et affermé 225 livres, et les Couvreurs-Plombiers possédaient une chapelle qu'ils avaient acquis en commun avec les Charpentiers et les Maçons, et qui, depuis lors, leur était revenue à eux seuls; elle était estimée 1.500 livres et avait besoin de 600 livres de réparations.

A Chartres, nous dit Mademoiselle G. Aclocque (1), « dans l'hôtel des Vieux-Consuls, les Marchands-Drapiers établirent en 1773 une machine à friser les étoffes. Cette demeure, avec son escalier de bois dans une cage sculptée et ses corbeaux ornés de grotesques, formait une des curiosités artistiques de la ville. Elle était évaluée 4.500 l. Les drapiers détenaient encore un bureau sis à l'hôtel de ville, dont une partie était utilisée pour les séances délibératives et l'autre pour marquer les tissus avant leur livraison au commerce. Ils louèrent au duc d'Orléans la « maison de la banalité », rue de la Foulerie, qui était peut-être l'ancienne foulerie banale, et jouissaient aussi, depuis la disparition des sergers probablement, du moulin à foulon élevé à Thivars. Non moins riche que la précédente, la communauté des Merciers-épiciers-apothicaires..., lors de sa suppression... possédait deux halles de dépôt, l'une pour les toiles, l'autre pour les marchandises foraines; une salle de délibérations contenant un mobilier valant 1.000 l. Aux tanneurs appartenait, « de temps immémorial », un moulin situé sur les vieux-fossés. Ils louaient, rue de la Tannerie, une chambre syndicale dont les meubles étaient estimés 30 l. Citons encore la concession d'une partie des fortifications urbaines aux cordiers... »

Parmi les corporations de Blois, plus modestes, seule la communauté des bouchers se trouvait propriétaire « de trois maisons scises en cette ville », et louées respectivement 45 l., 180 l., 110 l.

Notons enfin : les bouchers et chaircuitiers de Chateau-

(1) *Op. cit.*, p. 69 à 72.

dun, auxquels appartenait le « terrain (*sic*) où sont bâties les boucheries », estimé 2.000 l. (1), et 6 arpents 3 quartiers de prés donnés par les Comtes de Dunois, valant 1.500 l. l'arpent et affermés 400 l.; et les « fabriquants de drap » de Romorantin, qui avaient acquis moyennant 600 l. une chambre et un cabinet.

Les corporations de l'Orléanais qui se disent propriétaires de meubles sont plus nombreuses : 67 — soit près des $2/5$ — situées surtout à Orléans, Chartres, Dourdan, Vendôme. Quelques-unes déclarent toucher des rentes, posséder des créances, garder des coffres où sont mis à l'abri archives et deniers communs, conserver des ornements d'Église, des objets du culte (2); l'une de celles-ci notamment, la communauté des Menuisiers-Ebenistes d'Orléans, a constitué dans sa chapelle un ensemble décoratif qu'elle estime 3.679 l. 11 s. 1 d. La plupart (3) ont des meubles meublants, qui servent d'ordinaire à la tenue des réunions, et dont la valeur n'excède pas 50 ou 60 l. (4).

2. *Passif.*

Les différents éléments du passif notés dans l'enquête de 1776 sont : les confréries et les dépenses de caractère religieux; les droits payés par chaque maître aux jurés lors de leurs visites ou, traditionnellement, à certains particuliers; et surtout les charges et dettes des communautés.

Il n'y a, dans l'Orléanais, que 33 corporations qui se soient formées en confréries — $1/5$ environ du chiffre total. Le nombre de ces corporations n'atteint une proportion importante qu'à Orléans, Pithiviers — $1/2$ —, Ven-

(1) « L'édifice construit sur le terrain » étant grevé d'une rente de 29 l. 15 s. au profit du comte de Dunois.

(2) Rentes : 9 communautés.

Créances : 10 communautés.

Coffres : 11 communautés.

Ornements d'Église : 3 communautés.

(3) 36 corporations.

(4) Seuls, les bonnetiers au tricot et fabricants au métier et les couvreurs-plombiers d'Orléans, les bouchers, les boulangers et surtout les merciers-épiciers de Chartres ont un mobilier estimé 100 à 400 l.; en outre, les potiers d'étain de Chartres possèdent une vaisselle de 304 l. 10 s.

dôme — 2/3 — Gien — 3/4 —; nous ne trouvons qu'une confrérie à Chartres, nous n'en relevons aucune à Blois. Mais beaucoup de communautés — 76, dont 4 à Orléans, 31 à Chartres, 29 à Blois — sans avoir constitué de confréries, font célébrer des services le jour de la fête de leur Saint-Patron, ou à certaines époques de l'année. Dans l'ensemble, d'après l'enquête de 1776, 109 communautés, soit environ les 2/3, ont des activités d'ordre religieux. Qu'il y ait d'ailleurs formation de confrérie ou seule célébration de messes, il n'en coûte à chaque maître que quelques sols, ou exceptionnellement quelques livres. La charge reste minime.

Minimes aussi sont les droits perçus par les jurés lors de leurs visites. Les jurés de 42 communautés, dont 20 communautés d'Orléans et 14 communautés de Blois, lèvent en général sur chaque maître de 2 à 30 sols par an; les autres jurés ne reçoivent aucune rétribution ou, parfois, ne font même pas de visite.

Notons d'autre part, quelques gratifications dues : à une communauté d'Orléans pour « droit de voirie »; au « Maître » d'une corporation de Chateaudun; au duc d'Orléans et au seigneur de Beaugency par 2 communautés; aux officiers inspecteurs-contrôleurs de 2 corporations; et aux lieutenant et greffier qui ont acheté leurs charges du premier chirurgien du roi et qui font des visites chez les chirurgiens de Blois et les barbiers-perruquiers de Vendôme, et nous aurons indiqué tous les droits que paient chacun des maîtres des corporations de l'Orléanais.

Au contraire, les contributions des maîtres aux dettes et charges des corporations sont d'ordinaire assez lourdes.

D'après l'enquête de 1776, le total des charges annuelles des communautés de la généralité est de 8.442 l. 13 s. 13d, dont la plus grande partie — 8.136 l. 10 s. 7 d. — est supportée par les corporations d'Orléans et de Chartres, auxquelles il faut ajouter les fabricants de drap de Romorantin; les charges des communautés d'Orléans et de Chartres sont respectivement de 2.783 l. 4 s. 2 d., soit en moyenne

99 l. 0 s. 2 d. par corporation (1), et 4.343 l. 17 s. 5 d., soit 124 l. 0 s. 1 d. par corporation.

Les dettes sont constituées d'abord par des rentes perpétuelles ou viagères provenant d'emprunts contractés antérieurement, puis par des sommes immédiatement exigibles. Les rentes atteignent en capital environ 766.466 l. pour toute la généralité (2), donnant 27.775 l. 9 s. 3 d. d'arrérages annuels, soit en moyenne 4.702 l. produisant 170 l. 8 s.; elles sont supportées dans leur quasi-totalité par les corporations d'Orléans, Chartres et Blois; Orléans : 276.520 l. environ, produisant 9.820 l. 0 s. 15 d. ou en moyenne 8.641 l. produisant 306 l. 1 s. 2 d.; Chartres : 259.258 l. produisant 8.041 l. 3 s. 18 d. ou en moyenne 7.407 l. produisant 229 l. 1 s. 1 d.; Blois : 214.026 l. produisant 9.159 l. 11 s. 10 d. ou en moyenne 6.904 l. produisant 286 l. 0 s. 1 d.; autres : 16.662 l. produisant 754 l. 13 s.

Ces arrérages semblent d'ailleurs versés régulièrement; en 1776, d'après les chiffres que nous possédons, il n'est dû, pour les 9/10 de ces rentes, que les échéances de l'année en cours.

En outre, plusieurs communautés reconnaissent lors de leur suppression, qu'elles ont des dettes immédiatement exigibles; il est malheureusement impossible d'en évaluer le montant, beaucoup de ces dettes résultant d'instances encore pendantes devant les tribunaux (3).

Nous ne possédons pas non plus les éléments nécessaires pour juger de la façon dont ces dettes et charges étaient supportées par les corporations; les chiffres des contributions levées sur chaque maître ne peuvent avoir de signification que si on les compare au montant des bénéfices réalisés — et nous ignorons ces bénéfices. L'enquête nous

(1) Nous avons calculé les moyennes sur le nombre total des corporations dont les dettes sont connues.

(2) Nous avons, pour obtenir le total des rentes en capital de chaque ville, pris le taux moyen de l'intérêt des rentes que nous connaissions, et évalué ainsi approximativement le capital des rentes dont nous ne connaissions que les arrérages annuels; ces différents intérêts sont : à Orléans, denier 29 en moyenne; à Chartres, denier 32; à Blois, denier 23; autres, denier 22.

(3) Le total des chiffres donnés par l'enquête est : 7.145 l. 11 s. 12 d.. En outre 35 communautés disent avoir des procès en cours; 23 au contraire prétendent qu'elles ne soutiennent aucune action en justice.

indique sans doute « l'état » du dernier compte de quelques communautés; mais ces comptes sont rares; et de plus, il nous faudrait connaître plusieurs comptes successifs, puisqu'ils sont suivant les années tantôt excédentaires et tantôt déficitaires.

Nous pouvons noter cependant que les corporations d'Orléans, de Chartres et de Blois paraissent être en 1776, dans une situation difficile; le total de leurs dépenses annuelles, le paiement des dettes exigibles étant excepté, s'élève à 12.603 l. 4 s. 17 d. pour Orléans, soit en moyenne 405 l. 1 s. 4 d. par corporation; 12.385 l. 1 s. 3 d. pour Chartres, soit en moyenne 353 l. 1 s. 2 d.; 9.219 l. 11 s. 10 d. pour Blois, soit en moyenne 288 l. 0 s. 1 d. Le prédécesseur de Cypierre, Barentin, parlant des communautés d'Orléans et de Chartres, écrivait déjà en 1755 : « Dans le nombre des communautés, il s'en trouve qui ont réuni les charges d'inspecteurs et contrôleurs créées par Édit du mois de février 1745; les gages de ces charges sont presque le seul revenu dont elles jouissent, et comme ce revenu est médiocre, et qu'elles ont pour la plupart des dettes considérables, bien loin d'avoir des fonds suffisans pour pouvoir rembourser tous les ans quelques portions des capitaux des rentes qu'elles doivent, elles sont obligées d'avoir recours à différens expédiens pour satisfaire au paiement des arrérages des dettes qu'elles ont contracté (*sic*). Pour ce qui est des communautés à qui l'indigence n'a pas permis d'acquérir les charges d'inspecteurs et de contrôleurs, elles sont infiniment plus à plaindre, car elles n'ont que des dettes passives qui les écrasent (1). »

Certaines corporations sont particulièrement obérées; ainsi, à Orléans : les paulmiers, les « marchands de drap et soye et d'étoffes de laine, de fil de coton ou floret mêlé avec la laine », les « bonnetiers au tricot et fabriquants au métier »; à Chartres : les marchands-merciers-épiciers, les marchands-drapiers, les tanneurs et corroyeurs; à Blois : les marchands-merciers; à Romorantin, les fabricants de drap.

(1) Lettre de Barentin, 19 février 1755. A. n. F¹² 751.

Pourtant, pour près des 2/3 des corporations de l'Orléanais, le total des charges et dettes annuelles n'est pas supérieur à 100 livres, ainsi qu'il ressort du tableau ci-après :

*Total des Charges et Dettes annuelles
de chaque Communauté.*

	Orléans	Chartres	Blois	Autres	Total
de 0				49 comm.	49 comm.
inférieur à 100 l. .	8 comm.	17 comm.	15 comm.	12 comm.	52 comm.
inférieur à 200 l. .	5	6	5	2	18
inférieur à 300 l. .	3	4	4		11
inférieur à 400 l. .	8	3	1		12
inférieur à 500 l. .	2		2	1	5
supérieur à 500 l. .	6	5	4	1	16

Il convient de remarquer d'autre part que les responsables de ces charges et dettes sont moins les maîtres des corporations que le roi et les communautés d'habitants. Les charges les plus importantes sont constituées par : le coût des « Lettres de Jurande » que doivent obtenir des officiers de police les nouveaux jurés (1), les droits dus à chaque reddition de comptes (2), à Chartres le paiement du vingtième des rentes (3), à Chartres également, mais d'une façon exceptionnelle, l'abonnement à l'Hôtel de Ville des droits d'entrée perçus sur les marchandises (4) — les autres charges étant d'ordinaire plus légères : appointements du « clerc » de la communauté (5), impression du catalogue (6), menus frais de cire, de chauffage (7), ou rarement loyer d'une

(1) Dans 18 communautés d'Orléans, 23 de Chartres, 2 de Vendôme (17 à 30 l. Plutôt moins cher à Chartres qu'à Orléans).

(2) Dans 23 communautés d'Orléans, 4 de Chartres, 1 de Saint-Aignan (27 à 50 l.).

(3) Dans 29 communautés de Chartres (2 l. à 16 l., souvent 5 l. à 7 l.).

(4) Dans 4 communautés de Chartres.

(5) Dans 11 communautés d'Orléans (entre 12 l. et 36 l.), 19 communautés de Chartres (entre 2 l. et 18 l.), et 1 communauté de Saint-Aignan.

(6) Dans 8 communautés d'Orléans, 1 de Chartres (d'ordinaire 25 l. à 40 l.).

(7) Dans 1 communauté d'Orléans, 5 de Chartres (d'ordinaire : 4 l. à 10 livres de cire).

chambre (1), gratifications aux jurés (2), frais de repas (3).

De même, c'est en grande partie la politique fiscale de la Royauté qui a mis les communautés dans l'obligation de contracter des emprunts. Sur les 220.120 l. de rentes produisant annuellement 8.796 l. 13 s. 11 d. dont nous connaissons l'origine, 163.951 l. produisant 6.238 l. 3 s. 11 d. soit près des 3/4, proviennent de rachats d'offices, 34.985 l. produisant 1.202 l. 10 s. soit environ le 1/7, de frais de procès, le reste se répartissant de la manière suivante : approbation de statuts : 6.734 l. produisant 293 l.; paiement et équipement de miliciens : 4.150 l. produisant 207 l. 10 s.; divers (« affaires de la communauté », acquisitions de maisons, réparations de machines) : 10.300 l. produisant 756 l.

Nous pouvons conclure, nous semble-t-il, que l'importance des dettes des communautés de l'Orléanais demande une liquidation générale. Cette liquidation, qui doit porter sur les 2/3 environ des corporations, est assez facile pour une quarantaine de communautés, dont chacune est redevable de capitaux inférieurs à 2.500 l. Elle paraît plus incertaine pour une soixantaine de corporations dont les dettes s'échelonnent au principal de 2.500 l. à 67.000 l. et même 91.000 l.; nous la croyons pourtant possible : en effet, les communautés les plus obérées sont en général celles qui viennent en tête de la hiérarchie des métiers et qui par suite ont de grandes possibilités, qui touchent des gages importants, qui souvent possèdent des immeubles de valeur; d'autre part, on peut penser que la Royauté, responsable pour une large part de ces dettes, apportera lors de leur acquittement une aide financière appréciable. Au reste, une liquidation semblable a pu être effectuée à Paris, au cours du XVIII^e siècle.

Une fois la liquidation effectuée, si le roi ne procède pas à des emprunts, soit directement, soit par des créations d'offices, s'il parvient à limiter le nombre des procès

(1) Dans 3 communautés d'Orléans, 1 de Chartres, 2 de Pithiviers, 1 de Saint-Aignan.

(2) Dans 3 communautés d'Orléans.

(3) Dans 2 communautés de Chartres, 1 de Chateaudun; 17 communautés à Orléans, 28 à Chartres précisent qu'elles ne supportent les frais d'aucun repas.

et à réduire le poids des charges qui pèsent sur les corporations, il n'y aura pas de nouvel endettement, la situation des communautés restera saine, l'état de choses antérieur ne se reproduira pas.

A notre sens, une réforme sur ce point est nécessaire, est possible, et peut être tentée avec toutes les chances de succès.

Elle fut effectuée en 1777; le roi, par l'édit du 25 avril établissait un certain nombre de communautés dans les villes du ressort du Parlement de Paris, et entreprenait la liquidation des dettes des communautés supprimées huit mois plus tôt; il ordonnait aux créanciers de remettre dans les trois mois au Contrôleur Général « leurs titres et créances », et se chargeait de pourvoir à l'acquittement des dettes, tant sur le produit de la vente des « effets » appartenant aux anciennes corporations que sur « le produit des 3/4 des droits de réception » fixés pour les nouvelles communautés; il se « réservait », en cas d'insuffisance, d'y pourvoir de ses deniers, « ainsi qu'il appartiendra ». De plus, il y avait réunion de professions voisines comme nous le verrons plus loin, interdiction depuis 1763 d'emprunter sans autorisation royale, obligation pour les syndics de prendre, pour tout acte grave engageant la communauté : procès, emprunts, dépenses extraordinaires, le consentement de l'ensemble des maîtres, extinction des instances encore pendantes, défense d'exiger des officiers lors de leur élection présent ou repas, suppression des confréries et des banquets. C'était là une expérience très intéressante, elle fut malheureusement trop brève pour que nous puissions porter sur elle un jugement équitable; mais, du point de vue financier, il ressort des précisions fournies par l'enquête de 1776 qu'elle devait réussir.

§ 3. — ACCÈS A LA MAITRISE.

L'enquête de 1776 donne, d'autre part, des indications précieuses sur la nature et l'importance des droits de maîtrise; nous avons réuni ces indications dans les tableaux suivants :

Orléans	Fils de Maître	Autres que Fils de Maître	Brevet d'Appr.	Police
Sergiers-Drapiers . . .	0+ 11.	101.+ 61. 8 s.	8 l.	24 l. 7 s.
Tailleurs d'habits. . .	20 l.	A. 200 l.+ 50 l. E. 300 l.+ 141. 10 s.	41. 10 s.+ 6 l.	30 l. 8 s.
Savetiers.	31.+ 41.	91.+ 41.		?
Chaucuitiers.	31.+ 11.	31.+ 11.	31.+ 10 s.	24 l. 17 s.
Paulmiers.	?		31.	24 l. 17 s.
Fripriers.	91.+ 61.	24 l.+ 91.	31.	24 l. 17 s.
Tondeurs en grandes forces.	0+ 41.	0+ 41.	31.	24 l. 17 s.
Passementiers.	0			21 l.
Tourneurs-Boisseliers. .	0+ 101.	A. 30 l.+ 101. E. 150 l.+ 101.	51.+ 10 l.	27 l. 17 s.
Pâtissiers-Traiteurs- Rôtisseurs.	15 l.+ 14 l.	A. 30 l.+ 14 l. E. 200 l.+ 14 l. (1)	7 l. 10 s.	53 l.
Boulangers.	0+ 12 l. (2)	A. 51.+ 12 l. E. 10 l. ou 20 l.+ 12 l.	31.+ 41.	24 l. 17 s.
Charrons.	0	120 l.		24 l.
Orfèvres.	150 l.+ 36 l.	A. 300 l. (3)+ 36 l. E. 450 l. (4)+ 36 l.	6 l. ou 12 l. (5)+ 3 l.	24 l.
Marchands de draps, soie.	18 l.	66 l. (2)	0	?
Chaudronniers.	0+ 7 l. 10 s.	80 l.+ 13 l. 10 s.	200 l.	24 l.
Menusiers-Ebénistes. . .	?	A. 264 l. E. 339 l. ou 386 l. (6)	117 l. 10 s. ou 136 l. 10 s. (7)	?
Potiers d'étain.	12 l.	100 l.	6 l.	30 l.
Maréchaux.	0+ 12 l. 4 s.	A. 100 l.+ 12 l. 4 s. E. 200 l.+ 12 l. 4 s.	6 l.+ 3 l.	30 l.
Balanciers.	0	0		60 l.
Couvreurs-Plombiers. . .	0+ ?	0+ ?		?
Cordonniers.	40 l.	110 l.+ 40 l.	5 l.+ 11 l. 10 s.	?
Pelletiers.	0+ 6 l.	0+ 6 l.		25 l.
Bonnetiers.	54 l. 17 s.+ 15 l. (2)	83 l. 7 s.+ 35 l.		?
Chapeliers.	0	Ch. d'o.+ 20 l.		28 l.
Teinturiers du petit teint.	25 l. 15 s.	25 l. 15 s.	très cher	?
Tisserands en toile. . . .	21. 13 s. 4 d. + 21. 13 s. 4 l.	8 l.+ 5 l. 13 s. 4 d. + Ch. d'o.	3 l.+ 30 l.	?
Vinaigriers.	0+ 2 l.	0+ 14 l.	100 l.+ 3 l.	26 l.
Serruriers.	10 l.+ 12 l. 15 s.	20 l.+ 6 l.	300 l.+ 22 l. 15 s.	?
Corroyeurs.	0+ 20 d.	5 l. 14 s.		?
Taillandiers.	?			?
Chandeliers-Épiciers- Grainetiers.	0+ 8 l.	50 l.+ 8 l.	0+ 5 l.	23 l.
Teinturiers du gd et bon teint.	0	0		24 l.

Le premier chiffre indique la contribution versée à la Communauté ; le second chiffre, les droits divers.

Abréviations : A. : Apprentis.
Ch. d'o. : Chef-d'œuvre.
E. : Étrangers.
R. : Repas.

(1) Très rare.

(2) Pour gendre de Maître également.

(3) 150 l. pour gendre de Maître.

(4) 300 l. pour gendre de Maître.

(5) 6 l. pour le fils de Maître et 12 l. pour l'étranger.

(6) 339 l. pour l'étranger ayant travaillé chez les Maîtres de la ville pendant six ans, et 389 l. pour l'étranger sans qualité.

(7) 117 l. 10 s. pour le fils ou le gendre d'un Maître qui a été juré et 136 l. 10 s. pour le fils ou le gendre d'un Maître qui n'a pas été juré.

Chartres	Fils de Maître	Autres que Fils de Maître	Brevet d'Appr.	Police
Vitriers	50 l.	150 l.	6 l.	?
Vinaigriers	0	500 l.	0	26 l.
Tonneliers	5 l.	30 l. (1) ou 60 l.	5 l. + 5 s.	40 l.
Tondeurs	0	jamais	0 (2)	24 l.
Teinturiers	0	?		20 l.
Tapissiers	0	jamais (3)		40 l.
Tailleurs-Fripier.	10 l. + 4 l. 10 s. + R. 2 l. 10 s. (4)	10 l. + 7 l. 10 s. + R. 5 l.	6 l. + 4 l.	?
Menuisiers	60 l.	ch. d'o. } + 3 l. ou 400 l. }	10 l.	24 l.
Taillandiers	30 l. + R.	60 l. R. compris		
Serruriers	45 l.	A. 350 l. E. ch. d'o.	3 l.	?
Maréchaux	12 l. + 3 l.	?	6 l.	24 l.
Merciers-Épiciers	0	A. 300 l. à 400 l. (5) E. 400 l. à 600 l. (5)	3 l.	?
Drapiers	50 l.	600 l.		46 l.
Pâtisseries	0 + 1 l. 10 s.	400 l. + 1 l. 10 s.	4 l. de cire	?
Cuisiniers	0 + 4 l. 10 s.		200 l.	30 l.
Maçons	30 l.	A. 150 l. E. 200 l.	2 l.	?
Couvreurs	0	jamais		25 l.
Parcheminiers	0	300 l.	6 l.	?
Tanneurs et Corroyeurs	80 l. + ch. d'o.	80 l. + ch. d'o.	12 l.	30 l.
Cordonniers et Save- tters	10 l. + 16 l. 15 s.	120 l. max.	9 l. 11 s. + 3 l.	26 l.
Charrons	0	jamais		26 l.
Charpentiers	26 l. + ch. d'o.	200 l. + R. + ch. d'o.	4 l. 4 s.	?
Selliers	0 + 3 l.	264 l. + 3 l. (6)		24 l. 14 s.
Bourelriers	15 l.	300 l.	3 l. 4 s.	26 l.
Boulangers	0 + 9 l. 10 s.	600 l. + 6 l. 10 s. + R. 80	100 l. + 9 l. 10 s.	30 l.
Bouchers	0 + 4 l. 10 s.	300 l. + 12 l. 10 s.		30 l.
Chapeliers	0	400 l. à 500 l. (6)	0	28 l.
Marchands de Bas	0	400 l.	0	45 l.
Vanniers	3 l. + 1 l.	6 l. + 1 l.	1 l. de cire	?
Tourneurs	18 l.	200 l.	21 l. 10 s.	?
Tisserands	0	ch. d'o. 7	1 l. de cire	24 l.
Potiers d'étain	0	400 l. 8		?
Écrivains	0			24 l.
Cordiers	ch. d'o. : 1 l. 5 s.	ch. d'o. : 6 l.	3 l. 4 s.	24 l.
Chaudronniers	20 l. + 3 l.	400 l. + 3 l.		?

- (1) Pour gendre de Maître.
- (2) Jamais donné à des étrangers.
- (3) Le dernier, reçu en 1743, a payé 300 livres.
- (4) Mêmes droits pour gendre de Maître.
- (5) Suivant facultés des candidats.
- (6) Pas d'étrangers reçus depuis longtemps.
- (7) Pas d'étrangers reçus depuis douze ans.
- (8) Pas d'étrangers reçus depuis treize ans.

<i>Blois</i>	Fils de Maître	Autres que Fils de Maître	Brevet d'Appr.	Police
Marchands-Merciers . .	50 l.	600 l.	10 l. (1)	50 l.
Perruquiers	36 l. + 200 l. à 300 l. (2)	36 l. + 200 l. à 300 l. (2)		3 l.
Bouchers	60 l.	Jamais		27 l.
Paveurs	0	0		18 l.
Marchands de Drap . .	50 l.	500 l.	10 l.	50 l.
Maréchaux	Repas	150 l.	10 l.	20 l.
Chirurgiens	250 l. + 100 l. (3)	400 l. + 100 l. (3)	14 l.	?
Chaircuitiers	50 l.	150 l. + R. 20 l.		18 l.
Chapeliers	0	200 l.	10 l.	18 l.
Orfèvres	250 l.	A. 450 l. E. 600 l.		120 l. (4)
Serruriers	Repas	250 l.	15 l.	18 l.
Potiers d'étain	0	300 l.	10 l.	18 l.
Taillandiers	R. 20 l.	100 l. + R. 20 l.	10 l.	18 l.
Cordiers	60 l.	150 l.		18 l.
Horlogers	Ch. d'o.	Ch. d'o.	Néant	45 l.
Pâtisseries	?	100 l.	10 l.	18 l.
Selliers	0	100 l.	12 l.	27 l.
Tanneurs	0	150 l.		27 l.
Corroyeurs	0	150 l.	?	27 l.
Cordonniers et Savetiers.	Repas	200 l.	20 l.	18 l.
Tailleurs d'habits . . .	0	150 l.	10 l.	24 l.
Menuisiers	0	200 l.	20 l.	20 l.
Couvreurs	0	Jamais		18 l.
Tessiers	Repas	100 l.	10 l.	?
Apothicares	200 l.	200 l.		55 l.
Chandeliers	Repas	300 l.	20 l.	28 l.
Boulangers	Repas	400 l.	30 l.	28 l.
Bonnetiers	Repas	200 l.	3 l.	18 l.
Bourrelliers	0	100 l.	10 l.	17 l.
Tonneliers	Repas	300 l.	10 l.	28 l.
Rôtisseurs	0	200 l.	10 l.	18 l.

(1) Les fils de Maître n'en prennent pas.

(2) Prix de l'office qu'ils doivent acheter.

(3) Aux Lieutenant et Greffier.

(4) A la Monnaie.

	Fils de Maître	Autres que Fils de Maître	Brevet d'Appr.	Police
ÉLECTION DE BLOIS				
<i>Menars</i>				
Tonnelliers.	Repas	Repas		12 l.
Chirurgiens.	?	?		
ÉLECTION DE BEAUGENCY				
<i>Beaugency</i>				
Bouchers.	0 Gendre de M. R. 300 l.	Jamais		?
<i>Meung</i>				
Tanneurs et Corroyeurs.	0 (1)	400 l. (2)		?
ÉLECTION DE CHATEAUDUN				
<i>Chateaudun</i>				
Bouchers et Chaircui- tiers.	R. 30 l.	A. 150 l. (3) E. 800 l. (4)		?
Tisserands.	40 l.	90 l.	Point	6 l.
Tonnelliers.	0	120 l.		7 l. 15 s.
Ménusiers.	7 l. 10 s.	15 l.	Point	3 l.
Serruriers.	Ch. d'o. 50 l.	A. Ch. d'o. 200 l. E. Ch. d'o. 300 l.		7 l. 15 s.
Boulangers.	R. + Gâteaux (5)	R. + Gâteaux + Ch. d'o. (5)	Point	3 l.
<i>Brou</i>				
Sergers et Étainiers.	2 l. de cire à Confrérie	2 l. de cire à Confrérie		7 l.
<i>Authon</i>				
Sergers et Étainiers.	0	0		5 l.
ÉLECTION DE CLAMECY				
<i>Clamecy</i>				
Boulangers.	0	0		19 l. 14 s.
Cordonniers.	0	0		19 l. 14 s.
Bouchers.	Repas	Repas		19 l. 12 s.
Tanneurs et Corroyeurs.	0	0		19 l. 12 s.
ÉLECTION DE DOURDAN				
<i>Dourdan</i>				
Marchands et Fabricants de Bas.	R. 50 l.	Jamais (6)	100 l. à 120 l.	11 l. 0 s. 6 d.
Marchands - Drapiers - Merciers-Épiciers.	R. 50 l.	Jamais (6)	100 l. à 120 l.	11 l. 0 s. 6 d.
Boulangers.	R. 30 l.	A. 30 l. E. Jamais (7)	0 ou 40 l.	11 l. 0 s. 6 d.
Bouchers.	R. 30 l.	Jamais (8)	Point	11 l. 0 s. 6 d.
Chaircutiers.	0	Jamais (8)	Point	11 l. 0 s. 6 d.
Cordonniers-Savetiers.	24 l. + 7 l. (1)	Jamais (8)	100 l.	11 l. 0 s. 6 d.
Maréchaux-Ferrants.	0	40 l. (8)	200 l.	11 l. 0 s. 6 d.

(1) Mêmes droits pour les gendres de Maîtres.

(2) « Il n'en a pas été reçu depuis 1759 ».

(3) Les « Apprentifs de la ville »; les autres Apprentifs payent comme les étrangers.

(4) Pratiquement, « ne sont point reçus ».

(5) En outre, 8 livres au « Secrétaire de la ville ».

(6) Ils ne sont reçus que s'ils achètent des Lettres de Maîtrise; les dernières (1767) valaient 250 l. vres.

(7) *Idem*. Les dernières valaient 100 livres.

(8) *Idem*. Les dernières valaient 120 livres.

	Fils de Maître	Autres que Fils de Maître	Brevet d'Appr.	Police
ÉLECTION DE GIEN				
<i>Gien</i>				
Boulangers.	75 l. (10)	75 l. (10)		
Potiers d'étain.	?	?		
Tailleurs d'habits	Ch. d'o. ou 60 l.	Ch. d'o. ou 120 l.		?
Drapiers	R. ou 9 l.	R. ou 9 l.		?
ÉLECTION DE MONTARGIS				
<i>Montargis</i>				
Vinaigriers	0 + 6 l.	0 + 12 l.		32 l.
Pâtisseries.	0 + 18 l.	0 + 18 l.		30 l.
Taillandiers.	0 + 12 l.	0 + 12 l.		29 l. 18 s.
Boulangers.	0 + 21 l.	0 + 21 l.		28 l. 10 s.
Cordonniers.	0 + 12 l.	0 + 12 l.		30 l.
Serruriers.	0 + 8 l.	0 + 8 l.		27 l. 10 s.
Chârcutiers.	0 + 6 l.	0 + 6 l.		36 l.
Tisserands	0 + 5 l.	0 + 5 l.		28 l. 2 s.
Arquebusiers et Armu- riers	0 + 7 l.	0 + 7 l.		28 l. 10 s.
Bouchers	0 + 7 l.	0 + 7 l.		27 l.
Taillleurs.	0 + 10 l.	0 + 10 l.		28 l.
Maréchaux.	0 + 12 l.	0 + 12 l.		28 l.
Menuisiers	0 + 8 l.	0 + 8 l.		28 l. 10 s.
Perruquiers.	?	?		
ÉLECTION DE ROMORANTIN				
<i>Romorantin</i>				
Fabricants de Draps . . .	7 l.	7 l.		
Bouchers	15 l. + 10 s.	15 l. + 10 s.		
Boulangers.	0 + 10 l.	40 l.		12 l.
Marchands	0	0		
<i>Saint-Aignan</i>				
Fabricants de Draps . . .	6 l.	6 l.		
ÉLECTION DE PITHIVIERS				
<i>Pithiviers</i>				
Chirurgiens.	100 l. (1)	200 l.		?
Perruquiers.	21 l. + 6 l.	42 l. + 9 l.	20 l.	?
Apothicaires.	600 l. (11)	600 l. (11)		22 l.
Boulangers.	15 l. + R. ou 8 l.	30 l. + R. ou 8 l.		14 l. 5 s.
Pâtisseries-Traiteurs-Rô- tisseurs.	Repas	Repas		14 l. 5 s.
Bouchers	Repas	Repas		21 l.
Chârcutiers.	Repas	R. + 6 l. à chaque « ancien »		14 l. 5 s.
Cordonniers.	4 l. + 2 l. à 3 l.	4 l. + 2 l. à 3 l.		14 l. 5 s.
ÉLECTION DE VENDOME				
<i>Vendome</i>				
Gantiers	43 l.	55 l.		?
Drapiers	0 + 6 l.	0 + 6 l.		18 l.
Traiteurs-Rôtisseurs . . .	31 l. + 1 l. à 2 l.	6 l. + 2 l. à 3 l.		25 l.
Barbiers-Perruquiers . . .	0	0		24 l. 10 s.
Maréchaux.	0	0		25 l.
Cordonniers.	Ch. d'o.	Ch. d'o.		25 l.
Chapeliers.	0	0		22 l. 10 s.
Pâtisseries.	0 + 2 l. à 3 l.	0 + 2 l. à 3 l.		25 l.
Apothicaires-Ciriers-Épi- ciers.	Ch. d'o. circ			?
Boulangers.	0 + 2 l. à 3 l.	0 + 2 l. à 3 l.		25 l.
Tonnelliers	0	0		25 l.

(9) 0 pour 3 ans; 40 à 60 livres pour un moindre délai.

(10) Y compris les frais de serment.

(11) « Lettres de Maîtrise obtenues du Premier Chirurgien du Roi ».

Ainsi les candidats reçus à la maîtrise, qu'ils soient fils ou gendres de Maîtres, ou étrangers, versent aux officiers de police un « droit de réception ». Ce droit, qui varie surtout suivant les villes, ne dépasse pas d'ordinaire la somme de 30 livres; il est, à quelques exceptions près, de 24 l. à 28 l. à Orléans, de 24 l. à 30 l. à Chartres, de 18 l. à 28 l. à Blois (1). De plus, il est souvent accordé une gratification particulière aux jurés (2) — 1 l. à 16 l. —, pour remplacer l'ancien Past ou Banquet (3); au clerc ou certificateur (4) — 1 l. à 8 l. —; à la confrérie (5) — 2 l. à 3 l. —; et à Chartres, au duc d'Orléans (6) — 1 l. à 6 l. (7).

Enfin, une contribution est versée à la communauté; cette contribution varie, et il est difficile de préciser les données dont elle est fonction. Il semble qu'en général elle dépende :

de l'importance des dettes et des charges de la communauté;

de sa situation dans la hiérarchie des métiers;

de la ville où elle est constituée : la maîtrise est plus facilement accessible à Orléans qu'à Chartres et Blois; elle est largement ouverte à Clamecy, Montargis, Romorantin, Vendôme.

Les droits diffèrent aussi selon la qualité du candidat. Les étrangers qui ne possèdent pas de brevet d'apprentissage sont imposés à un taux prohibitif; et c'est justice, puisqu'ils ne présentent aucune garantie de compétence; les étrangers qui ont acquis, d'ordinaire à peu de frais, un

(1) De 3 l. à 7 l. 15 s. à Chateaudun;

de 19 l. à 20 l. à Clamecy;

de 11 l. 0 s. 6 d. à Dourdan;

de 14 l. à 22 l. à Pithiviers;

de 18 l. à 25 l. à Vendôme;

de 27 l. à 30 l. à Montargis.

(2) 36 corporations dont 13 à Orléans et 21 à Chartres la mentionnent dans l'enquête de 1776, tantôt pour les fils de Maître, tantôt pour les étrangers. (Exceptionnellement, 30 l. pour les orfèvres d'Orléans).

(3) 24 corporations, dont 10 à Blois et 4 à Dourdan.

(4) 18 corporations, dont 4 à Orléans et 12 à Montargis.

(5) 6 corporations, dont 5 à Orléans.

(6) 9 corporations.

(7) Noter de plus : droit de 100 l. aux Lieutenant et Greffier des chirurgiens de Blois.

brevet d'apprentissage sont moins lourdement frappés; les fils de maître et parfois les gendres de maître sont privilégiés.

L'écart entre les contributions des apprentis ou étrangers et les contributions des fils de maître a pris de l'importance au cours de l'Ancien Régime; les communautés, à mesure qu'elles voyaient s'accroître leurs dettes et charges ont procédé à des relèvements de droits de maîtrise, mais ces relèvements ont surtout porté sur les droits que supportent les apprentis et étrangers. Le roi lui-même, en abusant dans un intérêt fiscal des créations d'offices, mit indirectement les corporations dans l'obligation de se fermer plus étroitement, et aggrava une situation dont il connaissait le péril. La maîtrise tendit ainsi à devenir un monopole familial: là réside la principale critique adressée depuis le *xviii^e* siècle, au régime corporatif.

Nous avons, pour pouvoir déterminer la situation, à cet égard, des communautés de l'Orléanais en 1776, groupé les communautés en quatre catégories :

1^o Communautés dont la maîtrise est facilement accessible aux étrangers : le droit qui frappe les étrangers est au plus triple du droit qui frappe les fils de maîtres; si le droit que supportent les fils de maîtres est nul ou à peu près nul, le droit que supportent les étrangers est inférieur à 60 l.

2^o Communautés dont la maîtrise est difficilement accessible aux étrangers : le droit qui frappe les étrangers représente au moins trois fois et au plus dix fois le droit qui frappe les fils de maîtres; si le droit que supportent les fils de maîtres est nul ou à peu près nul, le droit que supportent les étrangers est de 60 l. à 300 l.

3^o Communautés dont la maîtrise est très difficilement accessible aux étrangers : le droit qui frappe les étrangers représente au moins dix fois le droit qui frappe les fils de maîtres; si le droit que supportent les fils de maîtres est nul ou à peu près nul, le droit que supportent les étrangers est supérieur à 300 l.

4^o Communautés dont la maîtrise est interdite aux étrangers.

Les corporations des différentes villes de la généralité d'Orléans appartiennent pour moitié à la première catégorie ainsi qu'il ressort du tableau suivant :

	Orléans	Chartres	Blois	Autres	Total
Communautés :					
du 1 ^{er} groupe . .	23	5	7	50	85 (1/2)
du 2 ^e groupe. . .	4	7	13	4	28 (1/6)
du 3 ^e groupe. . .	1	15	9	1	26
du 4 ^e groupe. . .		4	2	7	13 (1/12)
dont le classement est impossible .	4	4		3	11
	32	35	31	65	163

Le gouvernement tenta de remédier à cette situation et résolut en 1776 et 1777, lorsqu'il établit de nouvelles communautés, de créer un tarif unique pour chaque corporation. La ville d'Orléans proposa alors certains droits (1). Puis l'édit du 25 avril 1777, constituant 20 communautés dans chacune des villes du ressort du Parlement de Paris, fixa les droits de maîtrise, quels que soient les candidats, « à moitié des droits de réception de Paris pour les villes de premier ordre, et au quart pour les villes de second ordre ». Nous indiquons ci-dessous ces deux tarifs.

Le tarif de l'édit est nettement supérieur au tarif proposé par Orléans, supérieur aussi, d'une façon générale, au tarif des droits payés par les apprentis ou les étrangers des anciennes corporations : cet effort exigé des candidats à la maîtrise était jugé nécessaire pour que soit menée à bonne fin la liquidation des dettes des communautés supprimées. Mais les maîtres qui ne pouvaient acquitter l'imposition d'entrée étaient reçus à titre d'agréés et conservaient leur état sans assister aux réunions corporatives, et sans être éligibles à la dignité de syndic. D'autre part un certain nombre de métiers faciles étaient rendus libres, il suffisait pour les exercer de s'inscrire à la police.

(1) Archives Communales d'Orléans, H H 13.

* * *

Nous le voyons, l'enquête menée en 1776 par de Cypierre dans la généralité d'Orléans met en lumière les vices fondamentaux de l'organisation corporative à cette époque; l'endettement des Communautés apparaît comme le point critique, tantôt conséquence et tantôt cause du mal. A ces abus, les mesures prises par la Royauté avant et après février 1776 tentent de mettre fin; elles modifient les institutions, interdisent ou soumettent à un contrôle les pratiques qui s'avèrent ruineuses pour les corporations; elles ordonnent une liquidation générale des dettes; si elles ne parviennent pas à réduire les droits de maîtrise, elles les fixent pareillement pour tous. Nous sommes ici en présence d'une réforme profonde et cohérente, tendant à corriger et à rénover tout le système corporatif. Il est dans la plus pure tradition monarchique que le roi, gardien du bien public, vienne ainsi réviser les lois qui fatalement dévient dans leur application, et adapter les règlements, qui peu à peu vieillissent, aux situations nouvelles.

Mais le régime établi ne devait pas subsister; quelque douze ans plus tard, la Révolution surviendra, interdira entre personnes d'un même état toute association, toute assemblée, toute adresse ou pétition « sur leurs prétendus intérêts communs (1) » et reconstruira la Société sur des bases entièrement nouvelles.

(1) Loi le Chapelier, 14 juin 1791.

« Etat des Corps et Communautés de la ville d'Orléans, dans lequel on propose la réunion des Communautés qui paroissent analogues et la fixation du droit de Maîtrise à l'avenir »

Marchands de drap.	300
Orfèvres.	200
Marchands Bonnetiers.	150
Chapelliers, Pelletiers.	60
Tailleurs d'habits, Fripiers.	100
Cordonniers.	80
Boulangers.	libre
Bouchers, Chaircuitiers.	24 (au duc d'Orléans)
Patissiers, Traiteurs et Rôtisseurs.	100
Couvreurs.	100
Charpentiers.	libre
Tourneurs, Boisseliers, Menuisiers.	150
Serruriers, Taillandiers, Maréchaux.	120
Chaudronniers, Balanciers, Pôtiers d'étain.	100
Charrons.	libre
Mégissiers, Chamoiseurs, Tanneurs, Corroyeurs.	100
Paulmiers.	50
Teinturiers du bon et du petit teint.	100
Vinaigriers.	150

« Etat des Communautés d'Arts et Métiers » établies par l'Edit du 25 avril 1777 (1)	Droits de Maîtrise payés à :	
	Orléans, Chartres, Blois	Beaugency, Cha- teaudun, Dourdan, Montargis, Ven- dôme, Saint-Aignan
1. Fabricants d'étoffes de soie, laine, fil et coton	300	150
2. Merciers-Drapiers	500	250
3. Epiciers, Ciriers, Chandeliers	400	200
4. Orfèvres, Joailliers, Lapidaires, Horlogers	400	200
5. Bonnetiers, Chapeliers, Pelletiers, Fourreurs	300	150
6. Tailleurs et Frippiers d'habits en neuf et en vieux	200	100
7. Cordonniers en neuf et en vieux	100	50
8. Boulangers	250	125
9. Bouchers, Chaircuitiers	400	200
10. Traiteurs, Rôtisseurs, Pâtissiers	300	150
11. Cabaretiers, Aubergistes, Cafetiers, Limonadiers	300	150
12. Maçons, Couvreur, Plombiers, Paveurs, Tailleurs de pierre et tous Constructeurs en pierre, plâtre ou ciment	400	200
13. Charpentiers et autres Constructeurs en bois	400	200
14. Menuisiers, Ebénistes, Tourneurs, Layetiers, Tonneliers, Boisseliers et autres ouvriers en bois	250	125
15. Couteliers, Armuriers, Arquebusiers, Fourbisseurs et au- tres ouvriers en acier	200	100
16. Maréchaux-ferrants et grossiers, Serruriers, Taillandiers, Ferblantiers, Eperonniers, Ferrailleurs, Cloutiers et au- tres ouvriers en fer	300	150
17. Fondeurs, Epingliers, Balanciers, Chaudronniers, Potiers d'étain et autres ouvriers en cuivre, étain et autres mé- taux, excepté l'or et l'argent	150	75
18. Tapissiers, Vendeurs de meubles en neuf et en vieux et Miroitiers	300	150
19. Selliers, Boureliers, Charrons et autres ouvriers en voi- tures	400	200
20. Tanneurs, Corroyeurs, Hongroyeurs, Peaussiers, Mégis- siers, et autres fabricants en cuirs et en peaux	300	150
Par deux arrêts du 30 janvier 1778 (2) :		
21. Teinturiers	200 (grand teint à Orléans) 100 (petit teint à Chartres)	
22. Marchands, Fabricants et Débitants de Vinaigre	200 (Orléans)	

(1) Même « Etat annexé à l'Ordonnance de Police d'Orléans du 13 août 1777 » (cf. M. Bloch, *Statistique des Corporations de métier à Orléans à la fin de l'Ancien Régime*; dans le *Bulletin de la Société Archéologique et Historique de l'Orléanais*, t. XII).

(2) A. n. A D + 1035.

CHAPITRE VII

L'INDUSTRIE

La forme des métiers réglés et des métiers jurés, telle que nous venons de l'étudier, convient au petit commerce et à la petite industrie, à ce que nous appelons aujourd'hui l'artisanat; elle est peu adaptée à la grande production industrielle qui exige des capitaux, des machines, de nombreux ouvriers; d'autre part, elle ne donne que des produits communs, de consommation courante, mais d'exportation difficile. Lorsque les fabrications de luxe : soiries, tapisseries, toiles et draps fins, verrerie, firent leur apparition au xviii^e siècle, elles trouvèrent un cadre juridique moins dans le régime corporatif que dans l'institution du métier privilégié.

Les métiers privilégiés avaient été créés dès le xvi^e siècle et introduits à côté des jurandes et communautés comme autant d'éléments neufs à côté de corps fatalement exclusifs et routiniers. En vertu de son pouvoir souverain et en vue d'assurer le bien commun, le roi autorisait par lettres de privilège les marchands artisans suivant la Cour, les marchands de la grande galerie du Louvre, les imprimeurs royaux, les marchands forains..., à exercer leur industrie sous des conditions déterminées.

Au xviii^e siècle, il donna de même à certains fabricants le droit de créer et d'exploiter des « manufactures ». Des lettres-patentes soustrayaient l'industrie nouvelle à la surveillance des corps de métiers et accordaient en outre le titre de « manufactures royales », le monopole d'exploitation dans un rayon déterminé, et des avantages pécuniaires tels que : subventions, prêts sans intérêts, exemptions fiscales; en contre-partie, le gouvernement imposait aux entre-

preneurs des règlements stricts, afin de maintenir la qualité de leurs productions. Des inspecteurs royaux veillaient à l'application de ces règlements, faisant des visites, pratiquant des saisies, apposant sur les pièces la marque royale de garantie; ils soutenaient aussi les industriels, donnaient des conseils; d'autre part, ils menaient des enquêtes, fournissaient au roi des états détaillés de la situation des manufactures de leur département. Dans les provinces où les fabriques étaient très dispersées, comme l'Orléanais, les « inspecteurs des manufactures » avaient des adjoints, les « sous-inspecteurs ».

Les inspecteurs, chargés d'abord de seconder les commissaires départis, correspondirent bientôt directement avec l'administration centrale. Mais ils restèrent, sinon les subordonnés, du moins les inférieurs des intendants. Ceux-ci avaient sur eux une certaine influence; de plus, les intendants exerçaient une action directe, demandaient au gouvernement l'octroi de secours, interprétaient les règlements, publiaient des ordonnances, très souvent connaissaient même, en vertu de lettres de commission, des contestations élevées à propos des fabriques.

Ainsi l'Ancien Régime, grâce à la souplesse de ses institutions, s'adaptait à la forme nouvelle que prenait la production industrielle. Le régime qui s'établissait, dû à Colbert, donnait aux entreprises naissantes la situation privilégiée qui leur était nécessaire, mais les plaçait sous le contrôle direct du roi.

Ce régime subsista dans son ensemble au XVIII^e siècle. Pourtant les nouvelles fabriques n'obtinrent plus alors que difficilement le titre de manufactures royales et le monopole d'exploitation; elles durent se contenter d'une aide financière. Et Trudaine, intendant général des finances, sans modifier l'ancienne législation, en transforma l'esprit : croyant aux vertus de la libre-concurrence, il encouragea moins les entreprises établies que celles qui voulaient s'établir. En mai 1779 enfin, un édit permit aux industriels d'opter entre la fabrication libre à leurs risques, et la fabrication surveillée, sanctionnée par la marque royale de garantie.

Inspecteurs et intendants conservèrent leurs attributions; l'intendant de la généralité d'Orléans, de Cypierre, put ainsi exercer dans plusieurs cas une action efficace : il apporta son appui, de façon toute particulière, aux fabriques de cotonnades, de blondes de soie, de bonnets façon de Tunis, de toiles peintes; il vint à deux ou trois reprises et sur la demande des entrepreneurs eux-mêmes, soutenir des requêtes ou apaiser des conflits.

§ 1. — L'ACTION DE L'INTENDANT DE CYPIERRE.

1. *Manufacture de cotonnades de Brondes.*

Brondes, auquel M. Paul Dupieux a consacré une étude complète (1), est une figure intéressante d'homme « sage, économe, rempli d'humanité (2), » mais aussi, habile au commerce et hardi en affaires. Il possède sur les coteaux de la Loire des vignobles très étendus, et vend ses liqueurs et ses vins par milliers de bouteilles en France et à l'étranger; il profite de la guerre de l'Indépendance pour livrer en Amérique de grosses quantités de pierres à fusil; il monte, pour se faire de la réclame, un cabinet de physique à Paris, rue de Richelieu, à côté de la maison où il a son entrepôt de cotonnades. Ces cotonnades, enfin, absorbent le meilleur de son temps; en 1762, année où l'Anglais John Holker appelé en France par le gouvernement crée des écoles de fileuses, Brondes établit sur la Loire, en Sologne, l'une des premières manufactures de coton, la fabrique de molletons de Saint-Dyé. La Loire est pour lui la rivière aux eaux pures nécessaire à son industrie, et la grande voie de navigation indispensable à son commerce. Brondes fait le cardage, la filature au rouet, le tissage, la teinture, importe le coton du Levant et surtout de la Guadeloupe et de Saint-Domingue, vend en

(1) Commission de Recherche et de Publication des Documents relatifs à la Vie Economique de la Révolution. *Mémoires et Documents*, VI; pp. 59 à 104 : *Les Brondes, Manufacturiers de Cotonnades et de Liqueurs (1762-1800)*, par Paul Dupieux.

(2) Lettre de Bourdon, subdélégué, à Cypierre, 17 novembre 1785. A. d. L. C 69.

France les trois quarts environ des couvertures et molletons qu'il produit, et exporte le reste en Hollande, quelquefois en Russie et en Espagne. En 1790, la manufacture qui a beaucoup décliné, écoule chaque année « 600 pièces de molletons et de finettes, au prix moyen de 120 livres la pièce, et 1.800 couvertures, au prix moyen de 30 livres (1). »

Brondes trouve en Sologne une main d'œuvre nombreuse et sans ouvrage; il emploie les paysans de Saint-Dyé et, pour « seconder les intentions » de Cypierre (2), fournit également du travail aux paroisses environnantes : Muides, Maslives, Montlivault, Saint-Claude-de-Diray; les curés de Nouan-sur-Loire, Saint-Laurent-des-Eaux, Lailly, Bracieux, Chambord, Mer, Suèvres, Fleury, Viviers, Ménars lui demandent d'occuper leurs pauvres. « Il ne refusait à personne, dit M. Dupieux (3), les soins et les avances pour l'apprentissage, se chargeant volontiers des enfants deshérités, auxquels il enseignait la filature sans qu'il leur en coûtât un liard, achetant pour eux, certaines années, jusqu'à 50.000 livres ou 60.000 livres de chanvre, dans une pensée de bienfaisance, sans par ailleurs utiliser ce textile dans la préparation des étoffes. Au service des Brondes, l'apprenti gagnait huit à dix sous dès le premier jour. Au bout d'un an, le salaire montait à vingt et trente sous. L'entrepreneur concevait une juste fierté de son rôle social : « J'en ai plusieurs, expliquait-il, qui demandaient l'aumône, qui étaient infirmes, que j'ai reçus chez moi, à qui j'ai fait apprendre un métier, et qui aujourd'hui gagnent 25 à 30 sols par jour. J'ai fait plusieurs sujets de cette espèce, dont je suis récompensé par le bon succès et la reconnaissance de tous. J'ai ici des familles qui étaient sans pain et qui aujourd'hui (le père, la mère et les enfants) gagnent de 50 sols à 3 livres par jour ». Brondes procure ainsi la subsistance à 1.200 ou 2.000 personnes qui, sans lui, « resteroient absolument sans ressources ».

Il emploie encore comme ouvriers les détenus de la maison de Saint-Charles d'Orléans, et les villageoises de Che-

(1) Mémoire de Tribert, Arch. du Loir-et-Cher, L 434.

(2) Lettre de Brondes à Cypierre, 5 novembre 1771. A. d. L. C 69.

(3) P. Dupieux, art. cit., p. 70-71.

villy. L'hôpital Saint-Charles (1) est l'un des dépôts de mendicité créés en 1767; établi dans l'ancien couvent des Ursulines de Saint-Charles, il abrite à la fois enfants en bas-âge, vieillards, jeunes laboureurs sortis malades des hôpitaux, brigands, gens sans aveu et femmes de mauvaise vie (2). L'intendant, qui a la charge de les nourrir tous au tarif de 3 sols 6 deniers par tête et par jour, est fort heureux que Brondes accepte, vers 1769-1770, de leur fournir du travail. Avec une « attention », un « désintéressement » dont Cypierre ne cesse pas de faire l'éloge, et malgré les pertes que les « nouveaux renfermés », encore malhabiles, lui occasionnent, l'entrepreneur a constamment le souci d'approvisionner en coton les quelques 300 ou 500 détenus; en 1785, il y a encore là 35 métiers à filer et une soixantaine de desservants.

De plus, Cypierre ayant, en 1772, exprimé le désir qu'une filature soit créée chez lui, à Chevilly (3), Brondes cherche d'abord à y fonder une école, et projette d'y envoyer une ouvrière qualifiée qui formerait deux, puis six, puis douze jeunes filles; finalement, l'apprentissage se fait à Saint-Dyé, où le milieu est sans doute plus favorable, et en 1778, les neufs élèves ainsi « dressés » et mis « en état de travailler seuls » sont présentés à l'intendant en son château (4), et s'établissent dans une filature où viennent s'instruire et travailler les enfants du pays; les résultats semblent avoir été satisfaisants.

Mais une telle industrie a une valeur moins économique que sociale; Cypierre a poussé Brondes à cela : « Vous m'avez

(1) M. Dupieux, art. cit., p. 73-74.

(2) Cf. M. C. Bloch, *L'Assistance et l'Etat en France à la veille de la Révolution (1764-1790)*, p. 168-178.

(3) Correspondance entre Brondes et Bretonneau, 1772; et entre Brondes, et Cypierre, 1778. A. d. L. C 69. M. Dupieux, art. cit., p. 71-73.

(4) Lettre de Brondes à Cypierre, 10 juin 1778 : « Je me propose, M., de les aller établir moi-même et de vous les présenter, leur ouvrage à la main, dès que vous serez à Chevilly, me faisant une fête de vous voir jouir de cet acte de bienfaisance et de leur jeune reconnaissance, qui vous fera, j'en suis sûr, bien plaisir. Je leur ai fait faire à chacun et donné de votre part un habit rouge à parements jaunes (c'était la livrée de Cypierre) avec les cotons qu'ils ont filés eux-mêmes; et ils sont des plus intéressants sous cet uniforme... » *Arch. de la Seine*, 5B⁶ 4433, f^o 231. Cité dans M. Dupieux, p. 72.

déjà jetté (*sic*) dans la piscine, écrit celui-ci à Bretonneau, le secrétaire de l'intendant, il me faut encore un coup de main pour m'en retirer; vous avez le poignet bon (1). » Cypierre en effet, lui tend une main secourable, l'appuie auprès de Trudaine (2), plaide sa cause avec chaleur (3) : « La belle lettre que vous avès dressé (*sic*) pour M. de Trudaine, écrit le fabricant à Bretonneau en 1773, est trop bien pour qu'elle n'aye pas son effet (4). » Il y a entre Cypierre, Bretonneau et Brondes une collaboration affectueuse, qui aide l'entrepreneur à traverser plusieurs périodes critiques. En 1770 il est découragé et veut délaisser l'hôpital Saint-Charles; l'intendant parvient à le lui faire reprendre en charge en lui promettant une subvention de 12.000 livres et l'exemption d'impôt pour lui et ses deux contremaîtres; il obtient seulement du Contrôleur Général une pension de 1.000 livres par an pendant six ans. En 1779 Brondes, en butte à de grosses difficultés financières, demande le renouvellement et l'accroissement de cette pension; sa requête reste sans suite, malgré toute l'amitié de Cypierre (5). Il croit relever ses affaires en créant une nouvelle manufacture à Chaville, sur la route de Paris à Versailles; mais, parti avec enthousiasme, il est bientôt déçu et, en février

(1) Lettre du 19 mai 1772. A. d. L. C 69.

(2) En 1771, après une demande de secours, Brondes déclare : M. de Cypierre « me dit de lui écrire un peu fortement à ce sujet, pour envoyer ma lettre à M. de Trudaine, et de présenter une nouvelle requête (*sic*) au ministre. » Lettre de Brondes à Bretonneau. A. d. L. C 69.

(3) « Il est certain, M., que la manufacture du sieur Brondes est très bien montée, et que cet entrepreneur a fait beaucoup de sacrifices pécuniaires pour porter ses travaux au degré de perfection où ils sont maintenant; cette manufacture occupe continuellement environ 2.000 personnes qui resteroient absolument sans ressources si cet établissement leur manquait; enfin, M., l'empressement du sieur Brondes à remplir les vues du Conseil et les vôtres, son désintéressement et l'attention qu'il m'a témoignée en procurant aux renfermés dans l'hôpital royal de Saint-Charles servant de dépôt général de mendicité à Orléans, un travail assidu, qui diminue d'autant la dépense de cet hôpital au compte du Roy, rendent la demande de cet entrepreneur susceptible d'un accueil favorable.

« Dans ces circonstances, je vous supplie, M., d'avoir la bonté d'accorder au sieur Brondes les secours qu'il sollicite... » (Lettre de Cypierre à Trudaine, novembre 1771. A. d. L. C 69).

(4) Lettre du 21 mai 1773. A. d. L. C 69.

(5) Voir notamment, lettre de Cypierre à de Tolozan, Intendant du Commerce, 24 juillet 1779. A. d. L. C. 69.

1781, est revenu à Saint-Dyé (1). En 1785, il sollicite de nouveaux secours et se heurte encore, malgré les efforts de l'intendant, à des fins de non-recevoir (2). Cependant, il développe son industrie, ouvre un laboratoire à Blois, « pour répondre aux vues de bienfaisance de Mgr l'évêque de Blois qui, occupé... de la forte quantité des pauvres de la ville, fit de fortes avances pour y faire établir une manufacture qui donnât du travail »; cette « opération » a d'abord du succès, mais, à la mort de « celui qui en était chargé en chef », elle se met à décliner. L'archevêque de Bourges le prie également « de lui établir dans sa petite ville de Bracieux un travail » qui, lui, réussit bien (3).

Mais il va rencontrer bientôt la concurrence de fabriques nouvelles, qui emploient les machines anglaises Harkwright et Jennys. Ces machines ont « tant d'avantages pour l'expédition sur le rouet ordinaire » que la filature au rouet ne pouvait se maintenir à côté d'elles. Vers 1790 est construite à Orléans une usine qui « au moyen d'une pompe à feu » « meut jour et nuit 6.000 bobines qui peuvent filer 1.000 livres pesant par 24 heures (4); dès les premières années du XIX^e siècle, trois autres manufactures semblables s'établissent dans la ville.

Les fabriques du sieur Brondes, que dirigent après lui ses anciens contremaîtres Pujol père et fils, résistent d'abord et obtiennent même en l'an XI une médaille d'argent à l'exposition du Louvre; puis elles déclinent peu à peu et doivent disparaître, ainsi que plusieurs « maisons de travail » analogues qui s'étaient fondées à Chartres, Rambouillet et Clamecy.

2. *Manufactures de blondes de soie.*

L'intendant de Cypierre encourage aussi, dans un même but social, la confection des blondes de soie, sortes d'ou-

(1) Cf. M. P. Dupieux, art. cit., p. 82 à 86.

(2) Correspondance de Cypierre avec Brondes et Bourdon, subdélégué, septembre-novembre 1785. A. d. L. C 69.

(3) Lettre de Brondes à Cypierre, 14 octobre 1785. A. d. L. C 69. Cité dans Dupieux, art. cit., p. 87.

(4) Mémoire de Tribert.

vrages de soie faits « à l'oreiller par le moyen des fuseaux, de la même manière que la dentelle, à laquelle elles ressemblent beaucoup (1). »

La première fabrique de blondes de l'Orléanais semble être celle que Méblé fonde à Cosne-sur-Loire vers 1760; mais, « n'ayant pas assez de tête ni de fonds pour soutenir cet établissement », il l'abandonne bientôt; le sieur Beuscher, venu de Bretagne, lui succède rapidement et sait inspirer confiance. En 1762, il a 60 ouvriers, installés dans une salle de l'Hôtel-Dieu vaste et bien éclairée (2), et peut envoyer à Paris « un ballot de 7 à 800 livres de blondes (3). » L'intendant tente alors d'attirer Beuscher à Orléans, et lui demande mémoires et conditions; Beuscher lui ayant fourni quelques détails, et ayant évalué à 3.958 livres 10 sols la dépense annuelle (4), Cypierre s'en déclare « enchanté » et propose de s'occuper de l'établissement de cette manufacture et de « se charger de l'entreprise » pendant un certain temps : il abandonnerait la direction technique à Beuscher qui n'aurait à effectuer aucune avance et toucherait 800 livres d'appointements et « la moitié du profit ». Beuscher accepte, Bertin accorde 3.000 livres sur les excédents de la capitation (5), l'intendant loue un bâtiment « rue et porte Bourgogne » et la fabrique s'y établit (6). La soie vient de Lyon (7), et les blondes sont vendues sur place et à Paris.

Il est d'abord difficile de trouver des ouvrières; les apprenties, non payées, partent au bout de quelques jours, les habitants restent indifférents ou même mènent campa-

(1) Encyclopédie de Diderot et d'Alembert, II, 286, V° *Blondes*.

(2) Lettre de Rameau à Cypierre, 18 juillet 1862. A. d. L. C 65.

(3) Lettre de l'évêque d'Auxerre à Cypierre, 21 juin 1762. A. d. L. C 65.

(4) En voici le détail :

Pour le dessinateur.	400 livres
— une maîtresse ouvrière. . . .	300 —
— cent métiers : 3 l. 5 s.	325 —
— les fuseaux	150 —
— celui qui dévide la soie	200 —
— les accessoires à peu près . . .	1,000 —
— la soie de même	1.583 — 10 sols

(A. d. L. C 65).

(5) Lettre de Bertin à Cypierre, reçue le 10 février 1763. A. d. L. C 3.

(6) 30 avril 1763. A. d. L. C 65.

(7) Cf. Beuscher à Cypierre, 18 mars 1763. A. d. L. C 65.

gne pour débaucher les employées (1); c'est le printemps, et les familles préfèrent envoyer les enfants vendre des fruits dans la rue (2). Beuscher demande alors à l'intendant d'agir auprès des « dames de la charité », qui « ne connaissent nullement la blonde », « s'imaginent que ce n'est pas un métier », et semblent « plus propres à dégoûter les parents qu'à les décider pour ce genre de travail »; d'insister auprès des paroisses, afin que chacune d'elles fournisse une ouvrière et la paye, 20 sols la semaine par exemple, pendant les quatre mois d'apprentissage (3). Les efforts de Cypierre, et plus encore la venue de l'hiver décident du succès de l'entreprise; en décembre 1763, « ce ne sont plus des enfants de 10 et 12 ans qui se présentent pour travailler, ce sont des filles de 20, 25 ans... les ouvrières... loin de vouloir quitter, craignent d'être renvoyées et s'appliquent en conséquence (4)... » Beuscher est alors chargé de fournir du travail à l'hôpital Saint-Charles et la ville accorde volontiers la contribution de 320 livres que l'intendant sollicite d'elle à cet effet : « La manufacture de blondes que vous avez établie à Orléans, lui répondent les officiers municipaux, est une nouvelle preuve que vous donnez à notre ville de vos bontés pour elle. Cet établissement a cela d'avantageux qu'en donnant une nouvelle branche de commerce, elle emploie utilement des enfans que leur âge rend impropres à d'autres ouvrages, et leur inspire de bonheur (*sic*) le goût du travail qui est leur seule ressource dans la condition où la Providence les a placés (5). »

Beuscher agit habilement, s'efforce de plaire aux personnages influents : il fait exécuter par ses ateliers un « dessein » pour M^{me} de Cypierre, et l'ouvrage fait l'admiration de tous (6); il envoie des échantillons au ministre, le duc de Choiseul (7).

(1) Lettre de Beuscher à Cypierre, 24 août 1763. A. d. L. C 65.

(2) Lettre de Beuscher à Cypierre, 7 juin 1763. A. d. L. C 65.

(3) Lettres de Beuscher à Cypierre, juin-octobre 1763. A. d. L. C 65. 16 octobre 1763. A. d. L. C 6, extraits dans l'inventaire des A. d. L.

(4) Lettre de Beuscher à Cypierre, 1^{er} décembre 1763. A. d. L. C 65.

(5) 1^{er} décembre 1763. A. d. L. C 65.

(6) Lettre de Beuscher à Cypierre, 18 décembre 1763. A. d. L. C 65.

(7) Lettre de Beuscher à Cypierre, 22 décembre 1766. A. d. L. C 65.

Les ouvriers sont très satisfaits de gagner au bout de trois mois, 10 à 12 sols par jour; les meilleurs d'entre eux reçoivent même, sur l'ordre de l'intendant, prix et gratifications, et ne manquent pas alors « de le publier par toute la ville, ce qui fait le meilleur effet du monde (1). » Beuscher reste « persécuté tous les jours » de demandes de travail (2); au point de vue social, l'entreprise ne mérite que des éloges.

Mais elle s'avère désastreuse au point de vue économique. La vente des blondes est très loin de couvrir le paiement des salaires. L'équilibre ne se maintient que grâce aux « avances » que fait l'intendant; mais ces avances n'étant jamais suffisantes et jamais remboursées, Cypierre perd vite patience. Dès septembre 1763, il remarque : « On ne voit M. Beuscher que lorsqu'il a besoin d'argent »; en 1764, il exige de lui un compte en règle : « Je vous ai fait, M., trop d'avances pour n'en pas voir les fruits avant d'aller plus avant, le Receveur Général n'en veut plus faire et je veux voir un employ et compte en règle; le sieur Folio n'a pas eu les mêmes encouragements et a été plus rapidement (3). » Il lui accorde pourtant 6.620 livres d'avril 1763 à janvier 1765; mais Beuscher répète sans cesse qu'il est dans la gêne, et qu'ainsi il ne peut donner aucun essor à sa fabrique. En 1768, il sollicite de l'intendant « un petit emploi » qu'il exercerait sans « perdre de vue » son entreprise et qui le « dédomageroit » (*sic*) du temps qu'il perd et des « peines » qu'il se donne (4) : Cypierre lui demande alors un « Mémoire détaillé », afin de pouvoir rendre compte au roi de son intelligence (5). En 1769, Beuscher insiste à nouveau, déclare qu'à son grand « regret », il doit se retirer (6) et cesse d'envoyer de la soie (7). Il revient pourtant sur sa décision, cédant à certaines promesses de Bretonneau; la confection des blondes reprend, et même, en 1770, Cypierre prie Beus-

(1) Lettre de Beuscher à Cypierre, 21 juillet 1764. A. d. L. C 65.

(2) Id. et lettre du 29 août 1765.

(3) Lettre de Cypierre à Beuscher, 9 mars 1764. A. d. L. C 65.

(4) Lettre de Beuscher à Cypierre, 23 novembre 1768. A. d. L. C 65.

(5) Lettre de Cypierre à Beuscher, 25 novembre 1768. A. d. L. C 65.

(6) Lettre de Beuscher à Cypierre, 25 janvier 1769. A. d. L. C 65.

(7) Lettre de M^{me} Miron à Bretonneau, secrétaire de Cypierre, et Réponse de Bretonneau, septembre-octobre 1770. A. d. L. C 65.

cher d'établir une filature à Chevilly : « Je veux suivre de très près les progrès de ce petit établissement, lui écrit-il, et je vous sçaurai gré d'y donner vos soins (1). » En 1783, la manufacture subsiste encore, et éprouve sans doute des difficultés dans le recrutement de ses ouvriers, puisque Beuscher invite les curés des paroisses de Saint-Marc et de Saint-Marceau à lui confier des enfants pauvres qu'il pourrait occuper (2). Mais elle ne pouvait se maintenir qu'artificiellement; elle doit être considérée comme un « atelier de charité », très heureusement choisi, et non comme une entreprise économique stable; elle disparut sans doute sous la Révolution. Un « Mémoire sur la situation du Commerce et des Manufactures d'Orléans (3) », de Prairial an XIII (juin 1805) ne la mentionne pas.

Une autre manufacture de blondes de soie s'établit en 1764, sur la Loire, à Brou près de Jargeau, à trois lieues d'Orléans. Les entrepreneurs Folio et Bouillerot étaient fournisseurs « des magasins des menus plaisirs du Roy » : ils demandent 12 mèches de soie de Chine et 5.000 livres par an pendant quatre ans, promettant alors de réserver les blondes produites aux Menus plaisirs du roi (4). Cypierre, craignant pour Beuscher une concurrence dangereuse, dit à Trudaine qu'il trouve exagérées les prétentions de Folio, et Trudaine n'accorde que 3.000 livres pour couvrir les frais d'installation, et 1.500 livres par an (5); l'intendant reste insensible aux appels éloquentes de Folio : « Aidé mois Mgr a chassé l'indigence des campagne et quel vous doivent l'abondance que l'on est en état de voir raigné dans peu d'anné afin d'immortalisé votre non quil leurs est déjà

(1) Lettre de Beuscher à Cypierre, 22 septembre 1770, et lettre de Cypierre à Beuscher, 6 décembre 1770. A. d. L. C 65.

(2) M. C. Bloch, *L'Assistance et l'Etat en France, à la veille de la Révolution*, p. 350.

(3) Publié dans le *Bulletin mensuel de la Chambre de Commerce d'Orléans et du Département du Loiret*, janvier 1898.

(4) Requête au Contrôleur Général Trudaine, 18 septembre 1763. A. d. L. C 65.

(5) 28 septembre et 4 novembre 1763, 4 janvier et 15 septembre 1764; A. d. L. C 3. Décembre 1763-février 1764; A. d. L. C 65.

cher » (*sic*) (1). Pourtant, la fabrique se développe rapidement; en septembre 1764, elle commence « à donner de grandes espérances de succès »; 40 ouvrières sont employées aux ateliers, et autant travaillent à domicile (2). L'heureux chef d'entreprise dit : « J'osse me flater que... dans six années lorsque l'étranger ainsi que le sotoien vouloit du beau il s'adressoit à Chantilly et Creille se sera à Orléans ou cette branche de commerce sera portée à sa perfection » (*sic*) (1).

Mais l'année suivante, Folio est rappelé à Versailles pour y faire, « sans quitter », le service des Menus plaisirs du roi; en août, il cède à Beuscher « les metre et ustencille (3). »

3. Manufactures de bonnets façon de Tunis.

C'est encore « pour procurer du travail aux nombreux ouvriers réduits à la mendicité par la décadence de la bonneterie orléanaise (4) » que l'intendant d'Orléans soutient les manufactures de bonnets façon de Tunis. Ces bonnets ou gasquets, calottes en drap analogues aux fez d'aujourd'hui, étaient fabriqués depuis fort longtemps à Tunis; à la suite du bombardement de cette ville, sous Louis XIV, des prisonniers amenés en France enseignèrent « la manière de teindre et de fabriquer les bonnets »; les premières entreprises s'établirent alors, à Marseille (5).

En 1757, sur les conseils de Montaran, Intendant du Commerce, Boyetet, négociant de Marseille, tente de susciter la création d'une manufacture de bonnets à Orléans et se concerta avec l'un des habitants, Michel.

Celui-ci sollicite un « privilège exclusif pour 20 années », « nécessaire et indispensable, dit-il, pour retenir à son service des ouvriers qu'il auroit formés »; puis, devant le refus du Conseil du Commerce, il réduit ses prétentions et demande seulement le titre de Manufacture Royale, « des

(1) Lettre de Folio à Cypierre, 22 décembre 1764. A. d. L. C 65.

(2) Lettre de Cypierre à Trudaine, 8 septembre 1764. Note de Bretonneau. A. d. L. C 65.

(3) Correspondance de Folio avec Cypierre et Bretonneau, juillet-août 1765. A. d. L. C 65.

(4) Georges Hardy, *La Localisation des Industries dans la Généralité d'Orléans*, art. cit.

(5) Mémoire de Tribert, ch. sur la Bonneterie au Tricot et au Métier.

sûretés pour les ouvriers qui y seroient employés », l'exemption de « toute inspection et visite des bonnetiers d'Orléans » « toujours à charge et dangereuse pour les négociants intelligens et attentifs », et l'attribution de secours : les frais d'installation étant estimés à 40.713 livres, dont 6.400 livres de gages et salaires qui se renouvellent tous les ans, il supplie le Conseil « d'entrer dans la moitié de la dépense » initiale, et d'« accorder en outre une gratification annuelle de 3.000 livres durant 10 ans (1). »

L'intendant d'Orléans, Barentin, consulté pour avis, dit que « ces secours sont non seulement indispensables mais encore plutôt foibles » et propose que l'intendant taxe d'office à la capitation et juge des contestations élevées « par rapport à l'exécution de l'entreprise (2). »

L'arrêt est rendu le 8 septembre 1758, attribuant à la manufacture « les mêmes privilèges qui ont été accordés à celle de Nay-en-Béarn (3) », et accordant 2.000 livres par an pendant six ans, versées pour moitié par le Conseil du Commerce et pour moitié par l'intendant sur les fonds libres de la capitation (4). La fabrique s'établit à Orléans; elle apprête et teint les bonnets qui sont tricotés dans les paroisses voisines de Beauce. Après quelques « essais », ces bonnets atteignent bientôt à la « perfection » « dans la forme et dans la couleur ». Ils sont, écrit l'inspecteur Tribert, « très fins, très agréables à la vue et aussi doux au toucher que les plus beaux draps de Louviers (5). » Ils sont expédiés par Marseille aux Échelles du Levant : Constantinople, Smyrne, Alep, où, aux dires de Michel, les « éloges » sont « uniformes » : « On nous a mandé de Smyrne, écrit-il fièrement,

(1) Mémoires de Michel, août 1757 et 1758. A. d. L. C 62, et A. n. F¹² 1400.

(2) Lettre de Barentin à Trudaine, 10 mai 1758; à de Quincy, Intendant du Commerce, 11 mai 1758. A. n. F¹² 1400.

(3) Titre de Manufacture Royale, et exemption pour « les entrepreneurs et le principal commis ou contremaitre » « de tutelle, curatelle, logement des gens de guerre, contribution à iceux, de guet et garde, de toutes charges publiques et de corvées pour les chemins ». Arrêt et lettre d'envoi à Barentin. A. n. F¹² 1400.

(4) Correspondance entre Michel, Barentin et de Quincy, juillet-août 1758. A. n. F¹² 1400, 5 décembre 1760, 15 novembre 1761, 2 décembre 1762. A. d. L. C. 3.

(5) Mémoire de Tribert.

que les bonnets blancs de notre manufacture surpassoient tout ce qu'on y a jamais vu en ce genre»; «on nous marque, note-t-il encore, que nous n'avons rien à redouter des fabriques de Marseille et du Béarn et que nous n'aurons à lutter que contre les premières d'entre les fabriques de Tunis (1).»

34.960 douzaines de bonnets sont ainsi envoyées dans le Levant jusqu'en septembre 1764, et 45.839 d'octobre 1764 à octobre 1769, soit au total 80.799 douzaines (2), qui se vendent 28 à 32 livres la douzaine. Mais les frais d'expédition sont «immenses», et Michel ne peut y faire face : 15 % d'assurance, 10 % de «perte sur les traittes (*sic*) sur les places du Levant», «fraix et droits et commissions à la réception et vente» de ces marchandises. Il faut une gratification de 15 à 20 sols par douzaine expédiée (3). Trudaine ne consent qu'à une gratification de 10 sols, et Cypierre s'efforce en vain d'obtenir 12 sols; il agit auprès de Quincy, écrit à Trudaine «pour le décider définitivement...». «Soyez sur de mon zèle», dit-il à Michel. Mais Trudaine, confiant en les vertus de la libre-concurrence, reste inflexible : «Il n'i (*sic*) a pas un ouvrier venant d'Orléans à qui il ne propose de faire des bonnets pour établir la concurrence, note l'intendant. Il est très froid sur le succès de M. Michel, il espère que d'Assas et mille autres feront aussi bien. Que l'avantage du gouvernement consiste dans la multiplicité des entrepreneurs et des ouvriers pour établir la concurrence, n'importe qui occupe ces ouvriers : j'ay beau combattre ce système (*sic*) et démontrer la préférence que mérite M. Michel, il prend toujours de l'humeur sur le mot de préférence en fait de manufacture.»

Et l'arrêt du 17 septembre 1764 ne vient accorder que 10 sols par douzaine, payables sur certificats délivrés par l'Inspecteur des Manufactures et la Chambre de Commerce de Marseille (4).

(1) Lettres de Michel à de Quincy, 6 décembre et 31 décembre 1759. A. n. F¹² 1400.

(2) A. n. F¹² 1400.

(3) Lettre de Michel à Trudaine, juillet 1760. A. n. F¹² 1400.

(4) Correspondance entre Cypierre, Michel, Trudaine, novembre 1761-août 1763-janvier-février 1764. A. d. L. C 3.

Lettre de Cypierre à de Quincy et Arrêt du Conseil, 1764. A. n. F¹² 1400 et A. d. L. C 62.

L'entreprise peut vivre ainsi, mais difficilement : elle traverse des crises graves; Michel a alors recours à l'intendant. Ainsi, en 1765, elle a « un capital de près de 120.000 livres retenu chez l'étranger », tant à Constantinople qu'à Alep; de plus, la peste qui sévit en Turquie, y interdit tout envoi pendant six mois : 40 caisses d'une valeur de 120.000 livres, destinées à ce pays, doivent attendre l'expiration du délai; il y a un découvert de 240.000 livres. Cypierre, pour éviter la mendicité, obtient de Michel qu'il ne congédie pas un seul de ses ouvriers, et dans une lettre à Trudaine, insiste sur la nécessité de soutenir ces entrepreneurs qui « occupent environ 2.000 personnes ». « Je joins mes instances aux leurs pour vous supplier de leur accorder toute la faveur et protection qu'ils méritent par la manutention distinguée de leur manufacture qui les mettra toujours au-dessus de cette concurrence (1). » Mais Trudaine refuse tout secours.

L'année suivante, Michel tente d'étendre ses opérations et d'expédier des produits à Amsterdam, où il a acquéreur; il demande alors les mêmes gratifications que celles dont bénéficient les ventes au Levant; Cypierre l'appuie mais n'obtient pas satisfaction (2).

En 1767, nouvelles difficultés : Michel doit revendiquer douze caisses, d'une valeur de 36.000 livres achetées par Gautier et Puzos de Constantinople et « trouvées en nature lors de la faillite de cette maison »; nouvelle intervention de Cypierre à qui il est répondu que l'Ambassadeur de France, de Vergennes, est chargé de régler « définitivement » cette affaire (3).

Cependant, la situation de l'entreprise reste précaire. En 1768, Cypierre demande « gratifications et encouragements » à Trudaine, qui répond : « Le Conseil a fait en leur faveur tout ce qu'il luy a été possible de faire... Ils ne doivent plus à présent compter que sur la gratification » de 10 sols (4)

(1) Lettre de Cypierre à Trudaine, 17 décembre 1765. A. n. F¹² 1400.

(2) Correspondance entre Trudaine de Montigny, Cypierre et Michel, décembre 1766-février 1767. A. n. F¹² 1400.

(3) Correspondance entre Michel, Cypierre et le Ministre, duc de Praslin, février 1767-mai 1768. A. d. L. C 62.

(4) Lettre de Cypierre à Trudaine de Montigny, 24 juin 1767, et Réponse, 1^{er} juillet 1768. A. n. F¹² 1400.

En 1770, Michel insiste à nouveau : « Nous nous occupons pour le présent, écrit-il à Trudaine, d'achever les ouvrages qui étoient commencés, étant décidément résolus de cesser toute fabrication ultérieure si nous ne sommes secourus par le gouvernement (1). » Il obtient alors, semble-t-il, une gratification annuelle de 1.200 livres pendant six ans (2), qui lui permet de continuer le travail. Vers 1790, Benoist Héry directeur d'une manufacture de bonneterie à Orléans, et Michel occupent ensemble 1.600 ouvriers, emploient 69.500 livres de laine d'Espagne, et fabriquent chaque année 28.500 douzaine de bonnets d'une valeur totale d'environ 855.000 livres.

Peu après pourtant, Michel, fils des fondateurs de la fabrique, tombe en faillite; la vente a lieu le 22 novembre 1799 (3). Un procès s'engage alors entre Benoist Hanapier, acquéreur, et les créanciers Benoist Mérat, Desfrancs et Mingre Baguenault, qui se prétendent de part et d'autre successeurs de Michel (3). Cependant la manufacture, privée de direction, décline peu à peu; bien que « décorée » le 7 Germinal An X du titre de « Manufacture Nationale », elle ne parvient à subsister qu'en faisant des sacrifices (2). En 1805, elle a suspendu le travail, la guerre ayant intercepté les communications avec le Levant, et le « kermès », substance nécessaire à la teinture, étant devenu très onéreux par suite d'une élévation des droits de douane (4). En 1806, elle est menacée de « ruine » (5). Elle reprend pourtant et subsiste encore en 1830.

A peine Michel était-il établi à Orléans que Pierre Aubry, fabricant de bonnets façon de Tunis à Marseille, l'imite et vient fonder une fabrique à Orléans. Michel tente aussitôt d'évincer son concurrent; se prévalant de son privilège, il

(1) Lettre du 3 février 1770. A. n. F¹² 1400.

(2) A. d. L. C 62.

(3) A. n. F¹² 2310.

(4) *Mémoire sur la situation du Commerce et des Manufactures d'Orléans* (Prairial An XIII-1805), publié dans le Bulletin mensuel de la Chambre de Commerce d'Orléans et du Département du Loiret, janvier 1898.

(5) A. n. F¹² 2310.

demande « qu'il lui soit fait deffenses » (*sic*) d'exercer son industrie à Orléans : l'affaire est portée devant l'intendant Barentin, puis au Bureau de Commerce; Aubry soutient que le privilège de Michel n'est pas exclusif, et obtient gain de cause (1).

En 1761, Michel prétend qu'Aubry emploie les femmes de sept paroisses alors qu'il lui a promis « de se contenter de 5 à 6 qu'on luy indiqueroit pour ses essais »; qu'il attire chez lui de ses ouvriers, qu'il va jusqu'à « distribuer sous main son fil aux tricoteurs de la Beauce occupés du travail de cette manufacture royale depuis son établissement »; et il supplie Cypierre de mettre fin à ces « manœuvres indécentes »; Aubry tient bon, rétorquant qu'il a à peine assez de sept paroisses (2).

En 1763, Michel reproche à Aubry d'avoir choisi un cartouche semblable au sien portant en arabe le titre de manufacture royale; Aubry modifie le dessein de son écusson et demande la permission d'y faire figurer les mots : « approuvée et protégée par le roy ». Cypierre, malgré de nouvelles représentations de Michel, donne un avis favorable, et Trudaine accorde son consentement (3).

Cependant, ces difficultés n'étaient pas pour favoriser le développement de la fabrique. Aubry ne peut exporter

(1) Lettre d'Aubry à Trudaine. A. n. F¹² 1400.

(2) Lettres de Michel et d'Aubry à Cypierre, juillet 1761-janvier 1762. A. d. L. C 62.*

(3) Lettre de Trudaine à Cypierre, 20 novembre 1763. Au bas de la lettre, note autographe de Trudaine :

« Je n'ai point perdu de vue ce que vous m'avez fait l'honneur de me mander le 9 de ce mois. Si le sieur Aubry contrefait la marque de M. Michel, il a tort. Mais il prétend qu'il y a des différences essentielles. Quant aux ouvriers débauchés, il faut les entendre contradictoirement. Jamais les manufactures ne s'établiront mieux et n'auront plus de progrès que lorsqu'on établira une concurrence entière et une égalité entre tous ceux qui veulent travailler. Je voudrais qu'il y ait à Orléans et dans les environs 15 fabriques différentes de bonnets façon de Tunis. A cet égard, le sieur Aubry mérite la protection du Conseil et la vôtre. » (A. d. L. C 3.)

Lettre de Boyetet à Trudaine, novembre 1763 et Réponse, décembre 1763. Certificat de Dehauterayes, novembre 1763. A. n. F¹² 1400.

Lettres d'Aubry et de Michel à Cypierre, mars 1764. A. d. L. C 62.

Correspondance entre le Contrôleur Général, Cypierre, Aubry, mars-avril 1764. A. n. F¹² 1400, 6 mars 1764. A. d. L. C 3.

Lettre de Trudaine à Cypierre, 11 avril 1764. A. d. L. C 3.

que de petites quantités de marchandises : « la permission exclusive que les Turcs ont obtenu d'acheter et de vendre ces sortes de bonnets », « les fléaux qui ont affligé les Échelles du Levant », « le haut prix des laines d'Espagne et des matières qui entrent dans la fabrication de ces bonnets » ne lui permettent pas « de soutenir cette branche de commerce avec avantage (1). » Il doit rapidement cesser le travail : après 1768, aucun document ne parle plus de lui.

Une autre manufacture de bonneterie s'établit vers 1770 à Orléans : la manufacture du sieur Benoit Héry. Celui-ci « fait l'acquisition d'une des plus grandes maisons de la ville », la garnit « de tous les métiers et matières premières », y rassemble « plus de 800 ouvriers auxquels il fait du pain qu'il leur distribue journellement ». Mais, « ayant éprouvé des difficultés » de la part de plusieurs communautés et notamment de la communauté des Marchands-Bonnetiers, il demande qu'on le délivre de ces « entraves »; sur l'avis favorable de Cypierre et de l'inspecteur des manufactures Holker fils, l'arrêt du 21 juin 1774 vient mettre Benoit Héry sous la seule surveillance de l'inspecteur des manufactures, sans lui accorder de privilège fiscal. Quelques années plus tard, les fils Benoit Héry, ses successeurs, adjoignent à leur entreprise, une fabrique de bonnets façon de Tunis et, malgré l'opposition de Michel qui, à nouveau, invoque son privilège et le prétend exclusif, ils parviennent à donner rapidement à leur manufacture un heureux développement. Ils subirent après la Révolution, le même sort que Michel (2).

4. *Manufactures de toiles peintes.*

L'impression sur étoffes, connue dans la plus haute antiquité, s'était continuée en Perse et dans l'Inde, et les procédés d'impression avaient été introduits de là en Europe

(1) Correspondance entre Aubry, d'Assas, Trudaine et Cypierre, novembre 1764 à mars 1768. A. n. F¹² 1400.

(2) Correspondance. A. n. F¹² 1400 et A. d. L. C 62.

au ^{xviii}^e siècle; les manufactures s'y étaient multipliées, mais, en France, un arrêt de 1686 était venu interdire la fabrication des toiles peintes, afin de protéger l'industrie du tissage et du brochage; l'importation même en fut réservée à la seule Compagnie des Indes, qui devait faire venir ses étoffes imprimées de Perse ou des Indes Orientales. Cependant une contrebande considérable s'organisa, très rémunératrice car ces toiles peintes ou indiennes, jolies, solides, lavables et bon marché étaient unanimement appréciées. Le gouvernement céda devant les exigences de la mode et l'indiscipline générale, et, en 1759, autorisa l'impression des étoffes en France, et l'importation par la Compagnie des Indes de toutes sortes de toiles moyennant un droit plus faible pour les toiles blanches que pour les toiles peintes. Alors s'établirent en France et notamment à Orléans de nombreuses entreprises (1).

En 1762, François-Jacques de Mainville fait part à l'intendant de son désir de fonder une fabrique, et demande au gouvernement le titre de Manufacture royale, et la permission d'acheter annuellement en Suisse, sans payer de droits, une centaine de balles de cent pièces de toiles de coton nommées garas (2). Malgré les recommandations de Cypierre pour ce « particulier... zélé, actif, aisé et intelligent (3), »

(1) Voir l'étude du Dr Garsonnin, *La Manufacture de Toiles Peintes d'Orléans*. Publiée également dans les « Mémoires et Documents pour servir à l'Histoire du Commerce et de l'Industrie en France », 3^e série.

(2) A. d. L. C 63. Mémoire publié en partie par le Dr Garsonnin, *op. cit.*, p. 5-6.

(3) « La continuité de la guerre et la multiplicité des impôts ont réduit les provinces dans une langueur effrayante et je sens plus que jamais soit par l'expérience soit par les principes que je me suis faits d'après vous, M., combien il est intéressant d'encourager l'industrie et donner de facilité aux établissements de manufactures.

« Il m'a été présenté il y a quelque tems un mémoire par un particulier d'Orléans zélé, actif, aisé et intelligent qui désireroit établir une manufacture d'indiennes sur garas de Suisse... Son projet m'a paru avantageux pour la ville d'Orléans parce que ce seroit une ressource habituelle pour occuper journellement trois ou quatre cens ouvriers que la cessation du commerce réduit à la plus grande misère...

« ... Pour moy, M., je vois dans le succès de cette entreprise le bien de la ville d'Orléans qui abonde en ouvriers oisifs, celui de toute la généralité et mesme celui du Royaume. » (Lettre de Cypierre à Trudaine, 20 septembre 1762. A. d. L. C 63.)

Trudaine ne donne pas son consentement (1). L'intendant se concerte de nouveau avec Jacques de Mainville et sollicite pour lui la permission d'importer en franchise 20 balles de coton, et certains privilèges attachés au titre de Manufacture royale : exemption du vingtième d'industrie et du logement des gens de guerre, droit d'être taxé d'office à la capitation lui et ses ouvriers (2). Bertin s'oppose à toute exonération de droits à l'importation, mais permet à Cypierre d'attribuer une gratification à peu près équivalente au montant de ces droits (3) — ce qui est fait aussitôt ; il accorde les autres faveurs, mais laisse à l'intendant le soin de les renouveler chaque année ; c'est seulement en 1768, sur l'intervention de Cypierre et après enquête contradictoire, qu'un arrêt vient octroyer définitivement ces privilèges, à condition pourtant que Mainville justifie en septembre de chaque année de ce que le nombre de ses ouvriers n'est pas descendu au-dessous de 140, chiffre atteint en 1768 (4).

Mainville établit son entreprise près du nouveau pont

(1) A. d. L. C 3. Publié dans *Inv. des A. d. L.*, p. 16, et par le D^r Garsonnin, *op. cit.*, p. 6-7.

En 1771, alors que l'entreprise était en pleine prospérité, Mainville demanda à nouveau le titre de Manufacture Royale, et se heurta à un second refus :

« Il n'est pas possible de lui accorder le titre de Manufacture Royale qu'il demande, attendu que le Bureau du Commerce a pris une délibération de ne plus accorder ce titre aux manufactures particulières, et encore moins à celles d'impression, qui, par leur facilité, ne méritent pas cette distinction. La demande en exemption de droits n'est pas plus possible à accorder; ce serait nuire aux manufactures du Royaume, qu'il est bien plus intéressant de maintenir. » (Lettre de Terray à Cypierre, 6 février 1771. A. d. L. C 5. Publié par le D^r Garsonnin, *op. cit.*, p. 21.)

(2) « Ce particulier à qui j'ai fait part de votre réponse n'abandonne pas encore son projet parce que comme je connois tout l'avantage qui en résultera s'il réussit, j'ai été le premier à l'encourager en luy faisant valoir les promesses que vous luy avez faites... » (Lettre de Cypierre à Trudaine, 21 octobre 1762. A. d. L. C 63.)

(3) Lettre de Bertin à Cypierre, 1^{er} novembre 1762. A. d. L. C 3.

(4) Correspondance de Cypierre avec Trudaine et Brillard, 1768. A. d. L. C 63.

Jacques de Mainville ne paya que 60 livres par an pour toute imposition; son fils, qui prit sa succession en 1777, fut au contraire imposé lourdement par la Municipalité d'Orléans, et fit des réclamations dont nous ignorons les résultats (D^r Garsonnin, *op. cit.*, p. 14).

d'Orléans, à l'angle de la rue Royale. Là, deux pavillons avaient été projetés, de part et d'autre de l'entrée de la ville; en 1762, un seul de ces pavillons était construit; de l'autre, il n'y avait encore que la façade : c'est cette façade que la ville cède gratuitement à Mainville avec un terrain d'une superficie de 400 mètres environ, à condition qu'il y élèverait un pavillon semblable à l'autre, sur les desseins de M. Hupeau, inspecteur général des Ponts et Chaussées. Les travaux étaient onéreux et Mainville demande un secours de 10.000 livres; Trudaine en offre 4.000, puis, devant les réclamations de l'entrepreneur approuvées par Cypierre, monte jusqu'à 6.000 (1). Mainville se contente de ces conditions déjà très avantageuses; en décembre 1763, la construction est terminée, et la manufacture ne tarde pas à fonctionner.

Mainville continue à trouver chez l'intendant un protecteur aimable et complaisant. Il s'adresse à lui lorsque éclatent entre ses ouvriers, pour la plupart étrangers, des querelles importantes (2); lorsqu'en vertu des règlements, Baron, directeur d'une manufacture à Corbeil, lui reprend en 1764 l'un de ses ouvriers qui avait quitté Corbeil sans congé pour venir travailler à Orléans (3); lorsqu'en 1781, il a des marchandises saisies pour ne les avoir pas portées au Bureau de Marque (4). Il en appelle aussi à Cypierre quand il a besoin d'aide financière; en 1764 notamment, à la suite d'une visite de Holker, inspecteur général des Manufactures, il cherche à se procurer pour l'apprêt des toiles une calandre à cylindre de cuivre et une presse; mais les frais étant « trop considérables pour un petit particulier », il adresse une requête à l'intendant qui la transmet à Trudaine; et celui-ci, après avoir promis de régler la moitié de la dépense jusqu'à concurrence de 1.500 livres, consent

(1) Lettres de Trudaine à Cypierre, 20 décembre 1762, 9 février 1763, 24 mai 1764. A. d. L. C 3. Publiées par le Dr Garsonnin, *op. cit.*, p. 9-10. et Mémoire de Mainville, A. d. L. C 63.

(2) Demande d'arrestation pour Renault, qui a frappé son contremaître A. d. L. C 63. Dr Garsonnin, *op. cit.*, p. 11.

(3) Cypierre lui répondit que Baron était dans son droit. A. d. L. C 53. Dr Garsonnin, *op. cit.*, p. 11.

(4) A. d. L. C 63. Dr Garsonnin, *op. cit.*, p. 29-30.

à payer la moitié des 4.917 livres auxquelles s'élève le prix d'achat (1).

Grâce à ces encouragements, l'entreprise se développe et connaît des périodes de prospérité. De 140 ouvriers qu'elle avait déjà en 1766, et qu'elle payait en tout 1.000 livres par semaine environ, elle passe en 1779, à 200 ouvriers, dont le salaire global s'élève à 1.200 livres par semaine, ou 60.000 livres par an. Les ouvriers les mieux rémunérés sont les coloriste, dessinateur, graveur et imprimeur; il est d'abord impossible de les trouver en France, l'industrie y étant nouvellement établie; Mainville doit prendre des Hollandais; puis, sur les conseils de Holker et pour se libérer de ces étrangers très exigeants et très « jaloux des ouvriers français », il essaye, semble-t-il, de former des français (2).

En 1779, 35 à 40 métiers d'imprimeurs battent dans la manufacture, travaillant environ 16.000 pièces de toile par

(1) Lettres de Trudaine à Cypierre, 19 octobre 1764, 19 octobre et 10 décembre 1766. A. d. L. C 3 et C 4. Publiées en partie par le Dr Garsonnin, *op. cit.*, p. 12 et 13.

Lettre de Mainville à Cypierre, 14 novembre 1766. A. d. L. C 63.

(2) Plusieurs documents donnent des détails sur la situation de la fabrique : le Rapport sur l'état du commerce à Orléans, envoyé par Holker à Trudaine (février 1766. A. d. L. C 63). Un état des ouvriers (août 1768. A. d. L. C 63). Un « État des Toiles et Toilleries existantes dans l'étendue de la Généralité d'Orléans au 1^{er} janvier 1779 », par Taillarda de Vaucelles, inspecteur des manufactures (A. d. L. C 60). Et les « Observations sur le Commerce d'Orléans », attribuées à Marcandier (1787. A. d. L. C 79). Ces documents ont été publiés par le Dr Garsonnin, *op. cit.*, pp. 18-20, 22-23, 24-25.

Les ouvriers, classés suivant l'importance de leurs salaires, sont les suivants :

Un coloriste (2.400 à 3.000 livres par an).

Un dessinateur (1.200 livres par an).

Graveurs (1.200 livres par an).

Imprimeurs et rentreurs.

Menuisiers.

Ouvriers pour lavages, teintures et garançages.

Ouvriers pour l'arrosage.

Manceuvriers pour la calandre.

Pileurs et tamiseurs.

Tisseurs ou satineurs.

Ouvriers mettant au pinceau le bleu, le jaune et le vert.

Tircurs.

Commis.

Apprentifs.

an. Ces toiles viennent les premiers mois de Rouen, l'entrepreneur n'ayant pu obtenir l'exemption des droits d'importation; mais comme les toiles de Rouen étaient extrêmement grosses et se vendaient, une fois imprimées, sensiblement moins cher que les toiles de Suisse, Mainville, après avoir éprouvé de ce fait certaines pertes, s'adresse aux tisserands de Troyes et Sens; puis, la qualité de ces toiles baissant aussi peu à peu, il en arrive vers 1777-1779, à importer la totalité de ses toiles de Suisse ou de l'Inde, malgré les tarifs protecteurs élevés. Ces marchandises sont, pour la plupart, vendues en France; un tiers seulement est dirigé sur l'étranger, et surtout en Espagne, en Italie et aux « Isles Françaises ».

La fabrique fonctionne ainsi avec succès à Orléans pendant une vingtaine d'années; en 1777, Jacques de Mainville la cède à son fils; vers 1785, celui-ci la transfère à Olivet, à quelques kilomètres de son emplacement primitif; elle y est installée sur les bords du Loiret, dont les eaux ne gèlent jamais, au milieu de prairies propres au blanchiment des toiles. Le travail continue sous la Révolution et sous l'Empire, malgré la concurrence de deux autres manufactures qui se sont installées à Saint-Laurent, sur la Loire, et qui sont dirigées l'une par Bonneau et Mignon, l'autre par Girard-Bardin. Mais peu à peu la vogue des toiles peintes décline et passe; et, vers 1820, l'usine d'Olivet doit fermer ses portes (1).

Une manufacture de toiles peintes se fonde également, en mai 1764, à Pressures, près de Clamecy, dans le Nivernais; des Suisses, Koenig Weisbeck et C^{ie}, en assumant la direction, les capitaux sont fournis par plusieurs habitants et notamment Tenaille de Chatillon, subdélégué de Cypierre à Clamecy. Pourtant cette entreprise, après avoir employé jusqu'à 200 ouvriers, après avoir tenté de s'adjoindre une plantation de garance (2), commence à décliner, les prix de

(1) Dr Garsonnin, *op. cit.*, p. 24-28.

(2) Cf. *supra*, p. 87.

vente s'étant avilis devant la contrebande des toiles suisses. Le départ du graveur, François des Vignes, puis l'incendie du dépôt d'ustensiles et de marchandises, aggravent encore la situation et obligent les entrepreneurs à demander au roi « une surséance de deux années » pour le paiement de leurs dettes, et le prêt gratuit et sans intérêt pendant six ans d'une somme totale de 80.000 livres; Cypierre insiste auprès du Comte de Saint-Florentin sur « tout le bien que procure dans les environs de Clamecy l'établissement dont il s'agit, en occupant un grand nombre de personnes de l'un et l'autre sexe, dans la classe la plus indigente, et [en] formant dans le canton une branche de commerce qui, y faisant circuler l'argent, facilite le recouvrement des impôts ». Le roi accorde le sursis, mais non le secours; Weisbeck sollicite alors certaines franchises de droits; nous ignorons ce qu'il en advint, mais il est probable que la fabrique ne put se maintenir et dut peu après être mise en liquidation (1).

* * *

Ces quatre industries suivirent une évolution analogue, naquirent au milieu du siècle, se développèrent d'abord rapidement, puis déclinerent et disparurent peu à peu. Les unes et les autres, elles se fixèrent dans l'Orléanais pour des raisons à la fois sociales et économiques; elles avaient besoin d'une main d'œuvre nombreuse, et pouvaient employer dans la généralité une population dense et sans travail suffisant : ouvriers « réduits au chômage », enfants des familles pauvres, « détenus » des hôpitaux généraux; industries textiles, elles trouvaient dans la région d'Orléans un centre textile très ancien, dont les habitants leur étaient favora-

(1) Correspondance entre Cypierre, de Saint-Florentin, Maynon d'Inveau, Tenaïlle de Chatillon, 1769. A. d. L. C 63, C 3, C 4. Cf. aussi, Dr Garsonnin, *op. cit.*, p. 34-35.

Deux autres demandes d'établissement de manufactures de toiles peintes, celles du château de la Motte, paroisse de Villemandeur, près de Montargis, et celle de deux Hollandais, Gerardus Enningh et Harmanis Heldoorn, semblent ne pas avoir comporté de suites.

bles, et paraissaient susceptibles d'acquérir vite une certaine habileté; obligées d'effectuer au loin une grande partie de leurs achats et leurs ventes, elles étaient, par la Loire et ses canaux, mises en communication facile avec les différentes provinces de France et les pays étrangers; enfin, deux d'entre elles — manufactures de gasquets et de toiles peintes — dont les produits tiraient toute leur valeur de la qualité de leur teinture, étaient venus chercher dans le Val de Loire la douceur du climat, la chaleur du soleil, la pureté des eaux de rivière, qui seules pouvaient « porter à la perfection » leurs opérations techniques.

Les deux manufactures de gasquets de Michel et de toiles peintes de Mainville, équilibrées économiquement, semblaient devoir se maintenir et se développer; jouissant d'exemptions, bénéficiant de gratifications, elles avaient une situation privilégiée. L'intendant les soutenait de tout son pouvoir, s'efforçant de leur assurer un certain monopole — le gouvernement, avec Trudaine surtout, encourageait au contraire les entreprises rivales : il y avait une opposition très nette entre les deux politiques. Toujours est-il que, si ces deux fabriques ne subsistèrent pas, il faut en voir les raisons, non pas en elles-mêmes, mais dans les transformations générales qui se produisirent au *xix^e* siècle.

Les deux manufactures de cotonnades de Brondes et de blondes de soie de Beuscher avaient un caractère différent; leur valeur était moins économique que sociale. De Cypierre prit en mains leur création, afin de porter secours à toute une population misérable, et leur accorda de fortes contributions; la collaboration fut facile, amicale même avec Brondes « rempli d'humanité », plus pénible avec Beuscher qui voulait bien procurer des ressources à ses ouvriers, mais à la condition qu'il en tirât personnellement des bénéfices appréciables.

Il faut noter pourtant que les manufactures de cotonnades étaient parfaitement adaptées à l'Orléanais, et que, si les conditions naturelles leur étaient restées favorables, il aurait pu se produire là une évolution semblable à celle qu'a vue la région rouennaise, aboutissant à la substitution partielle d'un textile par un autre textile.

§ 2. — LA SITUATION INDUSTRIELLE
DE LA GÉNÉRALITÉ D'ORLÉANS A LA FIN DU XVIII^e SIÈCLE (1).

L'Orléanais, aujourd'hui essentiellement agricole, entretenait à la fin du XVIII^e siècle, des industries alimentaires, textiles, céramiques, métallurgiques, des industries du cuir et du papier.

Industries alimentaires. — « Le blé de la Beauce était moulu sur place, par des moulins à vent dont beaucoup dressent encore leur silhouette décharnée. Les plus perfectionnés étaient ceux du nord de la généralité, aux environs d'Étampes, de Chartres et de Châteaudun; l'Assemblée provinciale déplorait la rareté de ces « excellents exemples » et constatait que « dans presque tout le reste de la généralité, la mouture était restée dans un état digne des siècles les moins éclairés; ... le grain sort de dessous la meule sans être suffisamment moulu, et le blutage ne sépare qu'une partie de la farine ». Les « sédiments de bled gâté et les recoupettes de bon bled » alimentaient, à Orléans, deux fabriques d'amidon et de poudre (2). »

Les vignes du Val de Loire donnent, nous l'avons vu, un vin excellent et un vinaigre réputé. La cire des abeilles est blanchie dans plusieurs villes et plus particulièrement à Orléans, où 6 établissements occupent une quarantaine d'ouvriers et travaillent « 4 à 500 milliers de cire par an »; il se fait même « une si grande consommation de bougies » qu'il faut importer une quantité appréciable de cire brute de Silésie, Pologne et Russie (3).

La situation exceptionnelle d'Orléans y a permis le développement d'une industrie exotique, l'industrie du sucre.

(1) Nous avons suivi surtout le *Mémoire de l'inspecteur Tribert sur l'état des manufactures de la Généralité d'Orléans* (Arch. du Loir-et-Cher, L 434) dont quelques passages sont publiés dans *Mémoires et Documents pour servir à l'histoire du Commerce et de l'Industrie en France*, 2^e série.

(2) Georges Hardy, art. cit.

(3) Observations sur le Commerce d'Orléans, paragraphe sur « les Blanchisseries de cire ».

23 raffineries, « dont 18 grandes et 5 petites » (1), achetant leur sucre brut dans nos colonies d'Amérique, vendent à la fin de l'Ancien Régime, 13 millions de quintaux de sucre raffiné par an; elles produisent également 62.400 quintaux de mélasses, estimés 873.600 francs (2) : ces mélasses, au début du siècle, étaient distillées et donnaient une liqueur appelée « taffiat »; la fabrication en est interdite ensuite devant l'opposition des médecins et apothicaires, qui considéraient le taffiat comme nuisible au corps humain. Le sucre est consommé dans le Royaume, à Paris surtout, puis en Picardie, en Ile-de-France, en Champagne, en Bourgogne (2). Il n'en est exporté que de très faibles quantités, par suite de la concurrence hollandaise : l'arrêt du 25 mai 1786 accorde aux raffineurs des ports et hâvres, afin de les mettre en mesure de lutter contre cette concurrence, une remise des droits et une prime, avantages qui se montent à un total de 15 livres 15 sols par quintal; mais les raffineurs d'Orléans, malgré leurs protestations, ne purent obtenir le même privilège et se trouvèrent dès lors en état d'infériorité.

Industries textiles. — L'industrie textile a pris, dans l'Orléanais, une extension particulière, l'industrie de la laine surtout, qui trouve en Sologne, en Beauce et même dans le Gâtinais, une matière première excellente.

La draperie s'est fixée à Romorantin, Saint-Aignan et Château-Renard. Romorantin et Saint-Aignan (3) achètent les laines du Berry et de la Sologne, et produisent annuellement l'une 4.000 pièces, l'autre 600 pièces; les laines du

(1) Observations sur le Commerce d'Orléans, paragraphe sur « les Raffineries ».

(2) Mémoire de Tribert.

(3) A Saint-Aignan, des contestations s'élevèrent entre marchands drapiers et marchands débitants, les uns et les autres prétendant avoir le droit de visite et de contrôle sur toutes les étoffes vendues dans la ville. Daniel-Charles Trudaine, en 1760, donna gain de cause aux marchands débitants, mais les marchands drapiers élevèrent de violentes protestations et, malgré de fréquentes interventions de Cypierre, malgré la publication d'une ordonnance en mars 1761, engagèrent un procès qu'ils perdirent. Julien Hayem, p. 74-75. A. d. L. C 68, et C 6. 15 mars, 18 juin, 7 septembre 1761.

Gâtinais vont à Château-Renard qui confectionne une centaine de pièces.

Les fabriques de Romorantin, de beaucoup les plus importantes, vendent surtout des draps à l'armée : l'intendant de Cypierre les appuie à plusieurs reprises lors des adjudications (1); elles écoulent les autres étoffes sur place notamment à la foire de la Plisson, ou les expédient à Paris (2). Mais en 1776, et malgré les interventions de Cypierre, elles perdent la fourniture des troupes (3) : plusieurs marchands avaient commis la faute de ne pas veiller, en dépit des règlements fixés par Colbert, à la bonne qualité de leurs produits, et la mauvaise réputation qu'ils s'étaient faite atteignit tous les drapiers de Romorantin. Les meilleurs d'entre eux demandent alors et obtiennent en 1779, une nouvelle réglementation (4). Puis, à la fin du siècle, un effort sérieux est fait en vue d'améliorer la technique, perfectionner « le dégraissage, les teintures et les derniers apprêts (5) »; pour remédier en particulier au « défaut de dégrais », un moulin sur la Sauldre, au lieu dit les Gués-Roides, est « rétabli » et entretenu; l'intendant de Cypierre et l'inspecteur des manufactures Taillarda de Vaucelles décident le propriétaire Rousseau à « dénaturer » son moulin, qui était un moulin à blé « pour le mettre à foulon », et insistent auprès de Trudaine pour que les gratifications et les exemptions de droits qu'il sollicite, lui soient accordées; ils obtiennent pour lui 3.000 livres en février 1776 (6).

La négligence des Marchands-Drapiers et, d'autre part, le poids trop lourd des charges fiscales (7), furent à l'origine

(1) *La Draperie à Romorantin sous l'Ancien Régime*, par Julien Hayem; dans *Mémoires et Documents pour servir à l'Histoire du Commerce et de l'Industrie en France*, 8^e série, p. 81.

(2) Julien Hayem, art. cit. p. 87.

(3) Lettres de Cypierre à Trudaine, Taillarda de Vaucelles, de Bury, subdélégué, et Réponses, 1771-1776. A. d. L. C 68.

Julien Hayem, art. cit. p. 82-83.

(4) Julien Hayem, art. cit. p. 88-90.

(5) Julien Hayem, art. cit. p. 88.

(6) Correspondance entre Cypierre, Taillarda de Vaucelles, Trudaine, de Bury, 1765-1776. A. d. L. C 68. Cf. également, C 266 et Julien Hayem, art. cit. p. 83-85.

(7) Julien Hayem, art. cit. p. 78-79.

d'un certain nombre de banqueroutes. Mais, d'une façon générale, la draperie de Romorantin resta florissante et connu, même au XVIII^e siècle, un brillant essor; en 1779; elle comptait 160 métiers occupant 3.000 ouvriers (1). Elle sut, au XIX^e siècle, moderniser son outillage, s'adapter à une situation nouvelle, elle constitue aujourd'hui encore la principale richesse de la ville.

L'industrie ancienne et active de la Bonneterie a dans la généralité trois centres principaux : Orléans, la Beauce et Dourdan. Orléans et sa banlieue fabriquent au métier des bas, bonnets, calottes, gants et chaussons. En 1787, 55 maîtres bonnetiers, faisant mouvoir 400 métiers et occupant 2.287 ouvriers, confectionnent annuellement des ouvrages évalués 1.479.000 livres. La plus grande partie des laines employées vient de France : du Berry, de la Sologne surtout, de faibles quantités sont importées de l'étranger (2); les ventes s'effectuent en France (3).

La bonneterie d'Orléans, encore florissante à la fin du siècle, a pourtant nettement déclinée depuis 1750 : elle comptait alors 2.000 métiers; elle subit, d'après Tribert, la concurrence de la bonneterie au tricot, de la bonneterie de soie, fil et coton, et surtout la concurrence d'usines telles que les usines de Normandie qui font le foulage non pas à la main mais au moulin.

Une cinquantaine de paroisses de Beauce se sont spécialisées dans la bonneterie au tricot; 12.000 personnes au moins, en majorité des fillettes de sept à huit ans, travaillent l'hiver pour 2.100.000 livres d'ouvrages, les laines étant achetées en Sologne, en Berry et dans le Gâtinais.

Enfin, Dourdan et ses environs dans un rayon de deux

(1) Julien Hayem, art. cit. p. 87.

(2) 8.000 livres d'Espagne, 12.000 de Calabre et des environs de Naples, 3.000 des Échelles du Levant et principalement de Smyrne. 187.000 du Berry, 64.000 de Sologne et 56.000 de la Saintonge, du Poitou, de la Touraine, de la Provence, du Dauphiné.

(3) Il se faisait, au milieu du siècle, une exportation intéressante vers l'Italie (Turin) et le Canada; mais, à la fin de l'Ancien Régime, l'Italie commença « à s'en dégoûter » et le Canada fut cédé à la Grande-Bretagne. (*Mémoire de Tribert, et Observations sur le Commerce d'Orléans*. A. d. L. C 79.)

lieues, fabriquent au métier ou au tricot des bas de laine, fil, soie et coton, la laine venant de Tourcoing, le fil de Bretagne, la soie de Lyon, le coton de Rouen. Cette industrie est, elle aussi, en décadence depuis le milieu du siècle : la qualité de ses produits ne s'est pas maintenue, et Montdidier lui a fait une concurrence victorieuse.

Il se fabrique d'autre part, dans des entreprises plutôt dispersées, un certain nombre d'étoffes de laine : 9.000 pièces de serges, confectionnées surtout en Sologne, dont 600 pièces de petites serges ou tourangelles à Illiers; elles se vendent sur place aux artisans, aux vigneron et aux mariniers de la généralité.

2.400 pièces d'étamines, travaillées à Authon et dans quelques paroisses du Perche-Gotet : 400 pièces de couleur servent aux habitants du pays, 2.000 pièces blanches sont apprêtées et teintées au Mans et à Nogent-le-Rotrou, pour être ensuite exportées en Espagne, en Italie et dans nos Colonies d'Amérique; elles trouvent là la concurrence dangereuse de l'Angleterre.

34.000 couvertures de laine, dont 28.000 couvertures de lit provenant d'Orléans, Patai et Châteaudun, et expédiées dans quelques provinces notamment dans l'Aunis et la Saintonge, et 6.000 couvertures d'épaule fabriquées à Droué et Guimonvilliers et achetées par les femmes de la généralité qui « les portent en guise de manteaux ».

10.000 pièces de poulangis, étoffe commune, faite de fils de chanvre et de laine, et consommées sur place.

Les serges et couvertures peuvent en grande partie être apprêtées à Orléans, et teintées à Orléans, Chartres, Châteaudun, Romorantin, Saint-Aignan; mais Orléans seul fait le « grand teint », les autres villes ne donnent que le « petit teint (1). »

Le chanvre produit dans la généralité est filé et tissé dans un certain nombre de paroisses, et notamment dans les

(1) Le grand teint est très résistant; le petit teint se décolore sous l'action de l'air, de l'eau, du soleil.

paroisses de Sologne, ou travaillé dans les 30 corderies d'Orléans.

L'industrie de la chapellerie, disséminée dans 140 villes ou paroisses, se procure des laines en Sologne et en Beauce (1).

Notons enfin la manufacture de Josse, à Meslé près de Vendôme, établie en 1752, qui, employant chaque année 10.500 livres de coton, confectionne des siamoises qui sont vendues à Paris pour l'ameublement et l'habillement; et les fabriques de cotonnades, de blondes de soie, de bonnets façon de Tunis, de toiles peintes.

Industrie des cuirs et peaux. — 127 tanneurs, 112 mégisiers, 13 chamoiseurs sont établis à la fin du siècle dans les différentes élections de la généralité, mais de préférence à proximité des rivières et des voies de communication. Ils achètent environ 425.000 peaux, dans l'Orléanais, et, en grande partie aux boucheries de Paris; et vendent en France et en Italie, dans les colonies d'Amérique. Mais la chamoiserie est en décadence depuis 1760, du fait que « les consommateurs substituent la toile et la futaine aux peaux de mouton passées en huile », et l'industrie du cuir en général éprouve à la fin de l'Ancien Régime de sérieuses difficultés, dues à la concurrence de la tannerie parisienne et au taux trop lourd du droit de marque qui frappe ses produits (2).

La ganterie se concentre à Vendôme, Blois et Cosne, où 21 maîtres fabricants taillent, cousent et brodent « au moins 376.000 paires de gants ». Les peaux de chevreaux viennent du Maine, les peaux de moutons et agneaux de Saintonge; les gants se vendent pour les 9/10 en France, le reste étant exporté en Hollande, en Espagne, dans les Colonies d'Amérique. Mais, de 1770 à 1790 environ, ce commerce a diminué de moitié : les gants de la généralité n'étaient pas bien cou-

(1) 90.000 chapeaux à 12 livres la douzaine. (Veau et agneau de Beauce.)			
67.500	—	à 30 livres	— (Agneau de Sologne et de Hambourg.)
6.000	—	à 78 livres	— (Lapin, lièvre et agneau de Sologne.)
163.500			

(2) Que supprimera l'Assemblée Nationale.

sus et, d'autre part, les peaux subissaient une hausse de prix depuis la diminution, en 1788, des droits sur les peaux mégissées expédiées à l'étranger.

Industrie du papier. — L'industrie du papier, qui trouve dans l'Orléanais l'eau pure des rivières et le bois des forêts, a connu un certain développement, mais est en décadence à la fin du XVIII^e siècle.

La papeterie de Langlée, près de Montargis, sur le canal de Briare, est l'établissement le plus important; par le canal arrivent du Berry surtout, puis d'Orléans, de Troyes, d'Étampes, les matières servant à la fabrication de la colle; ses 400 ouvriers fabriquent 662.400 livres de papier qui sont vendues pour les 4/5 aux imprimeurs de Paris, le reste dans la région. Mais « l'état de dépérissement où sont les bâtiments et les machines », la « manière très expéditive » dont on y travaille, les procès qui s'élèvent vers 1771 entre les propriétaires Mélié et M^{lle} de Fay et le directeur Prévost (1), interdisent à cette manufacture de tenir le rang auquel elle semble, de par sa situation, pouvoir prétendre.

La papeterie de Buges, située « à une portée de fusil de la précédente », qui occupe 45 ouvriers et vend annuellement pour 40.000 livres de papier, présente les mêmes avantages et les mêmes inconvénients que la papeterie de Langlée.

(1) Mélié et M^{lle} de Fay veulent la révocation de Prévost, directeur de la manufacture depuis 1760, dont ils suspectent l'honnêteté. Mais M^{lle} de Fay, « dont la pétulance est quelquefois outrée » (lettre de Lecauchois à Cypierre, 15 février 1773) et Mélié « rassemblent toutes les ressources de leur génie pour brouiller davantage les cartes »; ils entassent, écrit le marquis de Crequy à Cypierre (26 juillet 1771) papiers sur papiers, chicanes sur chicanes, écrits sur écrits : c'est un labyrinthe (*sic*) de procès commencé ici (plusieurs procès portés au baillage de Montargis, puis évoqués et renvoyés à la Chambre des Enquêtes du Parlement de Paris) et dont le fil sera long à démêler si vous n'avez la bonté d'en arrêter les progrès. » Cypierre n'y voit « que haine, intérêt ». Parmi les ouvriers, certains soutiennent les propriétaires, d'autres prennent le parti du directeur. En définitive, Prévost est destitué et remplacé par Lecauchois, dont la conduite pourtant ne semble pas irréprochable : il joue, écrit Mésange à Cypierre (17 octobre 1774) « à des jeux de hazard » et « se familiarise trop avec de jeunes papetières. »

Longue correspondance entre La Vrillière, le marquis de Crequy, de Montaran, intendant du Commerce, Cypierre, Mésange, subdélégué, Mélié, M^{lle} de Fay, Prévost; 1771-1774. A. d. L. C 73.

Enfin, les sept moulins de Vendôme sur le Loir, de Sembrève près de Clamecy, de Frétigny, de Saint-Mesmin sur le Loiret, de Clan, Rondon et Aunai près de Meung, fabriquent un papier commun.

Industries céramiques. — La facilité des communications, la présence dans certaines régions de terres d'argile ont donné un certain essor aux industries céramiques; mais il s'agit là moins de manufactures que d'« ateliers d'artisans ».

Il existe à la fin du siècle, une fabrique de porcelaine et deux faïenceries à Orléans, une faïencerie à Châteaudun, des briqueteries et tuileries un peu partout et notamment à Orléans, Saint-Mesmin, Sury-aux-Bois. De plus, une trentaine de potiers groupés dans l'élection de Gien tournent des pots de grès estimés au total 60.000 livres, et 7 ou 8 potiers établis à Orléans vendent aux raffineurs des « formes à sucre » et des pots de terre d'une valeur de 80.000 livres. Deux verreries, l'une à Montmirail, l'autre à la Ville-aux-Clercs, employant une centaine d'ouvriers, rencontrent alors la sévère concurrence des usines anglaises qui fonctionnent au charbon.

Industries métallurgiques. — La généralité d'Orléans, qui possède des rivières, des forêts, et quelques mines de fer — « peut-être un des plus beaux présents que l'homme ait regu de Dieu (1) » — a multiplié le nombre de ses forges; mais seules, les « forges royales » de la Chaussade à Cosne prirent une certaine importance : elles occupent 110 ouvriers et produisent annuellement 600.000 livres de fer qui sont employées en particulier par les ports et la marine; elle consomme, en quantités à peu très égales, charbon de bois et « charbon de terre ». Les autres usines ne fonctionnent qu'au bois; elles font « des fers pour les maréchaux, des bandages de roues, des platines, des barres de différentes proportions et quelques épieux », « tous ces fers » ayant « généralement la réputation d'être de bonne qualité »; elles se répartissent en quatre groupes : forges de Frete-

(1) Mémoire de Tribert.

val (1) et de Champrond (2) dans l'élection de Châteaudun; forges de Saint-Martin-des-Champs et de Saint-Privé près de Saint-Fargeau; forges de Saint-Amand-en-Puisaye; forges de Corbelin, Champlemy, Barbelaine, Turigny, Lemée, La Chapelle-Saint-André et Croisy près de Clamecy.

Autres industries. — Notons enfin l'orfèvrerie et la bijouterie, l'industrie du salpêtre — deux fabriques à Orléans, une fabrique à Blois, une fabrique à Saint-Aignan — et surtout le travail des pierres à feu : celles-ci sont extraites d'une carrière située près de Saint-Aignan en Berry, que l'on exploite depuis deux cents ans, et dont le sol est creusé sur 450 arpents; il se taille annuellement 20.000 pierres à fusil, à pistolet, à briquet, qui sont vendues partie en France, partie à l'étranger : Allemagne, Espagne, Angleterre, Hollande et Côtes de Guinée (3).

(1) Qui fut établie en 1772. Cette forge intéressait la duchesse de Chevreuse, et Cypierre eut « à cœur d'applanir (*sic*) les difficultés ». Correspondance de Cypierre avec Trudaine, Le Trosne, de Chastenay subdélégué. 1771-1774. A. d. L. C 78.

(2) Qui appartient au marquis de Vibraye.

(3) Le *Mémoire* de Tribert indique dans un tableau la production et la main-d'œuvre de ces différentes industries :

Genres d'industrie	Valeur totale des ouvrages fabriqués	Nombre d'ouvriers
Bonneterie.	4.591.130	16.164
Étoffes de laine.	3.513.300	5.576
Toiles et Toileries.	3.272.275	6.181
Chapellerie.	297.750	180
Tanneries, Mégisseries, Chamoiseries.	2.581.579	380
Ganteries	338.400	948
Raffineries à sucre	12.000.000	650
Papeteries.	850.400	483
Usines à fer	856.500	380
Faïenceries, Poteries, Marchands de Porcelaines.	550.000	600
Verreries	200.000	100
Orfèvrerie et Bijouterie de fin.	500.000	50
Pierres à feu.	50.000	350
Salpêtres	40.000	12
Cotons filés	180.000	360
Corderies	300.000	100
Objets divers.	1.000.000	1.780
Arts et Métiers.	3.000.000	10.000
	<u>34.121.334</u>	<u>44.294</u>

*
* *

Ainsi, ces industries étaient pour partie groupées à Orléans et dans le Val de Loire, pour partie disséminées dans les campagnes de Beauce, du Gâtinais, de Sologne. Cette dispersion est sans doute, ainsi que le remarque M. G. Hardy, « un fait d'ordre social » (1), les paysans ne pouvant tirer de leurs cultures des ressources suffisantes, et se trouvant ainsi dans la nécessité d'avoir un travail secondaire : nous avons vu notamment le rôle d'assistance que joue en Sologne la manufacture de blondes de soie de Saint-Dyé; de même, la bonneterie au tricot, la confection de certaines étoffes de laine : serges, étamines, couvertures, poulangis, la filature et le tissage des toiles de chanvre, la tannerie, la mégisserie, la chamoiserie étaient dans certains cas effectuées l'hiver par des artisans ou par leurs femmes qui, les beaux jours venus, partaient cultiver leurs champs.

Mais la dispersion des industries résulte aussi, à notre sens, des conditions économiques de l'époque; elle provient de l'attraction qu'exerçaient la matière première et le combustible : les minoteries étaient construites aux confins du plateau de Beauce; les entreprises textiles — fabriques de toiles de chanvre, de serges, d'étamines, de couvertures — s'établissaient là où se cultivait le chanvre, où s'élevait le mouton : en Sologne, en Beauce, dans le Perche-Gouët; la draperie notamment fleurissait en Sologne sur la Sauldre; les industries céramiques et métallurgiques se fixaient sur les terres d'argile ou les mines de fer, à proximité de forêts et de rivières ou canaux : aux environs de Chateaudun, Cosne, Clamecy.

D'autre part, le Val de Loire groupait un grand nombre d'industries indigènes ou exotiques : papeteries dans des régions boisées, sur le Loir ou le canal de Briare, ganteries à Vendôme, Blois et Cosne, sur le Loir ou la Loire, bonneteries à Orléans, raffineries à Orléans, fabriques de coton-

(1) « En un mot, la dispersion des industries dans les plaines agricoles et pastorales de l'Orléanais au XVIII^e siècle, est un fait d'ordre social plutôt que d'ordre technique. » Georges Hardy, *art. cit.*

nades, de blondes de soie, de bonnets façon de Tunis et de toiles peintes sur la Loire.

La répartition des entreprises de la généralité d'Orléans sous l'Ancien Régime paraît donc conforme aux lois sociales et, plus encore, aux lois économiques. Les fabricants ne semblent pas s'être éloignés, comme le dit M. G. Hardy, « des forêts, des rivières, des grandes voies de communication », ne paraissent pas avoir remis « à plus tard le soin de résoudre les questions de combustible, de force motrice, de matière première » — bien au contraire.

L'industrie était, dans l'Orléanais, parfaitement adaptée aux conditions naturelles, et avait pu se développer harmonieusement. Seuls, la négligence de quelques fabricants et le poids trop lourd de certains impôts avaient, à plusieurs périodes de l'histoire, entraîné des banqueroutes et provoqué des crises.

Mais, à la fin du XVIII^e siècle et surtout au XIX^e siècle, les conditions économiques se transformèrent; les inventions techniques, le progrès du machinisme, le développement des communications créèrent une situation nouvelle. Les petites entreprises purent difficilement subsister à côté des grosses usines qui s'établirent alors; et surtout ces usines fonctionnèrent non plus au bois, mais au charbon, alors que la généralité d'Orléans, riche en forêts, ne possédait pas de houille. De plus, la navigation sur la Loire, qui avait été à l'origine de l'essor industriel de la généralité, allait disparaître au XIX^e siècle, devant l'ensablement progressif du lit, et surtout devant la concurrence du chemin de fer; quelques années après la construction de la ligne Paris-Orléans-Saint-Nazaire, les compagnies de navigation suspendirent leurs services; la dernière compagnie cessa le trafic en 1862; puis la batellerie disparut à son tour. Dès lors, les fabriques se trouvaient à peu près toutes condamnées à disparaître.

L'industrie, solidement établie dans l'Orléanais sous l'Ancien Régime, ne pouvait au XIX^e siècle, s'adapter aux conditions nouvelles de la technique; elle pouvait moins encore se maintenir dans une région brusquement isolée et étroitement fermée sur elle-même.

CHAPITRE VIII

LE COMMERCE. LE COMMERCE DES GRAINS

§ 1. — LE COMMERCE.

Nous avons, au cours de cette étude, insisté à plusieurs reprises sur la situation exceptionnelle de la Généralité d'Orléans; placée au centre du Royaume, mise en communication, au nord par le canal d'Orléans et le canal de Briare avec la Seine et le Bassin Parisien, au sud-ouest par la Loire avec Nantes, au sud-est par la Loire avec le Lyonnais, puis par le Rhône avec Marseille, elle peut facilement entretenir des relations avec les différentes provinces de France. Ses débouchés sur la Méditerranée et sur l'Atlantique lui ouvrent d'un côté l'ancien Monde, de l'autre le nouveau continent.

La ville d'Orléans, au cœur de la généralité, est au carrefour même de ces voies commerciales; aussi est-elle devenue de bonne heure un grand port, un entrepôt important; dès le ^{xiii}^e siècle, il s'y tient périodiquement foires et marchés. Des négociants s'y fixent, qui se chargent de la plus grande partie des importations et des exportations, qui constituent pendant la période d'hiver des approvisionnements — car le caractère saisonnier de la navigation sur le fleuve rend nécessaire la constitution d'approvisionnements.

Dans les autres villes de la province, il s'établit aussi, peu à peu, des foires et des marchés où s'effectuent principalement les échanges locaux. Un document non daté, mais sans doute du ^{xviii}^e siècle (1), indique, pour cinq élections, 40 villes où il existe des foires, et 34 villes où il existe des marchés, ce qui, pour les douze élections de la

(1) A. d. L. C 106.

généralité, représente environ 100 villes de foires et 80 villes de marchés.

Le commerce de la généralité avec les différentes provinces du Royaume et les pays étrangers (1) se fait surtout par Orléans et la Loire.

Les habitants achètent au-dehors certaines marchandises de consommation courante, en particulier : les épices et denrées coloniales qui viennent de Rouen, Marseille, Gènes, d'Angleterre ou de Hollande : cafés, poivres, « drogues », huiles, savons, indigos, aluns, plombs (2); et les outils et « ustensiles » de ménage, que fournissent plusieurs forges françaises et des établissements allemands et surtout anglais (3). L'industrie donne lieu à un double courant commercial : elle importe du sucre brut des « Isles françoises » d'Amérique (4), des cires de Silésie, Pologne et Russie, certaines laines de l'étranger et en particulier d'Espagne (5); elle se procure, à l'intérieur du Royaume, des laines dans le

(1) Cf. sur ce commerce : Cuissard, *Etude sur le Commerce et l'Industrie à Orléans avant 1789*, notamment p. 21-22.

Observations sur le Commerce d'Orléans, sans doute de Marcandier. A. d. L. C. 79. Mémoire sur un projet de tarif « pour servir à la perception des droits et traites des marchandises de l'Etranger dans le Royaume et à l'exportation des marchandises du Royaume à l'Etranger », qui énumère en 23 paragraphes les différents éléments de ce commerce. A. d. L. C. 79.

(2) *Observations sur le Commerce d'Orléans*, paragraphe sur le « Commerce d'Épicerie et de Droguerie », qui indique que « la ville d'Orléans approvisionnoit totalement autrefois celles qui sont situées sur les bords de la Loire jusqu'à Angers, une partie du Maine et du Poitou, des marchandises qui viennent par mer à Nantes et à La Rochelle »; et « une partie de la Brie, des environs de Paris, du Pays situé sur les bords de la Seine jusqu'à Mantes, toute la Beauce et le pays chartrain, des marchandises qui passent par Rouen ». « Mais aujourd'hui plusieurs marchands de ces provinces (de Chartres notamment), plus avisés et plus riches, les tirent en droiture des fabriques ou des ports avec lesquels ils n'étoient point autrefois en correspondance. »

(3) *Observations sur le Commerce d'Orléans*, paragraphe sur « le Commerce de poëlerie, de fer et de fonte ».

(4) « Mémoires présentés à Monseigneur le Contrôleur Général par les entrepreneurs de Raffineries de sucre établies à Orléans... » A. d. L. C. 67.

(5) De l'Espagne, 3.000 balles chaque année, « ce qui fait environ 750.000 livres de laine; ainsi ce commerce est de plus de deux millions ». *Voyage dans l'Orléanois...* par de Montigny. « On compte sept à huit maisons tout au plus qui font le commerce de laine en grand, dont une partie se fait par commission ou de compte à denier, et le reste pour le compte de chaque marchand. » *Observations sur le Commerce d'Orléans*, paragraphe sur le « Commerce de laine ».)

Nord et le Berry, des toiles pour l'impression en Normandie, en Champagne, des peaux à Paris, dans le Maine et la Saintonge. D'autre part, elle exporte des bonnets de Tunis dans le Levant, des étamines blanches, des toiles peintes, des gants de peaux en Espagne, en Italie, dans les colonies d'Amérique, des couvertures et molletons en Hollande, des pierres à feu en Allemagne, Espagne, Angleterre, Hollande sur les côtes de Guinée : elle expédie dans plusieurs provinces de France et surtout à Paris, sucres raffinés, draps, étamines, couvertures, siamoises, blondes de soie, gants, pierres à feu..

Les produits de l'agriculture et des forêts sont envoyés en grande partie à Paris : blé et avoine, nécessaires à l'approvisionnement de la capitale, vin, dont 200.000 pièces environ sont achetées annuellement par des marchands parisiens, quantités appréciables d'eau-de-vie, de safran, arbres de pépinières, bois carrés et sciés, planches de chêne et de sapin, merrains, échalas, bois de chauffage.

Malheureusement, la circulation de ces marchandises est grevée de droits nombreux : droits de traite dus à la traversée d'une ligne de douanes intérieures qui sépare « l'étendue des cinq grosses fermes », des provinces « réputées étrangères » et des pays « d'étranger effectif »; péages et octrois levés au profit de particuliers ou de communautés d'habitants; « trépas de Loire » perçu sur le cours de la Loire, à certains passages déterminés. La suppression ou la réduction de ces droits, envisagée par Turgot et Necker, soulevait de telles difficultés pratiques qu'elle ne put être tentée.

Par ailleurs, le commerce des grains, qui revêt dans le Royaume, et particulièrement dans l'Orléanais, grosse région productrice, une importance exceptionnelle, est soumis sous l'Ancien Régime, à un certain nombre de règlements; il fit, à la fin du ^{xviii}^e siècle, l'objet de plusieurs réformes libérales : il mérite de notre part une étude approfondie.

§ 2. — LE COMMERCE DES GRAINS.

La Royauté qui, dans l'ancienne France, est rendue responsable par ses sujets de la rareté des denrées ou de la

cherté des prix, qui, acceptant le point de vue populaire, considère qu'il lui appartient d'assurer l'approvisionnement des habitants et de leur fournir l'aliment essentiel, le pain, contrôle le commerce des blés et le soumet à tout un ensemble de règles. La « Police des Grains », qui s'est ainsi constituée peu à peu, repose sur un principe fondamental : le blé produit dans une région devra d'abord être offert à un prix aussi bas que possible, aux consommateurs de cette région (1). Le blé récolté aux environs d'une ville, dans un certain rayon, est d'abord destiné à la subsistance de cette ville : les fermiers porteront donc tout leur blé au marché de cette ville, sans effectuer de ventes sur place, sans constituer chez eux de provisions anormales; les boulangers et les négociants n'achèteront à ce marché qu'après les particuliers; les achats de grain en vert ou sur pied seront formellement interdits.

Ainsi, à Orléans, les règlements « défendaient aux marchands, dit M. Bloch (2), d'acheter ou d'arrher des blés « à six lieues près cette ville d'Orléans », ou de « regratter » ceux « qui sont ès lieux prochains pour estre rendus en ladite ville ». Tout au plus, étaient-ils autorisés à « recueillir les bleds qui resteront à vendre sur le port et au Martroy après le temps... ordonné pour le fournissement de la commune »; ce « temps » était fixé entre une et trois heures de l'après-midi... Les fermiers d'Église ou autres, toutes personnes ayant fait amas de grains « autres que de leur revenu » ne pouvaient garder leurs blés plus de deux ans. Enfin, défense « très expresse » était portée d'acheter les blés en vert « ne iceux arrer auparavant la cueillette ».

Le blé cultivé dans une province est également destiné à l'approvisionnement de cette province; l'exportation de province à province et de France à l'étranger est interdite. Si la production d'une province est supérieure à sa consommation, le roi autorise la sortie des grains vers une province

(1) « Les peuples portent dans leur cœur cet ancien principe que les blés sont d'abord destinés à la province où ils sont nés. » Manuscrit Joly de Fleury, 1.111, f° 143 et ss. Rapport par quatre membres près la Chambre des Enquêtes du Parlement de Paris. Cité par Girard, *op. cit.* p. 63.

(2) C. Bloch, *op. cit.*, p. 14-15. Analyse des « Règlements pour l'exercice de la justice et police de la ville d'Orléans ».

moins favorisée; si la production totale du Royaume est supérieure à sa consommation, le roi permet l'exportation des grains hors des frontières. Si au contraire la récolte d'une province ne suffit pas à sa subsistance, cette province conserve, par le jeu des réglemens, son blé indigène, et par les soins de son intendant en achète au dehors. Il est notamment réservé à Paris, gros consommateur, toutes les productions en blé du Bassin Parisien, en particulier des plaines de Gonesse et de Beauce. Si la disette est générale, le roi fait venir, par l'intermédiaire de concessionnaires, des céréales de l'étranger et surtout de la Baltique.

Pour assurer le respect de ces règles, le gouvernement surveille les marchands, qui sont astreints à se déclarer sous serment; pour que soient écartés ceux d'entre eux qui pourraient abuser de leur influence ou de leur situation, le commerce est interdit aux nobles et gens d'Église, aux officiers royaux et préposés à la police des grains, aux laboureurs, meuniers et boulangers; de plus, toute association de marchands tendant à des achats de blé ou à l'établissement de magasins est prohibée.

Cette politique, qui tient compte de l'esprit particulariste de chaque province et de la difficulté, de la lenteur des communications, est favorable au consommateur : c'est lui, en effet, qui est exposé à souffrir de la moindre disette, de la moindre hausse des prix; il faut donc, avant toutes choses, veiller à lui fournir du pain, et cela au meilleur marché possible — la Royauté a constamment cherché à organiser la vie à bon marché. Le producteur, au contraire, est toujours assuré de sa subsistance.

Il convient pourtant de remarquer que le maintien à un niveau peu élevé du prix du pain nuit au développement de l'agriculture. De plus, la police des grains présente dans son application de grosses difficultés. Lorsque la récolte est bonne, la réglementation s'adoucit; mais il subsiste d'ordinaire, dans les généralités les mieux pourvues, une trop forte quantité de blé, et les prix deviennent dérisoires. En cas de mauvaise année, certaines régions relativement favorisées, craignant de ne pas avoir assez pour elles, se resserrent encore; les producteurs s'efforcent de dissi-

muler leurs grains; les importations de l'étranger restent toujours insuffisantes. Le peuple, craignant l'accaparement, s'ameute et réclame du gouvernement une rigoureuse application des règlements; mais la surveillance d'une denrée de transport et de conservation aussi facile que les céréales ne peut être efficace.

Aussi au XVIII^e siècle, les Physiocrates, dont les théories aboutissent au point de vue économique à l'établissement de la liberté commerciale et au soutien de la production agricole, mènent-ils contre la police des grains une vive campagne. Ils trouvent d'ailleurs l'appui des propriétaires fonciers, notamment des nobles et du clergé, et la faveur de nombreux administrateurs soucieux d'améliorer la situation du paysan. Ils obtiennent en définitive gain de cause.

1. La politique du gouvernement. Son application dans l'Orléanais.

Les premières atteintes sont portées à la police traditionnelle des grains, par Machault en 1749, puis par Moreau de Séchelles qui, en 1754, autorise la circulation des grains à l'intérieur du Royaume. La découverte et la vulgarisation après 1760, de la mouture économique, qui réduit de trois à deux setiers la consommation de grains par habitant, l'abondance des récoltes de 1760, 1761, 1762 viennent encore préparer la voie à une réforme libérale et le 25 mai 1763, Bertin consent au libre transport des blés et denrées d'une province à l'autre, les affranchit « des droits de page, passage, pontonage et travers »..., et permet à tous les sujets « de faire... dans l'intérieur du royaume le commerce des grains d'en vendre et d'en acheter, même d'en faire des magasins, sans que, pour raison de ce commerce, ils puissent être inquiétés ni astreints à aucunes formalités (*sic*) »; mais il maintient tacitement les règlements de Paris, les droits de marché et les réglementations locales.

Puis le successeur de Bertin, l'Averdy, autorise par l'édit de juillet 1764, l'exportation des blés et farines sous certaines conditions : la liberté d'exportation est suspendue notamment si le prix du blé atteint 12 livres 10 sols le quin-

tal pendant trois marchés consécutifs dans les ports et dans les localités situées près des frontières.

Le résultat ne se fait pas attendre : le prix du grain augmente rapidement (1). Dans l'Orléanais, le blé-froment qui vaut en 1763 et 1764, 2 livres 17 ou 18 sols la mine (2), monte en 1765 à 3 livres 18 sols 4 treizièmes, en 1766 à 4 livres 7 treizièmes; il descend en 1767 à 3 livres 19 sols 3 deniers, pour s'élever en 1768 à 6 livres 1 sol en moyenne. Au cours de cette seule année 1768, le prix du blé passe de 4 livres 6 sols 3 treizièmes au premier trimestre, à 6 livres au second et au troisième, à 6 livres 5 sols 6 quatorzièmes au quatrième. Le prix du pain subit la même hausse : le pain bis de six livres oscille, en 1763 et 1764, entre 7 et 9 sols; il est en 1765, à 11 sols 6 deniers, en 1766 et 1767 à 12 sols environ; en septembre 1768, il parvient à plus de 16 sols, pour se fixer ensuite à 15 (3).

Le but des édits est dépassé; les paysans vendent leur blé au prix fort, mais les habitants des villes, directement atteints, s'attroupent : le peuple d'Orléans, en septembre 1768, « au moment même des récoltes, se voit sans pain, sans vin et sans ouvrage »; aussi y a-t-il « plusieurs batteries de femmes... à la porte des boulangers (4). » Il arrive « des émeutes à Pithiviers et à Malesherbes », où l'on tente d'empêcher « le grain de sortir de la ville (5). » A Dourdan, « la mendicité des domiciliés... augmente de jour en jour (6) »; Gien connaît « la fermentation populaire (7) »; à Romorantin, « le peuple crie à tue-tête » « pour avoir du pain », « et

(1) Chiffres donnés par M. Bloch, *L'Intendant de Cypierre et le Commerce des Grains de 1760 à 1768*; moyennes trimestrielles et annuelles du prix du Blé-froment à Orléans, p. 9 et p. 164.

(2) « La mine d'Orléans, mesure de grains, pesait 50 livres poids de marc; elle équivalait donc au cinquième environ du setier de Paris... » Cf. note de M. Bloch, *op. cit.*, p. 8.

(3) M. Bloch, *op. cit.*, p. 10 et 13; d'après le registre de la police des grains d'Orléans.

(4) Lettre au Contrôleur Général, 11 septembre 1768; et Réponse de Cypierre à l'évêque d'Orléans, 23 septembre 1768. A. d. L. C 82.

(5) Lettre du subdélégué de Pithiviers, 30 juin 1768. A. d. L. C 82.

(6) Lettre du subdélégué de Dourdan à de Cypierre, 24 septembre 1768. A. d. L. C 82.

(7) Lettre à l'évêque d'Orléans, 9 octobre 1768. A. d. L. C 82.

est près de faire une émeute (1) »; à plusieurs reprises, il arrête « des grains destinés à Orléans (2). » « J'ai vu, Monseigneur, la misère de près dans la tournée que je fais, écrit de Cypierre à l'Évêque d'Orléans (3)..., l'industrie cède aux circonstances et s'anéantit, le nombre et la concurrence des mains oisives diminue le prix des journées, le salaire des ouvriers ne peut suffire à la cherté du pain, les chefs de famille s'épuisent par des travaux infructueux et insuffisants pour la nourriture de leur famille, les veuves se désolent, les enfants s'arrachent le pain... On est assailli de pauvres; les mendiants... reparaissent, s'attroupent et jettent le feu dans les fermes de ceux qui leur refusent des secours auxquels eux-mêmes ne peuvent plus suffire. »

De Cypierre essaie de lutter contre cette misère, par tous les moyens possibles. Il suspend la corvée (3). Il distribue les quarante quintaux de riz que le gouvernement lui a envoyés; à cet effet, il demande « aux curés des villes principales, et sans affectation, les noms des pauvres qui paraissent exiger des secours cet hiver »; « mais les états sont effrayants et deviennent presque des rôles aussi nombreux que ceux des contribuables à la taille (3) » : il faut réclamer encore du riz (4). Il faut aussi créer des soupes populaires; une instruction imprimée enseignait la « méthode pour faire la soupe au riz pour cinquante personnes, les enfants de huit ans et au-dessous compris deux pour un (5) » : cette méthode est largement pratiquée; les dames de la Charité s'offrent, à Romorantin particulièrement touché et dans les principales villes du département, à préparer le riz, « à le faire cuire et à le distribuer dans l'hiver aux pauvres de leurs paroisses (6). »

Expédients, remèdes passagers, indispensables mais insuffisants. Il importe de remonter aux causes profondes : c'est ce que fait Cypierre. D'après lui, cette situation tient d'abord à une série de mauvaises récoltes : 1765 a été une

(1) Lettre à l'évêque d'Orléans, 15 septembre 1768. A. d. L. C 82.

(2) Réponse de M. de Montigny, 30 octobre 1768. A. d. L. C 82.

(3) Lettre à l'évêque d'Orléans, 9 octobre 1768. A. d. L. C 82.

(4) Lettre de M. de Montigny, 20 octobre 1768. A. d. L. C 82.

(5) M. Bloch, *op. cit.*, p. 11.

(6) Lettre à M. de Montigny, 24 octobre 1768. A. d. L. C 82.

année faible; 1766 a donné la moitié à peine d'une récolte moyenne; 1767 a souffert de gelées et de pluies; en 1768 : gelées tardives, sécheresse de printemps, pluies d'été, mulots et surtout grêle (1). D'autre part, il s'est effectué à la faveur de l'édit de juillet 1764, des expéditions de blé beaucoup trop considérables eu égard à la production française.

Mais, pour Cypierre, il y a, à cette hausse anormale des prix, des causes exceptionnelles : « accaparements », « monopoles ». Pithiviers connaît « les levées considérables de blés que font les marchands de grains dans les marchés (2). » Les marchés d'Orléans « sont peu garnis, écrit Cypierre, parce que les boulangers et les marchands vont jusques à deux lieues et plus au-devant des voituriers qui amènent le blé »... Il arrive même, le 20 juillet 1768, que les quelques mines apportées au marché soient enlevées aussitôt par « le nommé Lasaille marchand de grain (3). » En septembre, quelques boulangers achètent ou tentent d'acheter le blé à Orléans beaucoup plus cher que le prix commun : « une différence aussi considérable annonce bien clairement la fraude (4). » Le 7 septembre, il y a très peu de blé au marché; cependant la veille, dit l'intendant, « j'avais vu moi-même plusieurs charrettes chargées de blé sortir de la ville par la porte de Paris ». A cette époque, les greniers sont « vides par la quantité prodigieuse de blé enlevé depuis environ deux mois (5). »

De Cypierre parle au ministère des « manœuvres » de ces marchands; il cite même plusieurs noms : c'est Parthin, qui aurait entassé « plus de 500 muids » « en son dépôt à Orléans (6) »; Laurent-Lafosse « que l'on regarde comme très riche », qui « s'est promené dans le moment des récoltes

(1) M. Bloch, *op. cit.*, p. 12.

(2) Lettre du subdélégué de Pithiviers, 30 juin 1768. A. d. L. C 82. Dans M. Bloch, *op. cit.*, p. 16.

(3) Lettre de Cypierre à M. de Montigny, intendant des finances, 20 juillet 1768. *Id.*

(4) Lettre au Contrôleur Général, 4 septembre 1768. A. d. L. C 82. *Id.*

(5) *Idem*, 10 septembre 1768.

(6) Déclaration du curé de la paroisse de Dambron, élection d'Orléans. A. d. L. C 82. *Id.*

dans les paroisses de Rozières, Gémigny, Saint-Sigismond et autres des environs à l'affût des blés, offrant de l'argent et d'acheter les granges en bloc (1)... »; c'est Hardy, qui est « accoutumé à se rendre sur les chemins les jours de marché pour arracher les blés », et qui « court les campagnes pour acheter les blés même avant qu'ils soient battus (2). »

Cypierre voit dans ces opérations la véritable cause de la cherté des grains; elles lui paraissent d'autant plus inquiétantes qu'elles sont effectuées, non pas par quelques particuliers, mais par une compagnie; les marchands ne sont que les commissionnaires de cette compagnie. L'intendant ne met pas en doute son existence; il la montre qui, « non contente d'arrêter sur la route les blés qui arrivent à Orléans les jours de marché, envoie des commissionnaires dans toutes les fermes et fait arrher les blés à quelque prix que ce soit »; « Je ne puis me dissimuler ce fait, ajoute-t-il, puisque ces commissionnaires ont parcouru la semaine dernière, sous mes yeux, les différentes paroisses dépendantes de ma terre de Chevilly (3). »

Sans cesse, dans sa correspondance de 1768, de Cypierre revient sur les méfaits de cette compagnie, sur les achats, les accaparements que font ses commissionnaires : ce sont les causes du mal; il brûle de les combattre, il veut agir. Mais il se sent désarmé. Les marchands soutiennent que, depuis 1763-1764, ils ont le droit d'acheter le blé en vert ou dans les greniers. Certains prétendent même que la déclaration de 1763 a abrogé les règlements de police. Comment se défendre contre eux? Quant à la compagnie, l'intendant n'a sur elle que des indications vagues; il n'est capable de porter aucune accusation précise; il en ignore même le nom : c'est Maynon d'Invau qui le lui donne, en lui en apprenant la dissolution : « Compagnie Malisset (4). »

Que faire? De Cypierre ne peut rien par lui-même, il doit tout attendre du gouvernement; c'est le Contrôleur Général

(1) Déclaration du sieur Corbin, 27 septembre 1768. A. d. L. C 82. d°.

(2) Déclaration du syndic de la paroisse d'Huêtre, élection d'Orléans. A. d. L. C 82. d°.

(3) Lettre à M. de Montigny, 1^{er} septembre 1768. A. d. L. C 82. d°.

(4) Réponse du Contrôleur Général, 26 septembre 1768. A. d. L. C 82. d°.

seul qui a les moyens de triompher du mal. L'intendant s'adresse à lui et à Trudaine de Montigny. Il leur montre l'état lamentable du peuple des villes, dénonce les abus, expose les remèdes. Mais le gouvernement répond : Tenez-vous tranquille, ne portez pas foi trop volontiers à toutes ces criailleries, ne laissez rien paraître de votre inquiétude, sinon vous donneriez raison aux craintes populaires (1). Cypierre obéit; mais il devient suspect à la foule qui l'accuse de trafiquer et menace d'incendier l'intendance (2). Il se plaint auprès du Ministre, lui dit que la tactique est mauvaise, qu'il faut agir; L'Averdy se monte contre lui, lui croit la tête « échauffée sans raison (3). » Cruelle situation, dans laquelle il agit avec conscience, avec courage : il continue à insister de façon pressante au risque de mécontenter ses chefs, de briser sa carrière.

Mais le gouvernement persiste dans son attitude; il cherche à gagner du temps en demandant des précisions; il se déclare sceptique; il suggère seulement à l'intendant que ces marchands sont peut-être des habitants de Paris ou d'ailleurs, qui font venir du grain de Saumur par Orléans pour approvisionner une ville « précieuse aux yeux du roi (4) ». Mais il ne fait aucun aveu : il ne reconnaît l'existence d'une compagnie que le 26 septembre, dans la lettre où il apprend que le roi vient de la « résoudre (5). »

Comment expliquer son attitude? N'est-elle pas suspecte? C'est ce que croit Doinel, archiviste du Loiret; il y trouve une preuve du pacte de famine (6). Mais depuis les travaux de Biollay (7) et Afanassiev (8), il n'est plus permis de voir dans ce Pacté autre chose qu'une légende (9).

A la vérité, Bertin, L'Averdy et Montigny, tout en atten-

(1) Réponse du Contrôleur Général, 24 août 1768; et réponse particulière de M. de Montigny, 8 septembre 1768. A. d. L. C 82. d°.

(2) Lettre à M. de Montigny, 1^{er} septembre 1768. *Id.*

(3) Lettre de l'évêque d'Orléans à Cypierre, 19 septembre 1768. *Id.*

(4) Réponse du Contrôleur Général, 16 septembre 1768. *Id.*

(5) Réponse du Contrôleur Général, 26 septembre 1768. *Id.*

(6) *Journal de la République Française*, nos des 19, 21 et 26 août 1884.

(7) Biollay, *Le Pacte de Famine*. Ch. V et VI.

(8) Afanassiev, *op. cit.*, ch. XIV.

(9) C'est ce que dit M. Bloch, qui justifie fort bien les Ministres (*op. cit.*, p. 30 et ss.).

dant le plus grand bien de la législation libérale, restent imbus des doctrines anciennes et se montrent timides, méfiant; ils sont décidés à favoriser le commerce, mais tiennent aussi à prévoir ses insuffisances et à être en mesure d'y parer; ils demeurent convaincus qu'il appartient au roi d'alimenter les marchés et notamment le marché de la capitale; et le régime nouveau de liberté ne leur paraissant pas susceptible de drainer vers Paris la quantité de blé nécessaire, ils laissent subsister en 1763, tous les règlements municipaux; puis, devant la hausse du prix des grains, ils constituent des approvisionnements et en 1765, passent un contrat avec Malisset, le chargeant de fournir de blé le marché de Paris et lui accordant en revanche un véritable monopole (1).

De même, afin d'alimenter les grandes villes du Royaume, ils laissent en vigueur les réglementations locales et, dans un but fiscal, maintiennent les droits de marché. Mais ils ne l'expriment pas clairement et se contentent en 1763, de garder le silence sur ces points. Aussi certains viennent-ils prétendre que l'esprit libéral de la nouvelle législation ne permet pas de croire à la survivance des anciennes entraves; tel, à Orléans, Legrand de la Meilleray, lieutenant-général de police (2). D'autres au contraire soutiennent que les règlements subsistent, ainsi : les officiers de police de Blois, Chartres, Pithiviers, Gien, Chatillon-sur-Loire, Montargis (3). « L'un, écrit Cypierre, l'a détruite [la législation actuelle] en faisant revivre la déclaration de 1723; l'autre défend le commerce des blés à des fermiers, des meuniers et leurs préposés. Celui-ci annule tous les marchés faits dans les granges; celui-là défend de vendre ailleurs qu'au marché. Tous sont extrêmes et vont beaucoup trop loin... » Et il montre combien est préjudiciable cette « diversité d'actes et d'opinions », et demande une loi « qui ne fut pas susceptible d'interprétation (4). »

(1) Cf. Girard, *op. cit.*, p. 4-5, 12-13, 127.

(2) Qui disait « que l'édit pour la liberté du Commerce des Grains avait annulé tous les règlements antérieurs pour la Police des Marchés ». Lettre à M. de Montigny, 31 juillet 1768.

(3) Afanassiev, *op. cit.*, p. 174-176.

(4) « Rien n'est plus préjudiciable que la diversité d'actes et d'opinions sur un objet où la loi et l'exécution de la loi doit (*sic*) être la même. Ces

Cette loi, il ne l'obtient pas (1); sans doute, l'Averdy et Trudaine de Montigny lui répètent-ils à plusieurs reprises que les règlementations locales n'ont pas été abrogées (2); mais le gouvernement ne se prononce pas officiellement; il ne veut pas préciser exactement la position qu'il prend : pratique comme il l'a toujours été, pratique au moment même où il applique les théories physiocratiques, il est décidé à observer les réactions du pays et à restreindre ensuite, le cas échéant, la liberté accordée.

Sans doute, du fait de ces restrictions, la libre concurrence est faussée — c'est ce qui provoque la disette dans l'Orléanais — mais faussée, non pas par des agissements « monstrueux », mais par des mesures de prudence. Et si l'on vient prétendre que les ministres, d'esprit timoré, manquèrent du courage nécessaire pour rompre avec les anciens errements et aller de l'avant, que les bribes de réglementation, introduites par faiblesse dans le système libéral, en vicièrent le fonctionnement et empêchèrent toute réussite, il est facile de répondre que les conditions d'existence de l'époque, la difficulté et la lenteur des transports, l'esprit particulariste qui régnait partout, apportaient naturellement des entraves au jeu normal de la loi de l'offre et de la demande, et rendaient ainsi dangereuse et difficile l'application brutale d'une politique entièrement nouvelle (3).

entraves sont révoltantes : elles détruisent l'effet de l'édit de 1764, gênent le commerce et peuvent entraîner mille suites fâcheuses... Mais comment rappeler aux vrais principes les officiers que, chaque jour, les circonstances vont contrarier et animer davantage? Il faut un remède, un règlement, une loi, des ordres quelconques; mais que l'expédient soit connu, qui ne soit pas susceptible d'interprétation et assure l'unanimité des principes et des moyens confiés à ces officiers chargés de l'exécution de la loi. » (Lettre à M. de Montigny, 18 octobre 1768.)

(1) M. Bloch, *op. cit.*, p. 38, et Réponse de Cypierre du 23 septembre 1768.

(2) Afanassiev dit bien que les règlements locaux n'avaient pas été abrogés, *op. cit.*, p. 150 et 155.

(3) C'est ce qu'écrivit M. Biollay : « Le commerce des grains, longtemps opprimé, ne devait se développer qu'avec lenteur. Si jamais il se mettait en mesure d'approvisionner Paris, ce que l'on tenait pour douteux, il était hors d'état de le faire immédiatement » (p. 101). M. Afanassiev soutient que sous un régime de liberté, Paris aurait été approvisionné, mais il ajoute pourtant : « Tout au plus l'approvisionnement de Paris aurait-il exigé, au début de la liberté, l'intervention momentanée de l'État » (ch. XI).

*
* *

Toujours est-il que la liberté, même tempérée, n'avait pas donné de bons résultats; la tentative physiocratique avait échoué. En 1769, la récolte étant plus mauvaise encore que les années précédentes, la misère redoubla, dans l'Orléanais comme ailleurs. Les Parlements de Rouen, Bordeaux, Dijon, Paris surtout firent sentir au roi leur hostilité aux déclarations de 1763-1764, lui adressèrent des remontrances, rendirent des arrêts contraires à la législation libérale (1).

En définitive, le Contrôleur Général l'Averdy dut se retirer et céder la place à Maynon d'Invaux qui, quelques mois plus tard, fut lui-même remplacé par l'abbé Terray. Celui-ci attribuait cherté et disette d'une part à la trop forte exportation de blé, d'autre part à la liberté exagérée du commerce, et opéra rapidement sur ces deux points un retour en arrière.

L'exportation des blés fut interdite dès le 14 juillet 1770; le prix avait d'ailleurs atteint dans « presque toutes les provinces », le maximum prohibitif de 12 livres 10 sols par quintal fixé en 1764, au-delà duquel aucun envoi ne devait être effectué à l'étranger. Un an plus tard, le Contrôleur Général reprit cette question et fit une enquête auprès des intendants et des Chambres de Commerce, annonçant son intention de « fixer invariablement » la nouvelle limite, et proposant 8 livres ou 8 livres 10 sols le quintal (2).

La pensée de Terray reste obscure. M. Afanassiev (3) essaie de démontrer qu'en réalité il voulait interdire l'exportation, mais que, pour ne pas s'aliéner les Physiocrates, il usa de supercherie et choisit un chiffre tel que, le prix du blé restant normalement supérieur à lui, toute exportation fut rendue pratiquement impossible. Il y aurait là une véritable « mystification ». René Girard dit au contraire que son dessein était « moins de résoudre le problème de l'ex-

(1) Afanassiev, *op. cit.*, p. 162 et ss.

(2) Circulaire du 1^{er} octobre 1771, A. n. F¹¹ 223. Cité dans Afanassiev, *op. cit.*, ch. XIII.

(3) *Op. cit.*, ch. XIII.

portation que de calmer les inquiétudes du peuple (1)... »

Remarquons seulement ici que Cypierre dont la province comprend comme la France elle-même des régions différentes, les unes productrices et les autres plutôt consommatrices, se rallie à la solution du Contrôleur Général et adopte le même chiffre que lui : « Dans la Beauce, dit-il, où les récoltes de blé sont ordinairement très abondantes et forment la principale production, on la désireroit réduite [la fixation] à 10 livres le quintal. Dans le vignoble et le surplus de mon département, l'universalité des habitants estime qu'on ne saurait fixer le prix auquel la sortie des grains cessera d'être permise plus haut que 8 livres le quintal et c'est aussi mon sentiment. J'estime, monsieur, que c'est mon prix (8 livres) le plus juste et le proportionnel entre le cultivateur et le consommateur (2). »

La plupart des intendants partagent cette opinion; quelques-uns demandent une limite inférieure, d'autres une limite supérieure à 8 livres. Le projet de Terray semble donc raisonnable, et rien ne permet d'affirmer qu'il n'ait pas voulu le mettre sincèrement à l'étude. Il est normal aussi que, les esprits étant échauffés, il ait usé de ménagements, qu'il se soit gardé de décourager les intendants du Midi partisans de l'exportation, et qu'il ait cherché à calmer les intendants du Hainaut et de Paris adversaires résolus de la vente à l'étranger, en faisant ressortir les garanties que leur apporte la nouvelle fixation (3).

(1) *Op. cit.*, p. 84. De même, p. 76 : « Terray résolut de rassurer le peuple en déclarant d'abord que le roi ne se déterminerait « à permettre l'exportation que quand il serait assuré qu'il existerait dans le Royaume une quantité de grains suffisante pour fournir à la subsistance de ses sujets pendant deux années ». Enfin, si elle était jamais à nouveau permise, le taux prohibitif fixé par l'édit de 1764 à 12 livres 10 sols par quintal serait abaissé à 8 livres.

(2) Lettre de Cypierre à l'abbé Terray, 30 janvier 1772. A. n. F¹¹ 223. Publié dans M. Bloch, *op. cit.*, p. 161.

(3) Il y a là des formules diplomatiques, dont Afanassiev nous semble avoir exagéré la portée (*op. cit.*, ch. XIII. Cf. aussi Girard, *op. cit.*, pp. 75 à 77, et note p. 78, note 1 p. 79). Nous croyons d'autre part qu'il y a une contradiction dans la thèse d'Afanassiev, qui présente de Cypierre comme favorable à l'exportation : « Les divergences d'opinion attestées par les intendants d'Orléans et de Moulins montrent que là où les intérêts des campagnes n'étaient point sacrifiés à ceux des villes, on comprenait les avan-

Quoiqu'il en soit, la réforme n'aboutit pas, et de mauvaises récoltes étant survenues en 1772, l'exportation des grains resta interdite jusqu'à l'arrivée de Turgot.

D'autre part Terray, peu après son arrivée au Contrôle Général, s'emploie à mettre fin aux abus qu'a permis, d'après lui, la législation libérale. Il veut que l'équilibre entre le peuple et les propriétaires, dont les intérêts sont naturellement opposés, soit toujours maintenu; il sait que l'ancienne réglementation faisait le malheur des cultivateurs, mais croit aussi que la liberté établie en 1763, en permettant accaparements, monopoles, et « resserrements » de grains, a renversé la situation et jeté dans la misère une grande partie de la classe populaire; la libre concurrence n'est pas parvenue à établir un juste prix, acceptable à la fois du vendeur et de l'acheteur. Certaines règles doivent être imposées, certaines interdictions doivent être faites par voie d'autorité; et les consommateurs étant plus nombreux et plus aisés que les cultivateurs en faveur desquels toute une série de mesures viennent d'être prises, c'est vers les consommateurs que doit pencher la sollicitude royale (1).

Aussi, par l'arrêt du 23 décembre 1770 suivi de lettres-patentes le 11 janvier 1771, Terray rétablit-il les prescriptions anciennes en ce qui concerne la situation des marchands et le régime des ventes de blé :

Nécessité pour ceux qui font le commerce des grains de s'inscrire au greffe de la juridiction royale. (art. 1^{er}).

Interdiction du commerce aux officiers de justice et police, aux fermiers et receveurs de droits et à « tous autres intéressés ayant le maniement » des finances royales, aux fer-

tages de l'exportation et d'un taux prohibitif élevé » (*op. cit.*, pp. 263-264). Pourquoi en se ralliant au chiffre de 8 livres, de Cypierre soutiendrait-il les campagnes, alors que Terray, en s'arrêtant au même chiffre, les affamerait au profit du peuple des villes? Pourquoi, d'après Cypierre, l'exportation serait-elle ainsi favorisée, et, d'après Terray, ainsi interdite?

(1) Cf. Préambule du nouveau règlement envoyé le 2 octobre aux intendants; ce préambule disparut dans la Déclaration.

Cf. également A. d. L. C 5; Girard, *op. cit.*, p. 50 et ss.; Dumas, *op. cit.*, pp. 349 et 350.

miers et laboureurs qui ne pourront acheter que leurs semences, aux meuniers et boulangers qui ne devront pas vendre de grain. (art. 4 et 5).

Obligation d'acheter et de vendre grains et farines dans les halles, marchés ou ports, avec défense « d'aller au-devant de ceux qui amèneront les grains au marché... d'enarrher ni acheter les blés et autres grains en vert, sur pied et avant la récolte ». (art. 6 et 7).

Mais si la route est ainsi barrée à la spéculation, la libre circulation subsiste « d'un lieu à un autre, ou de province à province, dans l'intérieur du Royaume, soit par terre, soit par eau » (art. 8). Le retour à l'ancienne législation n'est donc pas complet; un pas en avant reste fait; le Contrôleur Général pose le principe de solidarité économique entre toutes les régions françaises (1).

D'autre part, il craint que, malgré les précautions prises, l'approvisionnement des agglomérations importantes, ne soit pas assuré, et il institue une régie des blés (2). L'idée est alors en faveur, et la formule paraît plus sûre et moins onéreuse que la location à bail. Il ne s'agit pas là, comme le prétend Afanassiev, d'étrangler le commerce libre en faisant observer l'arrêt de 1770 avec une rigueur extrême, et de donner à la régie un monopole de fait (3); il faut y voir une mesure destinée à suppléer aux insuffisances d'un régime libéral.

Tant que les récoltes seront abondantes, les règlements seront appliqués avec indulgence, les marchands particuliers assureront la subsistance de différentes provinces et si l'approvisionnement de Paris présente des difficultés, la régie y pourvoira. Lorsque l'année sera mauvaise, les règles

(1) « Loin de revenir à l'ancienne idée qui consistait à empêcher le grain de sortir des limites d'une province et quelquefois même d'une ville, Terray avait affirmé avec force son désir que toutes les régions de la France se prêtassent une aide mutuelle. » (Girard, *op. cit.*, p. 57.) Cf. également p. 43.

(2) « Semblable à un bon père de famille. » (Saint-Prest. Cité par Girard, *op. cit.*, p. 76-77.)

Et dans le double but d'« assurer l'approvisionnement des lieux délaissés ou mal servis par le commerce, et même là où le commerce serait actif, (de) le surveiller de manière à l'empêcher de faire la loi au consommateur ». (Girard, *op. cit.*, p. 69.)

(3) *Op. cit.*, pp. 322 et 332.

de police frapperont durement les contrevenants et réprimeront toute tentative de fraude, et l'organe puissant qu'est la régie des blés veillera à alimenter les régions où menacera la disette. C'est la méthode classique, faite de souplesse, resserrant ou adoucissant la réglementation selon le rendement des récoltes. « Je pense, écrivait Terray à Cypierre (1), qui demandait qu'un nouvel édit vint apporter des précisions sur certains points, que les dispositions de l'arrêt du 23 décembre 1770 doivent subsister dans leur intégrité et qu'il est préférable de se réserver de les suivre littéralement ou de les modifier selon les circonstances sans rien innover à la loi... il faut multiplier le moins qu'il est possible les nouveaux règlements et laisser aux administrateurs le soin de faire usage plus ou moins strictement de la loi générale ». « Je pense, concluait-il, que cette liberté ne peut être mieux placée qu'entre vos mains. »

Dès l'année 1770, le Contrôleur Général, devant de belles récoltes, fait preuve d'une grande tolérance (2) et permet que l'une des règles les plus assujettissantes de la nouvelle législation, l'obligation de n'acheter et de ne vendre les grains qu'au marché, soit interprétée largement et adoucie dans son application pratique. Des difficultés sont soulevées à cet égard par les officiers de police d'Orléans qui le 15 décembre 1770, peu avant l'arrêt de Terray, publient une ordonnance défendant « à tous habitants propriétaires ou marchands de blé, ainsi qu'à tous boulangers, meuniers et autres indistinctement de vendre et acheter des grains ailleurs qu'au marché de cette ville ou du moins après y avoir été préalablement exposés (3). » Le 12 janvier, le sieur Che-neaux Goblet est condamné en vertu de ces prescriptions « pour avoir fait une vente dans son grenier à des particuliers »; depuis lors, on lui refuse « de le dispenser de faire porter et livrer au marché 150 muids de bled qu'on lui de-

(1) Lettre de Terray à Cypierre, 7 mai 1771. A. d. L. C 5. Publiée dans l'inventaire des Archives du Loiret, p. 69.

(2) « Tout porte à croire qu'elle (la loi nouvelle) avait été prise avant tout pour être appliquée dans le ressort des Parlements de Paris, de Rouen et aussi de quelques provinces du Nord qui venaient particulièrement de souffrir de la cherté. » R. Girard, *op. cit.*, p. 60.

(3) A. d. L. C 81.

mandait pour la ville de Nevers (1). » De même, les administrateurs des hôpitaux de Nevers ayant acheté par l'intermédiaire de leur commissionnaire Corbin du blé et de l'orge à Orléans, « on exige... que ces grains soient présentés dans les marchés avant que d'estre conduits à leur destination (1). » Il semble que l'attitude de la municipalité d'Orléans soit conforme à l'arrêt de 1770, et notamment à son article VI; pourtant Terray, après avoir reçu plusieurs mémoires des intéressés, écrit à Cypierre, les 28 janvier et 5 février, « que la circulation de province à province étant libre, l'article VI de l'arrêt... du 23 décembre... ne doit pas estre exécuté à la rigueur dans des temps ordinaires, mais seulement pour forcer les particuliers qui s'éloigneroient d'aprovisionner (*sic*) les marchés dans des temps de cherté et de disette, ou quand on peut soupçonner la fraude (1). » Et le 7 juin 1777, un arrêt du Conseil d'État vient casser l'ordonnance des officiers qui ont, dit-il, excédé les bornes de leur pouvoir par l'extension qu'ils ont donné à l'arrêt de 1770 (2).

Le Contrôleur Général, loin d'être sévère, accuse les officiers de police de l'être trop; il prie l'intendant de lui fournir des précisions sur les « abus » qu'ils commettent, et « de lui indiquer les moyens les plus propres pour y remédier ». Cypierre lui adresse alors un long rapport que nous analyserons plus loin, dans lequel il expose notamment que, l'arrêt de 1770 concernant le commerce des grains, l'obligation d'acheter ou de vendre au marché vise les seuls commerçants, et non pas les blatiers, meuniers ou boulangers.

La règle, répond Terray (3), « a eu pour objet d'aprovisionner abondamment les marchés, de modérer les prix par la concurrence et de prévenir les spéculations du monopole. Je sais que cette obligation peut être restreinte, mais c'est à la prudence des administrateurs qu'il faut réserver le soin de la modifier ». En principe, les laboureurs ne doi-

(1) A. d. L. C 81.

(2) A. d. L. C 81. « Arrêt du Conseil d'État qui annule l'Ordonnance... » Il convient de rapprocher cet arrêt de tous ceux qui, en août 1770, cassèrent des ordonnances de police, et que note Girard; *op. cit.*, p. 48.

(3) Lettre de Terray à Cypierre, 7 mai 1771. A. d. L. C 5. Publiée dans l'inventaire des Archives départementales du Loiret.

vent pas se livrer à des « ventes clandestines »; mais toutefois, ajoute-t-il (1), il ne faut pas les frapper avec trop de dureté des peines légales, « ni interdire les ventes que les propriétaires de bonne foi, qui n'ont pas de chevaux chez eux, peuvent faire dans leurs greniers, ainsi que celle à petites mesures que le fermier, le laboureur et le meunier même pourraient faire dans les campagnes au profit du peuple et des pauvres pour la subsistance journalière. »

Mais en 1772, la récolte est mauvaise, dans les provinces méridionales surtout; le prix du pain qui, après la déclaration de 1770, a marqué une diminution très sensible, s'élève de nouveau. Des émeutes éclatent à Toulouse, à Montpellier, à Albi; les achats effectués afin d'alimenter la Provence, en Lorraine, en Champagne, dans les Trois-Évêchés, y provoquent des troubles. Les commissionnaires qui agissent pour le compte de la régie jouissent de telles faveurs que les soupçons naissent, que les protestations se multiplient. Terray se résoud alors à ne plus opérer de livraisons de blé des provinces les plus riches aux régions les plus malheureuses du Royaume; c'est à l'étranger que, dorénavant, il se procurera du grain. Pour Paris seul, quelques commissionnaires feront venir des approvisionnements des plaines voisines, mais « avec la plus grande discrétion (2). » Le Contrôleur Général fait connaître rapidement cette mesure aux Chambres de Commerce et, le 28 septembre, aux intendants, mais sans parler de la situation exceptionnelle de la capitale : « Vous savez que si le gouvernement a fait passer des graines dans les différentes provinces, c'était pour les faire vendre à perte et pour le soulagement des peuples. Il est de votre devoir de détromper ceux qui sont dans l'erreur. Peut-être est-il quelques esprits mal intentionnés qui sèment les bruits à mauvais dessein. Tachez de les connaître afin qu'on les punisse. Mais pour faire cesser jusqu'au soupçon du mal dans des opérations uniquement à l'avantage du peuple, je vous avertis que vous n'ayez à écouter aucune personne qui vous dirait avoir permission d'acheter

(1) Lettre de Terray à Cypierre, même date. A. d. L. C 5. Extraits publiés dans l'inventaire des Archives départementales.

(2) Cf. Girard, *op. cit.*, pp. 115-120.

hors des marchés et pour le compte du gouvernement. »

Par ailleurs, Terray s'efforce d'empêcher toute exportation conformément à l'arrêt du 14 juillet 1770, d'écarter tout abus par l'application des règles sévères posées en décembre 1770, et notamment par l'interdiction stricte d'achats hors des marchés, ou, pour les laboureurs, hors du temps des semences. C'est l'objet des deux circulaires des 18 et 28 septembre 1773 (1), envoyées à Cypierre comme à tous les intendants. Puis l'arrêt du 29 octobre attribue à ceux-ci la connaissance des contraventions à la Déclaration de 1770. Mais le commerce de ville à ville ou de province à province reste libre, et il est rappelé aux commissaires départis qu'ils doivent protéger les négociants et les marchands contre les attroupements du peuple.

La circulaire du 28 septembre ordonne d'autre part une vaste enquête sur les causes de la cherté (2) et sur l'importance de la production de chaque généralité (3).

Les renseignements n'eurent pas le temps de parvenir tous au Contrôle Général; les dernières mesures de Terray ne furent appliquées que quelques mois; Louis XVI, estimant que sa politique avait échoué, appela, en août 1774, Turgot.

*
* *

Turgot s'empessa de modifier la législation : le 13 septembre 1774, il fit rendre un arrêt qui établissait la libre-circulation des grains à l'intérieur du Royaume. Une

(1) Nous ne faisons pas, après MM. Biollay (*op. cit.*, ch. VIII, § 1) et Girard (*op. cit.*, pp. 118-120), une analyse de ces circulaires; elles sont publiées intégralement dans l'inventaire des *Archives départementales du Loiret*, C 6, p. 33.

(2) Liberté trop grande, demande Terray, ou mauvaise application des règles de 1770? Ou bien « amas » de blé par les propriétaires ou les fermiers, dans l'espoir de pouvoir exporter, dans l'attente d'une hausse des prix?

(3) Reliquat de l'année passée et récolte de cette année, dit le Contrôleur Général. Prix actuel du grain, et prix probables jusqu'à la récolte de 1774; prix commun des dix années antérieures à 1763.

Si la production est inférieure à la consommation, comment se procurer le surplus?

Si la production est supérieure à la consommation, et qu'il y ait pourtant cherté, comment combattre cette cherté?

nouvelle expérience était tentée, mais nous ignorons les conditions dans lesquelles elle fut appliquée dans l'Orléanais, les résultats qu'elle y obtint, l'attitude, devant elle, de l'intendant de Cypierre. Les documents font totalement défaut, tant aux Archives nationales qu'aux Archives départementales du Loiret, qu'aux Archives communales d'Orléans. Peut-être furent-ils perdus; peut-être aussi le gouvernement qui, après l'échec de cette tentative, revint lentement, sans bruit, à l'ancienne police, chercha-t-il à faire disparaître toute trace d'un essai malheureux.

Les troubles, en effet, ne tardèrent pas à éclater. La récolte de 1774 ayant été mauvaise, les prix subirent une hausse; les populations craignirent la disette, s'alarmèrent devant les enlèvements de grains faits par les blatiers; il y eut des attroupements. Le gouvernement encouragea l'importation des grains par l'édit du 14 avril 1775 qui accordait, du 15 mai au 1^{er} août, une prime de 18 sols par quintal de froment et de 12 sols par quintal de seigle venus de l'étranger (1). Il tenta d'apaiser les masses, fit appel à tous les curés du Royaume, leur demandant par une « Instruction » d'exhorter au calme leurs fidèles. Puis, toujours convaincu de la valeur de son système, Turgot acheva, par l'arrêt du 12 octobre 1775, de faire disparaître les entraves que Terray avait apportées à la liberté du commerce.

Mais devant l'opposition des privilégiés, du Parlement et du peuple, il dut se retirer. Necker le remplaça qui, sans modifier les nouveaux textes, en faussa si bien l'esprit qu'ils perdirent tout caractère d'obligation aux yeux des autorités locales et du public; c'était un retour dissimulé à la politique traditionnelle.

En 1787, Calonne fera encore une tentative libérale; mais, après un nouvel échec, Necker rétablira les anciens règlements.

2. *L'Intendant de Cypierre et la Politique du Gouvernement.*

Ainsi en 25 ans, la France vit en cette matière trois réformes libérales : celle de Bertin et L'Averdy, celle de Tur-

(1) A. d. L. C 85.

got, celle de Calonne. Aucun des régimes nouveaux, quel qu'il fût, ne put subsister; on dut par trois fois revenir à un système de réglementation. Mais cette réglementation même, quoiqu'adoucie, ne parvint pas à se maintenir. Les Physiocrates et leurs adversaires, dans leurs luttes continues, l'emportaient tour à tour un moment; aucune formule ne paraissait convenir. Les administrateurs, gens d'expérience plutôt que théoriciens, étaient partagés en plusieurs camps et c'était tantôt aux uns, tantôt aux autres, d'être appelés au gouvernement.

Dans l'Orléanais, l'intendant de Cypierre modifia peu, à travers ces essais successifs, la ligne de conduite qu'il s'était fixée dès l'origine; son opinion resta sensiblement la même; il convient maintenant de l'étudier, de la définir (1).

Cypierre est avant tout résolument hostile aux positions extrêmes (2); il les critique sans relâche. Il se tient également éloigné des nouvelles théories physiocratiques et des anciennes doctrines réglementaires (3); c'est l'attitude que dicte la prudence, et il montre combien la prudence est nécessaire en cette matière « dans laquelle il s'agit du bonheur et de la subsistance des peuples. »

« Une liberté active, mais soumise à des précautions (4) » : tel est son idéal.

Cette liberté « active », il se dit le premier à l'avoir deman-

(1) Nous nous appuyons surtout sur trois documents importants :

Mémoire de Cypierre au Président d'Aligre, 20 novembre 1768, publié par M. Bloch, *op. cit.*, p. 156.

« Réflexions... sur le Commerce des Grains, l'arrêt du 23 décembre 1770 et lettres-patentes du 11 janvier 1771 données sur ycelui », 21 mars 1771, A. d. L. C 81.

« Lettre de Cypierre à Terray », 30 janvier 1771. A. n. F¹¹ 223. Publié dans M. Bloc, *op. cit.*, p. 161.

(2) « ...On ne peut être extrême dans une matière dans laquelle il s'agit du bonheur et de la subsistance des peuples, la prudence peut admettre quelques précautions... » *Mémoire*, 1768.

(3) « On voit par ce résultat que je suis bien éloigné du système (*sic*) de M. Le Trosne, que je vais moins loin que M. Brillard (subdélégué d'Orléans, favorable aux théories physiocratiques) et quant au fond et quant à la forme, dans l'interprétation, dans l'exécution de la loi. Qu'enfin je condamne fort le système (*sic*) des officiers de police d'Orléans » (qui appliquent dans toute sa rigueur l'arrêt du 23 octobre 1770). « Résultat » des Réflexions, 1771

(4) Lettre à Terray, 1772.

dée (1); « rien n'est plus essentiel » à ses yeux. C'est elle, et elle seule, qui pourra répartir les productions entre les différentes régions consommatrices; elle le fera « d'elle-même, et sans qu'il soit besoin de règlement (2). » Car si l'on a recours à ces règlements, « les provinces regorgent de superflu, le retiennent et craignent pour l'avenir; les provinces qui n'ont pas recueilli éprouvent la disette et ne reçoivent plus de secours (2) »; et l'on n'aboutit qu'à « porter atteinte aux propriétés, arrêter les spéculations utiles qui font la ressource du peuple et entretiennent l'abondance dans les marchés, décourager le cultivateur sans apporter de soulagement aux journaliers et artisans (2). » « Ce n'est donc que cette liberté de circulation qui peut entretenir l'abondance de proche en proche et établir ce niveau et cet équilibre que le blé doit avoir par un prix moyen qui encourage le cultivateur et auquel le journalier et l'artisan puissent atteindre (2). »

Mais si la liberté reste « illimitée », les agissements les plus scandaleux se multiplieront et jetteront le trouble sur le marché; c'est ainsi qu'après les déclarations de 1763 et 1764, « le monopole a cru rester impuni à l'ombre de la liberté qu'on lui accordoit; les spéculations se sont enhardies; les transports des grains à l'étranger, les amas de bled trop longtems (*sic*) gardés à l'intérieur par les spéculateurs avides qui ont mal calculé et en ont diminué les ressources, les augmentations fictives entre eux lors des jours de marchés pour en rehausser les taux et vendre ensuite d'après cette augmentation, les amas qu'ils avaient faits dans cette vue, tous ces abus ont renchéri les subsistances sans multiplier les productions (3). »

Il est donc utile de prendre certains règlements de police, d'« admettre quelques précautions (4) »; mais celles-ci

(1) « Je regarde cette liberté comme très avantageuse, et j'ai été le premier à la demander. » (Lettre au Contrôleur Général, 15 août 1768. A. d. L. C 82).

(2) *Mémoire*, 1768.

(3) *Réflexions*, 1771.

(4) La lettre à Terray, 1772, fait également la critique d'une « liberté absolue, indéfinie, dégagée de toutes précautions et des anciens règlements de police ».

seront bien différentes des prescriptions anciennes : « Toute entrave à la liberté, selon moi, est pernicieuse, dit-il : je ne désirerais que des précautions (1). »

Ceux qui veulent exercer le commerce des grains devront se faire inscrire; cet enregistrement sera la seule formalité à remplir, mais pourquoi ne l'imposerait-on pas? « Pourquoi les marchands ne seraient-ils pas connus? Ils ne font pas corps ensemble, dit Cypierre. Toutes (*sic*) les autres professions ont des lois, des statuts particuliers; on ne demande à ceux-cy que de se faire connoître... dans la vue de favoriser et de protéger ce commerce utile; mais en même temps de le garantir de l'abus et des inconvénients (*sic*) que la première loi [de 1763] avait introduit par une liberté indéfinie, trop générale et mal entendue (2). »

Le commerce des blés sera interdit à ceux qui, de par leur situation, seraient susceptibles de spéculer dangereusement : les officiers de justice, de police, de finances, les laboureurs qui n'achèteront que leurs semences (3), les boulangers qui ne vendront que du pain (4), les meuniers qui ne fourniront que de la farine (5).

D'autre part, des « précautions » seront prises pour que le grain nécessaire à la consommation du peuple ne puisse être enlevé. Ainsi les laboureurs, pour acheter le blé vieux destiné à ensemençer leurs terres, devront être astreints à apporter du blé nouveau en quantité égale ou dans une cer-

(1) Lettre de Cypierre à de Montigny, 18 octobre 1768.

(2) Réflexions, 1771.

(3) « Le métier d'un laboureur est concentré dans l'agriculture, toute son industrie doit se porter à tirer de la terre et de son travail la production la plus utile à ses intérêts; bien recueillir, bien vendre, voilà son état : lui permettre d'être marchand de grains, c'est autoriser à des spéculations étrangères à son industrie, à sa profession, c'est le détourner de ses fonctions et de son travail, de sa destination, de sa fin. » (Réflexions).

(4) « Le boulanger doit acheter pour vendre en pain, il ne peut être industriel et marchand tout à la fois... Sa boutique ouverte annonce sa profession, le public compte y trouver du pain pour ses besoins; sa qualité annonce ses obligations. Enfin, on va chez le boulanger pour se fournir de pain, on va au marché si l'on veut du bled. » (Réflexions).

(5) « A l'égard des meuniers, je ne vois pas d'inconvénient à leur permettre d'acheter des bleds pour les revendre en farines, cette transformation tient à leur industrie, comme la façon du pain tient à l'état de boulanger, mais je restreindrais cette liberté de vente aux farines seulement. » (Réflexions).

taine proportion; sinon ils dégarniraient les marchés en se procurant de bonne heure des semences, et en ne vendant leurs récoltes qu'après les avoir battues (1).

A ces marchés, il serait bon « que le peuple eût deux heures de préférence... pour s'approvisionner, et qu'après lui le boulanger eût une heure sur le marchand pour assurer sa fourniture; après quoi chacun serait libre de faire ses achats (2). »

Enfin, pour que les marchands ne puissent faire échec à ces règles, il faudrait leur défendre « d'aller acheter et arrher les blés sur les chemins les jours de marché, de sorte que toutes les voitures qui n'auraient pas de destination arrivassent au marché pour le blé y être vendu (3). » Mais, les jours de marché exceptés, il convient de permettre aux boulangers, aux meuniers et même aux blatiers « d'acheter librement au-dehors et dans les greniers (4). » Les meuniers et les boulangers obtiendront ainsi des prix et des conditions de paiement plus avantageux sans nuire au peuple qui, de toute façon, a besoin de farine et de pain; et surtout, une interdiction sur ce point serait facilement tournée : il suffirait de conduire au marché, « pour la forme seulement » « des bleds dont le prix était déjà fait dans le grenier » : « outre

(1) « La prudence exigerait qu'on les obligeât à apporter au marché la même quantité de blé nouveau que celle de blé vieux qu'ils achèteraient. » *Mémoire*, 1768.

Il serait bon « qu'ils eussent la précaution d'en apporter au même marché, au moins la moitié de ce qu'ils enlèveraient afin de ne pas dégarnir le marché ». *Réflexions*, 1771.

(2) *Mémoire*, 1768.

(3) *Mémoire*, 1768.

(4) « Il me semble, explique Cypierre, qu'il convient de suivre l'esprit de cette loi (de 1770) plus tôt (*sic*) que de s'en tenir à la lettre : l'esprit en est fort juste; pris à la lettre; il va trop loin, gêne et manque le but qu'on s'est proposé; cet article ordonne que tous les grains et farines ne puissent estre vendus ni achetés ailleurs que dans les marchés : quel est l'intitulé de l'arrêt? Il annonce qu'il est rendu concernant le commerce des grains. Dès lors, on doit préjuger que la deffense de vendre ailleurs qu'au marché ne peut regarder les propriétaires, les décimateurs qui, en disposant du produit de leur sol, ne tiennent point au commerce; ils usent du droit naturel attaché à leur propriété, droit légitime dans l'ordre social et qui doit estre respecté. L'intention du législateur ayant été d'assurer les subsistances et de faciliter l'abondance dans les marchés, c'est assurer l'exécution de la loi que de permettre au propriétaire la libre vente des productions de leurs héritages, sans faire aucuns frais. » (*Réflexions*) Cf. *supra*, p. 294.

l'inutilité des frais de déplacement..., dit l'intendant, le gardien de ces bleds arrivé au marché la faisoit un prix beaucoup plus fort que le prix courant du marché afin d'éloigner tout acheteur », et provoquait ainsi par contagion, une hausse fictive des cours (1). Si même on permet aux marchands de se procurer du blé directement dans les campagnes — ce que Cypierre semble blâmer — mieux vaut encore ne pas les obliger à faire porter ce blé au marché. Ce qu'il faut seulement empêcher, ce sont les arrhements de grains « sur le pied », qui pourraient prêter à un « monopole (1). »

En matière d'exportation de grains, l'intendant, nous l'avons vu, se rallie à la solution que proposait Terray : Permission d'exporter si le blé vaut moins de 8 livres le quintal; interdiction en cas contraire.

M. C. Bloch estime que la réglementation voulue par Cypierre revient à la police d'autrefois, et dénonce dès lors la contradiction des principes qu'il affiche et des mesures qu'il préconise (2). Ce n'est pas là notre opinion ; l'intendant demande seulement que l'accès à la profession de marchand soit subordonné à certaines conditions, à certaines formalités — ces règles, abolies en 1763, avaient été rétablies en 1770 — et que des prescriptions concernant les achats et les ventes de grains obligent les producteurs d'une région à mettre d'abord leur blé à la disposition des

(1) *Réflexions*, 1771.

(2) M. Bloch s'appuie en particulier sur une lettre de Cypierre à Terray du 30 janvier 1772, qui critique l'édit de 1764, attaque les « monopoleurs » et déplore certaines pratiques autrefois interdites : elle n'apporte rien d'autre que ce que nous avons noté; en voici le principal passage :

« Avant la déclaration de 1764, l'exécution des anciens règlements de police maintenait l'abondance dans les marchés. On n'y voyait pas, comme depuis cette déclaration, une multitude de monopoleurs qui achètent et se revendent dans un même marché des grains pour en hausser le prix et se faire un état aux dépens de la subsistance des peuples. On n'imaginait pas d'aller arrher les blés sur pied ou dans les granges. Le cultivateur apportait ses grains au marché. Le peuple n'avait point à craindre chaque semaine d'en voir hausser le prix. Une liberté active, mais soumise à des précautions, éclairée par la surveillance des magistrats et concentrée dans l'exécution des règlements maintenait dans le prix cet équilibre heureux, cette proportion essentielle à conserver entre le cultivateur et le consommateur. La déclaration de 1764 a détruit cette proportion... »

consommateurs de cette région — ces règlements, déterminés avec précision, seraient moins stricts que les règlements de l'Ancien Régime, plutôt moins sévères aussi que les règlements de Terray.

Mais Cypierre ne pense, ni interdire l'exportation de province à province — la circulation à l'intérieur du Royaume serait libre⁷ — ni constituer un privilège en faveur d'une compagnie particulière, chargée de l'approvisionnement des grandes villes et des provinces menacées de disette — ces privilèges en effet, dont le principe est excellent, aboutissent en fait à des résultats malheureux, soulèvent les habitants des provinces les plus riches sans apaiser la population des régions les plus pauvres.

Les « précautions » de Cypierre nous semblent donc, ainsi qu'il le dit lui-même, « bien différentes des entraves et des gênes dont il est bien important que le zèle se garantisse (1). » L'intendant, administrateur et non pas théoricien, ne se laisse ni retenir par les vieilles doctrines, ni entraîner par les théories nouvelles; il a une position médiane, une conception mesurée (2), assez proche d'ailleurs de la pensée de Terray. Il accorde, à notre sens, toute la liberté compatible avec l'état d'esprit, l'équipement commercial et économique de l'époque. La vérité était bien alors, non pas dans une abolition totale, mais dans une réforme progressive de la police traditionnelle des grains. Au reste le problème était complexe et, maintenant encore, n'est pas sans provoquer des discussions ardentes et appeler des solutions nouvelles.

(1) *Mémoires*, 1768.

(2) Cypierre et de Montaran, Intendant du Commerce, échangent en 1772, une correspondance relative au commerce et se trouvent être exactement d'accord. De Montaran écrit alors à Cypierre une lettre caractéristique : (18 décembre 1772. A. d. L. C 87). « Il y a trente ans que je travaille beaucoup et presque uniquement sur cette matière, j'ai vu et approfondi le système outré des Règlements chargés d'un grand nombre de dispositions, et le système chimérique de la Liberté indéfinie. Je ne sçais lequel est le plus mauvais des deux, mais je sçais très certainement que tous les deux ne valent rien... Ce commerce ne peut s'exercer que dans la société et nulle société ne peut subsister sans règles de Police, il faut qu'elles soient peu nombreuses, claires, et qu'elles remédient aux grands abus sans trop descendre dans les petits. Leur exécution est indispensablement assurée par des peines qui doivent être proportionnées à l'objet. »

CONCLUSION

Nous nous sommes attachés au cours de cette étude à mettre en valeur l'action d'un homme sur la vie économique d'une région de France. L'Orléanais, de sol en grande partie fertile et propre, ici à la culture, là à l'élevage, plus loin à la forêt, pourvu de quelques terres d'argile et de quelques gisements de fer, traversé par la grande voie navigable de la Loire qui, depuis des siècles, lui ouvrait le grand commerce et permettait le développement d'industries exotiques, pouvait répondre aux efforts d'un intendant et jouer dans l'économie française un rôle de premier plan. De Cypierre le comprit et se mit résolument à la tâche; rien ne fut négligé : percement, réfection, redressement de routes avec l'aide des ingénieurs des Ponts et Chaussées — création d'une Société d'Agriculture — introduction de cultures nouvelles telles que trèfle, luzerne, sainfoin, raygrass, garance — travaux de défrichements — lutte contre les épizooties et amélioration de l'élevage des chevaux et des moutons — encouragements aux manufactures : manufactures de toiles peintes, de bonneterie, de blondes de soie, filature de coton — développement du commerce : il sut agir avec initiative, encourager ou susciter les entreprises individuelles, conserver toujours une vue très juste à la fois de la force des vieilles institutions et de l'utilité de certaines réformes. Par sa clairvoyance, son habileté, son application, sa conscience, sa volonté tenace, il mérite d'être compté au nombre des grands administrateurs de l'Ancien Régime, parmi les Turgot, les Tourny, les Bertier.

Il rencontra des difficultés nombreuses et subit, sur plusieurs points, des échecs, ainsi qu'il arrive toujours à celui qui veut entreprendre et créer. Mais nous sommes convaincus qu'en général, il obtint des résultats pratiques et développa sensiblement les productions et le commerce de l'Orléanais.

D'ailleurs, l'impulsion venait d'en haut. La Royauté qui, longtemps, par la réglementation du commerce et même la réglementation de la production, avait surtout protégé le consommateur, se penchait, au XVIII^e siècle, sur la situation du producteur. Une politique s'ébauchait, se constituait lentement, avec bien des hésitations, bien des reculs, bien des compromis, bien des recherches. Il n'y avait pas application d'un programme logique élaboré par des théoriciens, mais succession de mesures positives toutes empreintes de ce pragmatisme qui caractérise les institutions monarchiques.

Deux points pourtant restaient angoissants : la situation financière, la réglementation de la vie économique — deux points qui se heurtaient à la structure traditionnelle de la France, qui atteignaient les hommes dans leurs intérêts les plus directs, qui déchaînaient leurs passions — deux points sur lesquels devait se faire, quelques années plus tard, la Révolution.

La question financière, nous l'avons rencontrée à chaque pas au cours de cette étude : l'établissement d'un réseau routier n'était plus possible, à la fin du XVIII^e siècle, par le moyen de la corvée, et demandait des ressources pécuniaires considérables; l'agriculture ne pouvait se relever et progresser que si le paysan était capable de consentir quelques avances, par suite était déchargé de certains impôts; les manufactures, nouvelles entreprises industrielles dont la forme répondait aux perfectionnements techniques, avaient besoin pour s'équiper de l'exemption fiscale et même de l'octroi de secours; le commerce, pour se développer et parvenir à assurer l'approvisionnement des marchés, devait être délivré des droits, taxes, traites, péages, qui constituaient pour lui de terribles entraves. Bref, l'effort économique auquel le pays semblait décidé se traduisait pour le budget par une réduction des recettes et un accroissement des dépenses. Le problème était complexe. Une solution venait tout naturellement à l'esprit : faire payer les classes privilégiées, et plus particulièrement la noblesse. Les nobles qui, aux temps féodaux, devaient, en contrepartie de leurs privilèges, assurer une mission de protection,

avaient été vaincus par le roi et s'étaient mis à son service, perdant ainsi tout à la fois leur indépendance et leur valeur sociale; ils avaient conservé leurs droits sans plus connaître de devoirs. Au XVIII^e siècle, alors que les philosophes demandaient une égalité civile correspondant à la nature même de l'homme, ils ne comprirent pas qu'il leur fallait accepter des réformes, faire des concessions; ils exigèrent plus âprement encore des privilèges qui déjà semblaient leur échapper. Le beau geste, l'élan généreux de la nuit du 4 août vint trop tard. Le roi vit le danger, mais n'osa pas résister à la noblesse, lui imposer sa volonté, agir en maître; il apparut alors comme son prisonnier, et non plus comme l'arbitre impartial qui tient la balance égale entre les ordres et les corps. Il y a là une grande leçon que les hommes sont portés à oublier trop facilement. Quand la classe qui détient le pouvoir conserve jalousement ses droits et ses biens sans vouloir comprendre les ambitions légitimes des autres classes, elle risque de s'écrouler sous la poussée du flot souvent aveugle et tumultueux et d'ébranler dans sa chute la société elle-même.

Plus encore que la politique financière, la politique économique domine toute notre étude. La Monarchie d'Ancien Régime, qui considère qu'il est de son devoir de contrôler la production et la répartition des denrées, qui est rendue responsable par le peuple lui-même de la rareté des produits ou de la cherté des prix, est traditionnellement interventionniste et entend régler l'activité de ses sujets dans les domaines agricoles, commercial et industriel. Pour procurer aux consommateurs leur nourriture fondamentale, le pain, elle interdit aux paysans de mettre fin sans son autorisation à des cultures de céréales, elle soumet le commerce des grains à des règlements très stricts. Elle place les maîtres, les compagnons, les « apprentifs » des différents métiers sous l'autorité des maires et échevins ou des gardes-jurés, qui ont pour mission d'assurer le respect des règlements municipaux ou des statuts corporatifs; elle fait surveiller par des inspecteurs les fabrications des manufactures, métiers privilégiés.

Mais cette réglementation, qui a pris naissance au Moyen-Age, qui sur certains points a subi des déviations, qui n'est

plus adaptée aux nouveaux progrès de la technique, a besoin à notre époque d'être assouplie, remaniée. Nous avons insisté ici sur la nécessité et la possibilité de certaines réformes. Si les interdictions formulées en matière agricole ne soulèvent pas de difficultés, les entraves apportées au commerce et spécialement au commerce des blés, les règlements auxquels sont assujetties les industries contrarient le développement économique et soulèvent de justes protestations. Il est utile de réviser la police des grains en procédant par étapes, en facilitant peu à peu la circulation à l'intérieur des frontières; ainsi les marchands auront le temps de s'équiper et parviendront à assurer, sous un contrôle gouvernemental plus discret, l'approvisionnement des marchés du Royaume et, le cas échéant, l'exportation à l'étranger. Il devient opportun de répandre la formule de la manufacture, qui convient parfaitement aux nouveaux procédés de fabrication. Il s'avère indispensable de ramener à ses principes fondamentaux le système corporatif : liquider les dettes des communautés, alléger leurs charges, opérer entre elles certaines réunions, limiter le nombre des procès, permettre aux étrangers l'accès à la maîtrise, abolir plusieurs prescriptions inutiles et désuètes, rendre libres quelques professions dont l'exercice ne demande aucun apprentissage...

La réglementation commerciale et industrielle doit subir des réformes, mais peut subir des réformes. Le mot prophétique que prononça, le 12 mars 1776, l'avocat général du roi, Séguier, parlant des institutions corporatives, est vrai des institutions économiques dans leur ensemble : « Si leur anéantissement était le seul remède, il n'est rien de ce que la prudence humaine a établi qu'on ne dût anéantir, et l'édifice même de la constitution serait peut-être à reconstruire dans toutes ses parties. »

La Monarchie à son déclin entreprit d'ailleurs en matière agricole, industrielle et commerciale, l'application de tout un programme de réformes : elle ne faisait là que reprendre la notion de réformation qui a toujours été sienne. Mais elle agit avec lenteur, avec hésitation; elle ne sut pas poursuivre avec énergie et persévérance une œuvre bien commencée.

Les dirigeants se laissèrent gagner peu à peu aux idées des philosophes qui, reniant la politique traditionnelle, réclamaient, au nom de la raison, la suppression de toutes les entraves et l'établissement d'un régime nouveau, totalement libéral.

Et lorsque les corps furent supprimés et la Monarchie abattue, lorsque l'individu se trouva seul en face de l'État, impuissant, incapable de soutenir ses intérêts, il comprit sa faiblesse et chercha des soutiens. Des groupes se formèrent, d'abord interdits, puis tolérés, enfin autorisés; syndicats et associations se multiplièrent. Tandis que les hommes au XVIII^e siècle, avaient demandé au nom de la liberté la dissolution des corps, ils revendiquèrent au XIX^e siècle, au nom de la liberté, le droit de former corps. Et il fallut, il faut encore bien des négociations et bien des luttes, pour établir un équilibre entre ces corps, pour discipliner sous l'autorité de l'État ces forces violentes et souvent égoïstes. Tandis qu'il n'était question au XVIII^e siècle, que de combattre la toute-puissance de l'État, il ne s'agit plus aujourd'hui que de demander à l'État d'intervenir dans le domaine économique, voire de prendre en mains la direction de l'économie. Les hommes sont ainsi faits que, rejetant les solutions médianes, ils adhèrent sans mesures aux doctrines extrêmes.

C'est au contraire le sens de la mesure qui, à notre avis, est la première qualité de l'intendant de Cypierre. A une époque de fièvre, où se heurtaient violemment les théories les plus audacieuses, il apparut comme un homme d'action, à la fois aimable et ferme, comme un homme d'expérience, à l'esprit calme et réfléchi, comme un représentant exact de l'ancienne administration royale, attaché aux traditions, mais aussi ouvert au progrès et partisan de réformes.

Vu : le 4 mars 1938.
Le Président de la thèse,
OLIVIER-MARTIN

Vu :
Le Doyen,
E. ALLIX

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Académie de Paris,
G. ROUSSY

ANNEXE

« ÉTAT GÉNÉRAL DES ROUTES »
DE LA GÉNÉRALITÉ D'ORLÉANS EN 1788 (1)

DÉSIGNATION DES ROUTES	Longueur totale (en toises)	Longueur faite et à l'entretien	Longueur	
			à réparer	à faire
1 ^{re} Classe.				
1. Gde R. de Paris à Lyon et Grenoble, par Montargis, Briare, Bonny, etc. . .	48.197	48.197		
2. Gde R. de Paris à Toulouse, par Or- léans, Vierzon, Vatan, etc., compris les enclaves de Vatan.	72.939	72.939		
3. Gde R. de Paris à Bordeaux par Char- tres et Vendôme.	72.399	62.765		9.634
4. Gde R. de Paris à Bordeaux par Or- léans, Cléry, Saint-Laurent des Eaux, etc.	18.181	18.181		
5. Gde R. de Paris à Bordeaux par Or- léans, Meung, Beaugency, etc.	25.772	25.772		
2 ^e Classe.				
1. R. d'Orléans à Rouen par Chartres et Dreux	24.837	24.837		
2. R. d'Orléans en Basse-Normandie par Chateaudun, Brou, Beaumont.	36.147	23.706	. 874	11.566
3. R. d'Orléans au Mans par Ouzouer le Marché et Fréteval.	35.651	12.843	1.927	20.880
4. R. d'Orléans en Bourgogne par la Vrill- lière, Gien, Briare, Saint-Fargeau et Ouanne.	61.264	40.890	630	19.743
5. R. d'Orléans à Sens à partir de Cha- teauneuf, passant par Bellegarde, Montargis.	26.773	20.677		6.096
6. R. d'Orléans à Fontainebleau par Pi- thiviers, Malesherbes.	29.460	27.563		1.896
7. R. d'Orléans à Versailles par Authon et Dourdan.	17.554	17.554		
8. R. de Paris à Chartres par Rochefort, Saint-Arnault.	17.942	15.092		2.850
9. R. de Paris à Dourdan par Saint-Ché- ron et Roinville.	4.492	4.492		
10 R. de Chartres à Alençon par Courville et La Louppe.	22.537	22.537		
11. R. de Blois au Blanc en Berry par Sel- lettes, Contres.	23.268	12.174		11.094
12. R. de Paris à Bourges par Gien . . .	15.300	7.358		7.942
13. R. d'Auxerre à Nevers par Clamecy et Prémary	14.551	11.835		2.716
14. R. d'Auxerre à Bourges par Clamecy, Varzy	9.461	2.000		7.461

(1) A. d. L. C 355. (Nous n'avons pas reporté les fractions de toises.)

DÉSIGNATION DES ROUTES	Longueur totale (en toises)	Longueur faite et à l'entretien	Longueur	
			à réparer	à faire
3 ^e Classe.				
1. Ch. de Pithiviers à Boynes.	5.733	5.733		
2. Ch. des Troupes par Saint-Lyé et Neuville	16.534	12.733	1.430	2.371
3. Ch. de Pithiviers à Chambon et de Pithiviers à Jargeau	12.403	11.305		1.098
4. Ch. de Blois à Chateaudun par la Ferté Vineuil.	3.459	3.459		
5. Route de Blois à Vendôme.	14.723	5.684		9.039
6. R. de Blois à Villefranche par Cheverny et Romorantin	7.868	7.500		368
7. R. de Blois à Selles-en-Berry s'embranchant sur la route de Blois au Blanc-en-Berry	10.793	6.229		4.564
8. Ch. de Lailly à Beaugency.	2.454	2.454		
9. R. de Chartres au Mans par Courville et Champrond, depuis Courville jusqu'à la dernière enclave de la Généralité.	12.751	12.751		
10. Nouvelle R. de La Louppe à Nogent-le-Rotrou.	1.985	270		1.715
11. Chemins détachés aux environs de Chartres.	4.559	4.559		
12. R. de Chateaudun au Mans par Courtalin et Montmirail	21.600	2.983		18.617
13. R. de Vendôme à Château-du-Loir par les Roches et Montoire.	13.119	100		13.019
14. Ch. de Montoire à Bessé par Troo et Saint-Quentin.	2.500	210		2.290
15. R. de Rambouillet à Ablis.	1.382	1.382		
16. R. de Maintenon à Nogent-le-Roy	4.084	4.084		
17. R. de Dourdan à Étampes par les Granges-le-Roy et la Forêt-le-Roy.	3.838	3.838		
18. Ch. des Environs de Dourdan dans la Forêt de Dourdan.	7.035	7.035		
19. R. d'Orléans à Gien par Jargeau et Sully.	31.247	13.019		18.228
20. R. de Sully à Bourges par Cerdon et Argent.	7.170	1.720		5.450
21. R. de Paris à Bellegarde depuis le Pont de Maupas jusqu'à la route d'Orléans à Sens	3.369	3.369		
22. Ch. de Montargis à Auxerre par Châteaurenard	8.730	674		8.056
23. Ch. de Boiscommun au Pavé de Beaumont.	2.728	169		2.559
24. Ch. de Montargis à Saint-Fargeau	18.982	3.751		15.230
25. Ch. qui communique à la ville de Bonny	2.204	503		1.700
	803.956 ou 401 lieues 3/4 456 toises	592.909 ou 296 lieues 1/4 409 toises	4.861 ou 2 lieues 1/4 361 toises	206.185 ou 103 lieues 185 toises

	Pour les Entretien	Pour les Parties	
		à réparer	à faire
MONTANT TOTAL DES SOMMES A DÉPENSER.	349,511 l. 9 s. 8 d.	13,051 l. 11 s. 7 d.	2,999,846 l. 18 s. 3 d.

ROUTES ET CHEMINS A PROJETER :	Longueur (en toises)	Montant par aperçu (en livres)
R. de Blois à Montrichard par Pont-le-Roy	9.864	147.960
R. de Chartres à Brou par Illiers	15.300	218.790
Chemin de Cosne à Donzy	5.162	82.592
R. d'Orléans à Clamecy.	24.000	450.000
ET PROLONGEMENT DES ROUTES :		
D'Orléans en Basse-Normandie par Chateaudun, Brou, Beaumont.	10.000	181.500
De Blois à Villefranche par Cheverny et Romorantin.	19.000	285.000
De Chateaudun au Mans par Courtalin et Montmirail	14.400	269.280
De Sully à Bourges par Cerdon et Argent.	3.000	39.600
De Montargis à Auxerre par Château-Regnard	7.300	112.475
De Montargis à Saint-Fargeau.	5.096	63.000
	113.122	1.850.177
	ou 56 lieues 1/2 112 toises	

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
BIBLIOGRAPHIE	5
INTRODUCTION.	11
Les intendants.	11
L'essor économique du XVIII ^e siècle.	13
CHAPITRE PREMIER. — <i>L'Intendant de Cypierre</i>	16
Ses origines.	16
Les débuts de sa carrière	18
Son mariage.	19
La vie de Cypierre, intendant d'Orléans.	20
Son caractère	22
La fin de sa vie	23
CHAPITRE II. — <i>La généralité d'Orléans</i>	28
Origine, étendue, subdivisions.	28
Population	30
Vie économique	32
CHAPITRE III. — <i>Les ponts et chaussées</i>	34
§ 1. — Travaux d'entretien.	38
§ 2. — Travaux demandés par des villes	38
Châtillon-sur-Loire.	38
Ablis.	38
Cosne.	38
§ 3. — Chemins « particuliers ».	39
Cypierre : Chemin d'Auvilliers.	39
Rouillé d'Orfeuil : Marville à Mareaulieu	40
Comte de Brisay : Denonville	41
§ 4. — <i>Routes d'intérêt général construites à l'aide de contributions particulières</i>	41
1. Débouchés régionaux obtenus par des particuliers	42
Baron de Montmorency : Chateaudun-Montmi- rail.	42
Dupré de Saint-Maur : Aubigny-Brinon-La- Motte-Beuvron.	43
Duc d'Orléans : Romorantin-Forêt de Bruadan.	44
Chambon-Pithiviers	44
Jargeau-Pithiviers.	44
De Boynes : Boynes-Pithiviers.	45

2. Communications importantes auxquelles contribuent des particuliers.	45
Mme de Pompadour : Meung-Beaugency-Ménars	46
De Reverseaux : Chateaudun-Beaumont-Nogent-le-Rotrou.	47
Duc d'Orléans et Cypierre : Orléans-Pithiviers.	48
§ 5. — Routes d'intérêt général construites sans l'aide de contributions particulières.	51
Sully-sur-Loire-Argent	51
Orléans-Le Mans.	53
Pithiviers-Etampes.	56
Conclusion	60
CHAPITRE IV. — <i>Les communications fluviales.</i>	65
§ 1. — La Navigation. Turcies et Levées. Balisage.	65
L'évolution des institutions.	65
L'action de Cypierre	69
§ 2. — Construction des Quais d'Orléans	73
En aval du pont.	73
En amont du pont.	76
CHAPITRE V. — <i>L'agriculture</i>	78
§ 1. — La « Société d'Agriculture d'Orléans »	79
Création	79
Cypierre et la Société.	80
§ 2. — Agriculture.	85
Prairies artificielles.	85
Garance.	86
Chanvre	87
Blé.	88
Vigne.	90
Safran	90
Élevage d'abeilles	91
Forêts	91
Pépinières.	92
Défrichements.	94
Sologne.	95
§ 3. — Elevage	99
Ecoles vétérinaires.	99
Epizooties.	101
Chevaux	103
Moutons	107
Conclusion	109
CHAPITRE VI. — <i>Les communautés d'arts et métiers.</i>	112
§ 1. — Les différents métiers; leurs statuts	113
§ 2. — Situation financière	115
1. Actif.	126
Offices	126
Immeubles	127
Meubles.	128
2. Passif	128

Confréries.	128
Droits	129
Dettes et charges.	129
§ 3. — Accès à la Maîtrise.	134
CHAPITRE VII. — <i>L'Industrie</i>	146
§ 1. — L'action de l'intendant de Cypierre	148
1. Manufacture de cotonnades de Brondes.	148
2. Manufactures de blondes de soie.	152
3. Manufactures de Bonnets façon de Tunis	157
4. Manufactures de toiles peintes.	163
§ 2. — La situation industrielle de la Généralité d'Orléans à la fin du XVIII ^e siècle	171
Industries alimentaires.	171
Industries textiles	172
Industries des cuirs et peaux	176
Industrie du papier	177
Industries céramiques.	178
Industries métallurgiques.	178
Autres industries.	179
Conclusion	180
CHAPITRE VIII. — <i>Le commerce. Le commerce des grains</i>	182
§ 1. — Le Commerce.	182
§ 2. — Le Commerce des grains.	184
1. La politique du gouvernement. Son application dans l'Orléanais.	187
Bertin et L'Averdy.	187
Terray	195
Turgot.	202
2. L'intendant de Cypierre et la politique du gouvernement	203
CONCLUSION.	210
ANNEXE	215

